

Après son succès électoral favorisé par le fort taux d'abstention

Le Front islamique contrôlera la plupart
des grandes villes algériennesUn Maghreb
différent

Le soleil s'est levé sur un Maghreb différent, mardi 13 juin, alors que les autorités algériennes reconnaissent la nette victoire des islamistes. Pour la première fois dans l'ancienne Afrique du Nord, un mouvement dont on ignore les dispositions réelles à l'égard de l'ancienne puissance coloniale va être associé à la gestion des affaires publiques.

La symbolique est si forte qu'on a tendance à l'oublier : il ne s'agit que d'élections locales pour la gestion des communes et des départements. Mais, comment imaginer que les vainqueurs, régnant en maîtres sur l'administration des grandes villes, qui ont basculé en leur faveur, s'en tiennent à ces acquis sans demander qu'on en tire les conséquences à l'échelon de l'Etat ? La situation de l'Assemblée nationale, composée exclusivement de députés du FLN élus avant la secousse d'octobre 1988, va devenir intenable. Le président Chadli lui-même paraît menacé.

CELUI-CI avait répliqué tout de force quand il s'était érigé en promoteur de la démocratie après avoir fait tirer sur les manifestants de l'« octobre noir », seule façon de sauver un régime qui avait vacillé pendant quelques heures. Beaucoup d'attentistes parmi les hommes politiques ont bénéficié d'une libéralisation devenue indispensable pour que le chef de l'Etat puisse sauver la face. Mais - les résultats électoraux le montrent - la population n'oublie pas que les morts se trouvaient essentiellement parmi les islamistes.

C'est en vain que le FLN, « meilleur garant de la consolidation de la démocratie », avait appelé à « un vote responsable contre l'aventurisme ». Sa défaite est rude et elle affecte évidemment le chef de l'Etat, même s'il a cessé d'être son numéro un pour se mettre « au-dessus des partis ». Ni les islamistes ni MM. Ali Ahmed et Ben Bella, qui avaient appelé aux boycotts des élections, ne le reconnaissent comme arbitre de la situation. Le successeur de Boumedienne doit s'interroger sur les sentiments d'une armée, en proie à des rivalités internes au niveau de l'état-major et pas toujours insensible aux thèses islamistes au niveau de la troupe et de l'encadrement subalterne.

AUTANT que Paris, Rabat et Tunis ont des raisons de s'inquiéter. Jusqu'à présent, le « commandeur des croyants » a pu contenir la poussée intégriste dans un Maroc dur pour les pauvres mais assez homogène sur le plan religieux et culturel.

Qu'advient-il toutefois dans le royaume si la Tunisie « basculait » à son tour ? Dans ce pays, les islamistes n'ont pas présenté de listes aux élections locales du 10 juin. Les chiffres officiels, contre toute évidence, font état d'une large participation populaire à un vote en faveur des candidats du pouvoir. Ils ne sauraient masquer l'influence réelle d'un « parti de Dieu » qui, dans une stratégie à long terme, se passe fort bien de reconnaissance légale.

Avant même la publication des résultats officiels, les autorités algériennes ont reconnu que le Front islamique du salut (FIS) sortait vainqueur des élections locales du 12 juin, les premières sous le signe du multipartisme

ALGER

de notre correspondant

De par ses fonctions, c'était à lui que revenait la responsabilité d'annoncer la nouvelle. Avec l'enthousiasme du soldat qui marche vers la mitraille, M. Mohamed Salah Mohammadi, ministre de l'intérieur, s'est courageusement avancé. En quelques minutes, en arabe d'abord, en français ensuite, tout était dit : « Le scrutin, a déclaré le ministre, s'est déroulé dans des conditions de sérénité qu'il convient de relever (...) La tendance générale qui se dégage donne une prééminence au FIS, suivi du FLN. Mis à part le RCD

(Rassemblement pour la culture et la démocratie, centriste), les autres partis non eu d'impact. Mais l'important n'était-il pas de participer ? »

M. Mohammadi a refusé de commenter plus avant les résultats, promettant d'en dire plus dans douze heures, lorsqu'il serait en possession de tous les chiffres. Puis il a quitté rapidement le centre de presse où il venait de faire sa brève communication. Il était 1 h 15, mercredi

matin, et les dizaines de journalistes présents ont eu le sentiment que ce qu'ils avaient toujours pressenti venait de se réaliser.

Lorsque s'est ouvert le scrutin, mardi 12 juin, à 8 heures, la victoire du FIS n'était évidemment pas certaine, mais il suffisait de faire le tour des bureaux pour voir qu'elle était déjà probable.

GEORGES MARION

Lire la suite page 3

Lire également

■ La multiplication des partis a favorisé la force d'opposition la plus cohérente. ■ Abassi Madani, le faux père tranquille ■ Le FIS, un géant de quinze mois ■ Les réactions dans la communauté algérienne à Paris.

Une journée peu ordinaire à Moscou

« Souveraineté » proclamée par la Russie, vote d'une loi sur la presse, les présidents baltes au Kremlin, « ouverture » sur l'Allemagne...

MOSCOU

de notre correspondant

En une journée, ce fut soudain comme si tout se remettait en perspective. D'heure en heure, mardi 12 juin, les grands événements se succédaient et s'éclaircissaient l'un l'autre dans tous les grands lieux de la nouvelle vie politique soviétique.

Où courir ? Au Parlement de Russie où, debout, toutes tendances confondues, les députés s'applaudissaient frénétiquement d'avoir adopté à la quasi-unanimité (907 voix pour, 13 contre) une déclaration sur la « souveraineté d'Etat » de leur République ? La Fédération de Russie - les trois quarts du territoire de l'URSS et la moitié de sa population - devenait souveraine, mais

ce n'était pourtant pas obligatoirement le fait du jour. Au Soviet suprême de l'Union, le président de l'URSS faisait en effet approuver au même moment un long rapport de politique étrangère, dans lequel il était dit pour la première fois que, à telles et telles conditions, Moscou « pourrait accepter » l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN. Ces conditions étaient ambiguës, presque contradictoires, mais M. Gorbatchev était en train de se faire ainsi donner mandat par la représentation nationale de négocier cette entrée de la nouvelle Allemagne dans l'OTAN. Mais ce qui allait se passer, dans l'après-midi, au conseil de la Fédération, n'était pas moins important. Car les présidents des quinze Républiques soviétiques,

membres de droit de cette instance des nouvelles institutions présidentielles, ont décidé, sur proposition de M. Gorbatchev, de « mettre au point et conclure un nouveau traité d'union », qui sera le fondement d'une nouvelle « Union de Républiques socialistes souveraines ».

En russe, pas plus qu'en français, cela ne change pas les initiales. Si ce nom est retenu (ce qui n'est pas prouvé), il s'agira toujours d'une « URSS », mais si différente de celle d'hier que non seulement M. Eltsine, déclaration de souveraineté en poche, était là tout sourire, mais que M. Landsbergis, le président lituanien, y était aussi.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 4

Le RPR et l'affaire Carignon

Victoire des intégristes en Algérie



Lire page 8 les articles d'ANDRÉ PASSERON, JEAN-YVES L'HOMEAU et PIERRE SERVANT

La France des TGV

Plus de 4 400 kilomètres de voies nouvelles pourraient être ouvertes d'ici à 2015

page 23 - section C

Mondiale

L'exploit des Egyptiens face aux Pays-Bas

page 16 - section B

PARIS ♦ ILE-DE-FRANCE

L'heure des comptes pour Aquaboulevard
Les trésors archéologiques de Saint-Denis

page 26 - section C

CAMPUS

Ce que les Français savent de la dernière guerre

La télévision et l'école sont les deux principales sources d'information des Français sur la seconde guerre mondiale. Plus la fréquentation scolaire est importante, plus les connaissances sont étendues ; les lycéens et les étudiants sont nettement mieux informés que l'ensemble des adultes nés après 1945, tels sont les principaux enseignements d'un sondage réalisé à l'occasion d'un colloque, organisé les 15 et 16 juin à la Sorbonne par la Ligue de l'enseignement et le secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Lire les résultats et leur analyse
pages 17 à 20 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C
Une sélection d'annonces immobilières se trouvent pages 29 à 31

Métamorphoses malgaches

Après l'échec de son expérience socialiste, le régime du président Ratsiraka s'est converti, insensiblement, au libéralisme et au multipartisme

M. Mitterrand devait arriver jeudi 14 juin, en milieu de journée, à Madagascar, dernière étape de son voyage dans l'océan indien. C'est la première visite d'un chef de l'Etat français dans la Grande Ile depuis son indépendance en 1960.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Une grande île et une grande illusion. Ainsi reste scellée, depuis 1975, la rencontre de Madagascar avec le socialisme. Pour avoir côtoyé Mao et Zhou Enlai, Castro et Kim Il-sung avant d'accéder à la fonction suprême, le président Didier Ratsiraka a très tôt singé ces « pères

du peuple ». Affublé du socialisme aux couleurs de l'océan indien, Madagascar a été à la dérive pendant quinze ans. Les indicateurs de croissance et de pauvreté pouvaient laisser croire que le pays s'apprêtait à sombrer.

Au printemps 1990, le premier ministre malgache, Victor Ratsiraka, souriant satisfait, tient salon dans le palais de feu Philibert Tsiranana, le président de la première République qualifiée aujourd'hui de « néocolonialiste ». Près d'une cheminée de briques, deux ouvrages en évidence : l'« Argent noir », de Pierre Péan, et les « Frontières du management », de Peter Drucker. A une autre époque, un ouvrage aurait suffi, le petit « livre rouge » - « Boky Mena » - du président Ratsiraka, dont on loue encore, mais à mots feutrés, les écrits clair-

voyants. Avec son petit foulard au cou, le premier ministre ressemble moins à un colonel (c'est son grade) qu'à un dandy sorti tardivement d'une cave de Saint-Germain-des-Près. « Ce qui m'intéresse, ce sont les chefs d'entreprises. » Après le rouge opaque, l'heure est à la transparence. Consigne lui a été donnée de tout montrer aux journalistes étrangers.

A quoi ressemble désormais le régime malgache ? Ceux qui pourraient répondre préfèrent dire ce qu'il n'est pas, ou plutôt ce qu'il n'a jamais été. On apprend ainsi que le parti unique est une espèce inconnue ici (il existait un front unique de plusieurs partis soutenant le pouvoir).

ERIC FOTTORINO

Lire la suite page 7

Cartier

23, PLACE VENDÔME, PARIS
40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH. ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 6 F. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 2 000 L. ; Luxembourg, 33 FL. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL. ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$.

M 0147 - 6140 - 5,00 F



DÉBATS

Professions juridiques

Avocat-conseil ou notaire-conseil

par Jacques Lesourme

Dans quelques semaines viendront en débat devant l'Assemblée nationale, dans une assez grande indifférence de l'opinion publique, deux projets de loi : l'un sur la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique, l'autre sur la possibilité, pour les professionnels libéraux, de se constituer en sociétés de capitaux.

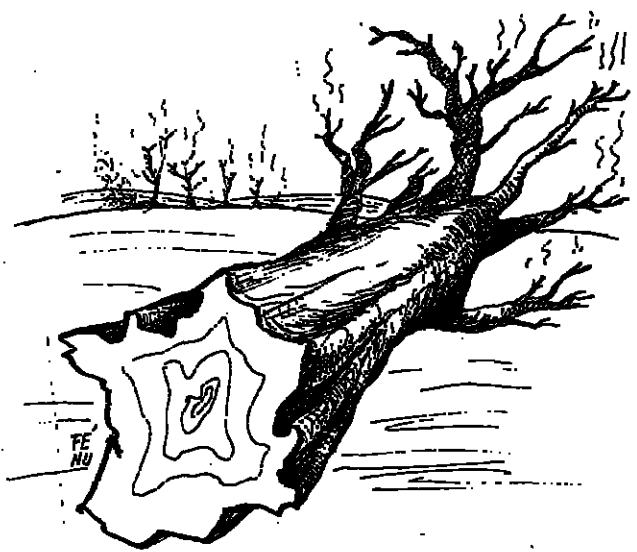
Comment ne pas se réjouir de la volonté ainsi manifestée par les pouvoirs publics de donner aux professions juridiques les moyens d'un double objectif : contribuer plus largement au bon fonctionnement de la société française, prendre une place plus grande sur un marché européen du droit, dominé par de grands cabinets américains et anglais ?

Toutefois, les projets de loi actuels ne sont pas, dans certaines de leurs dispositions, complètement satisfaisants, car ils ne tiennent pas suffisamment compte de notre

culture juridique. Il est en effet nécessaire de rappeler que le monde se partage entre deux grandes traditions juridiques : celle de la coutume (*common law*), née en Angleterre, et qui s'est diffusée aux États-Unis et dans tous les pays influencés par la Grande-Bretagne ; celle du droit écrit, qui, fidèle aux sources romano-germaniques, recouvre l'Europe continentale et à partir de là s'est répandue en Amérique latine, au Québec, en Afrique et dans certains pays d'Asie, comme le Japon. Quant aux nations d'Europe orientale qui appartiennent à cette seconde tradition, elles marquent, depuis leur révolution de 1989, un fort désir de renouer avec leurs racines juridiques et multiplient les contacts avec leurs voisins continentaux de l'Ouest.

Dans leurs grandes lignes, les deux familles du droit sont très typées, même si, bien sûr, quelques nuances apparaissent selon les pays.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

La colère de Pierre Claustre

En ces temps de crise de l'écrit et de désintérêt pour l'Afrique, on admire la constance avec laquelle les éditions Karthala, à Paris, continuent de publier des ouvrages indispensables pour la compréhension du continent noir. Mais, quand elles annoncent un livre de 450 pages sur une affaire vieille de seize ans, écrit par un des acteurs de ce qui demeure, malgré les implications politiques et diplomatiques, un drame d'ordre privé, on est de prime abord perplexe devant l'entreprise.

Pourtant, Pierre Claustre, époux de cette Française Claustre dont l'aventure vient d'inspirer le film de Raymond Depardon, a bien fait d'apporter son témoignage. Il remet bien des choses en place et, dépassant l'aspect étiologique du dossier, fournit un éclairage intéressant sur l'interminable conflit tchadien et le fonctionnement de l'administration française. On s'en doute, le propos n'est pas tendre pour l'actuel président de la République tchadienne, M. Hissène Habré, qui, alors « dissident », fut à l'origine de l'enlèvement, le 21 avril 1974, de Françoise Claustre, attachée de recherche au CNRS, d'un coopérant français, Marc Combe, et d'un médecin allemand. Une affaire qui allait durer jusqu'en 1977, avec ses

épisodes souvent burlesques, parfois tragiques : la propre capture de l'auteur, la mort en service commandé du commandant Galopin, émissaire français auprès des ravisseurs.

L'auteur accumule parfois des détails qui paraîtront secondaires au commun des lecteurs, tant il est animé par une indignation d'honnête homme, apparemment prêt à faire la part de la raison d'Etat, mais qui n'a pas admis les insinuations dont sa femme fut l'objet, en raison peut-être du silence très digne observé après sa libération.

« Je ne vois pas d'exemple d'autre affaire d'otages où l'on s'est acharné à ce point sur les victimes pour démontrer qu'elles étaient coupables », écrit Pierre Claustre. Faute de connaître tous les éléments du dossier, on ne prendra pas parti dans la querelle qui l'oppose, en termes très vifs, à un ambassadeur de France. Mais, en le lisant, on est plus que jamais édifié sur l'incompétence sentencieuse de certains hauts fonctionnaires.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

► L'affaire Claustre, de Pierre Claustre, Karthala, 450 p., 150 F.

Elles le sont quant aux choix de leurs valeurs et quant à l'organisation de leurs professions juridiques.

La *common law* — et cela s'est accentué lors de son passage des îles Britanniques aux États-Unis — a cherché un équilibre entre la confrontation des volontés au niveau de la rédaction des contrats et le recours à un juge décidant en fonction des précédents cas de désaccord. D'où la combinaison d'une grande célérité au premier stade et d'une immense incertitude au second, une incertitude qui contribue souvent à une explosion du contentieux.

Tradition latine

Comment ne pas constater l'impasse juridique dans laquelle se trouvent actuellement les États-Unis, en dépit de la place croissante des lois fédérales ? Le déséquilibre au profit des plus puissants ou des mieux conseillés, l'explosion du nombre des procès, leur coût élevé et leur durée incertaine, les risques qui en résultent dans l'exercice de certaines professions comme la médecine, sont des phénomènes trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Certes, il ne faut pas trop simplifier. Dans les faits, la Grande-Bretagne est plus proche du continent, car elle a, au cours des siècles, avec le pragmatisme qui la caractérise, créé les contrepoids lui permettant de limiter les inconvénients de son système de droit.

Par opposition à la *common law*, la tradition latine a mis l'accent sur l'équité et la sécurité. Pour elle, le contrat doit résulter d'un équilibre entre des intérêts contraires et offrir aux parties si elles le souhaitent, ou si l'intérêt de la collectivité l'exige, des garanties d'exécution. D'où la notion d'acte authentique que connaissent tous les pays européens continentaux. Et il faut souligner qu'un tel acte, revêtu de la formule exécutoire, peut désormais être exécuté comme un jugement dans les pays de la Communauté, y compris le Royaume-Uni.

Les choix de valeurs ont engendré des organisations différentes des professions juridiques aux États-Unis, en Angleterre et sur le continent.

Aux États-Unis n'existe qu'une profession, celle de *lawyer*, qui, simultanément, plaide et conseille dans la défense des intérêts de son client. En Angleterre, le *solicitor* remplit à peu près la même mission, à cela près qu'il ne peut plaider devant les juridictions supérieures, privilège réservé jusqu'ici à une autre profession, les *barristers*.

Sur le continent, au contraire, il existe en général deux professions, chacune avec son domaine propre, la plaidoirie pour l'avocat agissant comme défenseur, la rédaction d'actes authentiques pour le notaire, officier public gardien de l'équité entre les parties, les deux professions opérant simultanément dans le domaine du conseil et donc pour la préparation de contrats sous sceau privé.

Le droit de choisir

Seule de tous les pays d'Europe continentale, la France connaît jusqu'à ce jour une troisième profession, celle de conseil juridique : une profession née de la carence des professions traditionnelles du droit qui n'ont pas su, sauf quelques exceptions, répondre, au lendemain de la dernière guerre, aux nouvelles demandes de conseil émanant en particulier du monde des entreprises ; une profession qui a fait preuve, dans son domaine majoritaire, d'une compétence remarquable.

Le contexte qui vient d'être esquissé permet de comprendre pourquoi la réforme projetée soulève des enjeux de société. Que prévoient en effet les projets de loi, si on se limite à l'essentiel : la fusion

des professions d'avocat et de conseil juridique en une nouvelle profession d'avocat ; la possibilité pour les avocats et les notaires d'opérer non seulement comme professionnels libéraux ou associés d'une société civile professionnelle, mais aussi dans le cadre de sociétés en commandite, à responsabilité limitée, ou anonymes (en conséquence, les avocats, tout en conservant leur déontologie professionnelle, pourront devenir salariés).

Cette réforme est incomplète. Elle crée un déséquilibre qui risque de déboucher à terme sur la disparition de l'acte authentique, sur la création d'une profession unique du droit contrainte à l'anglo-saxonne sur le concept de défenseur et sur la disparition de certaines pratiques qui étaient à la racine de notre système juridique. Or, à l'heure du grand marché intérieur, ces pratiques, que l'on retrouve dans les autres pays continentaux, peuvent contribuer à la construction de l'Europe juridique, moins d'ailleurs dans une compétition forcée avec la pratique britannique que dans une fécondation des systèmes l'un par l'autre.

Pour conserver notre double tradition de l'avocat défenseur et du notaire gardien de l'équité — ces deux professionnels contribuant au développement des activités juridiques — il faut que la loi ménage une possibilité de choix entre les professions d'avocat et de notaire, ce qui suppose, en dehors de modalités pratiques sur les régimes sociaux ou les conditions de nomination de conseils juridiques comme notaires, une réforme du statut du notariat s'étendant si possible à l'Alsace-Lorraine, et permettant, dans le cadre d'une politique d'ouverture, l'exercice salarié de la profession.

Si ces aménagements sont apportés aux projets actuels, l'Assemblée nationale permettra à la France d'entrer dans le monde juridique de demain sans renoncer à sa propre culture du droit.

► Jacques Lesourme est professeur d'économie au Conservatoire national des arts et métiers.

Bureaucratie

Bienvenue dans nos labos !

par Christiana Caroli, Yves Pomeau et Michel Schott

Jack Lang s'est élevé contre les entraves inadmissibles mises par les États-Unis, par le biais de la réglementation des visas, à la libre circulation des créateurs. Nous partageons entièrement l'indignation du ministre de la culture devant ces tracasseries. Mais le dossier de la France serait plus convaincant si l'on ne rencontrait pas fréquemment, de la part de notre administration, des comportements analogues.

La situation des scientifiques étrangers invités en France et qui y font des séjours de durée limitée ne cesse de se dégrader, en particulier depuis la mise en place par M. Pasqua de nouveaux règlements et restrictions de la loi qui portait son nom. Nos laboratoires accueillent régulièrement des visiteurs de tous niveaux, des jeunes chercheurs post-doctoraux aux professeurs de grande réputation. La recherche française en tire un bénéfice direct. Nous sommes d'ailleurs encouragés par nos organismes de tutelle (CNRS, grandes écoles, universités, CEA) à développer ces échanges. Malheureusement, ces organismes ne sont d'aucun secours pour aider les étrangers dans la course de haies bureaucratiques qu'ils doivent affronter.

Avant de quitter son pays, un Américain, nommé pour quelques mois ou un an professeur associé dans une université française, doit subir une visite médicale auprès d'un médecin agréé par l'ambassade. Ce médecin, qui se borne habituellement à donner un coup de tampon — d'ailleurs fort onéreux — sur un formulaire, peut fort bien se trouver à 1 000 km de la ville de résidence de notre collègue.

Pis : il arrive souvent que nos visiteurs soient payés sur fonds américains pendant une partie de leur séjour dans nos laboratoires. Il leur est alors pratique-

ment impossible de régulariser leur situation pour la période correspondante : les services de police ne leur délivrent de titre de séjour que pour la période où ils perçoivent un salaire français. On arrive donc à la situation ubuesque où la France, bénéficiant gratuitement du travail de ces scientifiques, les en remercie en les considérant comme des immigrants clandestins !

N'insistons pas sur les vexations mineures, comme d'avoir à fournir un formulaire, signé par exemple du président de l'université, attestant que le logement occupé par le visiteur bénéficie bien d'un minimum d'hygiène... Bien entendu, la situation est encore plus difficile pour nos collègues venant de pays autres que les États-Unis et la CEE.

On ne s'étonne donc pas d'apprendre que certains collègues américains, tout francophiles qu'ils soient, préfèrent maintenant passer leur année sabbatique en RFA où, semble-t-il, ce genre de difficulté est réduit au minimum. Bien sûr, il est toujours possible, quand on dispose de relations appropriées, d'obtenir une « faveur » pour régler un cas isolé. Sont-ce là les pratiques d'un Etat de droit ?

En attendant une amélioration générale des procédures d'accueil des étrangers en France, une façon de résoudre provisoirement ces problèmes serait la création d'une catégorie spéciale de visa temporaire (analogue aux J et H américains) pour visiteurs universitaires, scientifiques et artistes, impliquant un minimum de procédures administratives effectives. Cela permettrait au moins d'éviter qu'un visiteur perde une partie de son séjour en coups de téléphone, démarches et files d'attente interminables.

► Christiana Caroli, Yves Pomeau et Michel Schott sont directeurs de recherches au CNRS.

AU COURRIER DU Monde

Drogue à domicile

Notre fille se préparait à passer le baccalauréat à reçu à ses nom et adresse personnelles, sur étiquette informatisée, une publicité d'un laboratoire pharmaceutique. Celui-ci lui propose de prendre « quatre gélules tous les jours pendant les révisions et au cours de l'examen pour aider son cerveau à se surpasser », car « réussir ou rater un examen, est souvent l'affaire de quelques points ».

Comment un laboratoire pharmaceutique a-t-il connaissance des noms et adresses de jeunes se préparant à passer un examen ? Jusqu'où ira l'arrogance de ce genre de marketing ?

PIERRE CARÉ-SOULIER

Marcq-en-Baroeul

Syphilis en maisons closes

M^{me} Michèle Barzach, qui propose la réouverture des maisons closes, semble découvrir l'existence de la syphilis par la France en 1960 de la Convention internationale contre la traite et la prostitution d'autrui. Elle fait bien peu de cas de la situation d'esclavage de la presque totalité des prostituées.

Nous retrouvons pour le sida le même raisonnement utilisé autrefois pour la syphilis. Ce qui n'empêchait nullement nos jeunes paysans et prolétaires, au retour du service militaire, après avoir fréquenté les bordels, de ramener chez eux cette maladie.

En d'autres circonstances, l'Etat a su résoudre des problèmes sociaux autrement difficiles, et a su utiliser les grands moyens. Pourquoi n'avoir jamais organisé des centres de réinsertion dignes de ce nom ?

ALICE COLANIS

Paris

Il n'y a rien à réviser

Il est toujours question dans la presse des thèses des « révisionnistes ». Je suis scandalisé qu'on nomme ainsi des gens qui vont jusqu'à nier l'existence et les pratiques des camps de la mort nazis, alors qu'il y a tant de témoignages de ceux qui y ont souffert, tant de photos, tant de films...

Ce mot est particulièrement honteux, car il implique par lui-même qu'il pourrait bien y avoir quelque chose à « réviser » dans nos témoignages, et que c'est une démarche intellectuelle normale que d'en discuter.

Quand donc, messieurs les journalistes, vous déciderez-vous à appeler un chat un chat, et à donner aux tenants de ces thèses le seul nom qu'ils méritent : des faussificateurs ?

FRANÇOIS VANPOULE

Neully

Grandes écoles et démagogie

Comment ne pas prendre pour pure démagogie le « Haro sur les grandes écoles » qui vult au président les acclamations des lycéens ? Plutôt que de courir après de si faciles succès, le président serait bien inspiré de répondre aux enseignants, à leurs associations et à leurs syndicats qui réclament depuis des années le doublement des postes mis aux concours des Ecoles normales supérieures ainsi que le passage à deux ans, le développement et le doublement des classes préparatoires commerciales.

Il est plus facile de désigner du doigt les mythes corporatistes que d'indéfinir les choix budgétaires du gouvernement. L'Etat se donne-t-il enfin les moyens de développer les classes préparatoires et les grandes écoles qui dépendent directement de lui ?

ALAIN ROUY

Boulogne-Billancourt

► PRÉCISION. — Le « Trait libre » sur la Chine publié dans le Monde du 12 juin était de Michel Herremann.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99 ; Telex 206 806 F

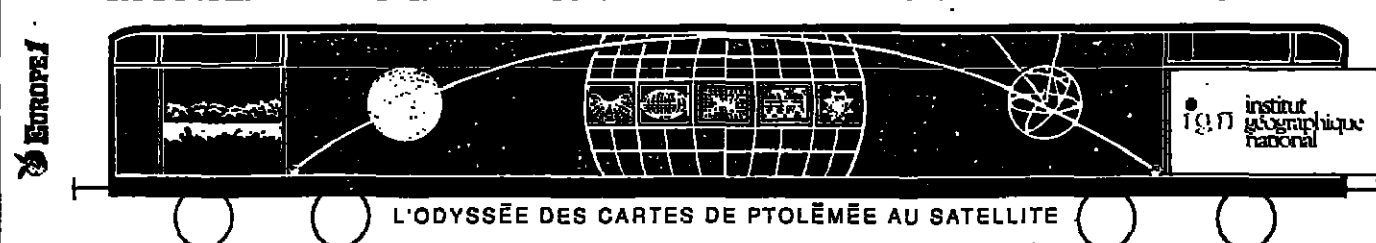
ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

MONTEZ DANS LE TRAIN IGN ! A LA GARE DE L'EST LE 14 JUIN



L'ODYSSÉE DES CARTES DE PTOLÉMÉE AU SATELLITE

POUR SON CINQUANTAIRE, L'IGN VOUS INVITE À DÉCOUVRIR LA GRANDE AVENTURE DE LA CARTOGRAPHIE D'HIER À AUJOURD'HUI. ACCÈS GRATUIT DE 10H À 20H

ÉTRANGER

ALGÉRIE : la victoire des islamistes aux élections locales

La multiplication des partis a favorisé la force d'opposition la plus cohérente

Numérotés en fonction de la date de leur reconnaissance légale, pas moins de onze candidats aux élections locales pour 13 170 137 inscrits. Seuls le FLN et le FIS étaient pratiquement présents dans toutes les circonscriptions. Ailleurs la multiplicité des candidatures a contribué à désorienter l'électeur, le poussant vers l'abstention ou vers le vote en faveur de la seule formation d'opposition cohérente et homogène à l'échelon national. A cet égard, le pouvoir paie cher la politique qui a consisté à encourager la prolifération des partis pour consolider le FLN au moment du décompte des voix.

Quelques vingt-cinq partis ont reçu leur agrément du ministère de l'intérieur, nombre évidemment incompatible avec le bon fonctionnement d'une démocratie naissante. En dehors du FLN et du FIS, neuf d'entre eux présentaient des candidats, notamment cinq d'inspiration « sociale démocrate ». En mai, ils avaient créé une Alliance centriste qui s'imaginait pouvoir constituer une « troisième force » entre les islamistes et le FLN.

Pour compliquer encore les choses, 1 365 listes « indépendantes » tentaient leur chance. Elles ne pouvaient que contribuer à une déperdition des voix susceptibles de se porter vers les

quelques partis représentatifs : le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) animé par des Kabyles laïcs et situé au centre gauche, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), avatar du PC.

Deux partis importants appelaient au boycottage : le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Alt-Ahmed, un des chefs « historiques » de la révolution, rentré récemment d'un long exil et surtout influent en Kabylie, malgré les rivalités avec le RCD ; le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ben Bella, qui vit toujours en Suisse mais dont les amis ont pignon sur rue en Algérie.

« Ceux qui ont prôné le boycottage portent une responsabilité écrasante », vient de déclarer M. Miloud Brahimi, fondateur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, qui joue un certain rôle dans la démocratisation après les événements d'octobre 1988. Il se peut que M. Ben Bella, dont les positions à l'égard des islamistes ne sont pas claires, joue un jeu personnel en incitant à l'abstention. Mais M. Alt-Ahmed, dont la sincérité est moins douteuse, a commis une lourde erreur en refusant le combat dans des élections qu'il considérait comme une « mascarade » propre à permettre au FLN de se maintenir au pouvoir.

J. de la G.

Abassi Madani le faux père tranquille de l'islam

Rien n'illustre mieux le rapidité des événements en Algérie que l'ascension de M. Abassi Madani, président du Front islamique du salut (FIS). Celui qui défie ouvertement les militaires — « si l'armée sort de ses casernes (en cas de troubles après les municipales), nous sortirons tous, nous serons une armée islamique au service de la cause du Prophète » — était un quasi-inconnu en octobre 1988.

On se souvient seulement que ce professeur de sciences humaines à la faculté d'Alger avait été présenté comme une tête pensante des « activistes » en 1982, lors de l'arrestation d'un groupe d'islamistes accusés de méfaits divers. Quand il évoque ce séjour d'un an dans les cachots du régime, il ne manque pas de rappeler qu'il avait déjà connu la prison, « sous les Français », de 1954 à l'indépendance. Né en 1931 dans les Aurès, il revendique un engagement précoce dans l'action nationaliste, en compagnie de M. Rabah Bitat, l'actuel président de l'Assemblée nationale.

Ancien élève d'une école coranique, il passe, dans les années 60, une licence en philosophie et obtient un doctorat de troisième cycle, avec, pour complément à ce cursus universitaire, un long séjour à Londres. L'un de ses fils ayant fréquenté quelque temps le lycée français d'Alger, il fut accusé de « double langage » par les autorités avant son procès. Comme M. Mourou, l'avocat qui a épousé la cause des islamistes tunisiens, le « cheikh » algérien aime circuler au volant d'une Mercedes dernier modèle, une façon de montrer qu'il n'a pas d'inhibitions et est fier entre les apôtres du monde moderne. « Je suis venu de l'école et j'ai appris à se défendre », dit-il. Comme il n'est pas le charisme d'un Ali Belhadj, prédicateur couronné des barbes d'Alger, mais il a su s'imposer comme la tête politique du FIS après une période au cours de laquelle le partage des responsabilités a paru prêter à des rivalités féroces.

Des manières benoîtes

Ses manières benoîtes de père tranquille de l'islam cachent une froide détermination qui n'exclut pas le sens des relations publiques avec les Occidentaux. Impossible de lui faire dire quelle serait, avec lui, la place d'une langue française qu'il maîtrise parfaitement tout en affectant la contrainte. Mais il dit souhaiter un lien correct et rentable avec la France, une relation d'aide complémentaire dans le respect mutuel. A l'évidence, il ne veut

pas en Algérie d'une industrie touristique analogue à celles du Maroc et de la Tunisie et, s'il ne tenait qu'à lui, le problème de l'immigration en France serait réglé par une forte incitation au retour. M. Abassi Madani s'est laissé aller, à propos de la condition féminine, à des « dérapages » inquiétants mais, pour le reste, sur le plan des principes, il est impressionnant dans son numéro d'honnête homme scandalisé par la corruption du régime et de nationaliste qui voudrait redonner des racines à un pays ayant perdu son identité.

Laisant aux prédicateurs du FIS le soin d'enfoncer le clou en matière religieuse, le « cheikh » s'efforce surtout de renforcer « l'is-



l'islamique de rigueur », comme disent ses adversaires jaloux, pour signifier qu'il joue du ressentiment de la population frappée par la crise économique et sociale. Sous son impulsion, de nombreuses associations se sont substituées à des pouvoirs publics défaillants en matière de santé, d'enseignement et d'aide aux plus démunis.

Parce qu'il s'est prononcé naguère en faveur du « retour des exilés politiques », M. Madani a été soupçonné de rechercher une entente avec M. Ben Bella, celui des politiciens traditionnels qui déplaît sans doute le moins à ses troupes. Il est clair qu'une éventuelle alliance ne pourrait être que tactique tant le « cheikh » est passé de la notoriété de quartier au stade d'une grande ambition nationale.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le FIS, un géant de quinze mois

Le Front islamique du salut (FIS) a été créé par une aile du courant islamiste algérien, cinq mois après les émeutes d'octobre 1988. Proclamé en mars 1989, quelques jours après l'adoption de la Constitution autorisant le multipartisme en Algérie, le FIS a été reconnu officiellement en septembre de la même année, mais n'a toujours pas tenu son congrès constitutif.

Principale force politique d'inspiration religieuse en Algérie, le FIS est doté d'un *Majlis Al Choura* (Conseil de concertation) et d'une direction collégiale, dont plusieurs de ses membres, comme Cheikh Abassi Madani, l'actuel président, ou le jeune imam Ali Belhadj, ou encore Cheikh Abdelhak, ont connu la prison pour leur activisme au cours de la dernière décennie.

Profitant de l'immobilisme du FLN — désarçonné par la secousse d'octobre 1988 —, le FIS a déployé dès sa création une activité débordante pour contrôler les quelque 10 000 mosquées du pays et occuper le terrain politique et surtout social. Recrutant jusqu'aux militants du parti au pouvoir, il a réussi en quelques mois une ascension fulgurante.

Soutenu par une bonne partie des commerçants et artisans (dont les bijoutiers), mais aussi par une frange d'intellectuels, organisant des collectes, voire des secours (comme pour les sinistrés de la région de Tizeza après le séisme d'octobre 1989), le FIS est particulièrement présent dans les quartiers populaires, où il recrute parmi les jeunes désœuvrés, chômeurs ou délaissés du système scolaire, dans un pays qui compte 75 % de moins de

trente ans. Le FIS a aussi démontré à plusieurs occasions la capacité de mobilisation de ses « fidèles » : le 20 avril dernier, il a organisé une marche impressionnante sur la présidence de la République pour réclamer notamment la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), le Parlement dont les membres sont tous issus du FLN. Mais cette marche silencieuse encadrée par un service d'ordre à la rigueur presque militaire a aussi suscité l'inquiétude chez beaucoup d'Algérois et provoqué quelques jours plus tard une « marche des démocrates » nettement anti-intégriste.

Le FIS, qui revendique trois millions d'adhérents, rejette les accusations de violence régulièrement portées contre lui et se dit partisan du dialogue et d'une ligne « médiane et modérée ». Prônant l'application de la Charia (droit canon musulman), qui est « au-dessus des lois » de la République, le FIS estime qu'il faut présenter « une alternative totale et globale » dans le cadre de l'islam aux grands problèmes idéologiques, politiques, économiques, sociaux et surtout civilisationnels.

Pour les élections, le FIS a repu l'appui de la Ligue de la Daawa islamique de Cheik Ahmad Sahoun, influente dans les milieux islamistes. En revanche, celui de l'Association Al Ishaah Wal Ishaad (réformes et orientations) de Cheik Mahfoudh Nahmah paraît plus incertain. — (AFP.)

Le contrôle de la plupart des grandes villes

Suite de la première page

Plus nombreux que leurs concurrents, les militants du FIS étaient partout mobilisés, surveillant dans la discipline les opérations électorales.

Dans un bureau des hauts de l'Algérie, des jeunes femmes en hijab priaient par la main leurs aînées illettrées, leur glissant la bonne parole en même temps que le bon bulletin de vote. Heure après heure, avec plus de précision que les services officiels, les militants du FIS relevaient le taux de participation qu'ils téléphonaient aussitôt à l'état-major de leur parti.

Des incidents ont parfois éclaté avec les représentants des autres formations. Dans les bureaux de vote d'Alger, les listes du FLN et du RCD ont disparu des présentoirs. Dans tels autres, à El Harrach et à Blida, les représentants du FLN ont quitté les lieux, poussés dehors par ceux du FIS. Mais ce ne sont là qu'incidents qui ne peuvent remonter en cause la signification du vote. Malgré les protestations du RCD qui a convoqué, mercredi, une conférence de presse, la consultation électorale semble s'être déroulée calmement et personne ne pourra sérieusement chiper la victoire du Front islamique du salut.

Ce mardi était théoriquement un jour ouvrier, mais les opérations électorales en ont fait un jour chômé. Alger d'habitude si bruyante était vide, comme elle l'est le vendredi, jour de prière. Peu d'informations, hormis des taux de participation partiels, ont filtré dans la journée. Vers midi, alors que les urnes paraissaient bondées par les électeurs, on a cru que l'abstention allait atteindre des records. Quelques heures plus tard, à une heure de la clôture du scrutin, le ministère de l'intérieur avançait des chiffres qui faisaient état d'une participation moyenne de 56 %.

Puis ce fut un long silence. La télévision, qui avait programmé une soirée électorale avec reportages et interviews d'hommes politiques, ronronnait, passant l'antenne à des correspondants de province bien incapables de donner le moindre résultat. Quelque chose semblait s'être détraqué. Vers 22 heures, tous les journalistes battaient la semelle au centre de presse installé derrière le palais du gouvernement, dans l'attente d'hypothétiques résultats. Une communication gouvernementale était promise, mais aucun officiel n'était en mesure d'indiquer l'heure à laquelle elle serait faite.

« La défaite du FLN doit être sévère pour que le pouvoir soit ainsi muet », commentait un journaliste algérien bon connaisseur des mœurs politiques locales. L'un de ses confrères qui revenait d'une tournée dans plusieurs bureaux confirmait l'avance du FIS et faisait état d'informations « confidentielles » pour prédire sa victoire sur tout le territoire. Deux heures plus tard, le ministère de l'intérieur confirmait le pronostic.

Un bastion perdu

D'après des informations parvenues à Alger, au siège de l'agence APS et à la rédaction du *Moudjahid* quotidien du FLN, il semble que la percée du FIS soit générale, étendue sur tout le territoire et non plus limitée aux seules grandes métropoles, son terrain naturel. Annaba, Constantine, Jijel, Boumerdes, Mascara, Sidi-Bel-Abbes, Tlemcen, El Oued seraient, entre autres, passés sous son contrôle.

La ville de Batna, capitale des Aurès, bastion du nationalisme algérien et, à ce titre, lieu symbolique du FLN, aurait également basculé tout comme serait « perdue » El Tarf, la ville du président Chadli. La majorité des communes de la wilaya d'Oran seraient tombées dans l'escarcelle du FIS qui aurait également fait main basse sur quelques villes industrielles, telle Rouiba, ou encore sur les bastions du PAGS qui sont Ain-Della et Chlef. Quant à Alger, le FIS aurait provoqué un raz de marée. Ce sont là des informations que le mutisme des auto-

rités n'a pas permis de vérifier officiellement. Des données plus précises devraient être communiquées mercredi 13 juin, en début d'après-midi. Mais d'ores et déjà, la déclaration du ministre de l'intérieur ne permet pas de douter que l'échec du FLN est sévère.

A l'évidence, après le succès de sa manifestation du 17 mai (le *Moudjahid* du 19 mai), le parti gouvernemental s'est auto-intoxiqué sur son influence réelle, sous-estimant les réactions de rejet qu'il suscitait. Seul face au FIS, il a cru pouvoir profiter, comme l'écrivait mardi matin le *Moudjahid*, d'un vote « contre l'aventurisme ».

C'est en fait tout le contraire qui s'est produit : seul face au FLN, le FIS a rallié les votes des mécontents, toutes tendances confondues. A contrario, le phénomène expose la question de l'opportunité des appels au boycottage. L'absence dans la course du FFS de M. Alt-Ahmed, seule force politique d'opposition alternative à celle que représente le FIS, aura vraisemblablement favorisé les intégristes dont le parti a pu apparaître comme un substitut. N'importe quoi plutôt que voter FLN.

Le coup est de toute façon dur pour le président Chadli qui va devoir ajuster sa stratégie d'évolution douce à la lumière de cette nouvelle donne. Si l'on ajoute aux abstentionnistes — 40 % des 13 millions d'électeurs — les votes en faveur du FIS et des autres partis, l'ascension du FLN n'en ressort que plus crûment, soulignant l'anachronisme d'un Parlement « élu » sous le régime du parti unique et composé uniquement de députés du FLN. Sans être assurée, la dissolution de l'Assemblée populaire nationale demandée tant par le FIS que par le FLN apparaît aujourd'hui plus proche qu'elle ne le semblait hier.

GEORGES MARION

Les réactions dans la communauté algérienne à Paris

« Le FLN était tellement corrompu... »

« Surprise », « incroyable », « étonnant ». Dans la communauté algérienne de Paris, personne ne semblait s'attendre à la victoire du Front islamique du salut (FIS) aux élections municipales et départementales en Algérie.

Si, mercredi 13 juin au matin à Barbès, beaucoup apprenaient encore la nouvelle, déjà on cherchait à expliquer la victoire du parti religieux. « Le FLN était tellement corrompu que les gens ont voté pour les religieux. Ils n'avaient aucune autre solution, il n'y a qu'à voir le fort taux d'abstention », M. Maoun Kasser, comme ses clients de son café de la rue des Poissonniers, a commenté les résultats toute la matinée. « Maintenant, il faut attendre de les voir à l'œuvre ». Ce va-t-il faire vingt-huit ans que le FLN était au pouvoir et le peuple n'avait toujours rien reçu », renchérit M. Faycal Mehaoui, retraité du Gaz de France.

Certains estiment, comme M. Hassay Leïdli, que ce résultat est « excellent » car « il permet enfin une vie plus juste », mais, chez beaucoup d'autres, l'inquiétude domine. Pour M. Abdelaziz Dib, éditeur, « c'est un résultat très grave ». « Ça va faire basculer le pays dans un extrémisme tel qu'il va retarder économiquement, socialement, et culturellement son développement. A moins que l'armée intervienne... ». « J'aurais encore préféré le FLN », ajoute M. Abdel Mezaned, pour qui « jamais les fanatiques ne sauront réorganiser l'Algérie ».

Parmi les jeunes immigrés algériens, la surprise est encore plus grande. « Je ne comprends pas que là-bas les jeunes aient pu voter pour

l'intégrisme. C'est une idéologie d'un autre âge », affirme M. Abdelaziz Bouchehena, âgé de vingt-cinq ans. A ses côtés, M. Ali Stiman, trente ans, regrette également ce « vote sanction ». « Pour les femmes, ça va être une véritable catastrophe... »

Les femmes, pour la plupart, préfèrent ne pas se prononcer. « Ça ne nous regarde pas », déclara-

rent-elles souvent. Mais certaines n'hésitent pas à exprimer leur inquiétude et leur colère. « C'est une véritable catastrophe pour nous », déclare M. Zahia Bouhanik, éducatrice, notre situation là-bas va devenir invivable. Quand on entend qu'ils prétendent faire reculer le chômage en mettant les femmes à la maison, on a froid dans le dos. »

NATHANIEL HERZBERG

A TOUCH OF FRED

Est en or ou jaune et acier ou rose et acier. A partir de 17500F

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65

Le Clange, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mondon • Espace Galeries Lafayette, Paris • Aéroport d'Orly • 52, rue Eugène Colas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Lomas, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston.

JOAILLIER

Des émeutes d'octobre 1988 au scrutin de juin 1990

Le Front islamique du salut (FIS), qui vient de remporter les premières élections libres organisées en Algérie, est apparu au grand jour en février 1989, soit quatre mois après les émeutes d'octobre 1988, réprimées par le pouvoir avec la dernière énergie.

1988
De violentes émeutes éclatent à Alger, dont le centre-ville est littéralement saccagé par des milliers de jeunes. Le lendemain, l'état de siège est proclamé. Tandis que les troubles s'étendent dans le pays, l'armée intervient contre les émeutiers. Après une semaine de heurts — dont le bilan approche des cinq cents morts, dont près de trois cents à Alger —, le président Chadli Benjedid intervient pour promettre des réformes politiques. Le calme revient.

3 novembre
92,27 % des électeurs approuvent par référendum une réforme constitutionnelle instituant la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale.

22 décembre
Le président Chadli est réélu au suffrage universel pour un troisième mandat consécutif de cinq ans avec 81 % des voix.

1989
23 février
Soumise à référendum, une nouvelle Constitution mettant fin à l'option socialiste et ouvrant la voie au multipartisme est adoptée par 73,43 % des suffrages exprimés. La veille, plusieurs animateurs du courant islamiste (très actif lors des émeutes d'octobre), dont M. Abassi Madani, ont

annoncé leur intention de constituer un Front islamique de salut ayant pour objectif d'agir pour le « salut du peuple musulman en Algérie ». Il sera légalisé en septembre.

4 juillet
Les députés adoptent la loi sur le multipartisme, mettant fin à plus d'un quart de siècle de monopole du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir depuis l'indépendance.

29 octobre
A la suite d'un tremblement de terre qui a fait près d'une trentaine de morts dans la région d'Alger ainsi que de nombreux sans-abris, le FIS se lance dans une vaste campagne de « solidarité », occupant le terrain que les autorités ne parviennent pas à couvrir, et fait la manifestation de sa capacité mobilisatrice.

30 novembre
Le congrès du FLN est l'occasion pour les partisans de l'ancien président Boumedienne de refaire surface au détriment des réformateurs.

1990
20 avril
Le FIS administre la preuve de son influence en réunissant plusieurs dizaines de milliers de militants lors d'une manifestation à Alger.

12 juin
Le FIS remporte les élections municipales et départementales. Il est majoritaire dans les quatre plus grandes villes du pays, Alger, Oran, Constantine, Annaba.

EUROPE

Les tensions nationalistes en URSS et l'attitude du Kremlin face à l'unification

«La Fédération de Russie se réserve le droit de sortir librement de l'URSS»

La déclaration sur la souveraineté d'Etat de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), votée mardi 12 juin par le congrès des députés de Russie par 907 voix contre 13, proclame notamment :

« Le premier Congrès des députés de RSFSR (...) exprimant la volonté des peuples de la RSFSR, proclame la souveraineté d'Etat de la République socialiste fédérative soviétique de Russie sur tout son territoire, et déclare sa détermination à édifier un Etat démocratique et de droit au sein d'une Union des républiques socialistes soviétiques renouvelée » (...).

« La souveraineté de la RSFSR est la condition naturelle et indispensable à l'existence de l'Etat de Russie, qui a une histoire, une culture et des traditions séculaires » (...).

« En vue d'assurer les garanties politiques, économiques et juridiques de sa souveraineté, la RSFSR jouit des pleins pouvoirs pour la solution de toutes les questions gou-

vernementales et sociales, à l'exclusion de celles qu'elle reconnaît comme relevant de la compétence de l'URSS ». L'article 5 affirme « la suprématie de la Constitution et des lois de la RSFSR sur tout le territoire » de la Fédération et ajoute : « L'application des actes de l'Union soviétique en contradiction avec les droits souverains de la RSFSR est suspendue par la république sur son territoire ». Le gouvernement de Russie « est souverain dans ses relations avec les autres républiques de l'Union et avec les pays étrangers » (...).

« La RSFSR se réserve le droit de sortir librement de l'URSS dans le cadre établi par le traité de l'Union et de la législation édictée sur sa base ».

« Le territoire de la RSFSR ne peut être modifié sans le consentement de son peuple, obtenu au moyen d'un référendum ». « La déclaration constitue une base pour l'élaboration de la nouvelle Constitution de la RSFSR, pour la conclusion d'un traité de l'Union et pour l'édification d'une législation de la république » - (AFP).

Les pays baltes n'ont pas obtenu le statut d'observateurs à la CSCE

COPENHAGUE

de notre correspondante.

Le secrétariat exécutif de la conférence de la CSCE sur les droits de l'homme qui se tient à Copenhague depuis le 5 et jusqu'au 29 juin (le Monde du 8 juin) a fait savoir mardi aux ministres des affaires étrangères des trois républiques baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) que leur demande d'un statut d'observateur avait été rejetée. Cette décision a été arrêtée sans débat en séance plénière, comme l'avaient espéré les trois ministres venus ensemble dans la capitale danoise et leurs nombreux sympathisants. Ce sont les Sovi-

ques qui ont mis leur veto à une telle procédure.

Toutefois, les trois ministres ne sont pas repartis les mains vides. Ils ont examiné avec le ministre danois des affaires étrangères une série de projets bilatéraux destinés à resserrer leurs relations avec le Danemark. M. Ellemann-Jensen a proposé notamment qu'ils installent dès que possible à Copenhague une « représentation culturelle commune » qui sans avoir le statut diplomatique serait un premier pas dans ce sens. Les responsables danois entendent développer les échanges avec les pays baltes.

C. O.

Les Occidentaux rejettent les propositions de M. Gorbatchev sur l'Allemagne et l'OTAN

Réagissant à chaud mardi 12 juin au discours prononcé devant le Soviet suprême par M. Gorbatchev, MM. Kohl, Bush, de Mazière et M. Thatcher ont choisi de rejeter ce qui dans les propos du président soviétique relatifs au statut de la future Allemagne unie est pour eux inacceptable. Ils n'ont pas fait de commentaire sur les quelques éléments qui, dans ce discours très ambigu, marquent cependant un infléchissement des positions soviétiques.

M. Gorbatchev émet en effet l'idée que pendant une période transitoire, la Bundeswehr continuerait à dépendre du commandement militaire allié, tandis que l'armée est-allemande relèverait du nouveau gouvernement de l'Allemagne unifiée et non plus, par conséquent du pacte de Varsovie. Par ailleurs, il n'établit pas de lien formel entre le départ des troupes soviétiques de RDA et un retrait américain de l'Allemagne occidentale. Tout cela se mêle

cependant comme toujours, dans le discours de M. Gorbatchev, à la perspective radieuse d'une Europe libérée des alliances militaires et à des propositions sur le statut de l'Allemagne qui visent clairement le démantèlement de l'OTAN et tant que système de défense intégré.

C'est à cet aspect du discours qu'ont réagi les Occidentaux en rappelant leurs positions de principe : l'URSS a besoin d'assurances de non-agression et ils sont prêts à les lui fournir ; mais l'OTAN restera une alliance militaire défensive ; l'unification allemande ne servira pas de prétexte à la dislocation de ses structures militaires et à sa transformation en une alliance purement « politique » ; l'effondrement du pacte de Varsovie n'appelle aucun parallélisme.

C'est le chancelier Kohl qui a été le plus vif, qualifiant d'« irréalisable et inacceptable » la proposition du président soviétique de faire de la future Allemagne un « membre asso-

cié » de l'OTAN et repoussant le parallèle établi par M. Gorbatchev entre le pacte de Varsovie et l'alliance atlantique. « Cette proposition méconnaît l'esprit et les principes de l'Alliance Atlantique (...) L'OTAN est la réunion de peuples du monde libre ; on ne peut pas en dire autant du pacte de Varsovie. Pour moi il est clair que l'Allemagne unie doit rester membre de l'OTAN et qu'elle ne doit pas être singularisée », a déclaré le chancelier, en regrettant que l'on continue à « faire un poker » sur cette question.

Le chancelier n'a en revanche pas exclu qu'on puisse parvenir à une sorte d'accord de non-agression, qui fournirait à l'URSS des garanties de sécurité. « Je ne crois pas qu'un tel accord puisse être conclu de pacte à pacte », a cependant ajouté M. Kohl. Chacun des trente-cinq pays membres de la CSCE devrait passer de tels accords, selon le chancelier qui a déclaré s'être entretenu de cette question vendredi dernier à Washington avec le président Bush.

Si les Etats-Unis décident que l'URSS cherche à léser leurs intérêts, ils pourraient se retirer de l'accord.

Une formule de « membre associé »

Parlant mardi 12 juin devant le Soviet suprême de l'URSS, M. Gorbatchev a déclaré à propos du statut d'une Allemagne unifiée, selon l'agence TASS :

« L'Union soviétique pourrait accepter l'adhésion de l'Allemagne nouvelle à l'OTAN si les Etats-Unis acceptaient une formule de membre associé, le principe du rapprochement des blocs en combinaison avec le processus de réu-

nification de l'Allemagne, au cours duquel les actuels engagements resteraient inchangés en RFA comme en RDA et si les blocs sont modifiés, en rapport organique avec le processus de Vienne et le processus européen. Il est clair qu'une période transitoire est inévitable.

L'Allemagne pourrait déclarer qu'au cours de cette période, elle respectera tous les engagements hérités de la RFA et de la RDA.

Une journée peu ordinaire à Moscou

Suite de la première page

Autant M. Eltsine, publiquement complimenté pour son élection par M. Gorbatchev, semblait à l'aise et ravi d'avoir régrimé jusqu'aux sommets du pouvoir, autant M. Lansbergis donnait l'impression d'être assis sur un clou. C'est que sa seule présence était une concession majeure au Kremlin, puisqu'elle signifiait que le président de la Lituanie indépendante était aussi celui de la Lituanie soviétique.

Etre là, c'était admettre, trois mois et un jour après la déclaration d'indépendance, qu'une sécession peut se faire les armes à la main ou se négocier, mais ne peut être seulement proclamée. L'humiliation, si vivement ressentie à l'époque par M. Gorbatchev, avait changé de camp, mais il n'y avait pas la moindre trace d'ironie ou de revanche, ni sur son visage ni dans le court communiqué annonçant l'entretien d'une heure qu'il eut, en marge du conseil, avec les présidents des pays baltes.

D'un pas sûr, les trois Républiques s'acheminent vers un statut d'Etats indépendants liés à la future nouvelle URSS par des accords économiques et de défense. C'est ce sur quoi le premier ministre lituanien, M. Prunskienis, travaillait en coulisses depuis un mois et ce vers quoi l'on vient de progresser d'un bond. Fallait-il, dans ces conditions, courir encore au Soviet suprême pour l'adoption de la nouvelle loi sur la presse ? Evidemment oui. Juridiquement parlant, cette loi sur la presse, c'est le cadre dans lequel, développement du marché aidant, vont pouvoir se créer des « moyens de communication de masse » indépendants. Il en existe déjà bon nombre, faibles feuilles tolérées, multiples et éphémères, ou grands journaux officiels devenus « libres » parce que leurs propriétaires (Républiques entières ou petites municipalités) le sont devenus.

Là pourtant, c'est tout autre chose. Dès lors (article 1) que « la censure de l'information de masse n'est pas admise », dès lors que tout citoyen de plus de dix-huit ans ou toute organisation politique ou sociale peut créer un nouveau titre, qu'un journaliste acquiert le droit légal de refuser de signer un article ne correspondant pas à ce qu'il pense, dès lors que sont prévues des poursuites pénales (et non plus administratives) contre les « appels au renversement ou à la modification du système social et étatique existant », on passe du non-droit d'hier à l'Etat de droit.

Dès lors aussi qu'est introduit le délit de diffamation et dès lors qu'un journal peut être traîné devant les tribunaux pour « propa-

gande en faveur de la guerre, la force ou la violence, l'exclusion ou l'intolérance de caractère raciste, religieux ou national, ou encore la pornographie », on sort de l'actuel état de fait libéral pour entrer dans l'affirmation d'une loi démocratiquement votée.

Pas plus que la meilleure des réformes économiques ne rempliraient les magasins du jour au lendemain, ce texte ne dotera pas l'URSS en un jour d'un New York Times, d'une BBC et d'un Monde. Rien ne se fera ni aisément ni vite, mais l'adoption d'une telle loi, à l'unanimité moins neuf abstentions, indique une direction.

Alors, en voyant se dérouler cette incroyable journée de mardi, on voyait toute la cohérence d'une démarche.

Une seule Europe

Il faut à M. Gorbatchev pouvoir avancer sur l'Allemagne, car c'est contre l'entrée de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN qu'il pourra obtenir cet « effacement de la logique des blocs », ce « rapprochement » des deux alliances politico-militaires, cette ébauche de « système de sécurité » paneuropéen sans lesquels il ne pourrait aller à la redéfinition de l'URSS. Car le seul moyen pour que cette redéfinition ne soit pas vécue comme un éclatement pur et simple, la seule possibilité de convaincre les Républiques qu'il n'y aurait pour elles qu'avantage et aucun danger à garder des liens privilégiés avec la nouvelle URSS, c'est de faire voir que naît une autre Europe.

Dans cette Europe sans mur et tendant vers l'unité, les pays baltes indépendants pourraient conserver avec une Union soviétique démocratique des rapports privilégiés que commandent l'Histoire et l'économie. Pour que cela soit envisageable, pour surmonter la méfiance, il faut cependant, d'abord, que l'indépendance et la liberté n'aient plus obligatoirement à se concevoir comme un passage de l'autre côté, comme une rupture avec une Europe pour rejoindre l'autre. Il faut pour cela qu'il n'y ait plus qu'une seule Europe, certes une pauvre et une riche, mais une seule. Pour que cette gigantesque révolution par le haut et par la loi ait un espoir au moins d'aboutir, il faut aussi qu'un pouvoir existe en place et que ce pays ne se délite pas dans l'anarchie avant même que l'Histoire lui ait accordé une chance.

Du discours sur l'Allemagne et l'OTAN à la réunion du conseil de la Fédération, en passant par la loi sur la presse et la grise mine de M. Lansbergis, il n'y avait pas seulement unité de temps et de lieu

ington avec le président Bush. « L'Allemagne doit être membre de l'OTAN sans condition », a rappelé, pour sa part, le président George Bush en faisant remarquer que M. Gorbatchev connaissait parfaitement les positions américaines. Amène, M. Bush s'est toutefois prêt à « écouter et discuter sans animosité » toutes les idées lancées par le président soviétique. Il venait de s'entretenir avec le premier ministre est-allemand, M. de Mazière, et de redire avec lui qu'il était conscient des préoccupations de l'URSS pour sa propre sécurité et jugeait nécessaire d'y faire droit.

Comme M. Thatcher, le président américain a insisté sur le « rôle stabilisateur » de l'OTAN et s'est dit convaincu que les Soviétiques finiraient par convenir que les positions occidentales sont « ce qu'il y a de mieux pour l'URSS, comme pour l'Europe de l'Ouest et de l'Est ».

CLAIRE TREAN

■ M. Bush juge « encourageant » la rencontre entre M. Gorbatchev et les dirigeants baltes. Le président américain George Bush a jugé mardi 12 juin « encourageant » la rencontre à Moscou de M. Gorbatchev avec les dirigeants baltes, ajoutant : « J'espère que cela produira une nouvelle étape vers l'autodétermination des pays baltes ». Les chefs de file du Congrès américain ont affirmé qu'ils n'approuvaient pas l'accord commercial signé par MM. Bush et Gorbatchev au sommet de Washington tant qu'un véritable dialogue ne serait pas engagé.

mais unité d'action aussi. M. Gorbatchev veut inscrire l'unification de l'Allemagne dans l'unification de l'Europe pour inscrire et sceller la démocratisation et la modernisation russes dans un destin européen.

A la quatorzième rel lecture de la déclaration sur l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN (voir par ailleurs), c'est clair : si les alliances deviennent des alliances avant tout politiques, qu'aboutissent les négociations et pourparlers sur le désarmement conventionnel (concrètement parlant, le plafonnement des forces allemandes) et si l'Allemagne avait un statut à elle au sein de l'OTAN, alors, alors, peut-être.

On le savait, mais c'est maintenant officiellement dit et approuvé par le Parlement soviétique. On avance, comme on avance sur la question de cette nouvelle URSS au sein de laquelle les républiques « souveraines » et liées par le « nouvel accord d'union » qui va être négocié par leurs « plénipotentiaires » auront « diverses formes de liens tenant compte de [leurs] particularités historiques, économiques et culturelles ».

Exprimée pour la première fois, l'idée d'un lien diversifié signifie que certaines républiques n'auront d'autres liens qu'économiques avec l'Union, que certaines autres auront un statut d'Etat associé et que d'autres encore seront pleinement membres de la Confédération. On ne saurait être plus pragmatique et, tandis que M. Lansbergis exprimait son « intérêt particulier pour le concept (...) d'union d'Etats souverains », la Russie proclamait, elle aussi, sa volonté d'être « un Etat démocratique et de droit au sein d'une URSS renouvelée ».

Tout comme le projet initial, la déclaration adoptée par le Parlement russe (voir ci-contre) édicte la primauté des lois et de la Constitution russes sur les lois et la Constitution soviétiques, mais, contrairement au projet, le texte final n'est pas immédiatement applicable. Il n'y a pas de date d'entrée en vigueur, pour la bonne raison que cette déclaration se veut « une base pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution [russe] et la conclusion d'un traité de l'Union ».

Les canaux de communication entre M. Gorbatchev et M. Eltsine n'ont décidément pas mal fonctionné, et, après avoir noté devant le Soviet suprême que « les Etats-Unis ne tiennent pas l'indépendance [lituanienne] à l'ensemble [de leurs relations avec l'URSS] », M. Gorbatchev a fait un geste vers M. Lansbergis. La simple suspension de la déclaration d'indépendance pendant la durée des négociations avec Vilnius permettrait, a-t-il dit, leur ouverture. C'est la même formule qu'avait proposée M. Eltsine au lendemain de son élection à la présidence russe.

BERNARD GUETTA

1^{ères} RENCONTRES INTERNATIONALES DES CHAINES D'INFORMATION

L'avenir des programmes d'information en continu à la télévision

Dix ans après le lancement de C.N.N., les principales chaînes d'information dans le monde confrontent, pour la première fois, leurs expériences :

All News Channel (U.S.A.), Canal Infos (France), C.N.B.C. (U.S.A.), C.N.N. (U.S.A.), Euronews (Europe), News 12 (U.S.A.), Newsworld (U.S.A.), Now (Grande-Bretagne), Radio Canada (Canada), Satellite Channel (Japon), Skynews (Grande-Bretagne).

le mardi 26 juin 1990, de 9 h à 19 h
à Infomart (CNIT, Paris-la Défense)

A l'initiative de Canal Infos (France), filiale commune de l'A.F.P., Com-Dév Images, la Générale d'Images, la Lyonnaise Communications et le Club Méditerranée

Avec le soutien de :



Avec la participation de :



Organisation des "Rencontres" : Denis Pingaud Conseil - 11 rue Dulong 75017 Paris
Contacts : Julia Corenzo - Virginie Batais - Tél. : (1) 47 63 99 30 - Fax : (1) 47 63 93 00

EUROPE

de l'Allemagne

Chrétiens-démocrates et libéraux est-allemands se prononcent pour des élections panallemandes en décembre

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les députés des partis chrétiens-démocrates - principale formation de la coalition au pouvoir - et libéraux se sont prononcés mardi 12 juin à Berlin-Est pour un scénario d'unification aboutissant à l'élection, entre le 2 et le 16 décembre, d'un Parlement commun aux deux Allemagnes.

Selon M. Günther Krause, secrétaire d'Etat, la RDA pourrait demander dès cet été son « adhésion » à la Constitution de la République fédérale. Des élections auraient lieu comme prévu à l'automne dans les cinq Länder est-allemands qui doivent être entre-temps reconstitués, pour signer la RDA sur la structure fédérale de l'Ouest.

Ce scénario traduit un changement d'attitude du gouvernement de M. de Maizière. Il y a deux semaines, un porte-parole du cabinet estimait qu'il serait préférable d'attendre d'abord les premiers résultats de l'union économique et monétaire, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain, avant de définir les futures étapes de l'unification. En voulant ne pas précipiter les choses, la RDA souhaitait ne pas inquiéter les Soviétiques et les autres Européens de l'Est. Mais manifestement, l'attitude des Soviétiques dans les dis-

cussions actuelles sur l'unification a levé ces hésitations. Depuis quelques semaines déjà, les partis conservateurs ouest-allemands avaient suggéré d'accélérer le processus.

Mardi, le chancelier Helmut Kohl avait indiqué qu'il serait dangereux d'attendre les résultats de l'union monétaire pour fixer les prochaines étapes de l'unification. Compte tenu des difficultés prévues à l'automne, notamment sur le plan social, les dirigeants de Bonn craignent à l'évidence, si l'on attend trop, que l'opinion publique en RFA rechigne à s'engager plus avant.

La résolution des chrétiens-démocrates est-allemands doit être débattue prochainement avec les autres partis de la coalition gouvernementale. Toute décision implique un accord du Parti social-démocrate. Jusqu'ici, le SPD ne voulait pas entendre parler d'élections précipitées mais il semble maintenant changer d'avis.

En annonçant les uns après les autres leur intention de fusionner, les partis politiques de l'Est et de l'Ouest ont eux-mêmes déjà largement anticipé. Les sociaux-démocrates n'ont pu que se joindre au mouvement. Une commission commune aux deux partis doit être mise sur pied pour entamer le processus de fusion qui pourrait avoir lieu en septembre.

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : la contestation à Bucarest

La police a évacué par la force la place de l'Université

Bucarest. - La police est intervenue tôt mercredi matin 13 juin, place de l'Université dans le centre de Bucarest, pour dégager les contestataires qui occupaient les lieux depuis près de deux mois. Les policiers casqués et munis de matraques ont intervenus violemment peu avant l'aube et ont entrepris de détruire le camp de toile installé au pied du Théâtre national où vivaient nuit et jour des grévistes de la faim et des contestataires. Deux cent soixante-treize personnes ont été appréhendées, selon le gouvernement roumain.

Des centaines de policiers sont ensuite arrivés au pas de course venant de toutes les rues adjacentes sur la place de l'Université.

Tandis que certains évacuaient les personnes dormant dans les tentes, d'autres embarquaient la cinquantaine de sympathisants demeurés sur la place. Les membres des forces de l'ordre ont poursuivi et matraqué jusque dans le hall de l'hôtel Intercontinental, situé à quelques centaines de mètres du camp de toile, des manifestants brisant au passage une porte vitrée de l'hôtel. Ils ont emmené avec eux, en leur donnant des coups de bâton sur le corps, des jeunes gens dont certains avaient le visage ensanglanté.

Mardi soir, le parquet général de Roumanie avait demandé au gouvernement de « rétablir l'ordre public dans le centre de Bucarest ». - (AFP.)

EN BREF

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : les chrétiens-démocrates slovaques refusent d'entrer dans le gouvernement de coalition fédéral. - M. Jan Carnogursky, leader chrétien-démocrate de Slovaquie, a refusé la main tendue par le président Václav Havel, annonçant mardi 12 juin son refus d'entrer dans un gouvernement fédéral de coalition après son revers électoral. Cette décision risque de faire ressurgir les conflits entre Tchèques et Slovaques, mais M. Carnogursky devait être à nouveau reçu mercredi par M. Havel, qui poursuit ses consultations politiques. - (AFP.)

■ **GRÈCE** : nouvelles grèves contre l'austérité. - Cinq grandes fédérations syndicales grecques ont organisé mardi 12 juin, dans l'ensemble du pays, « une journée nationale d'action » pour protester contre la politique économique et salariale menée par le gouvernement conservateur.

Cette nouvelle vague de débrayages intervient après deux grèves générales organisées les 22 mai et 6 juin pour rejeter notamment les mesures d'austérité et la remise en cause de l'échelle mobile des salaires dans le secteur public.

BULGARIE

Les manifestations se poursuivent à Sofia

SOFIA

de notre envoyé spécial

Les manifestations contestant la victoire électorale de l'ex-parti communiste (Parti socialiste bulgare, PSB) se sont poursuivies mardi 12 juin à Sofia : des centaines de personnes ont défilé dans les rues de la capitale, arborant des drapeaux du centre avec des drapeaux et encadrant dans la soirée le siège de la télévision, réclamant la démission de son directeur et celle du gouvernement.

L'opposition maintient ses accusations de falsification intervenues après le dépouillement. La commission d'expertise a promis de publier les résultats officiels mercredi soir. Mardi, elle annonçait que 115 des 206 députés désignés au scrutin majoritaire uninominal ont été élus dès le premier tour. 72 sont du PSB, 32 de l'UDF, 5 du Mouvement des droits et libertés (Tures) et 2 divers. A Sofia, 18 des

26 sièges ont été pourvus au premier tour : les 18 sont des députés de l'UDF, ce qui veut dire qu'aucun communiste n'est passé au premier tour à Sofia. En outre, plusieurs personnalités du PSB sont en ballottage, parmi lesquelles le premier ministre M. Loukanov, le ministre de la défense M. Djourov et le ministre de l'intérieur. Seul, le président du PSB, M. Lilov, a été élu dès le premier tour.

En ce qui concerne les 200 sièges attribués en vertu du système proportionnel, la commission n'a fourni mardi que des résultats partiels qui confirment la victoire du PSB dans le pays mais celle de l'opposition à Sofia où le score de l'UDF est de 53,7 % contre 38 % pour le PSB.

SYLVIE KAUFFMANN



CAPEL habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 2^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre CCM, Mairie-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

PROCHE-ORIENT

Mettant en cause Téhéran

M. Massoud Radjavi affirme détenir « des preuves » sur l'assassinat de son frère

M. Massoud Radjavi, dirigeant des Moudjahidines du peuple, a réaffirmé, mardi 12 juin, que les autorités de Téhéran étaient les « responsables » de l'assassinat de son frère Kazem, le 24 avril dernier, près de Genève, et qu'il existait « suffisamment de documents et de preuves pour ne laisser place à aucun doute ».

« Toute tentative pour camoufler cette vérité évidente ne peut que déshonorer ceux qui, en Iran ou en Suisse, font des efforts en ce sens », a ajouté M. Radjavi, qui a estimé d'autre part que, si les autorités suisses cherchaient à « camoufler la responsabilité du régime de Khomeiny » dans cet assassinat, cela confirmerait l'existence « d'une trahison secrète » entre la Suisse et l'Iran en échange de la libération des deux otages suisses du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevés le 6 octobre dernier à Saïda, dans le Sud libanais.

Lundi, le chef (ministre) du département fédéral suisse de justice et police (DFJP), M. Arnold Koller, avait affirmé que l'enquête sur l'assassinat du Dr Kazem Radjavi « n'avait pu mettre en évidence l'implication du corps diplomatique iranien », et qu'il serait « donc prématuré de prononcer des mesures d'expulsion à l'encontre de diplomates iraniens ». - (AFP.)

Washington hésite à suspendre son dialogue avec l'OLP

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration américaine hésite toujours à suspendre son « dialogue » avec l'OLP, ou du moins cherche à gagner du temps. Une telle décision doit être prise « en dehors de la pression de limites de temps artificielles », a déclaré, mardi 11 juin, le secrétaire d'Etat James Baker, s'exprimant devant la commission des affaires étrangères du Sénat. Les sénateurs pressaient l'administration de passer à l'acte pour sanctionner le refus de M. Yasser Arafat de satisfaire complètement aux exigences formulées par les Etats-Unis à la suite de l'attaque avortée lancée par un commando palestinien en direction de la côte israélienne.

M. Baker a admis que M. Arafat n'avait pas fait ce qu'on attendait de lui, et que les Etats-Unis voulaient toujours qu'il « condamne l'attaque en termes dépourvus d'ambiguïté et commence à prendre des mesures destinées à sanctionner Abou Abbas » (l'organisateur présumé de l'attaque). Mais le secrétaire d'Etat a aussi fait remarquer que l'affaire était lourde de conséquences « pour le processus de paix arabo-israélien » et que « des gouvernements amis » (l'Egypte, mais aussi un certain nombre de pays occidentaux) avaient demandé aux Etats-Unis de « ne pas prendre de décision à la hâte ».

De fait, les responsables américains n'ignorent pas qu'une telle démarche de leur part risquerait de rendre la situation au Proche-Orient encore plus volatile, au moment précis où Israël vient de se doter d'un gouvernement particulièrement « dur », et où le monde arabe est ulcéré par le refus des Etats-Unis de faire pression sur l'Etat juif pour l'amener à engager un véritable processus de paix.

Situation inconfortable

La récente déclaration de l'OLP condamnant « toute action militaire contre des civils », bien que jugée insuffisante par les Etats-Unis, a, selon toute apparence, permis à l'administration de différer une décision pourtant annoncée de diverses sources comme imminente. Mais, en même temps, les responsables de l'exécutif conservent la même approche de l'affaire (« Je veux que cette attaque et ceux qui l'ont perpétrée soient condamnés », a répété mardi le président Bush), et il lui serait difficile de

changer à présent de logique, d'autant que les amis d'Israël aux Etats-Unis veillent au grain.

La réunion annuelle, lundi et mardi à Washington, de l'AIPAC (le principal lobby pro-israélien au Congrès), a été dominée par cette exigence, relayée par de nombreux politiciens américains.

Les hésitations de l'administration, coincée dans une situation inconfortable où elle s'est, dans une large mesure, placée elle-même, constituent une aubaine pour le nouveau gouvernement Shamir : c'est lui qui se trouve paradoxalement en position d'exiger des Etats-Unis qu'ils soient fidèles à leur parole, après que Washington ait échoué à prendre M. Shamir à son propre mot et à son propre plan de paix.

De plus, et en dépit des réserves qu'il peut susciter dans certains milieux juifs américains, le nouveau gouvernement israélien n'a pas trop de souli à se faire de ce côté-là : « Nous le soutiendrons, comme nous avons soutenu tous les gouvernements précédents depuis la fondation d'Israël », a déclaré mardi M. Seymour Reich, au nom de la Conférence des présidents des principales organisations juives.

JAN KRAUZE

■ Des grenades lacrymogènes dans une clinique pédiatrique de la bande de Gaza. - Des soldats israéliens qui pourchassaient des Palestiniens, lanceurs de pierre ont tiré des grenades lacrymogènes à l'intérieur d'une clinique pédiatrique des Nations unies dans la bande de Gaza, incommodant soixante-six bébés et enfants qui ont dû se faire soigner, a annoncé mardi 12 juin l'armée.

LIBRAIRIE BUCHLADEN

Toute la littérature d'expression allemande traduite

Ouvert 7 jours/7 de 11 h à 20 h 30

3, rue Burq - 75018 PARIS
Tél : 42-55-42-13



HISTOIRE DES PERES ET DE LA PATERNITE

sous la direction de Jean Delumeau et Daniel Roche. On les appelait « chefs de famille » au XV^e siècle... Qui sont-ils aujourd'hui ? Un volume relié sous jaquette, hors-textes en couleurs, 480 pages illustrées, 295 FF.

COLLECTION MENTALITES

Déjà parus dans la même collection :

Histoire des filiaux et des calamités en France.
Histoire des étrangers et de l'immigration en France.

LAROUSSE

Philippe de Villiers appelle un chat un chat et le socialisme "une chienne qui miaule."

Philippe de Villiers
La chienne qui miaule

Albin Michel

"Je ne sais pas de pamphlet plus foisonnant et mieux venu."
Louis Pauwels

"Ce livre a un grand mérite, il réhabilite la politique."
Edouard Balladur



CAPEL se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 2^e
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre CCM, Mairie-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

AMÉRIQUES

CANADA : la fin de l'impasse constitutionnelle

Les ambiguïtés de la « Confédération »

Confédération ou fédération ? Au Canada, baptisé « Confédération » lors de son acte de naissance en 1867, le débat n'a jamais vraiment été tranché, ce qui alimente d'innombrables controverses constitutionnelles, en partie réglées par l'accord survenu le 11 juin entre le gouvernement fédéral et ceux des dix provinces.

MONTREAL

de notre correspondant

Au milieu du dix-neuvième siècle, certains — comme Antoine-Aimé Dorion, chef du Parti libéral du Bas-Canada de l'époque (devenu province de Québec) — voulaient clairement une confédération, où chacun des « États » conserverait sa souveraineté. D'autres, comme John Alexander Macdonald, qui deviendra le premier chef de gouvernement du Dominion du Canada, rêvaient au contraire d'un État unitaire que l'on aurait appelé « royaume ». L'agressivité des États-Unis, à peine remis de la guerre de sécession, a précipité les décisions et favorisé les

compromis entre anglophones et francophones, dont les dissensions avaient — déjà — dégénéré en crise politique. Il fallait serrer les rangs devant l'ennemi commun : les troupes américaines, repoussées en 1785 et 1812, menaçaient de nouveau d'annexer le Nord du continent, en commençant par l'Ouest non colonisé. C'est ainsi que les « pères de la Confédération » — une trentaine de politiciens représentant toutes les communautés locales — ont ébauché en 1864 les fondements d'une... fédération (1) aux contours flous, assez centralisée pour prévenir, pensait-on, tout risque de guerre civile mais assez souple pour laisser aux provinces suffisamment d'autonomie dans leurs affaires intérieures.

Largement inspirée de ces travaux, la première loi constitutionnelle du Canada — l'acte de l'Amérique du Nord britannique — a été adoptée en deux temps trois mouvements par le Parlement de Westminster en 1867, trop heureux de damer le pion aux États-Unis, tout en ménageant les intérêts de l'empire. Le Dominion du Canada ainsi créé n'était-il pas étroitement dépen-

dant de Londres, pour tous les aspects de sa politique extérieure notamment ? « Pour susciter l'adhésion de tous, on a à l'époque utilisé indifféremment les termes confédération et fédération, dans un geste politiquement habile », résume le sénateur Gerald Baudouin, un des meilleurs experts canadiens en droit constitutionnel.

Tous les spécialistes s'accordent pourtant sur un point : le régime politique mis en place en 1867 n'avait rien d'une confédération, vu l'importance des compétences attribuées au gouvernement central. Plus décentralisé que les autres modèles du genre, le fédéralisme canadien a ensuite évolué, sans que soit vraiment réglé le problème, on le voit dans la crise constitutionnelle actuelle. La « Confédération du Canada » n'en est pas moins restée le terme officiel — en anglais comme en français — dans un pays qui n'en est pas à un paradoxe près.

MARTINE JACOT

(1) De même, en 1848, la nouvelle constitution de la « Confédération » helvétique a défini les structures d'un système fédéral et non confédéral.

ÉTATS-UNIS : les conflits raciaux à New-York

Prison à vie pour le meurtrier de Bensonhurst

NEW YORK

de notre correspondant

Traine, plutôt que conduit, par ses gardiens, l'air hagard, Joseph Fama a regagné sa cellule. Il y purgera une peine de trente-deux ans et huit mois de prison ferme après sa condamnation à vie prononcée le 11 juin par la cour suprême de Brooklyn. Quelques heures plus tôt, Keith Mondello, son co-inculpé dans le crime raciste de Bensonhurst, se voyait infliger par un autre jury une peine de seize ans d'incarcération dont cinq ans et quatre mois de prison ferme.

Avec ce double verdict qui d'aucuns jugent singulièrement déséquilibré, s'achève le procès des deux jeunes italo-américains accusés d'avoir, à la tête d'une bande de jeunes voyous, tué un adolescent noir, Yusef Hawkins, le 23 août 1989.

Une affaire qui, depuis près d'un an, met aux prises les deux communautés, compromettant les

efforts entrepris par le maire de New-York, David Dinkins, pour préserver cette « mosaïque » ethnique dont il avait fait son credo électoral, lors de l'élection historique qui fit de lui, en novembre dernier, le premier maire noir de la ville.

Antagonisme Noirs-Hispaniques

Dès l'annonce de la double condamnation au maximum de la peine prévue par la loi, les parents de Yusef Hawkins ont fait part de leur satisfaction : « Justice a été rendue », a déclaré le père de la victime, tandis que, de leur côté, les familles des deux accusés gardaient le silence. Même le révérend Al Sharpton, un activiste noir qui n'avait pas hésité à annoncer qu'il « mettrait le feu à la ville de New-York » si les deux jeunes italo-américains n'étaient pas jugés coupables et condamnés, a joué la modération, s'estimant, semble-t-il, enfin satisfait.

De quoi rassurer David Dinkins qui s'est empressé de tirer un trait sur « l'exercice de tragédie » que sa ville a connu ces dernières semaines, en saluant le retour au calme. Ces propos apaisants ne doivent pourtant pas faire illusion. Régulièrement en proie à des bouffées de tension raciale, New-York a vu dernièrement le traditionnel affrontement Blancs-Noirs se doubler d'un antagonisme Noirs-Hispaniques.

A présent, s'y ajoute le ressentiment que suscite l'incontestable réussite des Asiatiques, notamment de ces épiques coréens de Brooklyn soumis depuis plusieurs mois à un boycottage des acheteurs noirs. Et d'autres échecs attendent les défenseurs d'une société multiraciale.

Une autre affaire va très bientôt passionner la rue et les médias : dans les prochains jours sera achevée la constitution du jury chargé de juger les agresseurs de cette « golden girl » de Wall Street, âgée

de vingt-neuf ans, attaquée, violée et laissée pour morte en avril 1989 dans Central Park. Au banc des accusés, six jeunes Noirs et Hispaniques venus du quartier contigu de Harlem. La jeune femme est blanche.

SERGE MARTI

PAKISTAN

Salman Rushdie mis à mort... au cinéma

Islamabad — Un film fait fureur au Pakistan. La *Guérilla internationale*. On y voit l'auteur britannique Salman Rushdie, condamné à mort par l'imam Khomeiny pour avoir publié les *Versets Sataniques*, mis à mort avec délectation par des justiciers musulmans.

« Bâtard de Rushdie ! », « Finis le ! », hurlent les spectateurs enthousiastes durant la projection du film en assistant à la mise à mort de la double de Rushdie. Ce long métrage de trois heures est projeté dans 65 salles du Pakistan. Sorti sur les écrans en avril, le film a déjà été visionné par quelque 5 millions de spectateurs.

Le scénario est fantasque : Rushdie, l'acteur de télévision pakistanais Afzal Ahmed, se terre sur une île où il vit dans une forteresse gardée par des commandos juifs. Rushdie parvient à mettre hors de combat, l'insulte contre l'islam aux lèvres, plusieurs de ses poursuivants à l'aide d'une épée flamboyante. Après une folle poursuite ponctuée d'explosions et de rafales de mitrailleuse, et une intervention miraculeuse du Prophète, Rushdie est pris. Un exemplaire du Coran virevolte dans l'espace et décharge sur le malheureux écrivain des rayons mortels. Rushdie est désintégré, brûlé, réduit en cendres dans des hurlements affreux. — (AFP.)

Paul DUBOUCHET

Maître de conférences de droit public à l'université des Antilles et de la Guyane
LES NORMES DE L'ACTION/DROIT ET MORALE
Introduction à la science normative
L'HERMÈS éditeur / Diffusion MEDILIS, Tél. : 46-34-07-70
9-13, rue Séguier, 75006 Paris

L'ALLEMAGNE DEMAIN QUELLE UNIFICATION ?

Le cercle Gaston Crémieux vous invite à un débat avec
● Gilles MARTINET (ambassadeur de France)
● Rita THALMANN (prof. de civilisation allemande à Paris-VII)
● Rudolph VON THADDEN (prof. d'histoire à l'université de Göttingen et directeur d'études à l'E.H.E.S.S.)
Le 14 juin 1990 à 20 h 45 à l'espace Moncassin, 184, rue de Javel 75015 Paris. M. : Féliz-Faura.

DIPLOMATIE

La visite du chef de l'Etat dans l'océan Indien

M. Mitterrand fait un vibrant éloge de la « démocratie scrupuleuse » de l'île Maurice

Le président de la République, qui devait quitter l'île Maurice pour les Comores mercredi 13 juin, avait rendu la veille un hommage appuyé à la « démocratie scrupuleuse » de l'île Maurice. C'est jeudi en fin de matinée qu'il entamera sa visite officielle à Madagascar.

PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Maurice avait bien fait les choses pour accueillir mardi le président de la République. M. Mitterrand le lui a bien rendu qui a prononcé le soir, au cours d'un dîner offert en son honneur par le premier ministre, M. Jugnauth, un vibrant éloge de « la démocratie scrupuleuse » mauricienne qui « n'est pas monnaie commune dans cette région du monde ». Eloge renouvelé mercredi matin dans une allocution prononcée devant le Parlement mauricien puis au cours d'une conférence de presse.

Beaucoup plus à son affaire que la veille aux Seychelles où il avait pu rendre hommage aux efforts de développement du régime du président René, mais où il n'avait pu que rester muet sur le chapitre de la démocratie, M. Mitterrand a notamment affirmé : « L'île Maurice offre un exemple rare. Vous n'ignorez rien des joies de la démocratie. Vous en vivez les avantages. Mais à côté de ces avantages, il y a des inconvénients. Mais à côté de ces inconvénients, il y a des avantages ! Avec le respect des droits fondamentaux, la liberté d'expression, la liberté de circulation (...). Vous avez réussi cette rencontre exceptionnelle entre la démocratie et le développement (...). Comment ne pas aimer l'île Maurice ? »

Auparavant, le président de la

République, qualifié « d'avocat des moins fortunés de ce monde » par M. Jugnauth, avait longuement disserté sur le destin de l'ancienne île de France, passée sous contrôle britannique au début du dix-neuvième siècle, mais qui est toujours restée francophone d'esprit et de cœur, l'anglais ne servant que dans l'administration et la vie des affaires. Le phénomène est d'autant plus étonnant que la population mauricienne est composée d'une majorité d'origine indienne (à laquelle appartient M. Jugnauth, au pouvoir depuis 1982) dont la plupart des membres parlent créole et français.

Le tout constitue un édifice social complexe, voire délicat, où les appartenances ethniques jouent certes un grand rôle (pas question pour un créole d'être premier ministre) mais le système, en dépit de ce communalisme qui favorise les appartenances de caste au détriment de celles de classe, fonctionne fort démocratiquement depuis l'indépendance de 1968.

Prosperité économique

La prospérité dont a joui Maurice dans les années 80 a contribué à huiler ses rouages délicats. Tout en se réclamant du tiers monde et du non-alignement, l'équipe au pouvoir fait dans le réalisme économique et développe systématiquement les trois atouts de l'île : un tourisme de haut de gamme, une industrie sucrière protégée des aléas des cours mondiaux par un accord conclu avec la CEE et une zone franche industrielle en pleine expansion, dont les productions ont libre accès au marché des Douze. Seul point noir à l'horizon : l'inflation, car le pourcentage des chômeurs est tombé de plus de 25 à 3 % en quelques années et les

salaires se sont mis à flamber. Ils n'en restent pas moins, chez ce « petit dragon » de l'océan Indien, nettement moindres qu'à Singapour.

L'aide et la coopération françaises sont les plus importantes de toutes celles que reçoit Maurice. Elles sont d'autant mieux reçues que Paris n'a pas attendu le miracle économique pour être présent. Le fait a été souligné par M. Jugnauth pour décerner un brevet de « non-impérialisme » à la France.

Tout cela ne signifie pas l'absence de tout problème entre Paris et Port-Louis. Parmi ceux-ci, le sort de l'Îlot de Tromelin (un peu plus de 1 kilomètre carré), possession française revendiquée par Maurice (minime vue de Paris, l'affaire fait l'objet d'une surenchère nationaliste ici) ; les négociations préliminaires portant sur la délimitation de l'océan Indien dont la France s'est retirée à la suite des États-Unis et de la Grande-Bretagne ; les projets d'Air France dans la région qui menacent de concurrencer les activités d'Air Mauritius. L'impression prévalait cependant, du côté français, que M. Jugnauth avait mentionné ces dossiers surtout pour mémoire et que l'heure n'est pas à la polémique.

Le premier ministre a proposé d'ailleurs d'accueillir un prochain sommet de la francophonie à Maurice et d'inaugurer une nouvelle pratique, celle des sommets des chefs d'État de l'océan Indien. Il ne manque à Port-Louis, a-t-il expliqué, qu'un palais des congrès pour la construction duquel une aide a été demandée à la France. M. Mitterrand a pris bonne note et, comme pour les autres demandes, a chargé M. Dumas de lui faire rapport plus tard.

JACQUES AMALRIC

ASIE

Les relations entre la Chine et Taïwan

Pékin souhaite un accroissement des investissements de Taïpeh

PEKIN

de notre correspondant. La réponse formelle de la Chine communiste aux offres de dialogue de la Chine nationaliste confirme qu'en dépit des attitudes conciliantes adoptées par les deux protagonistes personne de part et d'autre du détroit de Taïwan n'est pressé d'entamer des pourparlers politiques. En revanche, Pékin tend la main avec insistance vers les portefeuilles rebondis des investisseurs taïwanais qui se pressent sur le continent.

Le chef en titre du PC, M. Jiang Zemin, a été chargé de formuler cette réponse, restée jusqu'alors implicite, dans un discours prononcé lundi 11 juin devant une conférence du « front uni » continental, placé sous la coupe des communistes.

Faisant référence au discours programme que le chef de l'État du régime de Taïpeh, M. Lee Teng-hui, a prononcé le 20 mai en inaugurant son nouveau mandat marqué par une politique d'ouverture sur le continent (le Monde du 23 mai), M. Jiang a déclaré : « Nous apprécions ses remarques. Certaines remarques sont certes assez inadéquates et manquent de sincérité. Cependant, elles sont en progrès par rapport à la politique [que pratiquait antérieurement Taïwan] excluant tout contact, tout compromis et toute négociation avec le continent. »

Les « remarques inappropriées » consistaient notamment pour M. Lee à réclamer une ouverture politique réelle en Chine populaire et l'abandon d'une stratégie visant à contrecarrer les efforts de l'île nationaliste pour se dégager de son isolement diplomatique. M. Jiang Zemin a rejeté en particulier la suggestion faite par le chef de l'État nationaliste selon laquelle la Chine pourrait être dirigée comme « un pays doté de deux gouvernements », qui ne peut, a-t-il dit, que mener à une division, et non à la réunification du pays.

Toutefois, dans le cas où d'hypothétiques négociations s'ouvriraient, Pékin accepte de prêter attention aux points de vue des partis d'opposition apparus ces derniers temps à Taïwan. Après avoir longtemps considéré le Kuomintang comme son homologue unique, la Chine populaire reconnaît de facto l'instauration du pluralisme chez sa rivale nationaliste. Un chef de l'opposition taïwanais est du reste attendu sous peu à Pékin.

Enfin, M. Jiang a clairement indiqué que les négociations politiques Pékin-Taïwan, pour le moment, des échanges bilatéraux, qu'il a réglés les questions techniques entre « autorités concernées ». Le chef du Parti communiste a souligné qu'il était temps d'oublier « les hautes histoires » entre deux formations qui se sont fait deux fois la guerre au cours du siècle. Mais il s'est abstenu de renoncer explicitement, pour ce qui concerne le continent, à l'usage de la force envers Taïwan, une exigence du régime nationaliste, qu'inquiète toujours la menace d'une intervention militaire communiste.

FRANCIS DERON

Estreintes franco-indonésiennes sur le Cambodge à Paris. — La France et l'Indonésie, co-présidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, ont eu des consultations, mardi 12 juin à Paris. « Le sentiment commun des coprésidents est qu'il est souhaitable de reconvoquer la Conférence quand les conditions d'un accord global seront réunies », a précisé un communiqué conjoint à l'issue d'une audience accordée par M. Michel Rocard à M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères.

Une reconvoque « le plus tôt possible » de cette conférence, qui s'était tenue pour la première fois, sans aboutir, en août 1989, a été réclamée par le prince Sihanouk, chef de l'opposition cambodgienne, et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, à l'issue de leur rencontre à Tokyo début juin.

OCÉAN INDIEN

Métamorphoses malgaches

Un entretien avec le président Ratsiraka « L'avenir radieux point à l'horizon »

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Situé à une dizaine de kilomètres de la capitale, le palais présidentiel ressemble à un gros gâteau à la crème dont on aurait omis de retirer l'emballage. La facture est nord-côtée, la finition française, la froideur parvenue. Après la fouille de rigueur, le chef de l'Etat reçoit dans un grand salon.

Les peupliers lourdes, le teint un peu pâle, il n'étale aucune question. « Nous avons fait un choix, c'est le choix socialiste. Le socialisme malgache est ancré dans l'âme des Malgaches. » La libéralisation économique, les privatisations ? « Nous les aurons faites, avec ou sans le FMI. Mais le fondement de notre politique est déterminé par l'histoire et la géographie, par le génie de notre peuple, une soif d'égalité, de justice et de liberté. En 1975, compte tenu de la conjoncture objective du moment, on ne pouvait ni libéraliser ni privatiser. Il n'y avait pas de privés malgaches capables de prendre en main les rênes économiques. La politique, c'est le pragmatisme. Moi, je reste toujours socialiste, même si je fais la

libéralisation et la privatisation.

Quant aux manœuvres de déstabilisation du pouvoir, elles le laissent froid : « Pourquoi (y voir) un acte désespéré puisque l'avenir radieux de Madagascar point à l'horizon ? La croissance du PIB en termes réels a dépassé 4 % en 1989 et va dépasser 4 % en 1990. Les investisseurs frappaient à la porte. La zone et les entreprises franches sont là. »

Le président est conscient des fuites de capitaux, des trafics qui affaiblissent l'économie malgache : « A ma connaissance, les fuites de capitaux viennent du fait que des gens préfèrent détenir des devises, des francs français par exemple. Une tonne d'or au minimum sort de Madagascar tous les ans. La Banque centrale n'y voit que du feu, le Trésor aussi, et la douane aussi. Pour éviter cela, j'ai libéralisé le commerce de l'or. Je ne vois toujours pas de résultats. Alors j'ai donné des ordres très stricts pour que des poursuites soient engagées à l'aéroport et dans les ports. »

Au chapitre de la corruption, le président est aussi discret : « Je n'ai pas de compte en Suisse. La corruption touche les dirigeants, des hauts



P. ANCHO

dirigeants, c'est certain. Mais tous les cas que j'ai connus ont été réprimés de la façon la plus efficace possible. Lors du dernier remaniement, j'ai demandé à tous les ministres et aux membres du Conseil supérieur de la révolution de m'établir un bilan de leur situation bancaire, de leur richesse personnelle. Je verrai tous les deux ou trois ans où ils en sont. »

Un président de la République française à Madagascar, l'événement ne s'était jamais produit depuis l'indépendance. « On a dit que j'étais francophone. Ce n'est pas vrai. J'ai toujours eu de bonnes relations avec la France, avec M. Giscard d'Estaing, avec M. Jacques Chirac, avec le président François Mitterrand. Raymond Barre a été l'un de nos professeurs à travers la collection Thémis (...). »

Et de conclure : « Certains ont vu à Madagascar des Cubains, des Chinois, et une garde prétorienne coréenne. Ici, dans ce palais où dans l'ancien. On affable. J'ai pu lire dans Newsweek qu'il y a une base soviétique à Diego-Suarez ! A Tananarive ! Evidemment, les Américains le croient. Ils ne savent pas où se trouve Madagascar, mais ils le croient. Dites ce que vous avez vu, en toute objectivité. »

Conversion au libéralisme

Suite de la première page

On affirme que le président ne s'est à aucun moment réclaté du marxisme. Mais en 1975, ce militaire, capitaine de corvette formé à Brest, craignait d'apparaître comme un conservateur. Le socialisme était dans le vent. Il l'a adopté. « Avec vous déjà vu un marin qui a navigué sur la Jeanne-d'Arc devient socialiste révolutionnaire ? », interroge un de ses proches. Autrement dit, la République n'était ni ce qu'on croyait ni ce qu'elle laissait croire. Sa récente conversion au libéralisme n'est peut-être, après tout, qu'une autre illusion.

Car le président Ratsiraka est malin et souple comme un lézard. Les contorsions idéologiques ne l'effrayent pas, si sa longévité politique est à ce prix. Réélu pour la troisième fois en mars 1989 avec 66 % des voix, il a su tirer avantage de ce score jugé médiocre, en démontrant qu'il ne rassemblait en rien aux plébiscites propres aux anciens régimes socialistes orthodoxes. Bien avant les Etats d'Afrique noire, il a instauré le multipartisme et une réelle liberté de la presse en levant la censure. « Il

a pris les politiciens à contre-pied, constate un observateur. La morale s'est installée. Il a organisé les présidentielles avant les législatives pour ne pas être otage des parlementaires. Il bénéficie d'une stabilité institutionnelle : le calendrier électoral est épuisé pour cinq ans. »

Didier Ratsiraka connaît bien son monde. En ouvrant le couvercle du pluralisme, il a anticipé, pour mieux régner, les divisions de ses adversaires. Une vingtaine de partis ont éclos depuis l'an passé, et la liste s'allonge de jour en jour. « On voit de tout, commente un observateur étranger, des vieux chevaux de retour, des inconnus sans crédit qui souhaitent présider quelque chose. La politique remplace les émeutes. Tant que les gens feront « joujou » avec la politique, le président sera tranquille. »

« Clarté, logique, efficacité »

La tentative de déstabilisation par un commando armé, le 13 mai (le Monde du 15 mai), ne l'a pas ému outre mesure. Pendant que les militaires neutralisaient les insurgés, il

dormait... Il se sent fort et, dans son entourage, on assure que cette action visait à dissuader les investisseurs étrangers de s'établir dans un pays peu sûr.

M. Ratsiraka est servi par une opposition peu crédible. Ancien gauchiste tombeur de Philibert Tsiranana, le leader du MFM, M. Manandafy Rakotonirina cotise désormais à l'idéologie libérale et se veut, sur ce terrain, plus royaliste que le roi. D'après lui, les réformes sont lentes, voire bloquées, « au nom de la souveraineté nationale ». Les objectifs de la Banque mondiale ? « Ils sont trop timides. Il faut aller plus loin, plus vite ». Tour à tour, il critique les exportations clandestines d'or et d'émeraudes par la valise diplomatique, les agissements de la Procoops (un groupe de sociétés contrôlé par le président et ses proches), les retards dans l'adoption de la loi minière. Il demande une révision de la Constitution et de nouvelles élections. De fait, le multipartisme et la levée de la censure n'ont pas reçu de consécration constitutionnelle et pourraient, sur décision du chef de l'Etat, être remis en cause.

A la tête de l'AKFM-renouveau, le pasteur Richard Andriananjato, ex-serviteur du régime, continue de mener une « opposition constructive » en pronant le socialisme scientifique du haut de sa chaire ou dans un salon de l'hôtel Colbert. Tout cela paraît bien lointain aux exclus malgaches qui regardent, impuissants, les produits de luxe et les grosses voitures arriver dans la capitale. L'écart se creuse au sein de la population. La détresse des enfants aux pieds nus et haillons sales s'étale dans les rues de « Tana ». Certains prétendent que cette mendicité est organisée pour déconsidérer le pouvoir aux yeux des visiteurs. Mais peut-on inventer la pauvreté ? Elle est criante, comme l'échec éducatif de la Grande Ile où, sur des façades lépreuses, on lit des réclames pour les livres soviétiques : « Clarté, logique, efficacité ».

Madagascar détourne son regard de Moscou et jette sur l'Afrique du Sud. Avec la France, quelques contentieux portant sur les biens des compagnies pétrolières restent à applanir. Si Paris dépense tous les ans 1 milliard de francs dans son ancienne colonie, le socialisme français n'a jamais été en phase avec sa variante malgache. Quand il nomme ses amis de la « Métropole », Didier Ratsiraka cite d'abord MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

ERIC FOTTORINO

Misère et délinquance juvénile

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Diego-Suarez. Tamatave. Majunga. Fort-Dauphin. Ambondrombe... Les villes malgaches présentent toutes le même spectacle qui, à la longue, finit par impressionner : de jeunes enfants qui mendient quelques pièces de monnaie et, à défaut des Bics, qui vendent de minuscules cornets de cacahuètes, qui soldent des journaux européens vieux de plusieurs jours.

Dans la capitale, la pression est encore plus forte, surtout aux abords de l'hôtel Colbert, point de ralliement des étrangers venus apprécier la transition du régime : de la révolution socialiste à la démocratie et au libéralisme économique. Le phénomène a pris une ampleur telle que les bonnes âmes et les bonnes œuvres ont un champ d'action tout désigné, suscitant même des initiatives inattendues.

C'est le cas de M. Augustin Ampy. Le ministre malgache de l'intérieur explique sa démarche : « En raison de la croissance de la délinquance juvénile, je m'occupe, par accident en quelque sorte, de réinsertion sociale. » D'après lui, quatre cents enfants de moins de cinq ans vivent abandonnés à Tananarive. « La situation s'aggrave de jour en jour à cause du plan d'ajustement structurel qui nous a conduits à supprimer les subventions à la consommation, de sorte que la frange la plus pauvre de la population est encore plus pauvre. »

Considérant qu'il n'a pas les moyens de lutter efficacement contre la criminalité - « je n'ai que trois voitures de police pour assurer la sécurité dans Tana qui est devenue une ville dangereuse la nuit », le ministre de l'intérieur est persuadé que la solution consiste en la réhabilitation des cités malgaches. Pour financer le projet qu'il a en tête, M. Ampy demande au Fonds européen de développement (FED) de lui accorder 40 millions d'euros (un euro = 6,9 FF), soit le cinquième de la totalité de l'aide que la CEE consentira à Madagascar dans les cinq prochaines années.

Selon les responsables communautaires, cette requête a peu de chances d'aboutir. En attendant, seules des actions de fai-

ble portées sont engagées. Le FED a ainsi financé un centre d'accueil (pour 2 millions de francs), dans les environs de la capitale, qui héberge une centaine d'enfants âgés de deux à quatorze ans. M. Ampy est là, avec son chargement de baguettes de pain, pour la tournée d'inspection. Dortoirs et sanitaires impeccables, pouilliers qui ne sont pas encore pleins des mille poules ponduses prévues, jardin potager, bassins piscicoles sont minutieusement visités.

Le centre don Bosco, lui aussi aidé par le FED, compte cent cinquante jeunes Malgaches. Le Père Claudio le dirige depuis 1984. « Je ne peux accueillir que quinze enfants par an, déplore-t-il, alors que j'ai deux cents demandes chaque année. » Du coup, le Salésien ne bat pas la campagne pour récupérer « des enfants en danger ».

Sœur Germaine et son fusil

Les jeunes délinquants de Tananarive exercent parfois leur talent en dehors de leur territoire d'origine. Un dénommé Gino a attaqué, en avril dernier, la léproserie de Tamatave. Sœur Germaine, une Malgache, fait le récit détaillé de l'agression qui a coûté la vie à un veilleur de nuit. La coopérative européenne l'interrompt : « Gino de Tana ? » « Lui-même, avec Antoine et Désiré », affirme la Sœur de la Sagesse.

Arrêtés, les trois complices se sont entre-temps évadés de la prison de la capitale qui n'a pas la réputation d'être un modèle de sécurité. « Il y a des compléments, et c'est la faute des gens qui sont les plus hauts placés », dénonce Sœur Germaine. Persuadée qu'elle court un danger permanent, elle a décidé d'acheter un fusil : « S'ils reviennent, j'oublierai que je suis une chrétienne. »

Combien d'enfants abandonnés deviendront-ils aussi tristement célèbres que Gino de Tana, vingt ans ?

MARCEL SCOTTO

EST : ANNEE DES ELECTIONS

Ce numéro de Politique étrangère est consacré à l'année des élections en Europe de l'Est. Son ambition est double : faire un premier bilan des expériences démocratiques en cours depuis l'automne des peuples de 1989 et essayer de prévoir le résultat des premières consultations électorales, les chances et les risques du processus démocratique en cours dans les différents pays est-européens.

politique étrangère

n° 1/90 - en vente en librairie - 95 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Revue trimestrielle publiée par

l'Institut français des relations internationales

Abonnements : A. COLIN - B.P. 22 - 41353 VINEUIL

ISTANBUL. IZMIR. ANTALYA. SANS ESCALE.

DE PARIS, TURKISH AIRLINES VOUS PROPOSE 13 VOLS SANS ESCALE HEBDOMADAIRES POUR ISTANBUL, IZMIR ET ANTALYA. DE LYON VOUS POUVEZ ATTEINDRE, SANS ESCALE, ISTANBUL ET IZMIR TOUS LES LUNDIS, JEUDIS ET DIMANCHES.

VERS LA TURQUIE, TURKISH AIRLINES A QUELQUE CHOSE DE PLUS A VOUS OFFRIR.

| DESTINATION | JOURS | DEPART | ARRIVEE |
|----------------|---------------|--------|---------|
| PARIS-ANTALYA | JEU | 21:30 | 01:55 |
| PARIS-ISTANBUL | JEU, VEN, SAM | 15:15 | 19:15 |
| PARIS-ISTANBUL | DIM | 21:00 | 01:00 |
| PARIS-ISTANBUL | LUN | 19:15 | 23:15 |
| PARIS-ISTANBUL | MER | 16:00 | 20:00 |
| PARIS-ISTANBUL | VEN | 21:20 | 01:20 |
| PARIS-IZMIR | DIM | 19:15 | 23:25 |
| PARIS-IZMIR | DIM | 21:15 | 01:25 |
| LYON-ISTANBUL | LUN, JEU | 12:15 | 15:55 |
| LYON-IZMIR | DIM | 19:30 | 23:20 |

POUR PLUS D'INFORMATION ET RESERVATIONS, APPELEZ NOUS A PARIS: 4260 2808, 4260 5675 ET A LYON: 7824 1324 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES.



TURKISH AIRLINES

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESLSCA, EPSCI

36.15 LE MONDE

Tapez RES

POLITIQUE

Après les décisions de MM. Chirac et Juppé

Les députés RPR approuvent les sanctions contre M. Carignon

Si les tous les députés RPR interrogés, mardi 12 juin, dans les couloirs de l'Assemblée nationale approuvaient la décision de mettre M. Alain Carignon en « congé », certains s'inquiétaient de la volonté de la Rue de Lille (siège du RPR) d'en profiter pour réduire le droit d'expression des courants. M. Carignon a reçu l'appui de la majorité départementale UDF-RPR-non-inscrits au conseil général de l'Isère.

Le communiqué publié par le service de presse du groupe RPR, mardi après-midi, a confirmé cette crainte. Il y est précisé qu'il n'est plus temps, pour ceux qui se veulent gaullistes, de cultiver leurs particularismes et de poursuivre des stratégies individuelles qui font du tort à l'ensemble du mouvement. Le communiqué appelle, en outre, les élus du RPR à se rassembler derrière MM. Jacques Chirac et Alain Juppé.

Pour M. Jean-Louis Debré (Eure), « Jacques Chirac a sifflé la fin de la récréation », et il faut que les uns et les autres comprennent que passer son temps à se critiquer fait le jeu d'un PS qui est, pourtant, en train de se décomposer. Le député des Vosges, M. Philippe Séguin, a vu le coup venir. Il est intervenu, en réunion de groupe, pour que soit supprimée dans le communiqué la mention « approuvé à l'unanimité ». « Il ne faut pas que cette malheureuse affaire soit utilisée par le mouvement contre les courants et le droit d'expression internes », soulignait M. Séguin dans les couloirs. Tout en faisant part de son « sentiment de tristesse » devant la tournure de cette affaire, il reconnaissait que le maire de Grenoble avait « franchi la ligne jaune » et que la direction du RPR ne pouvait pas ne pas intervenir.

S'agissant du courant qu'il anime avec M. Charles Pasqua, M. Séguin a affirmé qu'il ne se

sentait pas concerné par l'« avertissement » de la Rue de Lille. « Nous n'avons à aucun moment franchi la ligne jaune », soulignait-il. « Je ne sais pas si c'est très astucieux de virer Carignon alors que l'on parle d'une nouvelle cohabitation. Il aurait pu être utile... », ironisait, quant à lui, M. Frank Borotra (Yvelines) en montrant, à la « une » du Monde, l'article de M. Edouard Balladur en faveur d'une nouvelle cohabitation. « Plus sérieusement, je crois que la direction ne pouvait faire autrement. Carignon est allé jusqu'au bout d'une logique absurde, celle qui consiste à noter pour un candidat socialiste en cherchant ailleurs une nouvelle alliance », estimait le bras droit de M. Pasqua. Pour autant, pas question de se laisser brider par M. Alain Juppé. « Je ne cultive pas mon particularisme », observait M. Borotra, « je défends des convictions... »

« Trop, c'est trop ! »

Le président du groupe, M. Bernard Pons, a jugé la décision de mise en congé « tout à fait logique ». Elle se situe, pour lui, « dans le cadre des décisions arrêtées par notre mouvement lors de ses assises de février ». « Jamais le RPR ne peut appeler à voter pour un candidat socialiste, pas plus qu'il ne peut appeler à voter pour un candidat du Front national », a-t-il ajouté, avant de regretter « la cacophonie misérable à laquelle nous avons assisté au cours du week-end ». Aux yeux de M. Robert André Vivien (Val-de-Marne), cette décision « est un avertissement pour beaucoup d'autres ». « Trop, c'est trop, disait-il. Si on n'est pas d'accord, on s'en va. C'est une question de morale. Chirac a été particulièrement ferme devant le groupe et approuvé par tous. Avec cette décision, la discipline redevient la règle. » Au cours de la réunion des députés du RPR, M. Chirac, exaspéré, aurait lancé : « J'en ai marre d'entendre des déclarations annexes et jamais celles des

véritables responsables du mouvement. » « Ça ne peut plus durer ! », expliquait M. Roland Nungesser (Val-de-Marne). On ne peut pas prétendre représenter le gaullisme quand on va, comme ça, de droite à gauche. Tout le monde déclare n'importe quoi, et les militants sont complètement dévoués. Il est temps que Chirac remette de l'ordre. Que ceux qui ont la tentation d'aller à gauche y aillent, que ceux qui veulent rejoindre Le Pen le fassent, mais qu'ils ne continuent pas à porter une bannière de gaulliste. « Même s'événement du côté de M. Jacques Godfrain (Aveyron), pour qui M. Carignon est d'autant moins excusable qu'il « fait partie de la majorité au sein du bureau politique du RPR ».

« On aurait dû l'exclure il y a un an ! », clamait M. Gabriel Kaspereit (Paris). M. Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), membre du courant VIE créé par M. Carignon, déclarait, de son côté, n'avoir « pas du tout apprécié la prise de position » du maire de Grenoble. « J'aurais aimé être informé et consulté. Je pense que sa décision n'a pas été prise spontanément, mais réfléchie et, peut-être, calculée », disait-il avant de souligner : « Ce qui est valable pour Carignon doit l'être demain pour d'autres dignitaires du RPR, qui n'ont cessé de prendre le contrepied des décisions du mouvement. » « On ne peut pas laisser dire qu'il n'y a rien entre le FN et le PS. C'est faux », ajoutait M. Michel Barzuch (Savoie), tandis que M. Jacques Limouzy (Tarn) estimait que M. Carignon « devait s'y attendre ». « Nous n'avons pas été très près pour voter PS, disait-il. Que les centristes le fassent, c'est leur destin, mais pas le nôtre ! »

M. Noir : « C'est fou ! »

M. Balladur a approuvé, mercredi matin, sur Europe 1, la mise en congé du RPR de M. Carignon, en estimant qu'il « fait un minimum de cohérence politique ». Le maire RPR de Lyon, M. Michel Noir, l'a, en revanche, désapprouvé mardi soir, la comparant aux pratiques du Parti communiste. « C'est fou de tenir ce langage d'exclusion. Ça me rappelle la Place du Colonel-Fabien », a déclaré M. Noir au terme d'un débat avec les étudiants de l'ESSEC à Cergy-Pontoise. Le maire de Lyon, qui appartient théoriquement au courant M. Carignon, a indiqué qu'il s'exprimerait sur cette question lors de la réunion du bureau politique du RPR mercredi. Il a réaffirmé qu'il n'est pas d'accord avec le maire de Grenoble pour appeler les électeurs de l'opposition à Villeurbanne à voter dimanche pour la candidate socialiste au second tour de l'élection cantonale partielle et qu'il est pour une attitude d'abstention.

Quant à M. Carignon, il a

déclaré, mardi, à la sortie du conseil général de l'Isère, qu'il préside, qu'« une procédure de mise en congé n'a jamais été, dans l'histoire, une véritable réponse à un problème de fond ». « Il est normal que dans un paysage politique déboussolé les partis politiques se soient aussi », a dit le maire de Grenoble, avant d'ajouter : « Le RPR a déjà dit clairement, son hostilité aux thèses du Front national, mais n'en tire pas encore toutes les conséquences. » Sur Antenne 2 et TF1, M. Carignon a ajouté : « Quel est le problème de fond ? C'est que la gauche et la droite, aujourd'hui, ne se signale plus. Personne ne le dit, mais tout le monde le sait. De Gaulle l'a toujours pensé. »

Le maire de Grenoble propose de « donner un nouveau souffle à la vie publique » en « rassemblant sur des valeurs communes celles

et ceux qui veulent relever les défis de la société française, (...) sans concession, bien entendu, pour les thèses d'exclusion ». « Mes convictions gaullistes et républicaines ne varieront jamais, a-t-il affirmé. Le gaullisme est ma famille ; il le demeure. » Ainsi répondait-il à des questions sur son adhésion éventuelle au Parti socialiste.

Les douze conseillers généraux RPR de l'Isère ont fait part de leur « étonnement » à la suite de la mesure prise à l'encontre du président du conseil général. Ils ont réaffirmé dans un communiqué « leur soutien, leur fidélité et leur confiance » à M. Carignon. Le sénateur RPR de l'Isère, M. Charles Descours, n'a pas approuvé le communiqué de presse préparé mardi par le groupe sénatorial RPR pour se féliciter de l'attitude prise par les instances du RPR à l'encontre de

M. Carignon. M. Charles Pasqua, en voyage à l'étranger, n'a pas participé à cette réunion. Enfin, notre correspondant dans l'Isère, Claude Francillon, nous précise que le président du groupe UDF-RPR au conseil général, M. Jean Boyer (UDF), a affirmé qu'il partage avec ses amis « la même morale politique et la même éthique que celles prônées par Alain Carignon ». « Son exclusion, a-t-il ajouté, ne change rien. Nous constatons que, une nouvelle fois, Alain Carignon veut faire changer les choses. Soutenir un socialiste n'est pas un péché mortel. Il y a des élus PS modérés qui sont très près de nous. » Les huit conseillers non inscrits, membres de la majorité départementale, ont fait une démarche dans le même sens.

PIERRE SERVANT

L'audace

Maire (de droite) d'une ville de gauche, Grenoble, M. Alain Carignon n'en est pas à une audace près. Il était gaulliste en mai 1968 alors qu'à son âge, dix-neuf ans, et à cette époque ce militantisme était fort mal porté. Il était encore gaulliste en 1983 lorsqu'il a conquis une ville considérée comme le terrain d'expérimentation du socialisme moderne - Hubert Dubedout en était le maire depuis dix-huit ans - à la surprise générale, y compris celle de ses propres « amis » politiques qui considéraient avec un rien de condescendance ce jeune homme rétif aux études, sorti de rien, et que son élégance rustique ne prédisposait pas aux succès médiatiques. Il était toujours gaulliste lorsqu'en 1989, alors que ses amis ne s'attendaient pas encore remis de leur déconfiture présidentielle, il parvint à former autour de lui une sorte d'union municipale de droite, de centre gauche et du Maghreb (il avait récupéré dans son équipe le patron départemental des bours de France plus) pour contenir les socialistes dans l'opposition locale. Il est toujours désespérément gaulliste l'année du centenaire de la naissance du général de Gaulle, bien qu'il observe, perdue : « En 1968, entre les communistes et les gaullistes, il n'y avait rien. Aujourd'hui, on ne sait pas s'il y a encore des communistes et des gaullistes. »

Gaulliste, ou plutôt nostalgique d'un gaullisme qui fut porteur d'une « ambition collective ». « Je n'admets pas, dit-il, qu'on s'accroche de la démocratie actuelle. Les craquements dans

les partis ne sont que la révélateur de l'adaptation de la vie politique aux problèmes de demain. L'homme politique silencieux, celui qui ne dérange personne est heureux. »

M. Carignon dérange, mais il ne nous fera pas croire qu'il est malheureux de perturber ses amis. Il a pris depuis longtemps congé du conservatisme néogaulliste, et s'est vite détaché de ceux qui, à droite, se laissent gagner par la tentation de confondre « gaullisme populaire et démagogie populiste ». Il a, sur le terrain de la lutte contre l'extrême droite, le mérite de la constance. En 1979, il plaçait, dans un article publié par le Monde, pour l'intégration des immigrés et le respect du droit à la différence et s'indignait que l'on puisse rendre les immigrés responsables du chômage et de l'insécurité.

La « bande des douze »

En 1987, ministre de l'environnement du gouvernement Chirac de cohabitation, il s'était rendu à Matignon, en compagnie de M. Michèle Barzuch et de M. Michel Noir, dire au premier ministre qu'il préférerait quitter le gouvernement plutôt que d'accepter le code de la nationalité édicté par le garde des sceaux de l'époque, M. Alain Chandon. En juin 1990, il va - seul - jusqu'au bout de sa logique en appelant à la constitution d'un « Front républicain » anti-Le Pen dont il redoute que les incohérences de la classe politique ne lui réservent, comme il l'a expli-

qué dans le Monde du 30 mai, un avenir glorieux.

M. Carignon a, dit-il, l'esprit d'équipe. Mais de ce qui est devenu une petite équipe, en bout de course de la grande aventure du « compagnonnage » gaulliste. Artisan de la création de la « bande des douze » qui avait semé la panique, en avril 1989, dans une opposition RPR-UDF qu'elle prétendait renouer, il a créé, au RPR, son propre courant, VIE - moins éclatant que son nom l'indique - et milite dans la Force unie de Michel Noir et François Léotard.

Le président du conseil général de l'Isère, tout en entretenant des relations complexes et conflictuelles avec les socialistes locaux, nous des liens avec M. Mitterrand pendant le gouvernement de cohabitation. Il les développe avec ceux qui veulent se situer en marge de l'opposition comme M. Soisson et comme M. Veil en adhérant au club Vauban qu'elle anime. Le 2 mai dernier son long tête-à-tête avec M. Mitterrand à l'Elysée avait beaucoup intrigé.

Le maire de Grenoble affirme que la vraie politique ne se situe pas à l'Assemblée nationale mais dans les collectivités locales. Frappé par la loi sur le cumul des mandats, il avait préféré, en octobre 1988, ses mandats de maire et de président du conseil général de l'Isère à son siège au Palais-Bourbon. Il a fait la démonstration que l'on peut s'en porter fort bien. « J'ai choisi la liberté », avait-il dit, l'audace ! Ses propres amis offrent aujourd'hui de le prendre au mot. J.-Y. L.

Des libres parleurs

par Jean-Yves Lhœmeur

M. ALAIN CARIGNON et M. Bernard Tapie ont un peu plus en commun que d'avoir été, le même jour, des vedettes médiatiques, le premier parce qu'il est menacé d'exclusion par son parti, le RPR, le second parce qu'il était l'invité de « L'heure de vérité » (lire nos informations en page 34).

L'un et l'autre ont construit leur réputation dans le combat politique, non pas contre les partis, mais en marge, et - puisque c'est la préoccupation de l'époque - en consacrant l'essentiel de leurs efforts à la lutte anti-Le Pen. L'un et l'autre revendiquent une liberté de parole dont ne disposent pas tous ceux qui appartiennent aux appareils politiques. « J'ai retrouvé ma liberté », s'était exclamé M. Carignon, maire de Grenoble, lorsqu'il avait choisi en 1989 de continuer d'exercer ses mandats locaux plutôt que de siéger à l'Assemblée nationale. Au nom de la même « liberté d'expression », M. Tapie ne se voit pas ministre.

Les deux hommes offrent pourtant deux illustrations contradictoires des relations difficiles entre la libre parole et les partis. Pour avoir exercé sa liberté de penser, M. Carignon est aujourd'hui en rupture de ban avec ses amis. Il se situe dans sa logique lorsqu'il a appelé les électeurs de Villeurbanne à voter socialiste pour faire barrage au Front national au second tour de l'élection cantonale partielle dimanche prochain, puisqu'il souhaitait, auparavant, la constitution d'un « front républicain » anti-Le Pen. Mais la « est heurté à une autre logique, celle du RPR, qui ne tient pas à faire de M. Le Pen une victime de la « bande des quatre » et à lui ouvrir ainsi plus largement un boulevard électoral.

M. Carignon est-il allé trop loin, ou bien le RPR est-il en retard sur son entreprise de démocratisation interne ? Il est pour le moins curieux qu'un parti récemment acquis, en théorie, à la pratique des courants internes dont M. Carignon était l'un des animateurs, saisisse la première occasion pour manifester que le monolithisme a du bon. M. Tapie a sur M. Carignon - du point de vue

de la liberté de parole - l'avantage de n'être pas membre du Parti socialiste, bien que le PS ait une pratique des débats de courants beaucoup plus ancienne, et en tout cas démocratique.

Il ne dérange guère les socialistes, même si beaucoup le détestent en secret pour ce qu'il incarne d'une société de l'argent-roi et de la mythologie du « gagnant », contradictoire avec ce qui reste des traditions égalitaires. Député des Bouches-du-Rhône (lié avec le soutien du PS), patron de l'Olympique de Marseille, M. Tapie peut être pour les socialistes un complément utile, comme le sont M. Soisson et sa « France unie ».

Lorsque M. Tapie organise son « Forum des citoyens » pour combattre M. Le Pen en s'attaquant aux « trois cent cinquante à quatre cents points » qui sont en France des lieux de cohabitation difficile, voire de friction avec les immigrés, il contribue à drainer dans la mouvance de la majorité présidentielle des électeurs qui ne sont pas forcément bien disposés à l'égard des socialistes.

M. Carignon, qui entretient de bonnes relations avec le chef de l'Etat - « vous voyez, quand vous serez président de la République... », lui avait dit un jour M. Mitterrand - et M. Tapie, qui se vante d'être Dieu en personne et n'exclut pas, toute modeste bue, d'être un jour candidat à l'Elysée, empruntent chacun à sa manière des chemins de traverse pour réintéresser les citoyens à la politique. Les socialistes, même s'ils s'en méfient, en sauront gré à M. Tapie, et, certains d'entre eux imaginent que le député des Bouches-du-Rhône pourrait, avec l'aide de quelques candidats de son acabit, leur donner un sérieux coup de main lors des élections législatives de 1993. Tant mieux pour eux. Les dirigeants du RPR s'efforcent au contraire devant les menées « subversives » de M. Carignon qui est devenu, pour cette formation, ce que Joseph-Antoine Bell, gardien de but camerounais, était naguère à l'Olympique de Marseille, c'est-à-dire un vilain petit canard. Tant pis pour eux.

M. Jacques Chirac a fait sienne la citation que Georges Pompidou avait attribuée au sapeur Camembert, alors qu'elle revient à Ponsard, qui l'avait empruntée à Epictète, via Montaigne - « Quand la borne est franchie, il n'est plus de limite » (le Monde du 21 avril 1987), pour tenter de donner un coup d'arrêt à la cacophonie qui s'exprime, de façon grandissante, dans les rangs du RPR.

La borne, en l'occurrence la « ligne jaune », selon la formule du maire de Paris, ayant été franchie, pense M. Chirac, par M. Carignon, celui-ci a été invité, au cours d'un entretien téléphonique « cordial », mardi matin 12 juin, à effectuer une marche arrière. Le maire de Grenoble ayant refusé - car, a-t-il précisé, cela le gênerait localement - c'est sur un ton affligé, mais tout aussi amical, que M. Chirac l'a informé qu'il engagerait contre lui une procédure d'exclusion du RPR et qu'il devrait, dès maintenant, se considérer comme « en congé » du Mouvement. Ce qui a été approuvé, le jour même, par les deux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat et qui devait être confirmé mercredi par le bureau politique du RPR.

Ainsi va être mise en œuvre, à la requête du secrétaire général, M. Alain Juppé, la procédure de saisine de la commission des conflits, prévue par l'article 39 des

statuts. Cette instance de neuf membres, élus par le conseil national, devra instruire le cas de M. Carignon, l'entendre et proposer une sanction au conseil national. Les mesures prévues sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion temporaire ou l'exclusion définitive.

M. Jacques Soustelle et Louis Vallon

La commission des conflits du RPR s'est surtout réunie dans le passé pour trancher des litiges relatifs aux problèmes électoraux, à propos de rivalités internes aux fédérations, pour désavouer un candidat usurpant une investiture, ou encore pour dénoncer des accords électoraux condamnés au niveau national. Ainsi, cette année, le maire du Luc, dans le Var, a été exclu du RPR pour avoir conclu un accord de deuxième tour avec le Front national dans une élection municipale partielle. A l'occasion de chaque consultation générale, le contentieux local s'accroît ainsi, comme d'ailleurs dans tous les partis.

En revanche, le RPR n'a jamais pris de sanctions formelles d'exclusion de caractère politique contre des personnalités importantes du Mouvement. Celles qui se sentent en désaccord avec la direction préfèrent, en général, prendre elles-mêmes l'initiative de se placer hors

du RPR ou acceptent sans difficulté d'être considérées comme telles. Ce fut le cas, récemment, de M. Jean Charbonnel, député de la Corrèze, maire de Brive, allié à la Force unie de M. Soisson ; de M. Jacques Médéric, maire de Nice, démissionnaire du RPR pour adhérer au CNI ; de M. Bourlanges, candidat aux élections européennes sur la liste de M. Veil et adjoint de la Force unie, et de M. Yvan Eliot, ancien député du Pas-de-Calais, devenu membre du Front national et député européen.

En 1977 cependant, une crise un peu plus profonde avait agité le RPR, lorsque les ministres du gouvernement Barre issus de ses rangs avaient été quasiment mis en quarantaine par la direction du Mouvement, qui leur reprochait une trop étroite collaboration avec M. Giscard d'Estaing, après que M. Chirac eut rompu avec le président de la République. Une procédure avait même été engagée devant la commission des conflits contre M. Alain Peyrefitte, alors ministre de la Justice, mais elle n'a jamais eu de conclusion, et le maire de Provins est toujours demeuré membre du RPR.

Il faut remonter plus loin dans l'histoire, souvent agitée, du mouvement gaulliste, pour retrouver la trace d'exclusions effectives pour des raisons politiques. Ce fut notamment le cas pour M. Jacques

Soustelle, qui s'était opposé à la politique algérienne du général de Gaulle en 1961, et pour Louis Vallon, en 1975, à la demande de Georges Pompidou, contre lequel il avait écrit un violent pamphlet tout à fait explicite : l'Anti-de Gaulle.

ANDRÉ PASSERON

La préparation du second tour de l'élection cantonale à Villeurbanne - Le Parti républicain et le Parti radical ont appelé à voter blanc au second tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne-sud (Rhône), fixé au dimanche 17 juin, où se retrouvent face-à-face la candidate du PS et le représentant du FN. De son côté, la Force unie qu'animent notamment M. Noir, M. Léotard et M. Barzuch, estime que le premier tour du scrutin « démontre l'absurdité de l'équation selon laquelle il faudrait s'allier avec M. Mitterrand contre M. Le Pen ou avec M. Le Pen contre M. Mitterrand car ils se nourrissent l'un de l'autre ». D'autre part, le secrétaire général du FN, M. Carl Lang, estime que la mise en congé du RPR de M. Alain Carignon n'est que « poudre aux yeux ». Selon lui, le maire de Grenoble « a seulement dit tout haut ce que Chirac et Juppé font tout bas, c'est-à-dire servir de suppléants politiques au PS dans la lutte contre le FN ».



Carignon

Aujourd'hui, en Europe, on polémique
pour savoir si la vitamine C est un médicament.
Il faut vite se mettre d'accord,
la récolte est pour bientôt.



L'Europe de la santé est en marche. Et c'est bien ! Mais il reste encore de nombreux domaines où il serait temps d'harmoniser nos positions. Ainsi, cette bonne vieille vitamine C est en vente libre en Grande-Bretagne. Les pharmaciens français, eux, la considèrent comme un médicament. Ils en revendiquent le monopole alors que les laboratoires en font la publicité entre deux barils de lessive. D'ici à ce qu'ils demandent à la Commission Européenne d'imposer des croix vertes sur les oranges...

CHB/ATC

E. LECLERC 

POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS

POLITIQUE

La réforme constitutionnelle au Palais du Luxembourg

M. Michel Rocard multiplie les ouvertures en direction de la majorité sénatoriale

Le Sénat a commencé, mardi 12 juin, l'examen du projet de loi constitutionnelle, adopté le 26 avril par l'Assemblée nationale et instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception, présenté par le premier ministre, M. Michel Rocard, et par M. Pierre Arpaillange, ministre de la Justice. Après la discussion générale, les sénateurs devaient examiner, mercredi, les amendements concoctés par la majorité sénatoriale et adoptés par la commission des lois.

M. Rocard a soigné la forme. Venu présenter « la philosophie » du projet constitutionnel, détaillé plus longuement par M. Arpaillange, il a fait assaut de déférence et d'empressement à l'égard du Sénat. Il est vrai que ce projet devra être adopté en termes identiques par les deux assemblées pour espérer être soumis au Congrès. « On ne peut jamais à parler sur le bon sens et la sagesse de la Haute Assemblée, a-t-il indiqué. C'est au nom de cette conviction que j'ai entrepris cette démarche a priori singulière, conduisant un gouvernement de majorité relative à solliciter la réunion des trois cinquièmes du Parlement. »

Brossant à grands traits l'évolution du Conseil constitutionnel, « d'innovation suspecte et discutée » en « institution morale et juridique pratiquement indiscutée », il a insisté sur « le rôle éminent » du Sénat et singulièrement de son président, M. Alain Poher, dans cette transformation. « C'est lui qui est à l'origine de la décision du 16 juillet 1971 [définissant le « bloc de constitutionnalité »], dans laquelle

tous les juristes ont vu l'acte de naissance du véritable contrôle de constitutionnalité. D'autres décisions sont venues le confirmer », a rappelé M. Rocard, qui s'est ensuite prononcé sur les amendements préparés en commission des lois par la majorité sénatoriale.

« Ils relèvent de deux catégories distinctes. Les uns, en effet, se situent dans le cadre et la logique de la réforme. Ils sont importants, novateurs et constructifs. Les autres en excèdent évidemment les limites », a-t-il commencé. Séparant à sa manière le bon grain de l'ivraie, M. Rocard a jugé « originale et importante l'idée d'étendre à soixante députés ou soixante sénateurs le droit de saisir le Conseil constitutionnel préalablement à la ratification ou à l'approbation d'un engagement international ».

Le premier ministre a ensuite trouvé « bonne » « l'idée de caractériser les droits fondamentaux par référence explicite au dispositif et au préambule de la Constitution », et « excellente » celle de « prévoir un renvoi automatique devant le Parlement d'une disposition déclarée inconstitutionnelle ».

Union sans faille de la droite

Dernier appel du pied en direction des sénateurs, M. Rocard a longuement évoqué le cas de la loi organique qui mettrait en œuvre le projet de loi s'il était adopté en Congrès. « Il n'entre pas dans mes intentions de faire usage du quatrième alinéa de l'article 46 de la Constitution pour cette loi organique. La nécessité de cet accord entre les deux assemblées offre au Sénat plus de garanties que la Constitution n'en prévoit. »

M. Rocard a enfin exprimé son hostilité à l'élection du président

du Conseil constitutionnel par ses pairs, ainsi qu'à la limitation de l'exception d'inconstitutionnalité aux textes antérieurs à 1974, deux dispositions proposées par la commission sénatoriale des lois.

M. Jacques Larché (Rép. et Ind., Seine-et-Marne), rapporteur au nom de cette commission, a pris acte des propos du premier ministre. Ces déclarations ont confirmé le Sénat « dans l'intention qui était la sienne d'aborder la discussion de ce texte au fond. Nous avons analysé votre projet, nous en avons découvert l'intérêt, mais aussi les lacunes et les insuffisances », a-t-il indiqué. « La commission n'entend donc pas rejeter ce texte mais elle a entendu pleinement utiliser sa capacité d'amendement. Aucun amendement proposé ne constitue une fin de non-recevoir déguisée. Tous sont susceptibles d'être discutés par l'Assemblée nationale et nous aurons à considérer ce qui ressortira de cette discussion », a affirmé M. Larché.

Le rapporteur a ensuite présenté de façon synthétique certains éléments ambitieux du dispositif mis au point par la majorité sénatoriale. « Faire progresser l'état de droit, c'est faire en sorte que les conflits restent sans solution juridique ne puissent se reproduire, un amendement a été apporté pour que ne puisse se reproduire le conflit que nous avons connu dans le domaine de la signature des ordonnances », a-t-il indiqué à propos de la procédure de signature obligatoire de ces ordonnances proposée par la commission. « Nous pensons enfin que le parlement doit être appelé à participer de façon plus solennelle à la définition de l'état de droit. Dans cet ordre d'idée, [les lois] qui ont trait aux garanties fondamentales accordées au citoyen [devraient revêtir] un caractère organique. Au surplus, ces lois orga-

niques qui sont le prolongement naturel de la Constitution (...) doivent être comme la constitution elle-même adoptées en termes conformes par les deux Assemblées », a ajouté M. Larché à propos de dispositions que peu de députés seraient sans doute susceptibles de faire leurs.

M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a ensuite défendu sans succès une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) qui lui a donné l'occasion de rappeler au bon souvenir des sénateurs l'hostilité indéfectible des communistes à l'égard du conseil Constitutionnel.

La discussion générale a pu ensuite reprendre son cours. Elle a donné l'occasion à la majorité sénatoriale de faire la preuve d'une union apparemment sans faille, notamment au travers des interventions de MM. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), Marc Lauriol (RPR, Yvelines), l'un et l'autre membres de la « cellule » de réflexion mis sur pied par la droite sénatoriale à l'occasion du projet de constitutionnel et à l'origine des amendements proposés par M. Larché. M. Jean-Marie Girault (Rép. et Ind., Calvados) a introduit cependant un bémol dans cette belle unanimité en estimant que les dispositions de la commission des lois n'avaient pour but que « d'étrangler la réforme ». Une opinion partagée par M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort). « Favorable, à titre personnel, au projet de gouvernement », M. Girault a pris enfin un malin plaisir à rappeler qu'en 1973 une proposition de loi similaire avait été déposée par plusieurs députés « de la majorité d'alors, dont certains sont devenus sénateurs ».

GILLES PARIS

Les inégalités

Requiem pour le rapport

Le débat sans vote, organisé dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 juin à l'Assemblée nationale après une déclaration

du gouvernement sur l'égalité sociale et le développement économique des départements d'outre-mer, a mis en évidence les réserves suscitées, tant à droite qu'à gauche, par les propositions hardies contenues dans le rapport déposé en janvier par la commission chargée, sous la présidence de M. Jean Ripert, ancien commissaire adjoint au Plan, d'étudier les moyens de réduire les inégalités sociales dans les DOM sans contrarier les efforts de développement économique. Les prudentes avancées du ministre des DOM-TOM n'ont guère été encouragées par les députés des quatre départements concernés (la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane).

Le rapport Ripert, soumis depuis six mois à la réflexion des élus et des partenaires sociaux des quatre départements d'outre-mer, avait le mérite d'affronter un tabou. Il disait sans ménagement que si la République voulait vraiment en finir avec les inégalités scandaleuses qui font aujourd'hui de ses anciennes colonies de l'océan Indien, des Antilles et d'Amérique du Sud des prototypes de la société à deux vitesses dénoncée par tous les discours progressistes, il fallait que l'Etat commence par remédier à l'anomalie la plus criante qui fait coexister dans ces départements des fonctionnaires surpayés par rapport à ceux de la métropole (pour tenir compte du coût de la vie) et un secteur privé dans lequel le SMIC est notoirement inférieur au salaire minimum métropolitain (sous prétexte de... « spécificités »).

En sachant bien que, de toute façon, toute initiative sur ce double front serait sans effet positif si elle n'était accompagnée d'une

vigoureuse potion libérale pour aider les économies locales à supporter le choc et si elle n'était acceptée localement par tout le monde.

Conscient d'avancer en terrain miné, le ministre des DOM-TOM a pris mille précautions pour manifester la volonté de réforme du gouvernement sans brusquer personne. Se référant à la Lettre à tous les Français de M. François Mitterrand, il a solennellement affirmé qu'il n'est plus possible de justifier le maintien des écarts actuels entre les SMIC locaux et le SMIC métropolitain, « alors que la départementalisation a pour corollaire l'égalité des droits et des chances », et que « l'orientation du gouvernement est donc le rattrapage des SMIC », tout en refusant le risque d'aggraver le chômage en alourdissant les charges des entreprises. « On ne saurait accepter ni la baisse de la compétitivité ni un dérapage du niveau des prix locaux », a souligné M. Le Penec. « Un premier rattrapage du SMIC sera effectué au 1^{er} juillet à la Réunion, où existe un retard par rapport aux Antilles-Guyane, qui ne semble pas correspondre à un écart de productivité », mais les autres augmentations du SMIC dans les DOM seront décidées « au vu des résultats » des négociations sociales par branches, qui « devront s'engager dans les meilleurs délais entre les partenaires sociaux ».

Mais « rien ne sera imposé sans concertation ». Surtout en ce qui concerne le dossier « explosif » des salaires des fonctionnaires. Après avoir énuméré toutes les raisons qui plaident pour la réduction des privilèges historiques — au « caractère douteux » dont bénéficient dans les DOM les serveurs de l'Etat, M. Le Penec a exposé toutes les raisons de ne pas se hâter dans cette voie, la principale étant à ses yeux que « le renouveau du service public outre-mer », indispensable pour « soutenir l'effort de développement et la marche vers l'égalité sociale », implique de prendre en compte les « légitimes intérêts des fonctionnaires ». Si des réformes interviennent dans le sec-



Je ne suis pas comme tout le monde, je suis un monde à part!

Regardez ma couleur! La couleur de l'Irlande!

Si je suis rousse, ce n'est pas par hasard: je suis la bière couleur de la passion!

Les initiés qui ont le privilège de me connaître vous le diront: j'ai le caractère Irlandais! Tantôt violence et passion, tantôt calme et douceur, mon goût est indéfinissable et pourtant, je ne laisse personne indifférent!

Savourez du regard ma couleur



George & Co. est une bière d'exception, elle est née en Irlande, elle est la seule à avoir le goût de la passion.



مكتبة لائل

POLITIQUE

dans les DOM

Ripert à l'Assemblée nationale

leur public, particulièrement en matière fiscale, elles s'appliquent non pas aux fonctionnaires actuels, mais à leurs successeurs. « Il appartient au gouvernement de définir les orientations, mais c'est aux acteurs locaux qu'il revient de les mettre en œuvre », a résumé le ministre des DOM-TOM, en s'en remettant à l'avis des assemblées départementales.

M. Le Penec n'a même pas reçu le dernier politique de sa prudence. La plupart des quinze députés « domiens » qui sont intervenus ont exprimé mille façons clientélistes d'esquiver le débat sans lui apporter le moindre appui. Les uns, comme MM. Elie Castor (app. PS, Guyane), Dominique Larifla (PS, La Guadeloupe), Ernest Moutoussamy (app. PC, La Guadeloupe), ont posé en préalable la nécessité d'une réforme institutionnelle en réclamant une nouvelle fois, contre l'avis du gouvernement, l'institution d'une assemblée unique dans chacune des régions monodépartementales d'outre-mer. D'autres, comme M. Jean-Paul Virapoulle (la Réunion), porte-parole commun de l'UDC et de l'UDF, ont surenchérit à peu de frais en demandant au ministre des DOM-TOM de passer

tout de suite aux actes en déposant une loi de programme.

D'autres encore, comme M. Lucette Michaux-Chevry (la Guadeloupe), au nom du RPR, ont recouru à l'idéologie, au nom des « particularismes », pour enterrer le rapport Ripert au motif qu'il ne serait qu'un tissu de « directives » officielles préconisant « une sorte d'égalitarisme uniforme pour tous les citoyens français ». On a même vu le maire socialiste des Abymes, M. Frédéric Jalton, exprimer la crainte « que la légitime impatience de nos peuples ne se manifeste en débordements que nous ne pourrions canaliser », avant de pourfendre... le fonctionnement et les programmes de Radio-France.

Outre-mer, décrite comme « l'obscurité la plus solide au développement des identités régionales, un nouveau mur de Berlin »...

Le mot de la fin de ce débat, sans envergure par rapport aux enjeux, mérite d'être attribué à M. Larifla, qui a reproché au gouvernement d'agir « comme si la messe était dite ». Tout cela ressemblait, en effet, à un requiem pour le travail de la commission Ripert.

ALAIN ROLLAT

□ **Crédit-formation.** - Les députés ont adopté en seconde lecture, mardi 12 juin, le projet de loi relatif au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue. Ils ont notamment supprimé la demande du gouvernement, l'article 4 du texte qui prévoyait la création d'un comité national d'évaluation des programmes de formation professionnelle, assisté de groupes régionaux d'évaluation. Les sénateurs, hostiles à la création d'un double échelon d'évaluation, n'avaient maintenu que celui des comités régionaux. Faute d'accord sur ce point, tant avec les régions qu'avec les partenaires sociaux, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a préféré demander le retrait de cet article pour engager une nouvelle concertation. Seul le PS a

voté pour, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre, le PC n'a pas participé au vote.

□ **Hébergement des personnes âgées.** - Les députés ont adopté en seconde lecture, mardi 12 juin, le projet de loi sur l'hébergement des personnes âgées dans les établissements du secteur privé. Ce texte prévoit l'encadrement des prix des prestations fournies aux pensionnaires des centres d'hébergement, afin d'éviter les hausses intempestives. Les députés ont rétabli le dispositif adopté en première lecture par l'Assemblée, en supprimant notamment la modification introduite par le Sénat, qui confiait au préfet le pouvoir de juger des hausses excessives des tarifs. Seul le groupe socialiste a voté pour. L'opposition s'est abstenue, le PC a voté contre.

« Ne pas désespérer la classe moyenne »

Les socialistes et la politique sociale

Le Parti socialiste organise, le 17 juin, à Paris, des « rencontres » sur le thème « Réussir la nouvelle étape sociale », auxquelles doivent participer les membres de son comité directeur (réuni la veille), ses parlementaires, maires de grandes villes, responsables fédéraux, ainsi que des syndicalistes. Plusieurs ministres sont attendus, dont le premier, M. Michel Rocard, qui prononcera le discours de conclusion. L'idée d'une « nouvelle étape », consacrée à une meilleure répartition des fruits de la croissance, avait été formulée par M. Pierre Mauroy dans les semaines précédant le congrès de Rennes, en mars.

Le « social » obéit les socialistes depuis leur retour aux affaires il y a deux ans. Or, depuis deux ans, les données du problème n'ont pas changé : M. Pierre Bérégovoy conduit et défend une politique économique axée sur la préservation de la monnaie et qui ne fait que traduire les contraintes européennes auxquelles les gouvernements successifs ont souscrit ; le PS proteste contre les conséquences négatives de ces contraintes, qui lui paraissent affecter principalement les catégories sociales les moins aisées ; M. Rocard explique, inlassablement, que la première des inégalités est le chômage et qu'il n'entend pas sacrifier à des revendications corporatistes une politique créatrice d'emplois.

En accord avec M. Rocard, M. Mauroy, candidat à un nouveau mandat de premier secrétaire, avançait, peu avant le congrès de Rennes, en mars, l'idée d'une « nouvelle étape sociale », dont le contenu restait à définir. Tout à la lutte pour le pouvoir qui avait accaparé l'attention des chefs de courant et de leurs troupes, le congrès ne s'était pas beaucoup préoccupé de préciser ce que devrait être cette « étape ». Le texte sur lequel les courants se mettaient d'accord, après le congrès, le

21 mars, affirmait cependant la nécessité d'un « nouveau compromis social » supposant notamment, de « redonner aux salaires une évolution plus dynamique que celle des autres revenus », d'envisager une « nouvelle étape significative » dans la réduction du temps de travail et de « mettre en œuvre une réforme d'ensemble » de la fiscalité.

Les « rencontres socialistes » du 17 juin permettront surtout au premier ministre de préciser comment aujourd'hui, « aiguillonné » par le président de la République, il envisage de répondre aux frustrations sociales produites par sept ans de rigueur économique. Les socialistes, pour leur part, souhaitent un ensemble de décisions qui manifestent, aux yeux de l'électorat de gauche, la volonté du gouvernement de s'attaquer de front aux déséquilibres induits par les mécanismes économiques. « Dans une première étape, en 1981-1982, nous avions redistribué », explique M. Jean Le Garrec, alors secrétaire d'Etat, aujourd'hui député du Nord. « Puis nous avons pris la mesure des restructurations nécessaires de l'appareil productif, et nous les avons faites. A présent, nous découvrons le poids croissant des inégalités, un peu aggravées par les deux années de gouvernement Chirac. »

M. Le Garrec, proche de M. Mauroy, souligne que le gouvernement a déjà commencé à traiter des inégalités, en créant le revenu minimum d'insertion, en faisant adopter par le Parlement des textes de loi sur le logement, sur le développement du logement social des plus démunis, l'emploi précaire, en appuyant la proposition de loi socialiste sur le conseil du salarié dans les petites entreprises. Il faut aller plus loin, estime-t-il, en faisant davantage pour l'éducation et la formation, ainsi que pour le logement. Quant aux salaires, M. Le Garrec souhaite, bien sûr, que les recommandations du chef de l'Etat sur les basses et moyennes rémunérations soient suivies d'effet grâce à la négociation entre les syndicats et le patronat sur les carrières, à un « coup de pouce » au SMIC et à l'accroissement du salaire direct que devrait permettre l'institution d'un

prélèvement social sur l'ensemble des revenus.

Les fabiusiens se préoccupent eux aussi des bas salaires. « Et des moyens », insiste M. Marcel Debarge, numéro deux du PS. Ils jugent nécessaire une réforme de la définition légale du SMIC, souvent contourné par la prise en compte d'heures supplémentaires ou de primes alors qu'il devrait correspondre au traitement de base.

Moraliser l'échelle des revenus

Sur cette question, l'accord pourrait se faire au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et avec le gouvernement pour la mise au point rapide d'un texte de loi souhaité par le président du groupe, M. Louis Mermaz. Certains, comme M. Le Garrec, envisage que puisse être institué un « deuxième SMIC », de milieu de carrière, afin de rendre obligatoire une évolution prenant en compte l'ancienneté.

M. Laurent Fabius a souligné, lors de la réunion de son courant le week-end dernier (le Monde du 12 juin), qu'un effort doit être fait dans le domaine de la formation et de l'éducation. Il s'agit d'abord, à ses yeux, de mettre en place des « formations qualifiantes », qui offrent aux salariés de réelles possibilités de promotion. Il souhaite ensuite que les bourses d'enseignement soient plus largement ouvertes par la révision des plafonds de ressources auxquels leur attribution est soumise. Le président de l'Assemblée nationale et ses amis demandent enfin que la cotisation sociale soit conçue comme une taxe progressive sur le revenu, que l'aménagement soit revu afin de permettre aux collectivités locales de jouer le rôle que leur donne la décentralisation et que les aides publiques aux entreprises soient assorties de contrats d'objectifs en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

La tendance est à rééquilibrer l'action du gouvernement en faveur des salariés, alors qu'elle a paru surtout tournée vers les chômeurs et les exclus. Pour autant, M. Jean-Michel

Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, s'il convient de la nécessité de « moraliser l'échelle des revenus » et d'encourager la promotion, souhaite que l'on n'oublie pas le million de personnes insérées au RMI. Pour celles-ci, les problèmes d'insertion et de logement sont prioritaires. M. Belorgey demande que les entreprises intermédiaires, sacrifiées par le gouvernement Chirac, soient de nouveau soutenues, que de « nouvelles opportunités d'emploi » soient dégagées, que le partage du travail soit remis à l'ordre du jour, que la loi Besson sur le logement soit accompagnée de directives aux préfets afin d'être rapidement mise en œuvre.

Attentif à « ne pas désespérer la classe moyenne », M. Jean-Claude Boulard, rocardien, chargé du « social » au secrétariat national du PS, rappelle toutefois, lui aussi, que le chômage est la première des inégalités et que la société doit, en outre, faire face au problème des personnes âgées dépendantes, de plus en plus nombreuses. La situation des retraités relève, selon M. Boulard, d'un « contrat moral entre les générations », qui doit être « révisé » par le retour à l'indexation des pensions sur les salaires. Pour le député de la Sarthe, le problème des salaires doit être traité en liaison avec celui du financement de la protection sociale, dont la réforme doit permettre de dégager un supplément de salaire direct. Le prélèvement envisagé sur les revenus est, à ses yeux, « un transfert de financement plutôt qu'un complément », ce qui implique qu'il soit proportionnel au revenu, et non progressif.

Tous sont d'accord sur un constat : on ne reviendra pas sur la désindexation des revenus. Autrement dit, la croissance économique suppose que les ressources des plus « performants » croissent davantage que celles des autres : mais ceux-ci doivent être, comme dit M. Boulard, « assumés ». C'est bien le moins quand on est socialiste, dès lors que l'on a renoncé à croire que « le monde va changer de base ».

PATRICK JARREAU

sensuelle avant d'être emporté par mon goût subtilement corsé !

Vous n'avez jamais rencontré tant de contrastes en une seule bière : la fraîcheur parfumée du malt, l'amertume à la

Je suis comme je suis, j'ai le goût Irlandais !

fois généreuse et absolue, le goût sauvage de l'émotion devant la lande déserte qui se confond



le soir avec la mer ! Fermez les yeux. Pour mieux savourer le plaisir intense de mon arôme envoûtant, entre puissance et douceur.

Maintenant, vous savez que je ne ressemble à

aucune autre bière. Je suis toute en contrastes : c'est toute l'originalité de mon caractère !

Je suis comme je suis. J'ai le goût Irlandais ! C'est ce qui fait mon charme et j'en suis fière !



George Killian's.
Goût Irlandais !

Sachez apprécier et consommer avec modération. 6,5° d'alcool - Vol.



POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Fabius prononce l'éloge funèbre de Charles Hernu

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a prononcé mardi 12 juin, en séance publique, l'éloge funèbre de Charles Hernu, décédé d'une crise cardiaque le 17 janvier 1990 à Villeurbanne (Rhône), la ville dont il était le maire depuis 1977. Cet hommage des députés à un des leurs a été rendu en présence de la veuve de Charles Hernu, de l'un de ses fils, M. Patrick Hernu, du frère de l'ancien ministre, M. Lucien Hernu, et de trois membres du gouvernement. MM. Jean Popere, ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, et Louis Le Pen, ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement.

Rappelant la carrière politique de Charles Hernu, élu plus jeune député de France en 1956 à trente-trois ans, M. Fabius a évoqué son combat pour la « recomposition de la gauche », tant auprès de Pierre Mendès France que, plus tard, aux côtés de M. François

Mitterrand, au sein de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), de la Convention des institutions républicaines, puis du PS.

Après avoir souligné son action à la tête du ministère de la défense, M. Fabius a simplement déclaré que Charles Hernu avait laissé à tous, « en quittant son poste, le souvenir d'un ministre-soldat ». C'était à l'automne 1985, M. Fabius était premier ministre, et Charles Hernu, mis en cause dans l'affaire Greenpeace, avait dû démissionner. Depuis cette époque, les relations entre les deux hommes s'étaient détériorées, et la présence de M. Fabius à l'enterrement de Charles Hernu avait été jugée indésirable par certains membres de sa famille. Ce qui explique, peut-être, la date tardive à laquelle M. Fabius a rendu cet hommage, alors que la tradition parlementaire veut qu'il soit prononcé à l'ouverture de la session.

P. R.-D.

DÉFENSE

M. Chevènement à bord du « Foch » en manœuvre en Atlantique

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, doit passer la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 juin à bord du porte-avions *Foch* à l'occasion de l'exercice « Tarot » en Atlantique. Ce bâtiment, qui est escorté notamment par les frégates *Suffren*, *Montcalm*, *Acron* et par le navire-ravitailleur *la Durancie*, est doté d'avions d'assaut Super-Etendard avec des armes nucléaires.

Depuis le 26 avril, le *Foch*, qui relève de l'escadre de la Méditerranée à Toulon, est en mission « Héraclès » pour se familiariser avec des conditions de manœuvre en Atlantique, en milieu tropical et en coopération avec des marines alliées. A cette

occasion, le porte-avions français a travaillé avec, à tour de rôle, les porte-avions *Kennedy* (Etats-Unis), *Ark Royal* (Grande-Bretagne) et *Principe de Asturias* (Espagne). De même, le *Foch* a été amené à manœuvrer avec la marine portugaise.

Après une escale à Dakar, puis à Casablanca, le porte-avions reçoit la visite de M. Chevènement. A l'issue du séjour à son bord du ministre de la défense, le *Foch* doit, entre le 15 et le 21 juin, participer à l'exercice *Suroit* qui réunit, devant les côtes de la Bretagne, l'escadre de la Méditerranée et l'escadre de l'Atlantique. Le porte-avions rejoindra ensuite Toulon.

La chaîne musicale française Euromusique, diffusée sur TDF1, et la chaîne francophone canadienne Musique Plus négocient leur rapprochement. Celui-ci devrait se traduire, outre la collaboration active en matière de programmes et de productions, par l'entrée de Musique Plus dans le capital d'Euromusique. Objectif : construire une grande chaîne musicale internationale francophone capable d'affronter l'anglo-saxonne MTV.

Le rapprochement tombait sous le sens mais il a pris du temps. Et alors que les Québécois, lancés depuis 1986, plaçaient de trouver en France des interlocuteurs et partenaires avec lesquels produire, échanger, inventer des programmes, les Français s'obstinaient à faire cavalier seul, soucieux de poser tout seuls les bases de leur chaîne, avant de tendre le bras. L'évidence a pourtant fini par apparaître : les intérêts des deux chaînes sont résolument convergents. L'une et l'autre entendent privilégier la chanson et la création francophones, revitaliser leur industrie nationale du clip et opposer une véritable alternative aux télévisions musicales anglo-saxonnes, notamment à la première d'entre elles, MTV, en passe de conquérir le monde.

Amorçées depuis plusieurs semaines et encouragées tant par M. Jack Lang - qui y voit l'amorce d'un « réseau d'envergure mondiale » - que par M^{me} Catherine Tassas, qui a découvert Musique Plus lors d'un récent voyage à Montréal, les discussions s'accroissent et portent sur l'entrée des Canadiens dans le capital d'Euromusique. Une première proposition envisage un seul minimal de 5 %, le pourcentage pouvant croître jusqu'à 15 %. Aucun des conseils d'administration n'a encore été officiellement saisi et toutes les hypothèses sur l'évolution du tour de table restent ouvertes.

COMMUNICATION

Pour mettre sur pied une grande chaîne musicale francophone

Euromusique (France) et Musique Plus (Canada) négocient leur rapprochement

Pour M. Jean-Paul Baudecroux, PDG de NRJ et actionnaire d'Euromusique à 12 %, ce pourrait être, enfin, l'occasion de redéfinir un actionariat mieux équilibré et de diminuer, voire de supprimer, la participation - qu'il juge malsaine - des maisons de disques (CBS, Polygram et quelques indépendantes), pourant fers de lance depuis plusieurs années du projet de chaîne musicale. M. Alain Guiraud, président d'Euromusique, ne l'entend pas de cette oreille. « Éliminer les éditeurs de musique », dit-il, « ce n'est pas la solution ». Et pour quoi pas les diffuseurs ou les câble-opérateurs ? Il n'y a aucune raison de mettre au ban tel ou tel métier. La déontologie et les contrôles divers mettent la chaîne à l'abri de toute accusation. Et je suis plutôt fier d'un conseil d'administration à la fois rond et pugnace ». Et d'insister sur les perspectives ouvertes par une collaboration accrue avec Musique Plus.

D'abord, sans doute, l'échange de savoir-faire et d'expériences, la chaîne câblée québécoise constituant à Montréal un véritable laboratoire, prouvant la viabilité d'une télévision musicale et son impact sur l'industrie du disque. Ensuite, le développement international de la chaîne. Un développement à envisager avec la SOFI-RAD (actionnaire, via RMC, à 10 % d'Euromusique) et privilégiant l'Europe de l'Est, qu'arrose le satellite TDF1, l'Afrique, voire l'Extrême-Orient.

La France reste la priorité

Pourtant, malgré de nombreux contacts à l'étranger, notamment en Europe de l'Est - où plusieurs pays sont partiellement câblés - c'est la couverture du territoire français qui constitue encore la priorité pour les responsables d'Euromusique. Reçue dans le sud du pays par l'antenne de Télé-Montecarlo et de Télé-Toulouse et, bientôt, dans la région Rhône-Alpes - grâce à un accord avec Télé-Lyon-Métropole et Huit Mont-Blanc - la chaîne française n'atteint guère qu'une centaine de milliers de foyers câblés, hors la capitale.

Son absence dans l'offre de programmes du réseau câblé parisien ne surprend d'ailleurs pas ses actionnaires, qui ont vite fait d'accuser l'hostilité, voire le boycott, de la Lyonnaise des eaux, opérateur du câble à Paris mais aussi actionnaire

de M 6 - ennemi déclaré de tout projet de chaîne musicale. « Comment, déclare M. Baudecroux le CSA peut-il supporter d'avantage que le câble parisien propose aux jeunes téléspectateurs la chaîne musicale anglo-saxonne MTV et les prive sciemment de son équivalente française ? » La Lyonnaise, bien sûr, se récrie, en arguant d'un manque provisoire de canaux disponibles pour relayer Euromusique. Elle ne cache cependant pas sa violente opposition à la demande de fréquences hertziennes, formulée depuis plusieurs mois par la chaîne auprès du CSA.

« Comment ne pas comprendre l'enjeu d'une telle autorisation,

demande M. Guiraud ? Comment ne pas saisir qu'il y va de la survie d'une chaîne musicale francophone ? Il nous faut nous battre à armes égales avec MTV, la toute puissante. Donc, comme elle, être grand, ne vivre que de la publicité et pouvoir compter sur un bassin de population de dix à quinze millions d'habitants, condition nécessaire à notre équilibre économique. » Préoccupé par l'attribution d'un septième réseau à un projet de chaîne cryptée, le CSA ne s'est pas encore prononcé sur le sort du canal parisien 38. Celui sur lequel misent désormais Euromusique et Musique Plus.

ANNICK COJEAN

David et Goliath en Amérique du Nord

• Musique Plus

Lancée en 1986 à Montréal comme chaîne payante sur le câble, Musique Plus fait aujourd'hui partie du programme de base, reçue donc sans supplément de coût par plus de 1,6 million de foyers câblés québécois, auxquels s'ajoutent quelque 300 000 abonnés payants sur le reste du Canada. Elle diffuse chaque semaine plus de 30 % de musique francophone et 30 % de musique canadienne.

Financée par la publicité (huit minutes par heure), elle dispose d'un budget annuel de près de 40 millions de francs et annonce l'équilibre pour l'exercice 1990-1991. Encensée par l'industrie musicale et bien connue des artistes français qu'elle reçoit fréquemment, Musique Plus est considérée comme le véritable moteur du redémarrage de la musique populaire québécoise. En 1986, année de son démarrage, seuls 24 clips québécois avaient été produits. Il y en aura 275 en 1990.

• MTV

Créée en 1981 sur le câble américain, Music-Television (MTV) compte aujourd'hui 50 millions d'abonnés. Diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre des clips, concerts, informations sur l'actualité musicale, interviews de stars du rock, elle a provoqué une véritable révolution à la télévision et dans le monde du show business, créant les vedettes, lançant les modes et impulsant des tendances et un style copiés par l'ensemble des chaînes.

MTV atteint aujourd'hui 52 % des ménages américains, son auditoire étant composé à 88,8 % par les douze-trente-quatre ans. Présente dans vingt-quatre pays, elle a créé en 1987 MTV Europe, dans laquelle Robert Maxwell est entré à hauteur de 50 %. MTV Europe est présente dans 12,3 des 15 millions de foyers câblés d'Europe mais tend à demander également des fréquences hertziennes dans plusieurs pays.

2000
PERSONNES
A LA GRANDE SOIRÉE SPECTACLE
DE
L'UDF-PARIS
AVEC LEUR PRÉSIDENT
JACQUES DOMINATI
JEUDI 14 JUIN 1990
19 h 30
Carreau du Temple

RENSEIGNEMENTS
TÉL. (1) 48.87.73.39
POUR LA DÉMOCRATIE
DIRECTE



L'audience des journaux selon IPSOS-Médias

« Le Monde » le plus lu par les cadres

Le Monde et Géo sont les journaux les plus lus par l'ensemble des cadres, qu'ils soient PDG, directeurs généraux, cadres supérieurs ou moyens, indique la septième enquête IPSOS-Médias, réalisée du 26 octobre 1989 au 30 mars 1990 (1). 700 000 cadres (1), toutes catégories confondues, soit 14,6 % de la population cadres évaluée par l'INSEE à 4 790 000 personnes, sont des lecteurs réguliers du Monde. Ce taux est en nette progression par rapport à celui de 1989 (13,9 %) et dépasse légèrement celui de 1988. Après le Monde, les cadres lisent les Echos (11,1 %), le Figaro (8,6 %), Libération (7,7 %), la Tribune de l'Expansion (3,2 %). Mais seuls Libération et la Tribune enregistrent une progression de leur audience auprès des cadres par rapport à 1989, tandis que le Figaro voit son audience chuter chaque année d'environ un point depuis 1988.

Pour la catégorie particulière des chefs d'entreprise, cadres d'affaires et cadres supérieurs, le Monde reste le quotidien favori : 20,3 % d'entre eux, soit 542 000 individus sur une population estimée à 2 669 000 personnes, déclarent le lire. 12,9 % lisent les Echos, 10,2 % le Figaro, 9,6 % Libération, 3,7 % la Tribune et 2 % la Croix.

Parmi les périodiques, Géo remporte la palme avec 1 238 000 lecteurs cadres (25,8 % du total, un taux en constante progression depuis 1988). Il précède le Figaro-Magazine (19,2 %), l'Express et Science et Vie (15,8 % chacun), Télérama et l'Expansion (15,1 % chacun), l'Usine nouvelle, le Nouvel Observateur, l'Auto-journal, etc.

(1) Cette enquête portait sur un échantillon national représentatif de 4600 cadres (3200 cadres d'affaires et supérieurs et 1400 cadres moyens) et sur cinquante titres, quotidiens et périodiques à diffusion nationale.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Impression :
« Le Monde »
12, rue M. Groussin
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 547

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président :
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
3, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-55-91-70. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presses SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS Valeurs normales CEE |
|--------|---------|-------------------------------|-------------------------------------|
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 780 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 400 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Peut-être avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

14 La profanation du cimetière de Carpentras
un cadre du film pour un paysan

16 La Coupe du monde de football
17 à 20 « Le Monde Campus »

22 Musique : Pierre Boulez au théâtre du Châtelet
Photo : Hugues de Wurtemberg, prix Niepce 1990

Une décision du gouvernement italien

Venise sauvée de l'Expo

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a annoncé lui-même, que Venise n'était plus candidate à l'organisation de l'Exposition universelle de l'an 2000. Le Bureau international des expositions n'aura plus à se prononcer, le 14 juin à Paris, qu'entre Hanovre et Toronto.

ROME

de notre correspondant

« Venise sauvée de l'Expo », « Le bon sens l'a emporté », « Le désastre est conjuré ! » C'est avec une parfaite unanimité que la presse italienne du mercredi 13 juin a salué la décision gouvernementale de retirer la candidature de Venise pour l'organisation de l'Exposition universelle de l'an 2000.

Annoncé mardi aux présidents de groupe du Sénat par le chef du gouvernement en personne, le retrait de « la Sérénissime » devait être officiellement communiqué à Paris, au Bureau international des expositions (BIE), dans la journée de mercredi.

Mieux vaut tard que jamais : il y a huit jours, le même Giulio Andreotti, président du conseil des ministres, avait reconfirmé au Parlement la candidature de la Cité des doges.

Mobilisation internationale

Certes bien timidement, tant l'initiative, ardemment soutenue depuis trois ans par le très vénitien ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, suscitait de polémiques enflammées. Le débat est connu et se résumait en fait à une question : ce chef-d'œuvre fragile du patrimoine mondial et peuplé d'un peu moins de 80 000 habitants, pouvait-il recevoir, en ses murs de dentelle, entre 150 000 et 200 000 visiteurs par jour pendant quatre longs mois ? « Il suffirait de s'organiser et de réguler les entrées », préten-

daient les défenseurs de l'Expo.

Les esthètes du monde entier, à commencer par M. Mitterrand, avaient crié au sac de Venise. Ils s'étaient mobilisés, avaient donné de la voix puis conjuré sur tous les tons les autorités transalpines de renoncer à leur projet. Le comité pour le patrimoine mondial de l'Unesco avait fait part de sa « vive préoccupation », le Parlement européen de Strasbourg avait voté une motion contre l'Expo, les Vénitiens eux-mêmes, dans les sondages, s'y prédisaient en majorité opposés.

Mais le gouvernement italien se refusait toujours à faire marche arrière. Et puis, « travaillés » au cœur par leurs amis de la jet-set internationale, les princes transalpins de la grande industrie, genre Agnelli, Gardini, De Benedetti, qui à l'origine et pour des raisons purement économiques et financières soutenaient le projet, s'en sont peu à peu écartés.

Dans la coulisse, ils avaient fait part de leurs doutes, de leurs craintes non pas tant pour la « Sérénissime » que pour leur image.

Les politiques divisées

Pour autant, au royaume de la partitocratie, ce sont toujours les partis qui décident. Combattus par toute la gauche, à l'exception du PSI dont M. De Michelis est l'un des caciques, la grande kermesse de l'an 2000 sur la lagune divisait la classe politique tout entière - PSI compris - et menaçait l'équilibre même du pouvoir.

Ainsi la semaine dernière les sénateurs, sans distinction de chapelle, avaient-ils fini par souscrire dans leur majorité à une motion de rejet de l'Expo. Lundi 11 juin, ce fut au tour des députés, puis un débat public sur la question fut inscrit à l'ordre du jour du 13 juin.

Cette fois, c'en était trop. Ce même lundi, deux des cinq partis de la coalition au pouvoir (les républicains et les socio-démocrates) se désolidarisèrent publiquement de l'initiative gouvernementale.

Bref, pour M. Andreotti, la coupe est pleine. Bien sûr, il était possible d'attendre en croisant les doigts que le choix du BIE se portât sur Hanovre ou Toronto.

Au pire, si les quarante-trois pays membres avaient tout de même voté en faveur de Venise, le règlement international n'interdit pas que la cité retenue renonce, après coup, à sa candidature. Mais c'eût été perdre la face sans faire assurément l'économie d'une crise larvée. Le gouvernement a préféré jeter l'éponge pendant qu'il était encore temps.

Si Venise est bien sauvée de l'Expo, il reste à stopper le déclin et la désertification démographique et économique que la menace chaque année plus grave-

PATRICE CLAUDE

Après la nomination d'un médiateur, M. François Bloch-Lainé

Le problème des expulsions doit trouver une solution « dans les meilleurs délais »

déclare M. Michel Rocard

Le premier ministre a nommé un médiateur, M. François Bloch-Lainé, pour tenter de résoudre le problème du logement des personnes expulsées à Paris. Plus de soixante familles campent actuellement sur des places de la capitale.

« Ce problème, déclare M. Michel Rocard, nécessite l'intervention de multiples partenaires (collectivités territoriales, organismes

de logement social, milieux associatifs, pouvoirs publics...) qui n'ont pu à ce jour dégager une solution. » C'est cette solution que devra trouver « après concertation avec les différentes parties prenantes » et « dans les meilleurs délais » M. Bloch-Lainé, président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS). Mardi 12 juin, le premier adjoint

au maire de Paris, M. Jean Tiberi, a rappelé que la Ville avait proposé à toutes les familles expulsées un relogement provisoire en hôtel meublé, et, enfin, à ceux qui n'étaient pas squatters une aide financière.

L'abbé Pierre, qui dialoguait avec M. Jean Tiberi sur Europe 1 dans l'émission « Découvertes », a affirmé, pour sa part, que « la situation est inacceptable ».

Les nomades du logement

On appelle cela une occupation. On dirait plutôt des piteux du désert arrêtés place de la Réunion, dans le vingtième arrondissement de Paris. A l'intérieur des tentes sahariennes et des grandes guillemettes jaunes ou bleues dressées à la hâte, des matelas, des couvertures chiffonnées et des vêtements.

Entre les tentes, des gamins courent, chahutent ou tapent dans un ballon, soulevant un nuage de poussière. Ils ont nom Soléman, Mouta, Saïd et Mamadou. Pour Mamadou, les yeux pleins de larmes, cahotant entre les somniers et les tréteaux, à la recherche de son agresseur, guère plus grand que lui, qui vient de lui décocher un coup de poing dans le ventre.

Assis sur des bancs, les hommes, des Maliens et des Mauritanais, coiffés de bonnets bleus, palabrent. Plus loin, quelques Maghrébins, eux aussi squatters expulsés de la rue des Vignoles, font bande à part. On sait, depuis la lointaine Afrique, que les deux peuples ne se mélangent pas.

Quarante-huit familles se sont donc installées, mardi 2 mai, dans ce square environné par les immeubles neufs et les vieilles cahutes aux façades murées. « Nous partons d'ici quand nous aurons un logement », affirme Moussa, né voici quarante-neuf ans du côté de Bamako. Les hommes travaillent, les enfants vont à l'école et l'on dort à l'hôtel, « mais ce n'est pas ça », lance encore Moussa.

Un air de mai 68

Et comme le soir tombe sur ce pauvre quartier, capitale du squat parisien, le court frémissement d'un tam-tam rappelle le vieux pays. Dans une tente, les femmes préparent la cuisine. Autour des réchauds alimentés par des bonbonnes de gaz, on

s'active, enfants portés sur le dos. Elles sont dignes, ces Africaines enveloppées dans de superbes boubous noir et rouge, gris et blanc, orange, verts ou blancs, imprimés de grosses fleurs roses. Elles s'affairent, bavardent, tournent de grosses louches dans des instruments de vaisselle.



Au centre du square, le collectif des associations, qui soutient cette occupation, disserte sans fin - et vivement - sur la préparation de la manifestation qui aura lieu samedi 16 juin, de la République au Châtelet. Beaucoup de Blancs, peu de Noirs. Maintenant, ce sont les vieux briscards de mai 68, les « anarcho-syndicalistes », toujours à la tâche dans des quartiers que, rénovation après rénovation, on essaie de réveiller, les gau-

chistes, chrétiens ou non, qui ont la parole. On ne se ménage pas. Si l'on est bien d'accord pour affirmer que le RPR est « du côté des puissances d'argent », que penser du PS ? Désillusion. Les roses sont fanées. Les critiques fusent : « Les socialistes expulsent les immigrés, mais créent SOS-Racisme. »

n'attend qu'un appartement.

Flottement. Selon les habitudes du square, « les gens sont fatigués et moins nombreux à venir soutenir les expulsés qu'il y a sept semaines ». « Pourquoi ? », demandent les plus durs. La manifestation devrait donc, selon ses organisateurs, donner un second souffle au mouvement. Il est vrai qu'à ses débuts l'occupation a été très populaire. Associations de quartier, prêtres de la paroisse Saint-Jean-Bosco, Emmaüs, Cimade et les « ultras gauches » ont été les meilleurs soutiens de ces nomades du logement.

« On a vu ici donner, sou par sou, jusqu'à 3 000 F par jour », assure un des membres du collectif des associations qui organisent la résistance. « Que voulez-vous, confie ce médecin des pauvres, la rénovation, la spéculation, ça fait peur dans le coin. »

La place de la Réunion paraît échapper à tout contrôle. Des banderoles, un bar bourré de squatters et des graffitis ont pris le pouvoir. Et puis des cafetiers qui, tout en maugréant à propos des immigrés, ne sont pas, après tout, si mécontents de cette situation lucrative mais qui pourrait, si l'on n'y prend garde, salement s'envenimer.

Dans ce quartier qui a vu mourir la Commune, on joue encore à mai 68. On bombe ces vieux slogans ressortis, en vitesse, des placards : « Réquisition populaire », « Vive l'insurrection », « Le RPR expulse, le PS amnistie » et, bien sûr, « CRS = SS ». Et que dire de cet antique combattant de la guerre d'Espagne qui a soudain pris un coup de jeune pour écrire rageusement sur une façade : « Hasta la victoria siempre » (la victoire jusqu'au bout). Pourquoi pas. Mais comme tout a une fin, un gros graffiti lance : « Vive l'amour. » Mamadou dort toujours.

JEAN PERRIN

EN BREF

■ Interpellation pour trafic de drogue du demi-frère de Gaëtan Zampa. - M. Jean Toci, cinquante-six ans, demi-frère de Gaëtan Zampa, a été interpellé mardi 12 juin à Puget-sur-Argens (Var), par les policiers du SRPJ marseillais, au cours d'une enquête sur commission rogatoire de M. Michel Debacq, magistrat instructeur à Marseille, spécialisé dans les affaires de stupéfiants. Une vingtaine d'autres personnes ont été interpellées à Marseille, dans le Var et à Paris. Considéré comme le successeur des « affaires » de son demi-frère après la mort de celui-ci en prison, en 1984, M. Toci avait échappé à toutes les recherches policières depuis cette date. Jean Toci était recherché dans le cours de l'affaire du laboratoire de Phoenix, en Arizona (Etats-Unis), démantelé en 1984, et qui avait permis de remonter jusqu'aux tueurs du juge marseillais Pierre Michel.

■ Dix-huit petits trafiquants de drogue écroués à Toulouse. - Trois petits réseaux de trafiquants de drogue ont été démantelés et dix-huit personnes écrouées au cours des quinze derniers jours à Toulouse (Haute-Garonne). Les policiers ont notamment interpellé

cinq fournisseurs de haschisch et d'héroïne, qui ont été écroués à la maison d'arrêt Saint-Michel de Toulouse, en compagnie d'usagers-revendeurs.

■ Des avocats ne s'opposent pas à la grève des magistrats. - Le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) a annoncé mardi 12 juin son intention de « ne pas s'opposer au mouvement de grève » prévu pour le 21 juin à l'appel du Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Selon M. Marc Guillauneuf, président du SAF, cette action s'inscrit dans le sens d'un « effort commun des syndicats de magistrats et d'avocats » afin d'engager des actions pour une réforme de fond de la justice.

■ Deux policiers condamnés. - Deux policiers, qui avaient tiré sur les occupants d'une voiture et blessé par balles son conducteur, à Six-Fours-les-Plages (Var) en juillet 1989, ont été condamnés à huit mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Toulon, mardi 12 juin, pour coups et blessures volontaires par agents de la force publique donnés dans l'exercice de leur fonction. MM. Gérard Appietto, quarante-six ans, et Frank Marvillet, trente-quatre ans,

devront en outre verser 40 000 F de dommages et intérêts aux trois occupants de la voiture. Appartenant à la brigade de surveillance de nuit de Sanary, les deux policiers circulaient en civil à bord d'une voiture banalisée, dans la nuit du 1^{er} juillet 1989, quand ils avaient tiré à plusieurs reprises sur la voiture conduite par M. Rodolphe Migeon, blessé à l'épaule.

■ Lancement d'un satellite de télécommunications indien. - Un satellite de télécommunications indien a été mis sur orbite, mardi 12 juin, par une fusée américaine Delta lancée depuis Cap Canaveral. Le lancement de ce satellite de 80 millions de dollars, baptisé Insat-1D, avait été retardé d'un an à la suite de divers incidents. - (AP, UPI.)

2500 F

Paris 7^e: 47.05.01.95

Paris 2^e: 47.42.06.92

Et toutes agences de voyages.

3615 CHARTER

Paris 14^e: 45.42.03.87

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

SOCIÉTÉ

L'enquête sur la profanation du cimetière juif

Les quatre jeunes gens interpellés à Carpentras ont été relâchés

Les quatre jeunes gens interpellés, lundi matin 11 juin, dans le cadre de l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras ont tous été relâchés dans la journée de mardi, après vérification de leur alibi. La piste locale sur laquelle travaillaient désormais les policiers n'est pas pour autant abandonnée.

CARPENTRAS

de notre envoyé spécial

L'audition des jeunes gens a permis en effet de lever le voile sur une phase cachée de la vie carpentrasienne dont le cimetière juif est depuis des années le théâtre privilégié. Les policiers ont découvert en particulier que de nombreux jeunes de la ville sont devenus adeptes des « jeux de rôle » — sorte de pièces de théâtre faisant appel à l'imaginaire — qui ont été importés des États-Unis, où il est arrivé qu'ils prennent un tour paroxystique.

Ces « jeux » généralement pratiqués de nuit, dans l'atmosphère envoûtante du vieux cimetière, ont-ils pu dégénérer ? Toute la question est là. A l'appui de cette

thèse, le fait que la profanation de Carpentras n'a été ni revendiquée de façon crédible ni signée.

Le contexte sociologique local explique du moins le succès que ces « jeux » ont pu rencontrer. Sous-préfecture de vingt-huit mille habitants, dont les activités sont essentiellement orientées vers le tourisme et l'agriculture, Carpentras est une ville riche mais où les jeunes s'ennuient. « Ils lui ont donné une autre vie », dit un avocat. D'où leur attirance pour ces « jeux » au scénario abracadabrante décrits dans des ouvrages spécialisés qui ont été saisis par les policiers. Le terrain existe. Reste le passage à l'acte de la profanation, qui exige, lui, un facteur déclenchant. Y a-t-il eu simplement escalade dans les défis à relever par les acteurs ? Mystère.

Une certaine incohérence

Reste aussi à vérifier s'il y a eu intention antisémite. Les jeunes amateurs de soirée pimentée dans le cimetière ont-ils pu être manipulés par un maître de jeu véritable directeur de conscience qui aurait eu des motivations précises ?

Ce n'est qu'une supposition. On bute aussi sur une certaine incohérence entre l'acte éventuellement de caractère rituel consistant à déterrer un cadavre et les déprédations vulgaires qui l'ont accompagné. Quel que soit enfin le secret que semble cultiver la ville, il paraît bien improbable que rien n'ait transpiré sur les auteurs de la profanation s'il s'agit effectivement de Carpentrasiens. Les quatre jeunes gens interpellés lundi, après de nombreuses autres auditions, n'auraient pas résisté, fait-on remarquer, à la pression exercée sur eux par les policiers pendant leur garde à vue prolongée.

Les investigations des enquêteurs ne sont pas terminées. Ils ont une matière, sinon un mobile possible, pour pouvoir les orienter. On est loin en effet de l'occurrence des premières hypothèses axées sur des agissements d'inspiration purement politique... Mais leur handicap majeur est de ne pas disposer d'éléments concrets susceptibles de transformer des suppositions en preuves. On a l'impression aussi que, plus d'un mois après la profanation, ils utilisent leur dernière cartouche.

GUY PORTE

Conflit entre un étudiant handicapé et l'Éducation nationale

Interdit d'agrégation pour cause de... myopathie

« Ils veulent m'empêcher de travailler, m'obliger à rester chez moi, à la charge de mes parents et de la société », Jean-Christophe François, étudiant marseillais de vingt-six ans, est l'un de ces handicapés que l'éducation nationale refuse d'accueillir, au point de lui avoir barré l'accès au concours de l'agrégation. Atteint de myopathie, cloué sur un fauteuil roulant depuis l'âge de douze ans, il n'en a pas moins suivi des études plus que normales, décrochant son baccalauréat à dix-huit ans, puis une maîtrise d'histoire à l'université Aix-Marseille I.

En 1988, M. François remplit un dossier d'inscription à l'agrégation de la même discipline. Mais, quinze jours avant les épreuves, l'administration l'informe qu'il aurait dû effectuer un stage destiné à vérifier son aptitude à l'enseignement.

Selon l'éducation nationale, l'étudiant aurait omis de signaler son handicap, version que l'intéressé dément. Toujours est-il que le concours lui passe sous le nez cette année-là et qu'en septembre la Commission

nationale d'aptitude le déclare inapte. « Ils ont peur d'avoir à me payer une pension, car la myopathie est une maladie évolutive », commente le candidat, révolté par le fait qu'une instance anonyme ait ainsi pu statuer sur son dossier, sans même prendre la peine de le recevoir et de l'entendre.

C'est un peu du racisme

Alors a commencé pour Jean-Christophe François le temps de la procédure : recours devant le tribunal administratif de Marseille, dont il attend toujours la décision deux ans après l'appel à l'aide adressé au premier ministre, qui a transmis au ministre de l'éducation nationale, qui n'a pas répondu ; lettre au secrétaire d'État chargé des handicapés qui lui a conseillé d'attendre le vote de la loi sur la discrimination à l'embauche...

Comme rien ne venait, l'interdit d'agrégation a été levé. « C'est un peu du racisme », constate-t-il en rappelant par contraste la solidarité annuelle du « Téléthon », et en

se souvenant avec amertume de ses professeurs d'université qui, eux, l'avaient poussé à préparer les concours de recrutement d'enseignants, « parce que c'était la seule voie qui me correspondait ». M. François souhaite enseigner à l'université, ou bien au centre national d'enseignement à distance puisque « les bras, ça peut aller ».

M. Jospin : « plusieurs exigences »

Interrogé mardi 12 juin sur ce cas, M. Lionel Jospin a souligné la difficulté de trancher entre « plusieurs exigences, celles de l'égalité entre tous, handicapés ou non, et celles dues au métier d'enseignant ». « La majeure partie de ceux qui ont passé des diplômes doivent pouvoir enseigner, il faut cependant des capacités intellectuelles mais aussi physiques », a ajouté le ministre. L'éducation nationale, qui a su assouplir sa position lorsque d'autres handicapés étaient soutenus par l'opinion saura-t-elle lui faire une place ?

Ph. Be.

JUSTICE

Le procès à Paris d'un Basque espagnol responsable de l'ETA

Dix ans de prison ferme requis contre Santi-Potros

Le substitut du procureur de la République a requis dix ans d'emprisonnement contre M. Santiago Arrospe Sarasola, dit Santi-Potros, compte tenu de son rôle particulièrement actif au sein de l'ETA, mardi 12 juin, à l'issue du procès de ce militant basque espagnol devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Comparait devant la justice française pour association de malfaiteurs, détention d'armes et de détonateurs, Santi-Potros avait reconnu, lundi 11 juin, au cours de la première audience, être « un

militant d'ETA » (le Monde du 13 juin). Dans son réquisitoire prononcé, mardi 12 juin, contre celui qui est considéré par Madrid comme l'un des chefs du mouvement indépendantiste basque, M^{re} Irène Stoller, substitut de la section dite antiterroriste du Parquet de Paris, a souligné que « la lutte politique dans la légalité est tout à fait permise. Mais les assassinats et les enlèvements ne le sont pas ».

Représentant en détail tous les documents retrouvés en possession du militant basque — projets et comptes-rendus d'attentats, schémas d'engins explosifs, renseignements sur des personnes qui ont

été enlevées par l'ETA en vue d'une rançon, — M^{re} Stoller a requis dix ans de prison ferme, le maximum de la peine encourue pour association de malfaiteurs en liaison avec une entreprise terroriste, à l'encontre de Santi-Potros « qui, dit-elle, a joué un rôle particulièrement actif dans les attentats ».

S'agissant des coaccusés de Santi-Potros, jugés dans cette affaire pour association de malfaiteurs, le ministère public a demandé trois ans de prison (dont quatorze mois ferme, couvrant la détention provisoire) contre M. Joseph-Xavier Guimón, quarante-huit ans, et M^{re} Marie-Carmen Guimón, qua-

rante-neuf ans, dans la maison desquels avait été arrêté Santi-Potros, le 30 septembre 1987 à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Deux ans de prison avec sursis ont été requis contre M^{re} Marie-Isabelle Fernandez, vingt-sept ans, qui avait servi d'intermédiaire dans l'achat de deux voitures. Pour M^{re} Michèle Bordachar-Echebur, vingt-sept ans, et Dominique Ostiz-Echazar, vingt-trois ans, qui avaient servi de prête-noms pour l'achat de ces voitures, le parquet a demandé respectivement six mois et trois mois de prison avec sursis. Pour tous les inculpés, le ministère public a, enfin, requis l'interdiction de séjour en France.

Jugement le 4 juillet.

MÉDECINE

Un rapport sur la situation critique de la santé scolaire et universitaire

Un médecin pour dix mille élèves

Un rapport et un projet d'avis sur la santé scolaire et universitaire, présenté par M. Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), devait être soumis, mercredi 13 juin, au vote du Conseil économique et social. Avec un médecin pour dix mille enfants, ce rapport dresse un « diagnostic alarmant » sur l'état actuel de la médecine scolaire en France.

Institué dans sa forme actuelle quelques mois après la fin de la deuxième guerre mondiale, le service de santé scolaire répondait à l'époque à la nécessité d'une surveillance médicale efficace des enfants scolarisés, dans un contexte de prévention des maladies infectieuses et de malnutrition. Progressivement, malgré de multiples mises en garde et en dépit de nombreux textes réglementaires, l'écart s'est creusé entre l'ambition du projet et la faiblesse des moyens affectés. Au point que dans le rapport qu'il soumet au Conseil économique et social, le docteur Jacques Beaupère ne peut que poser « un diagnostic alarmant » sur l'état actuel de la médecine scolaire.

Des mesures d'urgence

La quasi-totalité des 950 médecins scolaires sont contractuels. Cet effectif n'a jamais été aussi bas depuis dix ans. Il correspond à un médecin scolaire pour dix mille enfants (soit 50 % de moins que les normes de 1969). Dans ces conditions, estime le docteur Beaupère, « il faudrait donc au moins mille postes de médecins supplémentaires pour satisfaire à ces normes ». En outre, ajoute-t-il, « nombre de ces médecins se trouvent dans une situation particulièrement précaire, car leur contrat est à durée déterminée : trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse ».

La situation concernant les infirmières, les assistantes sociales et les secrétaires médico-scolaires n'est guère meilleure, « sans rapport avec les besoins », note le docteur Beaupère.

Les missions assignées au service de santé scolaire sont donc mal remplies. Ainsi le docteur Beaupère note que « faute d'effectifs suffisants, les actions de prévention et d'éducation sanitaire ne sont pas menées dans de bonnes conditions ». La politique de prévention universitaire ne touche en moyenne que 39 % des étudiants inscrits, certains centres en examinant même moins de 20 %, notamment en région parisienne.

En conséquence, le rapport souligne « des lacunes très importantes en matière de prévention et d'édu-

cation sanitaire ». Par exemple, sur les quatre thèmes abordés depuis 1986 (la vue, l'ouïe, la toxicomanie et le sida), un seul, celui sur l'ouïe, a fait l'objet d'une timide tentative d'évaluation. Et encore les résultats n'étaient-ils guère encourageants.

Le docteur Beaupère demande la mise en œuvre d'une « thérapie évolutive ». Ce renouveau qu'il appelle de ses vœux devrait, dit-il, « concerner les conditions de recrutement, de rémunération, de formation et d'intervention des différents personnels ». Au moins un millier d'emplois de médecins scolaires devrait être créé le plus rapidement possible.

Parallèlement, la définition d'un véritable statut des médecins de santé scolaire apparaît indispensable, le rapport ajoutant que « la variété des positions administratives rencontrées actuellement (fonctionnaires, contractuels, vacataires) ne saurait perdurer. Le recrutement à la vacance d'emplois permanents devraient être supprimés ».

Au-delà de ces mesures d'urgence, le rapport propose également plusieurs lignes d'action, parmi lesquelles le développement des études épidémiologiques, le renforcement des bilans de santé du dépistage et de la prévention sanitaire à l'école. De plus, « comme l'éducation civique, l'éducation à la santé doit être une dimension reconnue dans les programmes scolaires » estime-t-il. A propos de la situation particulière précaire de la médecine universitaire, le docteur Beaupère propose de remplacer les contrôles qui n'ont d'« obligatoires » que le nom, par des « offres d'examen médicaux diversifiés » répondant à la demande des étudiants.

A l'heure où les pouvoirs publics espèrent amener rapidement 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, il serait dommage qu'un tel rapport reste, comme tant d'autres, lettre morte.

FRANCK NOUCH

Un cadre du Front national en Seine-et-Marne poursuivi pour un article « révisionniste »

« Auschwitz, pourquoi pas un montage ? »

Leurs regards se sont croisés, et leurs yeux ne se sont plus quittés. Vingt minutes de défi visuel. M. Michel Konen, assis sur le banc des prévenus, avait ouvert cette joute insolite, dont le procureur ne perdait pas une séquence, par un geste qui ne l'était pas moins — un pied de nez — à destination de M. Hubert Heilbronn, unique témoin cité par les parties civiles. C'était mardi 12 juin devant le tribunal correctionnel de Meaux où, sur réquisition du parquet, M. Konen comparait pour répondre d'un article intitulé « A propos d'Auschwitz », publié le 29 décembre 1989 par un journal bi-hebdomadaire de Seine-et-Marne, le Pays briard, dans une rubrique « Libres propos ».

C'est au nom de cette liberté de propos que M. Michel Vincent, directeur de la publication, avait ouvert ses colonnes à M. Konen, cadre du Front national, adhérent depuis 1984, candidat sous cette bannière à plusieurs élections depuis 1985 et postulant au comité central du parti d'extrême droite à son congrès de mars dernier.

Le lobby exterminationniste

Or M. Konen profita de l'occasion pour défendre ouvertement les thèses « révisionnistes » de M. Robert Faurisson, qu'il choisira d'ailleurs comme témoin en défense. M. Heilbronn, qui a perdu plusieurs membres de sa famille, exterminés dans les camps, avait déjà croisé M. Konen dans la commune où ce dernier défendait les couleurs du Front national aux élections municipales.

C'est donc au nom de la mémoire des victimes de l'holocauste que la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et l'Association des fils et filles de déportés juifs de France se sont portées parties civiles en considérant que l'article incriminé était diffamatoire et provocateur. Le procureur de la République — « Je m'appelle Claude Maton », a-t-il explicitement souligné à l'intention de M. Jean-Marie Le Pen — avait choisi de poursuivre l'ensemble du texte publié. M. Konen s'interrogeait dans cet article sur « le dénombrement des victimes de la déportation, l'existence des chambres à gaz homicides, l'authenticité du génocide présumé aux autorités allemandes, l'interprétation du procès-verbal de la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, qui avait posé le principe de la « solution finale » pour les juifs. Une « imposture », résumait-il en parlant du « mythe des chambres à gaz homicides de la seconde guerre mondiale ».

Pour sa part, M. Bernard Jouanneau, avocat de la LICRA, s'est contenté de deux passages qui, selon lui, mettent directement en cause la communauté juive. Rapprochant le « tabassage » dont fut victime, en septembre 1989, M. Faurisson de l'assassinat en 1978 de François Duprat et de l'agression au vitriol commissionnée contre un troisième révisionniste, M. Konen écrivait : « Ce crime, comme les précédents, est commandé par des personnes ou des groupes de personnes ayant intérêt à cacher la vérité sur les points susdits et qui disposent sur le territoire français d'une puissance telle qu'ils parviennent à faire taire les

médias et stopper les investigations policières ».

Le second passage retenu par M. Jouanneau affirmait : « On comprend que le professeur Faurisson se soit fait quelques ennemis parmi ceux qui exploitent cette imposture fort juteuse, vieille d'un demi-siècle. Le lobby exterminationniste est très puissant, gageons que longtemps encore, au pays à la fois de l'intelligence et des droits de l'homme réunis, ses thèses mensongères continueront d'être projetées sur les écrans, imprimées dans la presse et enseignées dans les écoles ».

Après avoir procédé, le 31 mai, à l'audition des témoins, MM. Heilbronn et Faurisson, le tribunal, présidé par M^{re} Michèle D'Orsay, a entendu le 12 juin, la réquisitoire et les plaidoiries. Pendant près de sept heures, un nom et un thème sont revenus sans cesse dans les démonstrations et les envolées des avocats : Faurisson et le révisionnisme.

Prétendu holocauste

De sa place, M. Faurisson noircissait des notes « historiques » au profit de M^{re} Eric Delcroix, avocat permanent de la cause révisionniste : il morigénait tel ou tel de ses supporters ; il souriait de concert avec son compère, M. Pierre Guillaume — « Vos richesses ne sont insupportables », M. Guillaume, lança M. Jouanneau — et il se délectait, sous les yeux protecteurs de ses deux gardes du corps, d'être, à nouveau, au centre des débats.

« Je n'ai pas grand-chose à dire de M. Konen qui, à vrai dire, ne

m'intéresse pas », a surenchérit M. Jouanneau dans une plaidoirie fleuve où il s'est attaché à faire la démonstration d'une résurgence de l'antisémitisme par « l'essor de l'école négationniste, qui a fait sauter un verrou, permettant de faire naître le doute, puis de donner des certitudes sur l'existence des chambres à gaz ». Tout en reconnaissant que le mot juif ne figurait pas dans la prose de M. Konen, le procureur a expliqué que, s'il avait retenu le texte dans son entier, c'est que, entre chaque ligne, il y a le mot juif qui n'est pas écrit.

« Procès métaphysique », « procès idéologique », « procès de sorcière », a plaidé M. Delcroix en parlant du « prétendu holocauste » et en demandant au tribunal de « ne pas commettre une grave injustice en sanctionnant la libre expression des révisionnistes ». « Il y a une véritable religion de l'holocauste », a répété à plusieurs reprises l'avocat de la défense. Selon lui, la communauté juive n'était « nullement » visée par le texte de M. Konen. Les « bénéficiaires » dont il était question sont « les puissances étatiques », « la littérature de gare », « les associations comme la LICRA ». Après avoir remarqué que Timisoara en Roumanie était le produit d'un « montage » et d'une « machination », et que, selon lui, l'affaire de Carpentras ressortissait des mêmes rubriques, M. Delcroix a eu cette phrase : « Auschwitz, pourquoi pas un montage ? »

Jugement le 5 juillet.

OLIVIER BIFFAUD

Auschwitz

CARNET DU Monde

Naissances

Paul et Isabelle MÈNNECIER
ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie-Angélique,
le 5 mai 1990, à Lille.

M. Georges SARDJVELADZÉ,
et M^{me} née Elizabeth CASTET,
Léon et Nicolas,
ont la joie de faire part de la naissance de
Victor,
le 1^{er} juin 1990.

131, avenue Henri-Barbousse,
(2, villa Georges),
92700 Colombes.

Fiançailles

Saint-Cloud, Châteauroux.
M. Louis JENTEL
et M^{me} née ARRIGHI de CASANOVA,
M. Jean-René GARNIER
et M^{me} née CRAVE,
sont heureux d'annoncer les fiançailles
de leurs enfants,
Caroline et François.

Mariages

M. et M^{me} Louis ALLAIN,
M. et M^{me} Jean-Paul RÉMY,
ont la joie de faire part du mariage de
leurs enfants,
Andrée-Lise (X 85)
et **Jean-François (X 85)**,
célébré le samedi 9 juin, à Ville-
neuve-d'Ascq (Nord).

408, rue Jules-Guesde,
59650 Villeneuve-d'Ascq,
40, avenue du Vieux-Château,
59650 Villeneuve-d'Ascq.

Josette BÉRGES
et René RENOT,
sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré dans l'intimité, le
2 juin 1990, à Crespières (Yvelines).

Décès

Mario-Christophe Lories,
sa fille,
Emmanuel, Raphaële et Elise,
ses petits-enfants,
Patrice Gobert,
Henri et Marie-Andrée Korny,
leurs enfants et petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Max BLUMENTHAL,
survenu le 11 juin.
La levée du corps aura lieu le ven-
dredi 15 juin, à 10 h 30, au funérarium
d'Antony, 104-106, rue de Châteaufort,
où l'on se réunira.

L'inhumation se fera dans l'intimité
au cimetière de L'Hosmes, le même
jour à 12 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
M.-C. Lories,
8, avenue de la Maye,
78000 Versailles.

M. et M^{me} Jacques Bourgeois et
Silvain,
M. et M^{me} François Bourgeois, Phi-
lippe et Benoît,
M. et M^{me} Marcel Gauthier et leurs
enfants,
Sa famille, ses amis et tous ceux qui
l'ont aimé,
ont la très grande douleur de faire part
du décès de

M. Jean BOURGEOIS,
ingénieur A & M et ESE,
ingénieur en chef honoraire à la RATP,
survenu à Saint-Julien-en-Genevois, le
31 mai 1990, dans sa soixante-seizième
année.

Les obsèques ont été célébrées, le
2 juin 1990, à Cossens (Savoie).
La famille rappelle à votre souvenir
son épouse Simone, décédée en 1981.
Prix pour eux !

M^{me} Yvonne Michel,
M. et M^{me} André Chavarot,
Marie et Emmanuelle,
Le docteur Sophie Coutrot
et Marc-Antoine,
M. et M^{me} Laurent Michel,
Leurs enfants et petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Antoinette
COUTROT-MICHEL,
engagée volontaire
dans les Forces françaises libres,
survenue le 10 juin 1990, à l'âge de
soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 14 juin, à 10 h 30, en l'église
réformée de l'Annonciation, 19, rue
Cortambert, 75016 Paris.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

Tiemcen - Béchar - Sarcelles.
M^{me} Roger HAGGAI, née Hazout,
son épouse,
M. et M^{me} D. Bancy,
son gendre et sa fille,
M. Pascal Haggai, son fils,
Les familles Haggai, Hazout, Pujol
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger HAGGAI,
survenu le 11 juin 1990.
Les obsèques ont lieu le mercredi 13
juin à 14 h 30, au cimetière de Sarcelles
(Villages) 95150.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
27, rue des Noyers,
95150 Sarcelles.

Lyon, Izernore (Ain).

M^{me} Georges Evrard,
née Marie-Joséphine Delbecq,
son épouse,
Le docteur Pierre-François Evrard,
son fils,
Nedjma et Jean-Raoul Evrard,
ses petits-enfants,
Marie-Geneviève Dubois,
Monique Wagner,
M. et M^{me} Philippe Mechin,
ses neveux et nièces,
M^{me} Maurice Lefranc,
sa cousine,
Les familles Daniel, Piquet et leurs
enfants,
Et tous les amis qui l'ont aimé,
ont la grande douleur de faire part du
décès de

M. Georges EVRARD,
ancien directeur régional Rhône-Alpes
à la société Moët-Hennessy,
officier du Mérite agricole,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
survenu dans sa soixante-quatrième
année.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées en l'église d'Izernore, le vendredi
15 juin 1990, à 16 h 30, suivies de l'in-
humation dans le caveau familial.
Levee du corps à l'hôpital Jules-Cour-
mont, à Lyon, le même jour à 14 h 15.

10, boulevard des Belges,
69006 Lyon.

Jean-Claude, Dany, Michou,
Jean-Marie Simon,
ont le chagrin de faire part du décès de
leur mère.

Nanette GRADOR,
survenue en son domicile, à quatre-
vingt-six ans.

L'inhumation aura lieu jeudi 14 juin,
à 11 heures, au cimetière de Saint-Tro-
pez.

M. et M^{me} Edmond Hagiage,
M^{me} Paulette Zeitoun,
M. et M^{me} Alain Zeitoun et leurs
enfants,
M. et M^{me} Ventura et leurs enfants,
M. et M^{me} Armand Hagiage,
M. et M^{me} Marc Hagiage et leurs
enfants,
M. et M^{me} Mokkè Sadik et leurs
enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert HAGIAGE,
survenu le 12 juin 1990.

Les obsèques auront lieu le jeudi
14 juin 1990. Réunion porte principale.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 JUIN

« Le Marais sud, ses hôtels, et jar-
dins », 10 h, sortie métro Saint-Paul
(E. Bourdais).

« Les sculpteurs et leur demeure :
Zadkine », 10 h 30, 100 bis, rue
d'Assas (L'Art et la manière).

« L'Opéra, chef-d'œuvre de C. Gar-
nier », 13 h 15, hall d'entrée
(E. Roman).

« L'Opéra », 13 h 30, hall d'entrée
(Ars confédérés).

« Le Musée arménien de France »,
14 h 15, 59, avenue Foch (L'Art pour
tous).

« Les ateliers de frappe des
monnaies de l'hôtel de la Monnaie »,
14 h 30, 11, quai de Conti, devant
l'entrée.

« La Bibliothèque Forney dans
l'hôtel de Sens », 15 h 1, rue du
Figulier (Monuments historiques).

« Versailles : le quartier Saint-
Louis », 14 h 30, cathédrale Saint-
Louis (Office de tourisme).

« Le faubourg Saint-Antoine, cours
et passages, l'énigme de l'église
Sainte-Marguerite », 14 h 30,
184, rue du Faubourg Saint-Antoine
(Paris livre d'histoire).

« Curiosités et souterrain de la
montagne Sainte-Geneviève »,
14 h 30, métro Cardinal-Lemoine
(M.-C. Lasserre).

« Rues et ruelles du quartier Latin »,
14 h 30, 2, rue Galande (Sauvegarde
du Paris historique).

« Le village de Saint-Germain-des-
Prés, son abbaye, ses jardins, ruelles
et venelles jusqu'à l'hôtel des
archevêques de Rouen », 14 h 30,
sortie métro Saint-Germain-des-Prés
(J. Haulier).

« De la Madeleine aux jardins des
Champs-Élysées », 14 h 30, façade
de la Madeleine (Paris pittoresque et
insolite).

« L'église royale du Val-de-Grâce et
ses bâtiments conventuels »,
14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques
(Arts et métiers).

CONFÉRENCES

Centre Georges-Pompidou (salle
Jean-Prouvé), 14 h 30 : « Cycle
« Actes de l'ère. Bibliothèques :
culture, mémoire, communication ».

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques
Rousseau, 15 h : « Du spiritisme d'Al-
tan Kardec à la science holistique : la
place du néo-spiritisme dans les
conceptions modernes », par
A. Duménil (Jussieu).

Ecole européenne des affaires,
108, boulevard Malesherbes,
15 h 30 : « L'Amérique latine, l'Euro-
pe et le Pacifique », débat animé par
A. Martin-Pannetier et G. Larroque
(Institut du Pacifique).

60, boulevard Latour-Maubourg,
20 h : « Absences paternelles et iden-
tité masculine : être père », par G.
Corneille (Centres de préparation au
mariage).

du cimetière parisien de Pantin, à
15 h 45.

11, rue César-Franck,
75015 Paris.

Lucien et Andrée Abra,
leurs enfants,
Clara Abra,
sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de
leur chère

Adèle KERSZENFELD,
née Getler.

survenue, le 11 juin 1990, dans sa qua-
tre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu, le jeudi
14 juin 1990, au cimetière parisien de
Bagneux, à 15 h 15.

M^{me} Jean Marzewski,
son épouse,
M. et M^{me} Witold Marzewski,
ses enfants,
Christiane et Pierre,
ses petits-enfants,
Et toute la famille de France et de
Pologne.

ont la douleur de faire part du décès de

Jean MARCZEWSKI,
professeur honoraire
à l'université Paris-I,

chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
médaille militaire,
Krzysz walczynek.

survenue, le 8 juin 1990, à Boulogne
(Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-
vingt-deux ans.

Prix pour lui !
Une messe sera célébrée, le jeudi
14 juin 1990, à 10 heures, en l'église
polonoise de l'Assomption, 263 bis, rue
Saint-Honoré, 75001 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

53, boulevard Suchet,
75016 Paris.

33, rue Crémieux,
75013 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-28-94

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
à 5 francs par ligne avant 9 h
au siège du journal.

15, rue Falguère, 75016 Paris.
Tél. : 206 806 F.
Télécopieur : 45-88-77-13.

Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 87 F.
Abonnés et actionnaires : 77 F.
Communications diverses : 90 F.

Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

La famille de

Marie MERLIN KOSMA
a la douleur de faire part de son décès
survenu le 3 juin 1990.

L'inhumation aura lieu le vendredi
15 juin, à 10 h 30, au cimetière Mont-
martre, à Paris.

M. et M^{me} Charlot Merlin,
14, rue L.-Nicolet,
93800 Epinay.

Robert et Yvonne Oddos,
Leurs enfants,
Valérie, Gilles et Simone,
ont la douleur d'annoncer le décès de
leur fils et frère

Jean ODDOS,
survenu à Melun, le 8 juin 1990.

Ses amis, les familles Oddos, Hour-
din, Seignier et Bolo se joignent à eux.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à Hérisy, le 12 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Alexandre-Guilhaumet,
92190 Meudon.

M. et M^{me} René Trollé,
ses parents,
M. et M^{me} Guy Trollé,
M. et M^{me} Remy Trollé,
ses frères et belle-sœur,
Hervé, Céline, Julien, Alexandra,
Axelle,
ses neveux et nièces,
Ses oncles et tantes, ses cousins et
cousines,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part de la perte
cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la
personne de

M. Jean TROLLÉ,
survenue le samedi 9 juin 1990, à
l'hôpital Saint-Antoine, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie civile aura lieu le jeudi
14 juin, à 16 h 30, sur la place de la
mairie de Faugères (Hérault), suivie de
l'inhumation au cimetière de Faugères,
dans le caveau de famille.

Un registre tiendra lieu de condo-
léances.

Chemin des Trois-Tours,
Faugères 34600 Bédarieux.

[Entré au journal en février 1970, Jean Trollé était
employé au service du courrier. Sa gentillesse et
sa disponibilité ne s'étaient jamais démenties au
cours de ces vingt années passées au journal. La
direction et l'ensemble du personnel du Monde
expriment à ses proches leurs plus vives con-
dolances.]

Le Club des 101 organise une réu-
nion-débat sur le thème « La question
nationale et l'unité européenne », avec
Gérard Fuchs, Max Gallo, députés
européens, et Pascal Ory, professeur à
l'Institut d'études politiques de Paris.
Le mercredi 20 juin, à 19 h 30, à la
F.M.P., 24, rue Saint-Victor,
75005 Paris. Pour toute correspon-
dances : Club des 101, c/o Laurent
Duthiel, 18, boulevard de Magenta,
75010 Paris.

Vente de charité au profit de la
Pologne, vendredi 15 juin, samedi
16 juin et dimanche 17 juin, au 18, rue
Claude-Lorrain, Paris-16^e, métro Exel-
mans (10 à 19 heures), dans la cour de
l'église Sainte-Geneviève, organisée par
l'équipe polonoise de Saint-Vincent.

Erratum

Pour le décès de
M. André MAITER,

il fallait lire : la cérémonie religieuse
sera célébrée à 16 heures, en l'église
Notre-Dame-des-Saints-Anges, Mury-
le-Neuf (77).

Remerciements

Chloé Balquet,
Gaëlle, Elodie, Claire
Et leur famille,
profondément touchées, par les nom-
breuses marques d'affection qui leur
furent témoignées lors du décès de

Jacques BALQUET,

remercient de tout cœur ceux qui ont
exprimé leur peine et leurs regrets par
leur présence, leurs messages et leurs
fleurs.

Anniversaires

Il y a trois ans,
Christian DELABALLE

quittait les siens.
Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

Sa femme, Josette Jacquet,
Sa fille, Myriam-Aurèle,
rappellent à tous ceux qui l'ont aimé
qu'il y a dix ans, le 12 juin 1980.

Paul-C. JACQUET,
les quitta.

« La mort ne cesse pas de
s'accomplir, de s'achever ».

Jacques Roubaud.

Messes anniversaires
Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu du

Père Jean GIRAUDET,
une messe sera célébrée le vendredi
15 juin 1990, à 18 h 30, en l'église
Saint-Merri, 16, rue de la Verrerie,
à Paris.

Communications diverses
Le Club des 101 organise une réu-
nion-débat sur le thème « La question
nationale et l'unité européenne », avec
Gérard Fuchs, Max Gallo, députés
européens, et Pascal Ory, professeur à
l'Institut d'études politiques de Paris.
Le mercredi 20 juin, à 19 h 30, à la
F.M.P., 24, rue Saint-Victor,
75005 Paris. Pour toute correspon-
dances : Club des 101, c/o Laurent
Duthiel, 18, boulevard de Magenta,
75010 Paris.

Vente de charité au profit de la
Pologne, vendredi 15 juin, samedi
16 juin et dimanche 17 juin, au 18, rue
Claude-Lorrain, Paris-16^e, métro Exel-
mans (10 à 19 heures), dans la cour de
l'église Sainte-Geneviève, organisée par
l'équipe polonoise de Saint-Vincent.

AUTOMOBILE

En suivant les caravanes

A côté des rallyes qui mettent
en compétition hommes et véhi-
cules sur un itinéraire de préfé-
rence difficile, se multiplient de
nos jours les raids automobiles
organisés par des clubs ou des
particuliers. Ainsi Alain Lafeuil-
lade part-il le 14 juin à la tête
d'une dizaine de 4 x 4 en direc-
tion de Pékin comme il l'avait fait
voilà deux ans et l'année der-
nière. 1989 avait vu la caravane
faire demi-tour à la frontière chi-
noise, une interruption due aux
événements de la place Tianan-
men.

A côté de ces opérations exis-
tent des expéditions directement
mises sur pied par les marques
d'automobile. La firme suédoise
Saab vient ainsi de lancer à tra-
vers les pays baltes une dizaine
de voitures. On se rappelle aussi
que Citroën avait, il y a deux ans,
lancé à travers l'Empire du
Milieu, sur la nationale 1 - un
bien grand mot - quelque cent
AX qui avaient rejoint, au départ
de Hongkong, la capitale chinoise.
Pour le proche immédiat, Alfa-
Romeo offrira à l'occasion de
son quatre-vingtième anniver-
saire quatre-vingt voitures qui
vont faire le tour des capitales
européennes à partir du 24 juin.
Mais c'est à Peugeot que revien-
dra la palme des opérations de
ce type.

La marque au lion, en effet,
vient d'annoncer que vingt voi-
tures de sa fabrication, véhicules
de série, seront confrontées à la
piste et à la route du 19 octobre
au 2 décembre, entre Taroudant
au Maroc et Amman en Jorda-
nie, en passant par le Grand Erg,

le Hoggar, le désert de Libye et
le Sinaï. Ces vingt automobiles
(cinq 205, cinq 309, cinq 405,
cinq 605) seront confiées à des
journalistes qui auront ainsi,
selon Peugeot, l'occasion de
mesurer la fiabilité de la fabri-
cation, dont à vrai dire il n'y avait
déjà pas de grandes raisons de
douter.

On se doute bien en revanche
que les résultats de tels types
d'opérations sont multiples pour
les marques qui entreprennent
d'aussi importantes expéditions.
Outre le défilé des caravanes
automobiles qui traversent des
pays à conquérir sur le plan com-
mercial ou à reconquérir, les
retombées sont, si l'on peut
dire, payantes.

Quoi qu'il en soit, depuis la
naissance du moteur à piston et
de ses effets sur la locomotion,
raids et autres performances
sont toujours plus audacieux encore
- Croisières jaunes ou noires - ont
toujours accompagné l'évolution
technique de la déesse des
temps modernes : l'automobile.

En 1892 déjà une Peugeot foulait
le sol africain (à vrai dire il
s'agissait de celle du bey de
Tunis), et les expéditions se sont
à travers les ans succédé jus-
qu'au Dakar. Aussi ce genre de
retour régulier aux grandes
amours routières ne peut-il que
faire rêver les passionnés d'hor-
izons lointains et somme toute
d'une certaine aventure. L'image
d'une marque ne peut que s'en
sortir consolidée.

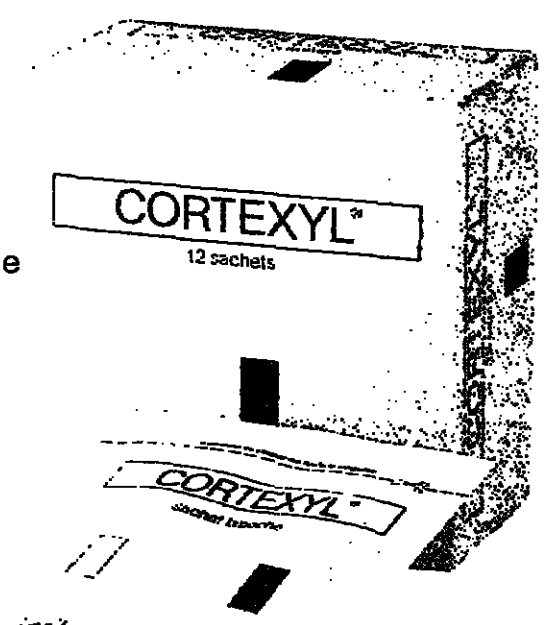
C. L.

POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®

Cortexyl est un antiasthénique
dit psychostimulant :
il est donc indiqué dans
les asthénies fonctionnelles
avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications :
grossesse, allaitement.
Ce médicament contient
du sodium : à éviter en cas de
régime limité en sel.
Demandez conseil à votre
pharmacien.

SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret



VISA GP 487 B 481

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● Champion d'Europe contre champion d'Afrique : les Néerlandais tenus en échec par les Egyptiens ● Du Caire à Alexandrie, un pays en fête ● Les cafetiers italiens en chômage technique ● Justice expéditive pour les hooligans ● La pression belge trop forte pour les Sud-Coréens ● En France, la bonne affaire des loueurs de téléviseurs ●



La seconde campagne d'Italie des pharaons

Après cinquante-six ans d'absence, les Egyptiens réussissent leur entrée contre les Pays-Bas. En 1934, à Naples, ils avaient passé un tour...

● GROUPE F : Pays-Bas et Egypte : 1-1
PALERME
de notre envoyé spécial

Au matin de ce Pays-Bas-Egypte, premier match joué dans le flamboyant stade de La Favorita, le *Giornale di Sicilia* avait curieusement titré : « L'Espagne bat l'Italie ». Référence à une étude du Conseil de l'Europe sur la criminalité qui dédouane en partie le pays de sa vilaine réputation. Voilà assurément qui méritait l'Une, les pages suivantes débordant d'informations ordinaires, des faits divers où il est question de vols, d'escroqueries et d'extorsions de fonds. Charitable, l'hôtelier avait d'ailleurs averti : « Si vous allez à Viccheria, laissez votre sac ici. » Le quartier n'est pas précisément un coupe-gorge, mais les commerçants ne sont pas les seuls, paraît-il, à faire des affaires sur ce marché grouillant.

Les deux mains plaquées par précaution sur leur sac en bandoulière, les ménages se trouvent ainsi privés de leurs meilleurs arguments pour la palabre. Chaque achat mérite pourtant un minutieux marchandage. Certains Palermitains prétendent qu'au marché Viccheria, il vaut mieux se fier aux yeux du vendeur qu'à ceux des poissons pour espérer manger frais.

Pure colonnisme, les espadons et les thons, vantés sur leur lit de glace, semblent indifférents à la chaleur qui étouffe la petite place Caracciolo. Un peu plus loin, derrière l'église San-Domenico, les venelles se font sèches. C'est le quartier de Cappel, où l'on aborde à condition d'avoir survécu à la traversée de la via Maqueda, l'artère la plus vrombissante de la capitale sicilienne.

Le soutien de la marine

Sur le seuil de sa boutique d'électroménager, Moktar Bouchoucha n'est pas dépaycé. Débarqué il y a huit mois, ce jeune Tunisien de dix-neuf ans a trouvé dans ce magasin un emploi de vendeur qui le mobilise de 8 heures du matin à la nuit tombée. Pour lui, il ne s'agit que d'une étape sur le chemin d'Ancone, où, lui a-t-on dit, une usine embauche à 1,5 million de lire par mois. Pour l'heure, son patron lui a confié une mission dans ses cordes : faire l'article, en arabe, aux Egyptiens qui flânent ces jours-ci dans le quartier.

Metwaly Gaber est de ceux-là. Il est officier sur l'El Zafar, un bâtiment de guerre égyptien qui mouille depuis quarante-huit heures dans le port de Palerme. « Une école de routine », ment-il. Le pur hasard ayant mis le commandant en possession de billets d'entrée, cent cinquante volontaires, sanglés dans leurs beaux uniformes blancs, se sont trouvés en renfort dans les gradins de La Favorita.

Elève-ingénieur sur l'Aida-III, un bateau-école de la marine mar-

chande, Fouad Ezzat reconnaît, lui, que les autorités ont bien fait les choses : « Nous devions aller au Pirée, mais nous nous sommes dérobés exprès pour le match. » Résultat : une centaine de soutiens supplémentaires pour les « Pharaons ».

Hormis celui - gravé pour longtemps - de la presque victoire, Fouad n'emportera qu'un minuscule souvenir de Palerme : un bâton de rouge à lèvres pour son amie. Dans les rues de Cappel, devant les montages de vêtements et de chaussures, il a passé son temps à convertir mentalement les lires en dollars, puis en livres égyptiennes, avec le même désemparé résultat : « Trop cher ».

Les soucis financiers n'accablent pas, en revanche, les trois cents passagers égyptiens descendus, à quelques heures du coup d'envoi, du *Toletela*, un navire libyen de croisière. Comme le docteur El Khashshi, jovial géant, neurochirurgien de son état, accompagné de son

épouse, de ses deux fils et de son beau-frère, ils appartiennent à la bonne bourgeoisie égyptienne. Pour 3 000 dollars, un tour-opérateur leur a vendu dix-huit jours en Méditerranée, entre Palma de Majorque et la Grèce et, bien sûr, l'accès aux trois matches de l'Egypte.

Le reste de la claque était assuré par la colonie égyptienne, accourue de toute l'Italie, mais surtout de Sicile où ils sont près de 4 000 à vivre. Comme les cinquante-deux millions de compatriotes restés au bord du Nil, les supporters s'étaient présentés au stade bardés d'une certitude : l'Egypte écraserait le monde entier.

Certes, depuis la qualification, en novembre dernier, événement considérable, comparé à rien de moins que l'inauguration du canal de Suez et au Nobel de Naguib Mahfouz, les déboires n'ont pas épargné l'équipe. Hiszham Abdelmoneim, l'étoile montante, s'est pris pour un étoile filante, pulvérisant son coupé sport contre un camion.

Gravement blessé aux jambes, son absence semblait faire boiter toute l'équipe. Les consternants résultats des matches de préparation ont même provoqué la démission (reprise dès le lendemain) de Mahmoud El Gohari, l'ex-colonel, entraîneur à poigne des « Pharaons ».

Un intellectuel barbu

Avant d'éblouir le monde, encore fallait-il passer par la case Europe que représentent dignement, depuis l'Euro 88, les Pays-Bas de Guilt. Palerme, avec ses toits aux dômes rougeâtres, de la plus pure architecture arabe, et ses palais normands ou baroques, n'était-elle pas le meilleur des cadres, sorte de mi-chemin culturel, pour ce choc de civilisations ?

Pour les Egyptiens, cette campagne d'Italie aura mieux commencé que la précédente. Leur dernière participation en Coupe du monde remonte en effet à l'édition de 1934. Ils avaient dû quitter la péninsule sans gloire. Après avoir battu la Palestine, ils avaient été éliminés par la Hongrie. Depuis, la carte des nations du football, aussi, a changé. Les équilibres planétaires sont fragiles en ce début de Mondial. La preuve est faite qu'une équipe égyptienne survoltée peut tenir tête à une flagellante formation néerlandaise.

Pour avoir exécuté le penalty égalisateur, Magdi Abdel El Ghani s'est à coup sûr auto-statué pour la postérité. Cet intellectuel barbu, licencié en philosophie, était déjà sur un piédestal d'estade dans son pays. Premier égyptien à jouer dans un club professionnel européen (il évolue à Beira-Mar en première division du Portugal), Magdi possède, à trente et un ans, un palmarès prestigieux dont le joyau est le titre de champion d'Afrique des nations remporté en 1986.

Rare rescapé de cette époque glorieuse, il est le véritable patron des « Pharaons », un grand frère dont les conseils sont écoutés par les jeunes joueurs incorporés par le sélectionneur. Magdi le Sage a sans doute mis Le Caire en folie par ce coup de pied de réparation. Réparation expresse de l'injustice qui menaçait les Egyptiens, auteurs de plusieurs coups d'éclat avant le but-assommoir de Willem Kieft.

Pour ne pas ternir l'exploit, on fera semblant de n'avoir pas remarqué la médiocrité des Néerlandais, leur laisser-aller technique, les « toiles » de Rijkaard et les passes de Guilt dans les tribunes. A un ou deux joueurs près, le groupe est le même qu'en 1988, et les spécialistes l'annoncent même en progrès.

La démonstration reste à faire, mais les milliers de supporters oranges répandus dans Palerme, ont la mémoire des grands événements. Ils savent que leur marche triomphale dans le tournoi européen de 1988 avait été amorcée tout aussi mollement par leur héros.

JEAN-JACQUES BOZONNET

La folie des crocodiles du Nil

LE CAIRE

de notre correspondant

Quand M. Aladren a donné son coup de sifflet final, les cinquante-cinq millions d'Egyptiens, d'Alexandrie à Assouan, ont poussé la même cri de joie. Se précipitant à leur balcon ou à leur fenêtre, des hommes ont des salves de coups de feu en l'air, des femmes ont poussé de stridentes « you-you » et des enfants ont fait éclater des millions de pétards.

Dans les hôtels cinq étoiles des quartiers résidentiels où la rencontre était diffusée sur écran géant, ceux qui pouvaient se payer la bouteille de Moët et Chandon à six cents francs ont insisté pour faire eux-mêmes sauter le bouchon au plafond. Des hommes d'affaires à l'allure respectable dans leurs trois-pièces ont terrorisé de vieilles touristes américaines en poussant des hurlements sauvages.

Au cinéma Ali-Baba, qui offrait, lui aussi, un superécran aux habitants du quartier populaire de Boulak, au Caire, les spectateurs sautaient sur les chaises branlantes. Le propriétaire de la salle, qui voulait vider les plus excités une demi-heure auparavant, les embrassait. Dans les cafés, eux aussi convertis en salles de projection, les bouteilles de Coca-Cola frénétiquement secouées moussaient comme des Veuve Cluot. Les patrons offraient des tournées aux clients, les clients aux passants et les passants aux

enfants du voisinage.

Des ruelles et des rues, désertes durant le match, coulaient des ruisseaux et des rivières qui devenaient fleuve humain dans les grandes avenues. Les places devenaient des mers, agitées de vagues de supporters délirants. Des cortèges d'autos affaissées sous des pyramides de jeunes agitant des drapeaux noir, blanc et rouge pavosaient, tous Klaxons dehors.

Manifestation devant la radio-télévision

L'immeuble de la radio-télévision a été encerclé par des milliers de manifestants demandant une retransmission immédiate de la rencontre. Les lignes de téléphone interurbaines ou internationales ont été saturées par ceux qui se congratulaient. Dans le port d'Alexandrie, les navires n'ont pas cessé de faire entendre leurs sirènes. A Port-Saïd, c'était un feu d'artifice continu. En Haute-Egypte, les gens sont descendus sur les rives du Nil faire la fête.

Mercredi 13 juin, à 8 heures du matin, une bonne partie des Egyptiens qui avaient vieilli jusqu'à l'aube n'étaient pas encore réveillés. Le travail peut bien attendre, ce n'est pas tous les jours que les crocodiles du Nil s'offrent un « pat » de vache hollandaise.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les Belges par deux fois

● GROUPE E : Belgique b. Corée du Sud : 2-0

Face à la Belgique, les joueurs de Corée du Sud n'ont pas justifié leur qualité de meilleure équipe asiatique. Ils arrivaient au Mondial avec une réputation d'invulnérables, après avoir survécu la phase qualificative avec trente buts à leur actif pour un seul encaissé.

Sur une ouverture de Scifo, Degryse devançait du bout du pied la sortie du gardien Choi In Young au dehors de sa surface et expédiait le ballon dans les buts vides par un grand lob. Les Coréens n'ont pas trouvé les moyens de réagir et c'est au contraire Michel De Wolf qui a anéanti leurs espoirs à la soixante-troisième minute d'un tir très pur de 27 mètres qui a filé directement dans la lucarne.

Dans le groupe le plus ouvert du Mondial, la Belgique, demi-finaliste de la dernière Coupe du monde, a remporté le match à ne pas perdre.

Degryse au point de pénalty, puis en assaillant littéralement les buts coréens pendant les dernières minutes de la première période. La seconde mi-temps, au début de laquelle Jan Ceulemans, le vétéran de l'attaque belge, est entré en jeu, a été entièrement dominée par les joueurs européens, récompensés à la cinquante-deuxième minute.

Sous une pluie fine et devant des tribunes à moitié pleines du stade de Vervée, les Belges ont attaqué la rencontre tambour battant en s'installant dans le camp sud-coréen. Les hommes de Guy Thys ont délibérément opté pour une tactique passant par des débordements par les ailes et de longs centres de Marc Emmers et Michel De Wolf, tous deux très en vue au long de la rencontre.

Seuls les coéquipiers du meneur de jeu belge, Enzo Scifo, se sont réellement créés des occasions de but, par un tir contré de Marc

Prohibition à l'italienne

A Rome, Milan ou Cagliari la vente d'alcool est interdite les jours de match. Colère et débrouillardise

CAGLIARI

de notre envoyé spécial

Elliott Ness aurait aimé cette coupe du monde. Avec ses allures de d'Artagnan de la prohibition, l'incorruptible limier de Chicago n'aurait pas déparé en Italie. Afin de lutter contre la violence entre supporters, plusieurs préfets dont les villes accueillent des rencontres du Mondial ont en effet décidé d'interdire la vente d'alcool les jours de match. Il est ainsi théoriquement impossible de trouver la moindre goutte de bière ou de vin à Rome, Milan ou Cagliari avant et après une rencontre.

Une telle mesure ne fait pas que des beureux au pays du lambrusco et du chianti. Les syndicats de restaurateurs hurlent au scandale. Leurs homologues cafetiers parlent de dictature. Les serveurs sont au chômage technique et les ligues de gastronomes évoquent une conspiration contre les sacrosaints plaisirs de la table. Quant aux touristes non avertis, ils sont condamnés à déguster des lasagnes au Coca-cola et des salades de poule au jus d'orange.

Le système D des restaurateurs

Toute l'Italie en vient à se demander si la psychose des hooligans n'a pas fini par tourner la tête aux responsables de l'ordre public. « Pourquoi interdire l'alcool après un match entre l'Argentine et le Cameroun ? Leurs supporters sont peu nombreux et inoffensifs », s'insurge un restaurateur milanais avant d'ajouter : « C'est d'autant plus ridicule que le moindre match de championnat italien donne lieu à beaucoup plus d'incidents sans que cela entraîne de tels décrets ».

Tout en admettant la nécessité de limiter la consommation des supporters anglais, les bistrots

de Cagliari, en Sardaigne, s'interrogent sur ce que ce Mondial va bien pouvoir leur rapporter s'ils ne distribuent pas quelques milliers de pintes de bière.

A Rome, qui compte 25 000 débits de boisson, un directeur de supermarché déclare, indigné : « Si une dame d'une cinquantaine d'années vient acheter du vin parce qu'elle reçoit des amis, que vais-je lui dire ? Que c'est une hooligan déguisée en mère de famille ? »

Prohibition ou pas, l'Italie reste cependant l'Italie. Et, dans ce pays où toute loi est faite pour être contournée, l'heure est au système D. Au fil des matches, les techniques s'affinent, notamment chez les restaurateurs. Il y a les ténérailles, assez révoltés pour abreuver leurs clients sans se soucier des contraires de police, ou encore les vrais-faux contrevenants, qui assurent n'avoir reçu aucune notification officielle.

Quant aux supporters, égarés dans ce labyrinthe juridico-éthylologique que chacun interprète à sa guise (notamment pour ce qui est des horraux d'application), ils ne savent plus à quel verre se vouer. Tels une armée de valeureux résistants, ils s'organisent. A Cagliari, les Anglais stockent les canettes dans les consignes de la gare centrale. A Milan, les bouteilles d'eau minérale se remplissent souvent de vin blanc.

A peine mis en vigueur, ces décrets sont donc déjà mal en point. Tout un pays s'applique à les transgresser, l'essentiel étant de les rendre caducs avant le jour de la finale, dimanche 8 juillet. Comme l'assure un garçon de café, « Jeter la victoire de l'Italie avec des jus de fruits ? Mais ce serait la révolution ! »

PHILIPPE BROUSSARD

HORS-JEU

Le « jackpot » des téléviseurs

« Tout est parti ! », s'exclame, ravi, mardi 12 juin le vendeur d'un magasin Visée de location de matériel vidéo. Et plusieurs autres établissements faisaient le même constat : le Mondial de football, qui a débuté vendredi 8 juin en Italie, a dopé en France les locations de téléviseurs et de magnétoscopes. Celles-ci ont augmenté, selon les professionnels, de 35 % en moyenne par rapport aux périodes ordinaires.

Le phénomène, en réalité, a débuté avec le championnat de Roland-Garros, mais il s'est poursuivi en s'accroissant avec le Mondial. Les magasins de location de matériel vidéo, qui tournaient déjà à 70 % de leurs capacités pendant le tournoi de tennis, sont aujourd'hui en rupture de stocks, et certains se voient contraints de refuser des demandes de location.

« C'est le jackpot ! », déclare le même vendeur. On n'ose imaginer ce qui se serait passé si l'équipe de France avait été sélectionnée pour le championnat...

Le « boom » touche surtout les locations et beaucoup moins les ventes : la plupart des ménages étant déjà équipés d'un téléviseur,

le matériel loué permet surtout aux amateurs de football de regarder les matches sans gêner le reste de la famille. Pas ou peu de différence avec les habitudes de la location : toutes les catégories de la population sont représentées, avec tout de même une nette prédominance des personnes au revenu supérieur à 10 000 F par mois.

Le Mondial permet même au vidéo-projecteur (projection vidéo sur grand écran), encore peu développé en France, de prendre son envol. « Nous avons loué 400 installations depuis le démarrage de la Coupe du monde de football : c'est environ le dixième de ce que nous vendons en une année entière », indique ainsi un responsable de Locatée.

La percée du vidéo-projecteur est particulièrement forte dans les régions où le football est traditionnellement populaire. Visée a ainsi vu ses locations multipliées par cinq à Lille et par trois à Bordeaux. Le mois de location (du 8 juin au 8 juillet) revient à 9 000 F, les hôtels et les restaurants étant les premiers intéressés.

Le point

GROUPE E

Belgique b. Corée du Sud 2-0. Classement : 1. Belgique 2 pts ; 2. Uruguay 0 pt ; 3. Espagne 0 pt ; 4. Corée du Sud 0 pt.

GROUPE F

Pays-Bas et Egypte 1-1. Classement : 1. Angleterre 1 pt ; 2. République d'Irlande 1 pt ;

3. Pays-Bas 1 pt ; 4. Egypte 1 pt.

A LA TÉLÉVISION

Mercredi 13 juin : Uruguay-Espagne, à 17 h (A2). Argentine-URSS, à 21 h (TF1).

Jeudi 14 juin : Yougoslavie-Colombie, à 17 h (FR3). Italie-Etats-Unis, à 21 h (A2). Cameroun-Roumanie, à 22 h 15, en différé (TF1).

Hooligans condamnés

La justice italienne fait preuve de diligence vis-à-vis des hooligans. Deux Allemands de l'Ouest, âgés de dix-neuf et vingt-quatre ans, qui avaient agressé un carabinieri, dimanche 10 juin, à proximité du lac de Garde, ont été condamnés le lendemain à un an de prison.

Cinq autres, âgés de vingt à trente et un ans, qui avaient participé au sacage de trois stations de métro et de nombreux commerces à Milan avant la rencontre RFA-Yougoslavie, ont été condamnés, mardi, à deux ans de prison. Aux termes d'un accord négocié par leurs avocats avec le ministère public, ils ont toutefois été relâchés et devraient regagner leur pays.

Une mesure d'expulsion frappera également six autres Allemands âgés de vingt et un à vingt-six ans qui ont été condamnés

lundi à dix mois de prison pour avoir brisé des verres puis endommagé des voitures devant un bar de Vérone durant la retransmission du match.

Premier joueur rapatrié

Le défenseur écossais Richard Gough, blessé au pied lors du premier match de son équipe contre celle du Costa Rica, a été rapatrié à Glasgow, mardi 12 juin. C'est le premier des 528 sélectionnés du Mondial à rentrer dans son pays.

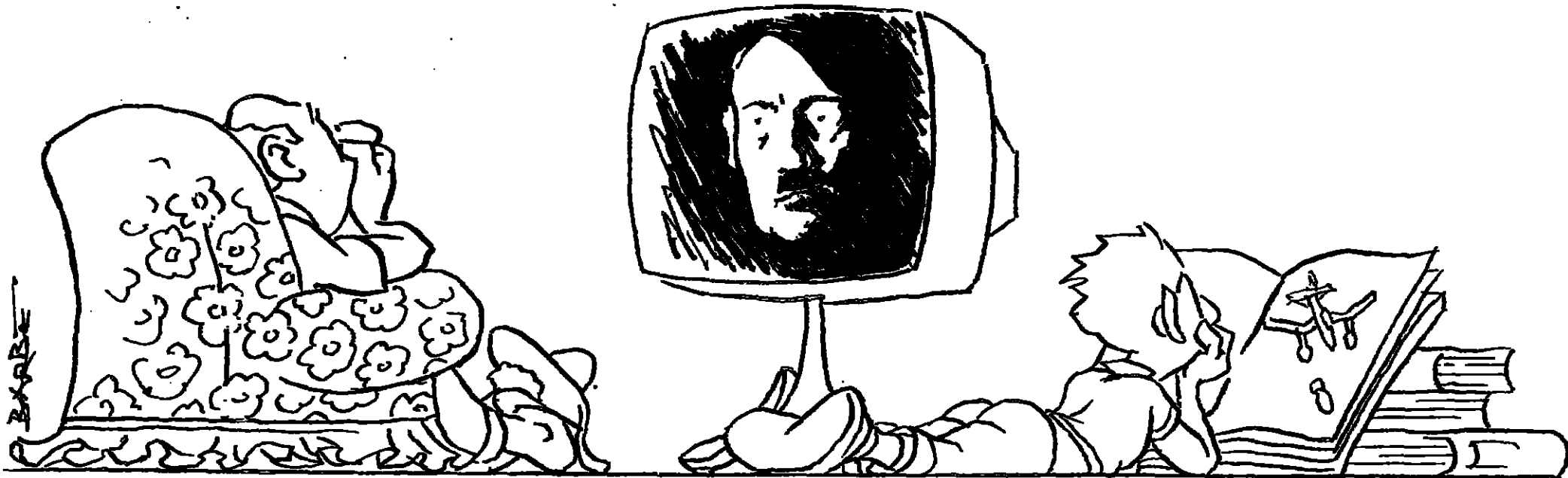
Contrôles antidopage

Deux joueurs tirés au sort dans chaque équipe sont soumis à un contrôle antidopage pour chaque match du Mondial. Parmi les trente-six premiers footballeurs contrôlés figure le capitaine argentin Diego Maradona.

ماتامو الاصل

Les gardiens de la mémoire

La télévision et les professeurs sont les premières sources d'information des jeunes Français sur la deuxième guerre mondiale



LES Français qui n'ont pas vécu la seconde guerre mondiale connaissent généralement les données essentielles de cette période mais leurs faiblesses apparaissent dès qu'on leur pose des questions historiques précises, surtout si leur niveau scolaire est bas. Telle peut être la première lecture du sondage effectué à l'occasion du colloque « Les échos de la mémoire » par SCP Communication parmi les moins de quarante-cinq ans, c'est-à-dire nos concitoyens nés après 1945. Deux échantillons distincts ont été interrogés entre le 5 et le 17 mai dernier. L'un était constitué de 600 personnes représentatives de la population française de 18 à 44 ans ; l'autre comprenait 404 étudiants et lycéens des classes de pre-

mière et terminale. La comparaison des réponses fournies par chaque catégorie permet de mettre en évidence non seulement le lien entre connaissances historiques et niveau d'études, mais aussi d'importants différences dans l'analyse et l'interprétation des événements. L'enquête met ainsi en lumière la perméabilité d'une fraction non négligeable des Français à la propagande négationniste, qui met en doute l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis.

Que s'est-il passé entre 1939 et 1945 ? Tout le monde, ou presque, sait que les soldats qui ont occupé la France étaient allemands, mais, à part quelques étudiants, rares sont les personnes interrogées qui évoquent aussi les Italiens. De Gaulle, Pétain : leur rôle respectif

est à peu près situé. 68 % des 18-44 ans et 90 % des lycéens et étudiants situent à Vichy le siège du gouvernement français et une majorité fixe en 1940 la date de l'appel du 18 juin, même si une minorité pense à 1944.

Chacun cite de Gaulle parmi ceux qui ont combattu pour la libération de la France, mais près d'un quart des adultes se trompent de guerre et cite Foch, tandis que 14 % pensent pouvoir ranger Pétain dans cette catégorie des libérateurs. La célébrité de Jean Moulin apparaît remarquable, puisque respectivement 68 % et 78 % des deux échantillons savent qu'il était « l'envoyé du général de Gaulle pour unifier la Résistance ».

Lorsqu'il s'agit des aspects moins glorieux de l'histoire des Français, la performance est en

revanche moins brillante. Une forte proportion des personnes interrogées surestiment le nombre de parlementaires ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain, tandis que le rôle des policiers français dans la rafle du Vel d'Hiv reste méconnu : une majorité des 18-44 ans attribue ces arrestations aux SS ou aux soldats allemands, le réalisme étant cependant largement commun des étudiants et lycéens. Sur cette question comme sur d'autres apparaît nettement le rôle de l'éducation. Les élèves de première, qui n'ont pas encore étudié cette époque, ne sont que 40 % à répondre justement, mais ce taux passe à 61 % chez les élèves de terminale, 65 % parmi les étudiants de premier cycle, pour grimper à 78 % dans les cycles supérieurs.

Le même phénomène, doublé d'un effet d'âge, se retrouve à propos de l'utilisation des chambres à gaz. Pour 65 % des adultes et 80 % des lycéens et étudiants, il s'agit d'« un fait clairement prouvé ». Cette certitude est d'autant plus largement partagée que s'élève l'âge des personnes interrogées et leur niveau d'études (72 % chez les titulaires d'un diplôme supérieur, contre 55 % pour ceux qui n'ont pas dépassé le primaire).

Mais l'enquête permet aussi de mesurer l'ampleur des dégâts causés par le « révisionnisme ». Pour 34 % des adultes au total — la proportion tombe de moitié chez les lycéens et étudiants et à 9 % chez les élèves des grandes écoles — l'utilisation des chambres à gaz ne constitue pas un fait clairement prouvé. Parmi les 23 % qui estiment qu'il s'agit d'« un fait qui a eu lieu mais qui n'est pas clairement prouvé », on retrouve des personnes qui ont fourni des réponses erronées aux questions portant sur les autres faits historiques, et semblent donc facilement ébranlables faute d'un bagage culturel suffisant. Il n'en est pas de même pour les 10 % pour qui le fait « n'est pas vraiment prouvé » : ceux-ci semblent connaître l'histoire d'après leurs autres réponses, et être directement influencés par les éducatrices négationnistes, tout comme, évidemment, le 1 % qui croit à « un mensonge ».

Deux visions de la Résistance

Sur l'image de la Résistance, l'effet de génération est particulièrement spectaculaire. Si la moitié des 18-44 ans croient que la principale préoccupation des Français sous l'occupation était de « résister à l'occupant », seuls 26 % des lycéens et étudiants ont la même opinion, tandis que près des deux tiers d'entre eux pensent que les Français cherchaient d'abord à « ne pas s'engager ». Cette vision sans doute plus réaliste de la Résistance, rapportée depuis une dizaine d'années seulement par les manuels scolaires, n'empêche cependant pas une majorité des personnes interrogées de surestimer le nombre de Français engagés dans les mouvements de la Résistance.

PHILIPPE BERNARD
Lire la suite page 18

LES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION

• Après la défaite de la France en 1940, sur les 666 parlementaires français, combien ont refusé de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ?

| | 18-44 ans | Étudiants-lycéens |
|-------------|-----------|-------------------|
| Tous | 10 | 5 |
| 411 | 17 | 15 |
| 266 | 20 | 19 |
| 30 | 22 | 38 |
| Aucun | 14 | 15 |
| Ne sait pas | 17 | 8 |

• Pendant les années de l'Occupation, la préoccupation principale de la majorité des Français était :

| | 18-44 ans | Étudiants-lycéens |
|--------------------------------|-----------|-------------------|
| De résister à l'occupant | 50 | 26 |
| De collaborer avec l'Allemagne | 16 | 10 |
| De ne pas s'engager | 33 | 63 |
| Ne sait pas | 1 | 1 |

• En juillet 1942, plus de 12 000 Français juifs ont été arrêtés lors de la « rafle du Vel d'Hiv ». C'était :

| | 18-44 ans | Étudiants-lycéens |
|----------------------------|-----------|-------------------|
| Par des SS | 33 | 21 |
| Par des soldats allemands | 19 | 14 |
| Par des policiers français | 44 | 63 |
| Ne sait pas | 4 | 2 |

A Caen, des « classes de guerre » pour ne pas oublier

De leurs grands-parents, David, Aurélien et Angélique n'ont hérité que de quelques vagues bribes d'histoire. « Mon grand-père cachait des petits messages dans son col », avance l'un d'eux. « On cherchait le lien pour le travail en Allemagne ; il a même assisté à une bataille », lance l'autre. « Mon grand-père n'est pas très content de parler de la guerre », reconnaît la troisième. Comme leurs vingt-cinq camarades de cette classe de troisième du collège du Cingal, à Bretteville-sur-Laize (Calvados), ils ont tendance à penser qu'« il faut se souvenir pour que ça n'arrive plus ». Pour eux, la seconde guerre mondiale n'est pas seulement « au programme » : une semaine durant, en décembre dernier, ils ont suivi un itinéraire pour la paix, une sorte de « classe de guerre (et de paix) » — comme il existe des « classes de neige » — où on les a plongés dans les souvenirs de l'Occupation.

L'idée en revient à la Fédération des œuvres laïques (FOL) du Calvados (1), branche locale de la Ligue de l'enseignement qui a voulu tirer parti de la présence à Caen du Mémorial, ce spectaculaire lieu de mémoire proche des plages du débarquement allié, qui se veut musée de la seconde guerre mondiale tout autant que « musée pour la paix ». Pour Patrick Boutigny, l'inventeur et animateur de la formule, il s'agit non seulement de transmettre des connaissances précises et vivantes sur l'occupation nazie et son contexte, mais aussi de « rappeler la fragilité de l'équilibre mondial et la nécessité d'une éducation à la paix ».

Quatorze classes, des cours moyens, troisièmes et premières, venues de Normandie et d'ailleurs, ont étreint cette année la formule. Ils ont visité les vestiges du mur de l'Atlantique, étudié les cartes de la bataille, réalisé une maquette du

port artificiel d'Arromanches entre plusieurs visites au Mémorial. Là, ils ont suivi la « descente aux enfers », ce remarquable parcours en spirale aux murs de plus en plus sombres qui rappelle les événements de l'entre-deux-guerres, en particulier la montée du nazisme. Puis ils ont suivi l'évocation particulièrement saisissante de la France occupée, celle des différentes phases de la guerre dans le monde et de ses horreurs. Ils ont vibré au film du débarquement en Normandie, présenté simultanément côté allemand et côté allié sur deux écrans géants. Enfin, le film intitulé « Espérance » leur a montré la permanence des conflits dans le monde depuis 1945 et celle du combat pour les droits de l'homme.

Itinéraire pour la paix

Entre-temps, ils avaient visité deux cimetières militaires, l'un américain, l'autre allemand, vibré en regardant le Dictateur de Charlie Chaplin et la série télévisée « De Nuremberg à Nuremberg » et rencontré des témoins : résistants et déportés, militants des droits de l'homme et de l'antiracisme. La classe aura aussi réalisé la « une » d'un journal d'actualité sur la guerre et les droits de l'homme.

Le Mémorial de Caen qui, depuis son ouverture, le 6 juin 1988, a accueilli quelque 140 000 élèves est à l'évidence, un instrument pédagogique exceptionnel (2). Le responsable de son service éducatif, M. Rémy Desquesnes, professeur d'histoire au lycée Malherbe de Caen, présente volontiers une visite dans le musée comme « l'équivalent d'une expérience en physique ou en chimie ». Les collégiens de l'itinéraire pour la paix qui y ont passé trois demi-journées entières avec leur professeur d'histoire — d'autres sont accompagnés d'un ensei-

gnant de français, — en ont retiré l'idée que cette guerre-là n'avait pas été comme les autres, notamment parce qu'elle s'est passée « chez nous ». Ils estiment que les résistants n'ont « pas été aussi nombreux que ça », ils ont un souvenir précis des images des bulldozers entassant les cadavres dans les camps de concentration. Ils pensent que ceux qui nient les chambres à gaz « veulent effacer la mémoire peut-être pour recommencer », et sont décidés quant à eux, à « parler de la guerre à nos enfants ».

Cet apprentissage de l'histoire sur le terrain, solennisé par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et la ville de Caen, sera à nouveau proposé l'an prochain. Son orientation vers l'« éducation à la paix » devrait se renforcer avec l'inauguration d'un musée consacré aux lauréats du prix Nobel de la paix, installé dans les sous-sol du Mémorial de Caen, au cœur de l'ancien poste de commandement militaire allemand d'où fut dirigée la contre-offensive en 1944.

Ph. Be.

(1) FOL, 16, rue de la Girate BP 5091, 14042 Caen Cedex. Tél : (16) 31-44-33-44.

(2) « Mémorial-Un musée pour la paix », esplanade Dwight-Eisenhower, BP 6261, 14066 Caen Cedex. Tél : (16) 31-06-06-44.

Un colloque à la Sorbonne

Sur le thème « Les échos de la mémoire. Comment enseigner la seconde guerre mondiale dans l'Europe d'aujourd'hui », un colloque international est organisé au grand amphithéâtre de la Sorbonne à Paris, les vendredi 15 et samedi 16 juin, par la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, le secrétariat d'Etat aux anciens combattants, avec le concours de l'association française des professeurs

d'histoire et de géographie. Plusieurs universitaires et chercheurs de réputation internationale, dont Robert Paxton, professeur à l'université Columbia (Etats-Unis), Seichi Kitayama, professeur à l'université Rikkyo de Tokyo, Marie-José Chombart de Lauwe et Stéphane Courtois, chercheurs au CNRS, participeront aux débats.

► Renseignements auprès de la Ligue de l'enseignement. Tél. : (1) 43-58-97-24.

GROUPE ESC

BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

Ecole Supérieure de Commerce de Dijon.

Mastère (MS) en Management de l'Industrie Pharmaceutique.

Mastère (MS) Européen en Management des Entreprises Culturelles en collaboration avec la Fondation Claude-Nicolas Ledoux d'Arc et Senans.

DEA en Sciences de Gestion en collaboration avec l'Université de Bourgogne.

Commerce International du Vin (CIV) en collaboration avec le CFFPA de Beaune.

29, RUE SAMBIN - 21000 DIJON - TELEPHONE 80 72 12 40

Les gardiens de la mémoire

Suite de la page 17

Les opinions sur le rôle de Pétain portent la trace des vieux clivages, sans doute transmis de génération en génération : 17 % sont positives contre 55 % négatives, mais le fort taux de « sans opinion », 28 %, montre que ce débat mobilise moins.

L'histoire de la seconde guerre mondiale passionne cependant très nettement ceux qui ne l'ont pas vécue : 86 % des étudiants et lycéens pensent qu'il faut la connaître pour comprendre notre époque, et 58 % s'intéressent « beaucoup » ou « assez » aux événements de cette période - 43 % chez l'ensemble des 18-44 ans. Mais cela ne semble pas signifier forcément que ce passé doit peser lourdement sur le présent : 43 % des 18-44 ans pensent qu'il faut oublier pour « faciliter la construction de l'Europe ». Les étudiants, en revanche, sont 64 % à vouloir « se souvenir » pour construire l'Europe. D'après eux, ce passé « a plus d'incidence sur la

construction européenne » (71 % des étudiants) et ne doit pas faire craindre les conséquences de l'unification allemande.

L'enquête met enfin en lumière le rôle de la télévision, première source d'information sur la guerre chez les 18-44 ans (67 %). Mais chez les étudiants et lycéens, le petit écran est largement décrié par les professeurs, cités à 85 % contre 69 % pour la télévision. Un contraste intéressant lorsqu'on constate, par ailleurs, l'imprécision des connaissances de ceux dont la télévision constitue la première source d'information. Viennent ensuite les livres et seulement, nettement distancés par le cinéma et les journaux chez les étudiants et lycéens. La mémoire directe s'éloignant, le rôle des médias et des enseignants apparaît désormais capital. D'où une exigence accrue de qualité et de formation, au service de la vigilance.

PHILIPPE BERNARD

PÉTAIN ET DE GAULLE

● Parmi ces personnalités, quelles sont celles qui ont combattu pour la libération de la France pendant la seconde guerre mondiale ?

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|------------------|-----------|-------------------|
| Foch..... | 22 | 13 |
| De Gaulle..... | 95 | 98 |
| Hitler..... | 1 | 1 |
| Mussolini..... | 1 | 1 |
| Pétain..... | 14 | 15 |
| Roosevelt..... | 45 | 51 |
| Staline..... | 9 | 1 |
| Ne sait pas..... | 2 | 1 |

● L'appel du 18 juin lancé par le général de Gaulle l'a été en :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|------------------|-----------|-------------------|
| 1939..... | 3 | 1 |
| 1940..... | 57 | 75 |
| 1941..... | 7 | 4 |
| 1942..... | 6 | 1 |
| 1943..... | 2 | 1 |
| 1944..... | 12 | 10 |
| 1945..... | 5 | 2 |
| Ne sait pas..... | 8 | 2 |

● En fin de compte, le rôle de Pétain a été :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|----------------------|-----------|-------------------|
| Plutôt utile..... | 17 | 14 |
| Plutôt nuisible..... | 55 | 67 |
| Ne sait pas..... | 28 | 19 |

● En fin de compte, le rôle de de Gaulle a été :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|----------------------|-----------|-------------------|
| Plutôt utile..... | 88 | 92 |
| Plutôt nuisible..... | 3 | 3 |
| Ne sait pas..... | 9 | 5 |

LES CHAMBRES A GAZ

● L'utilisation dans plusieurs camps de concentration de gaz toxiques pour tuer les déportés est :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|---|-----------|-------------------|
| Un fait clairement prouvé..... | 65 | 80 |
| Un fait qui a eu lieu mais qui n'est pas clairement prouvé..... | 23 | 15 |
| Un fait qui n'est pas vraiment prouvé..... | 10 | 2 |
| Un mensonge..... | 1 | 1 |
| Ne sait pas..... | 1 | 2 |

L'INTÉRÊT POUR L'HISTOIRE

● Vous intéressez-vous personnellement aux événements de cette période :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|------------------|-----------|-------------------|
| Beaucoup..... | 12 | 17 |
| Assez..... | 31 | 43 |
| Peu..... | 40 | 31 |
| Pas du tout..... | 16 | 8 |
| Ne sait pas..... | 1 | 42 |

● Pour faciliter la construction de l'Europe, faut-il :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|---|-----------|-------------------|
| Oublier les événements de la seconde guerre mondiale..... | 43 | 36 |
| Les garder en mémoire..... | 56 | 64 |
| Ne sait pas..... | 1 | — |

LA TÉLÉ ET LES PROFS

● Comment avez-vous le plus appris sur l'occupation et la libération de la France :

| | 18-44 ans | Etudiants-lycéens |
|---------------------------------|-----------|-------------------|
| Par vos professeurs..... | 63 | 85 |
| Par vos parents..... | 48 | 42 |
| Par vos grands-parents..... | 44 | 39 |
| Par les journaux..... | 32 | 43 |
| Par la télévision..... | 67 | 69 |
| Par les livres..... | 40 | 54 |
| Par les émissions..... | 51 | 57 |
| Par les concours scolaires..... | 8 | 4 |
| Autres..... | 3 | 2 |

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse
- Diplôme de commerce, secrétaire de texte
- Diplôme de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Prévillo - CH 1001 Lausanne
Tél 021 20 15 01 - Fax 021 312 57 00 - Tél. 450 600

Le débat sur les instituts de formation des maîtres

La création des Instituts universitaires de formation des maîtres continue de susciter critiques et interrogations à propos, notamment, de la part respective de la formation académique et de la formation pédagogique.

Nous avons fait état, dans « Le Monde Campus » du 17 mai, des inquiétudes des professeurs de philosophie.

Dans une déclaration, l'Académie des sciences attire l'attention sur cer-

tains aspects, qu'elle estime dangereux, du projet. De son côté, M. Bernard Cornu, chef de projet de l'IUFM de l'académie de Grenoble, répond, dans une lettre qu'il nous a adressée, à certaines de ces critiques.

Une déclaration de l'Académie des sciences

LES IUFM ont été introduits dans la loi du 18 juillet 1989, article 17. Le recteur Daniel Bancel, chargé de mission auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a déposé un rapport à ce sujet en mars : « Créer une nouvelle dynamique de la formation des maîtres ». Ce rapport est public et on peut le demander au ministère. Des inquiétudes se sont fait jour un peu partout dans les milieux universitaires sur certains aspects de ce rapport et l'Académie a été sollicitée d'intervenir. Ces inquiétudes portent essentiellement sur deux points (mais aussi sur beaucoup d'autres) :

1. Au début du chapitre I sont indiquées les connaissances à acquérir par les futurs maîtres, étudiants des IUFM. On y distingue trois pôles :

- le premier pôle est constitué par les connaissances relatives aux études des disciplines ;
- le deuxième pôle est constitué par les connaissances relatives à la gestion des apprentissages (didactiques et pédagogiques) ;
- le troisième pôle est constitué par les connaissances relatives au système éducatif. Aucune indication n'est donnée sur les temps affectés à l'apprentissage de ces connaissances. Il semble que pour le premier pôle soit prévu un peu

plus de la moitié, mais il reste alors près de la moitié pour les deux autres, ce qui paraît très excessif.

En outre, autant une formation pédagogique est essentielle (et elle avait déjà lieu avant), autant la science didactique, encore insuffisamment fondée, ne devrait jouer qu'un rôle très réduit. Quant à l'étude de la structure du système éducatif, pour laquelle il est prévu cinquante heures de formation, elle paraît extraordinairement gonflée. Et ces deux derniers pôles réapparaissent tout au long du rapport et sont même prévus comme devant intervenir dans le concours de recrutement, et même dans d'éventuelles recherches des étudiants.

2. Le CAPES n'est mentionné qu'une fois. Seul apparaît un concours de recrutement à la fin de la première année, et ce CAPES paraît donc très menacé. S'il était remplacé par un concours interne à l'IUFM, il deviendrait vite un concours maison sans signification.

Les universitaires sentent que la préparation des CAPES, une de leurs principales activités qu'ils ont exercée avec complaisance et dévouement pendant des décennies, est en train de leur être retirée et ils ne sauraient admettre cette dépossession.

Les projets de l'équipe de Grenoble

A place des disciplines dans la formation des enseignants est une question centrale dans la mise en place des IUFM. Il n'est pas question d'amoindrir la formation professionnelle. « L'un des principes les plus tenaces oppose la formation professionnelle à la formation scientifique en des termes tels qu'on ne pourrait donner à l'une sans prendre à l'autre », disait encore le premier ministre, le 23 avril.

La formation professionnelle doit s'appuyer sur les contenus à enseigner : disciplines en tout premier lieu, sans hésitation et sans complaisance. Mais il n'est pas suffisant d'être compétent « dans » sa discipline : il faut aussi être compétent « sur » sa discipline, en connaître l'histoire, l'épistémologie, les applications.

La formation doit également (et non « à la place ») comporter une formation à la « gestion des apprentissages », non pas dans une « pédagogie floue et générale », mais bien à partir de contenus précis et reconnus, qui feront l'objet d'un programme. Les approches de la didactique des disciplines, des sciences de l'éducation, de la psychologie, de la sociologie, devront y trouver leur place, sans exclusive, et l'enseignant ne peut jouer un rôle efficace auprès des élèves pour les aider à trouver leur voie et à aller au mieux de leurs possibilités que s'il connaît lui-même le système éducatif, et l'ignorance actuelle entre les écoles, les collèges et les lycées, est un énorme obstacle à une orientation positive !

Le travail d'élaboration des contenus de la formation n'est pas terminé. Il se mènera surtout au cours de l'année scolaire 1990-1991, pour être mis en œuvre à la rentrée 1991. L'IUFM « expérimental » de notre académie sera, pour les étudiants de l'année 1990-1991, assez voisin de ce qu'ils auraient connu si l'IUFM n'avait pas été déjà créé. Quelques innovations sont mises en place, à partir des formations écoles normales et CPR. Notre grande ambition pour l'année 1990-1991 réside beaucoup plus dans la constitution de équipes de formateurs, et dans le travail commun qu'il faut mettre en place avec les formateurs des trois origines : premier degré, second degré, universités. C'est ensuite que les contenus et les méthodes de formation des enseignants pourront, à partir de 1991, mieux répondre aux exigences du métier d'enseignant, dans l'esprit du rapport Bancel.

La mise en place de l'IUFM se fait à partir des compétences qui existent. C'est en associant tous les partenaires, y compris bien sûr les spécialistes des différentes disciplines, que les contenus et les méthodes de formation seront définies.

BERNARD CORNU

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-33-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel JO15 JO8-ST-108. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association au (0) 47-33-43-43.

Gestion

Lieu : Vincennes. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : A définir, avec embauche éventuelle. Profil : Bac gestion. Mission : Chargé des approvisionnements fournisseurs internationaux. Anglais exigé. 11 640.

Lieu : Londres. Date : Immédiat. Durée : 8 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac. Anglais parfait. Mission : Traitement des données financières pour présentation au conseil de l'entreprise. Administration. Information. 11 637.

Lieu : Peterborough (Grande-Bretagne). Date : Immédiat. Durée : 8 à 12 semaines. Ind. : Voyage A-R. Profil : Bac. Anglais parfait. Mission : Elaboration de données financières pour présentation au conseil de l'entreprise. Administration. Information. 11 636.

Lieu : Valenciennes. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 4. Mission : Mise en place de tableaux de bord de gestion sur Lotus 1. 2. 3. 11 634.

Lieu : Clermont-de-l'Oise. Date : Immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2. Mission : Gestion de la trésorerie. Société importante. Rapprochement bancaire. Suivi de comptes. 11 633.

Comptabilité

Lieu : Paris-11. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 francs par mois + ticket restaurant. Profil : Bac + 2 à 3. Mission : Etude et développement comptabilité analytique, connaissances en bureautique souhaitées. 12 598.

Lieu : Montreuil. Date : Immédiat. Durée : Indéterminée. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2 à 3. Mission : Assurer comptabilité informatique, déclarations sociales et fiscales. 12 597.

Lieu : Malakoff. Date : Immédiat. Durée : 3 mois, avec embauche éventuelle. Ind. : A définir. Mission : Tout une comptabilité fournisseurs en anglais, système PC-82 12 596.

Lieu : Gennevilliers. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2 500 F + intéressement. Profil : Bac + 1. Mission : Mise en place logiciel, comptabilité S.A.R.L. plan comptable, clients, logiciel gestion. 12 595.

Personnel

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : Indéterminée. Ind. : A définir. Profil : Bac + 3. Mission : Assistant chargé de recherche, connaissance domaine commercial ou informatique. 13 574.

Lieu : Sèvres. Date : Septembre. Durée : 6 mois ou +. Ind. : A définir. Profil : Bac + 3. Mission : Identifier et sélectionner dans divers réseaux des candidats, assister consultants dans leur mission. 13 572.

Marketing

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : Bac + 4. Mission : Analyser le marché potentiel d'un nouveau service à l'industrie. 14 844.

Lieu : Paris. Date : Juin ou septembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 700 F/mois. Profil : Bac + 4. Mission : Assistance d'un consultant pour des bancs d'essai commerciaux et études de marché de produits et services. 14 831.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois à 3 mois. Ind. : 1 200 F/mois + prime. Profil : Bac. Mission : Assister le chef de produits, gestion de documents publicitaires, études de projets. 14 843.

Lieu : Neuilly. Date : Juin, juillet. Durée : 2 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2. Mission : Répondre au téléphone, renseigner les clients, suivi administratif. 14 842.

Commerce international

Lieu : Saint-Ouen. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 500 F + intéressement. Profil : Bac + 2. Mission : Commerce de dépôts Vins et Spiritueux. 15 660.

Lieu : Orsay. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : Bac. Mission : Assistant commercial. 15 658.

Lieu : Créteil. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F plus remboursement. Profil : Bac + 2. Mission : Assistants commerciaux pour contacter les écoles du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne. 15 655.

Lieu : Paris. Date : Juin à novembre. Durée : 4 à 5 mois. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : A définir. 15 653.

Vente

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 mois ou +. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2. Mission : Développement commercial d'actions de formation et administration des ventes. 16 692.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois + embauche éventuelle. Ind. : 2 500 F + intéressement. Profil : Bac + 2. Mission : Vente et prospection clientèle existante à développer. 16 687.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : Plusieurs mois à convenir. Ind. : 2 500 F + pourcentage. Profil : Bac + 2. Mission : Actions commerciales, contact clientèle, prospection vente dans l'immobilier. 16 680.

Informatique

Lieu : Orly. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : Bac + 3. Mission : Programmation, application, gestion des emplacements. 17 781.

Lieu : Pantin. Date : Immédiat. Durée : A définir. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : Programmation en langage C. 17 779.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F/mois. Profil : Bac + 3. Mission : Mise en place et suivi d'un système de base de données sur Macintosh. 17 775.

Communication

Lieu : Paris. Date : Juillet. Durée : 2 mois, préembauchée. Ind. : 2 500 F. Profil : Bac + 4. Mission : Gestion de

documentation, presse sur Macintosh. 18 725.

Lieu : Clichy. Date : Août à janvier. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 3 à 5. Mission : Assistant communication, participer à la conception publicitaire d'une campagne. 18 724.

Electronique

Lieu : Lyon. Date : Septembre. Durée : 4 mois. Ind. : 1 600 F + prime. Profil : Bac + 4. Mission : Implantation d'un protocole de communication. 20 640.

Biochimie

Lieu : Vannes-sur-Mer. Date : Juillet. Durée : 1 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac. Mission : Contrôle sur chaîne de matières premières et produits finis. 21 551.

Secrétariat

Lieu : Marseille. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2 700 à 3 200 F. Profil : Bac + 1 à 2. Mission : Frappe de lettres diverses et courrier sur micro-ordinateur (logiciel word) ou suivi du service personnel. 24 664.

Autres

Lieu : Saint-Denis. Date : Indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : 8 500 F à 12 000 F. Profil : BAC + 2. Mission : Encadrement technique et pédagogique des jeunes en formation. 25 713.

Et de nombreux autres stages sur minitel

36 15 JOBSTAGE ou au 47-33-43-43, CDE, 110, av. Aristide-Briand, 92120 MONTRouGE

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES

Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques

Durée des études : 4 ans - Statut étudiant

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : (1) 42-96-51-48

C.F.P.A.
CEPRES

CAMPUS

La guerre de trente ans de M. Guy Bayet

Le président de la Société des agrégés quitte ses fonctions !
Depuis 1960, il n'a jamais cessé son combat contre le « laxisme » scolaire

M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, a quitté officiellement, le 10 juin, cette fonction qu'il occupait depuis 1960. M. Geneviève Zehring, un professeur agrégé de philosophie de quarante-huit ans, vice-présidente de la société depuis 1980, lui succède.

Les ministres de l'éducation nationale passaient, Guy Bayet restait. En trente ans, le locataire de la rue de Grenelle a vaqué quinze fois ; la Société des agrégés, elle, a conservé précieusement son président. Immuable Guy Bayet ! Dans les années 60 déjà, il voyait l'enseignement « au bord de la faillite ». Trente ans plus tard, il continue de « redouter la pire » pour l'école. Depuis le temps qu'il pourfend la « baisse du niveau » scolaire, le pequetot Education nationale aurait dû sombrer corps et biens. Mais l'apocalypse est toujours pour demain. Sans doute parce que M. Bayet a su préserver l'essentiel : l'agrégation. Ce monument français que l'un de ses collègues lauréats qualifiait d'« anachronisme » — Raymond Aron dans le *Figaro* en 1960 —, et que les étudiants de mai 1968 avaient condamné plus abruptement encore au cri de « Crève salope ! » en dénonçant la « clé de voûte de l'université de classe bourgeoise ».

« Tant qu'il y aura des réformes, Guy Bayet s'interposera », révait le petit monde de l'éducation nationale mi-goguenard, mi-admiratif devant pareille constance. Car la Société des agrégés de l'université, fondée en 1917 pour « défendre les intérêts menacés des agrégés », s'est fait depuis longtemps une seconde spécialité : s'opposer à tous les changements dans l'éducation nationale, du haut du piédestal que n'a cessé de conférer, en dépit des vicissitudes, la qualité d'agrégé.

La silhouette grise, un brin cléricale, de Guy Bayet, ses lunettes fumées cerclées de métal doré, ses proclamations dirigées contre toutes les formes du « laisser-aller » scolaire font partie du décor des conférences de presse ministérielles. « Je suis le plus grand écrivain de l'éducation nationale », confie-t-il. Ce n'est pas

rien. Inlassablement, il intervient pour soutenir la demande de mutation d'un collègue ou défendre le « niveau » du baccalauréat qui n'est plus ce qu'il était. Au cabinet du ministre, quel qu'il soit, et dans les syndicats d'enseignants, même classés à gauche, on l'écoute et il arrive qu'on l'entende.

Mais l'immuable Cassandre du système scolaire ne l'était pas. Sur la pointe des pieds, à soixante et un ans, trente ans précèlement après avoir fait don de sa personne à la Société des agrégés, il a passé le flambeau à sa dauphine désignée, Mme Geneviève Zehring, une agrégée de philosophie de quarante-huit ans, professeur dans un établissement pour enfants handicapés.

Sur la montagne Sainte-Geneviève

Nous sommes en 1960 : après dix ans de pérégrinations enseignantes, de Nantes à Sceaux en passant par Ouagadougou et Dakar, le jeune agrégé de géographie va se fixer au cœur du Quartier latin, où convergent toutes ses racines. A l'ombre de la montagne Sainte-Geneviève, il est né entre le Panthéon et les arènes de Lutèce. Au lycée Henri-IV (« H-4 » pour les anciens), il a fait ses études et il est revenu enseigner, dans une salle où son épouse, agrégée de mathématiques, enseigne aujourd'hui, à deux pas du siège de la Société des agrégés. Extraordinaire unité de lieu et de vie.

Pourtant, en dépit des apparences, Guy Bayet n'est pas né agrégé. Au lycée, où il est entré en sixième par un « concours », il rêva de devenir tragédien avant de « se rendre aux réalités », probablement sous l'influence de ses maîtres qui, tel un certain Georges Pompidou, lui ont appris « le sens de l'effort ». D'autres l'avaient précédé, comme l'un de ses oncles, Jean Bayet, latiniste et agrégé. Et surtout son père, colonel, mort prématurément sous l'Occupation, un homme qui n'était manifestement pas du genre à donner raison à son fils contre ses professeurs, complétant au besoin leurs réprimandes par ses propres admonitions. La guerre, l'exode, l'obligent à redoubler sa sixième à Montluçon. Une expérience dont il tire argument pour fustiger la liberté parfois laissée aujourd'hui aux parents d'exiger le passage dans la classe supérieure contre l'avis des professeurs. En 1942, Guy Bayet retrouve Henri-IV. Il en sort qua-

tre ans plus tard, un « bachot » philo-lettres et un ultime prix d'excellence en poche. Il renonce à préparer Normale, « trop aléatoire », et entre en 1946 à la Sorbonne « qui n'était pas l'université d'aujourd'hui, car on y trouvait des professeurs de renommée dès la première année ». C'était le bon temps où la licence comprenait quatre certificats, où l'on disait « facultés » et non « universités », « instruction » plutôt qu'« éducation » et « maîtres » de

nom du maintien d'une formation scientifique de haut niveau et de la qualité de l'enseignement dans les lycées, tandis que ses adversaires dénoncent en l'agrégation une forme de sélection dépassée car fondée sur l'encyclopédisme et coupée des réalités de l'enseignement.

Georges Pompidou sauve l'agrégation.

Le voilà donc professeur agrégé de géographie, syndiqué



préférence à « profs ». Le jour de gloire survient après quatre années d'études de géographie : Guy Bayet est reçu septième sur treize à l'agrégation, en dépit d'une « leçon désastreuse » sur « les facteurs de variation d'une population », rachetée il est vrai par un magistral 15 sur 20 à l'écrit sur « les facteurs d'industrialisation des pays de l'hémisphère nord ». Il se souvient, comme s'il l'avait affrontée hier, de cette épreuve initiatrice qui devait modeler sa vie, à la manière d'une seconde naissance. Il n'a eu de cesse, depuis lors, de défendre ce concours, au nom de la démocratie et de la justice dans le recrutement, au

à la CFCT jusqu'en 1958. En 1960, il devient président de la Société des agrégés en conservant un service partiel à « H-4 » jusqu'au jour de 1969 où l'agrégation nationale lui accorde une décharge totale. 1969, année terrible. Des étudiants boycottent les épreuves de l'agrégation ; le ministre de l'éducation nationale lui-même, M. Edgar Faure, annonce la prochaine suppression du concours et qualifie la Société des agrégés de « rempart du conservatisme ». Mais le chef du gouvernement, M. Georges Pompidou, « sauve » l'agrégation et désavoue Edgar Faure. L'agrégé de lettres, lui-même ancien professeur à

Henri-IV, membre perpétuel de la Société des agrégés, entre à l'Elysée après avoir promis qu'il préserverait le concours-fétiche. Mais le ministre coupable de tentative d'aggrégicide, si l'on ose dire, reste la bête noire de Guy Bayet, même vingt ans après.

En réalité, aucun des quinze ministres qui se sont bousculés à l'éducation nationale sous la présidence de M. Bayet n'a eu vraiment grâce à ses yeux. Sa Société s'était opposée, au nom de la qualité, à tous les projets de démocratisation de l'enseignement secondaire et d'accompagnement du « boom » scolaire, elle s'est logiquement insurgée contre le collège unique de M. Haby et aujourd'hui contre le slogan des « 80 % de jeunes au niveau bac ».

« Non, non et non ! »

A contre-courant, elle a toujours défendu le principe d'une sélection précoce des élites — dès la sixième — et le maintien de la voie royale des humanités classiques. Ce fut en 1965 la bataille pour le maintien d'une épreuve obligatoire de latin à l'agrégation de lettres modernes, puis les prises de position « pour la sélection » en 1968, contre « l'inflation galopante des bacheliers », contre la disparition du latin en sixième et pour le rétablissement de l'examen d'entrée dans cette classe. Le titre d'un récent éditorial de M. Bayet, consacré à la politique de M. Jospin, dans la revue de la Société (1), « Non, non et non ! », symbolise bien ces trente années d'opposition, d'autant plus déterminée que les agrégés, qui tenaient toutes les rênes de l'éducation nationale voici trente ans, ont été largement supplantés par les énarques.

Dans les années 70, M. Bayet part en guerre contre la réduction du nombre de postes offerts aux agrégations, contre la participation des parents d'élèves aux conseils de classe, la « mise à mort de la culture générale ». La Société n'a jamais pardonné à M. Chaban-Delmas d'avoir permis à des professeurs d'accéder au rang d'agrégé par promotion interne. Ces enseignants, dénommés avec mépris « agrégés sans concours », n'ont d'ailleurs jamais été admis dans le cénacle de M. Bayet. Puis ce seront les années Savary, sans doute les plus sombres pour M. Bayet. Le bouillonnement pédagogique menace alors d'écouler d'un système scolaire

renoué, décentralisé et ouvert. Vieux démons que le président des agrégés redoute de voir resurgir avec M. Jospin. Entre-temps, M. Chevènement avait opportunément « sifflé la fin de la récréation », selon la formule de M. Bayet, en réhabilitant « l'éditisme républicain », en rétablissant le brevet des collèges et la Marsaillaise, initiatives dont le président de la Société des agrégés se targue d'être l'inspirateur. Depuis lors, les catastrophes ont à nouveau succédé aux succès : succès du « bac professionnel » de M. Roland Carrez, qui « brade » l'appellation contrôlée du baccalauréat, dévaluation du brevet par M. Monory... « L'allongement des études n'est pas en soi démocratique », plaide M. Bayet. Si le niveau de qualification et de rémunération correspondant à chaque diplôme continue de baisser, nous allons vers un désappointement général.

Bonne fille, la société a fini par admettre en son sein les lauréats de la nouvelle agrégation interne. Elle a combattu la revalorisation des rémunérations des enseignants décidée par M. Jospin en 1989 qui — horreur ! — tend à réduire l'éventail des salaires, au point qu'un agrégé pourra ne gagner que 6000 F par mois de plus qu'un instituteur. La société critique aussi l'autonomie croissante accordée aux établissements, qui risque selon elle d'aboutir à « privatiser l'enseignement public ». Elle s'inquiète du développement du contrôle continu, menace contre l'objectivité et le caractère national des diplômes.

Mais Guy Bayet reste serin. La Société des agrégés, qui regroupe une forte minorité du corps (2), a toujours prétendu s'exprimer au nom de la totalité des agrégés, au risque d'agacer ceux qui ne se reconnaissent pas dans ses prises de position. Son président sait que, depuis des lustres, pas une réforme annoncée par un ministre n'est parvenue indemne dans les classes. Sa propre action n'y est pas étrangère. « J'ai mené d'innombrables campagnes », rappelle-t-il. Porte-parole d'un lobby de diplodocus anciens combattants pour les uns, rempart vivant contre la médiocrité selon d'autres, inépuisable président n'a jamais cédé à l'air du temps.

Ph. Be.

(1) L'« Igrégation », 25, rue Descartes 75005 Paris. Tél : (16-1) 46-33-00-79.
(2) La Société des agrégés revendique 10 015 cotisants sur 23 434 agrégés.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
RUEIL-MALMAISON
ANGLAIS DES AFFAIRES
DROIT EUROPÉEN
STAGE INTENSIF POUR
CADRES ET ÉTUDIANTS
du 9 au 23 juillet 1990
Places encore disponibles.
Stage agréé formation continue
Secrétariat général : Université d'Été
Mét de ville, Brigitte Lerche, 92591
Rueil-Malmaison. Tél : (1) 47-32-45-14
Fax 47-52-17-08.

Centre formation professionnelle avocat.
C.F.P.A.
Préparation intensive
27 août au 22 septembre
80 % à 90 % DE REÇUS
chaque année
CEPES
32, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
Tél : 47-45-08-19 ou 47-28-94-84.

PREPA H.E.C.
Multipliez vos chances de succès en préparant les concours d'entrée aux grandes écoles de commerce à l'HEC.
a) Préparation classique en 1 an.
b) Préparation en 2 ans avec stage en France ou en Angleterre permettant une sécurité supplémentaire : la validation de la première année pour intégrer directement en deuxième année un établissement du groupe des écoles parisiennes de gestion.
I.E.P.C. - 25, rue Saint-Ambroise, 75011 PARIS
Tél : 43-55-44-44

MACI
FORMATION AU COMMERCE INTERNATIONAL
(cycle agréé par le Conseil Régional d'Aquitaine)
Un cycle pour décideurs, de 8 mois, dont 2 mois de mission commerciale à l'étranger.
Niveau de recrutement : jeunes diplômés BAC + 4 ou cadres ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum.
Anglais courant exigé et notions 3^e langue.
Sélection : sur dossier et entretien devant jury.
Démarrage : la 5^e promotion débute le 22 octobre 1990.
Renseignements : GIC.FO, 2, place de la Bourse, 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : 56-79-50-71.

UNIVERSITÉ PARIS-SUD
FACULTÉ DE DROIT JEAN-MONNET
A SCEAUX
DESS • ENTREPRISE ET DROIT COMMUNAUTAIRE •
RENTREE 90/91
* Le programme couvre tous les aspects du droit communautaire concernant directement les entreprises (droit de la concurrence, droit des sociétés, droit social, droit fiscal et douanier...)
* Ce DESS offre de nombreux débouchés, dans la perspective de l'achèvement du marché intérieur, auprès des entreprises publiques ou privées et des cabinets juridiques internationaux.
Direction : les professeurs J.-C. MASCLÉ et J.-L. BISMUTH.
Inscriptions et renseignements au service du 3^e cycle.

SupDeCo
rouen
OUVRE
UN 3^e CYCLE
EN
MANAGEMENT DES OPÉRATIONS
INTERNATIONALES
Admission : BAC + 4
Sélection : 17, 18, 19 juillet 1990
Date limite d'inscription : 10 juillet 1990
Pour en savoir plus, retournez le coupon ci-dessous à
Renée YVOINJET
Admissions - MOI - BP 188 - 76136 MOI IT SAINT AIGNAN Cedex
Tél 35 74 03 00 - Fax : 35 76 06 62
Nom et Prénom : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

CAMPUS

Besançon cernée par Belfort

L'université de Besançon crie misère. Et pour comble d'infortune, elle est maintenant menacée par les ambitions des Belfortins

BESANÇON

de notre correspondant

L'été sur Besançon et sur son campus de La Bouloie. Dans l'amphithéâtre où se tiennent les assises régionales d'« Universités 2000 », le recteur Philippe Joutard a dû déplacer sa chaise, par sécurité, de la trajectoire d'une gouttière. La charge symbolique de la chose n'échappe évidemment à personne. Ces gouttes qui perlent au plafond tombent à propos pour rappeler la « misère » dont l'université bisontine se plaint depuis si longtemps.

En dépit de la création, dans les années 60, de ce campus dont la construction n'a jamais été achevée en dépit aussi des aides financières des collectivités locales et de la région avec moins de 17 000 étudiants, l'université de Besançon est l'une des trois plus petites de l'Hexagone. De plus, l'enseignement supérieur n'accueille dans l'académie que 47,5 % de ses bache-

liers. La construction et l'aménagement des locaux, la mise en place de nouvelles filières, principalement dans les branches scientifiques, technologiques et économiques, le renforcement des troisièmes cycles, la création de cent cinquante postes d'enseignants et d'une centaine de postes ATOS seraient, selon le président Jean-François Robert, de nature à enrayer cette fuite.

Le schéma régional d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs prendra-t-il en compte ces revendications? Les universitaires bisontins ne s'attendent guère à un miracle, contrairement à M. Jean-Pierre Chevenement qui, avec ses amis du conseil général du Territoire de Belfort, a vu, dans la consultation organisée par M. Jospin l'occasion de réclamer pour le nord-est de la Franche-Comté rien moins qu'une université à part entière distincte de celle de Besançon. Le ministre de la défense, qui est aussi maire de Belfort, est intervenu aux assises pour soutenir

son projet, rappeler que l'aire urbaine Belfort-Montbéliard est le siège des plus grandes entreprises de la région (Peugeot, Bull, Alstom), que la densité démographique y est la plus importante et qu'au nom de la démocratisation de l'enseignement il conviendrait d'offrir aux jeunes Belfortins des possibilités de formation sur place.

L'université de Franche-Comté-II accueillait de cinq mille à huit mille étudiants, d'après ses promoteurs. Deux mille tout au plus pour ceux qui avec le premier adjoint de Besançon considèrent le projet comme une coûteuse aventure ne s'imposant pas dans une région d'un million d'habitants seulement. Il serait plus raisonnable, disent-ils, de donner à l'université actuelle les moyens qui lui font défaut tout en l'invitant à « délocaliser » davantage une partie de ses enseignements. Habileté des couleurs d'une « saie compétition » par Belfort, mais nettement vécue comme une trahison par l'université et la ville socialiste de Besançon, quasiment

menacée de mort lente, l'affaire occupe tous les esprits et divise le monde politique local sans distinction d'étiquette.

Le débat ravive en outre d'ancrales querelles et fait ressortir des rivalités géographiques patentes. Mais il a le mérite de souligner les besoins en formation du nord de la région, même si les appétits du Territoire de Belfort paraissent démesurés au point que le recteur s'aventure dans la nomenclature militaire pour regretter qu'on fasse donner « les chars d'assaut » et l'artillerie lourde », là où une simple marche d'infanterie suffirait. Et de suggérer qu'à l'image d'Aix-Marseille, il soit constitué dans l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard autour de l'antenne de l'université technologique de Compiègne créée dans le Territoire de Belfort en 1986 par M. Chevenement, de l'école nationale d'ingénieurs, de l'UT de Belfort et de « délocalisations » plus généreuses, un centre disposant d'une certaine autonomie de gestion, mais maintenu cependant dans le giron de l'université existante. La formule (institut national polytechnique, faculté « géographique » pluridisciplinaire...) fera peut-être son chemin.

Pour l'heure, les Belfortins qui mènent rondement leur campagne à côté de Montbéliardais plus réticents marquent des points. Ils ont semé l'oreille de Claude Allègre, conseiller de Lionel Jospin (le Monde Campus du 7 juin). Pour sa part, M. Christian Proust, président socialiste du conseil général du Territoire de Belfort, pousse l'avantage jusqu'à lancer aux universitaires bisontins médusés : « Notre ambition c'est de vous donner des moyens supplémentaires. » De fait, si par exemple la faculté de droit et de sciences économiques n'a obtenu aucune création à Besançon pour la rentrée 90, elle s'est vu attribuer quatre postes pour le 1^{er} cycle administration, économie-social qu'elle ouvre à Belfort. Elle n'en avait demandé que trois!

CLAUDE FABRET

INTERCOURS

Cinq élèves battent le Maître

Kasparov le Maître, l'invincible, le conquistador de l'échiquier a perdu la partie face... à des étudiants. Ils étaient une équipe de cinq braves, tous élèves de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications de Paris, à guerroyer ensemble lors de la rencontre organisée, le 18 mai, par des joueurs de leur établissement. Cette joute, qui opposait en partie simultanée neuf grandes écoles au champion du monde, a permis à de jeunes amateurs d'avancer leurs pions sur l'échiquier le plus prestigieux du moment.

Claude Wagner, élève de troisième année à Télécom, était le capitaine de la seule équipe qui a réussi à défaire le grand Garry Kasparov. Sans autre arme que sa longue intimité avec les dames, les fous et les cavaliers, cet Alsacien de vingt-deux ans a conduit ses troupes à la victoire. Les damiers, il les fréquente assidûment depuis l'âge de huit ans. A l'époque, le petit garçon d'Ilkirch, près de Strasbourg, prenait déjà plus volontiers le chemin de son club d'échecs que celui des stades et des associations sportives. « J'ai été encouragé par mes parents », se souvient-il, avant d'ajouter que « le premier objectif, lorsqu'on commence, est de battre son père. »

Le goût des échecs, selon lui, n'est pas directement lié aux aptitudes mathématiques. Les élèves de Télécom, chez qui l'habileté dans les matières scientifiques est une caractéristique assez répandue, se montrent pourtant particulièrement friands de cette activité. Ce sont eux qui ont eu l'idée d'opposer les écoles (Centrales, HEC,

Mines de Paris, Ponts et Chaussées, Sup Aéro, Supélec, Ulm et Télécom) à Garry Kasparov, avec le soutien financier de leur école. Pour venir jouer sur neuf échiquiers à la fois, chaque partie ne pouvant durer plus d'une heure et demie, le Maître a emporté près de cent mille francs. Les étudiants, à peine moins âgés que lui, jouaient, quant à eux, pour la gloire.

Sans regrets, bien sûr, mais avec quelques aspirations supplémentaires. « Maintenant, remarque Claude Wagner, j'aimerais voir Kasparov préparer ses parties, connaître le mécanisme qui l'amène à jouer de telle ou telle façon. » L'équipe de Télécom, pour sa part, s'était entraînée quelques après-midi avant le jour J. « Nous avons travaillé solidairement et en profondeur, en nous en tenant à une ligne définie », explique le capitaine, qui reconnaît aussi que la chance l'a servi, contrairement à Centrale « qui aurait aussi dû gagner ».

Claude Wagner a été champion du monde chez les benjamins, les minimes, les cadets et il est aujourd'hui classé au plan international. Les échecs ne deviendront cependant pas son gagne-pain et n'environneront pas son horizon. Non qu'il redoute le jugement des employeurs pour qui, croit-il, « le tennis donne une image plus positive aux candidats à l'embauche que les échecs » — mais parce qu'il pense avoir atteint ses limites. Les échecs demeureront une passion privée, la preuve que les ordinateurs, auxquels il a été familiarisé par ses études, ne sont pas tout à fait aussi intelligents que les hommes.

RAPHAËLE RÉROLLE

Les MIAGE ont vingt ans

Comment perpétuer une formule qui marche? C'est la question que se sont posée les responsables et étudiants des maîtrises de méthodologies informatiques appliquées à la gestion des entreprises (MIAGE) lors d'un colloque anniversaire qui s'est tenu à la Sorbonne les 30 et 31 mai. La pénurie d'informaticiens crée, certes, un contexte favorable pour ces formations universitaires, jugées par tous exemplaires de la capacité de l'université à répondre aux besoins des professions : la présence de représentants d'une cinquantaine d'entreprises parmi les participants à cette réunion en témoigne.

Mais certaines entreprises n'ont tout de même pas ménagé leurs critiques : manque d'adaptabilité des programmes face à l'évolution technologique, manque de culture managériale et de connaissance de l'entreprise, manque d'application des résultats de la recherche... litane classique dès que l'on réunit des professionnels sous la coupole de la Sorbonne. Les universitaires ont rétorqué que le développement des MIAGE en termes quantitatifs (les flux, actuellement de huit cents diplômés environ, pourraient passer à neuf cents) et qualitatifs (nouveaux matériels, allongement du stage en entreprise), ne peut passer que par le financement et

la participation active des entreprises.

Les responsables de formation estiment également que le passage à bac + 5 des MIAGE (en systématisant l'année de DESS) serait le meilleur moyen de répondre aux demandes du marché : 35 % des diplômés sont encore embauchés sans avoir le statut de cadre. Frank Meiras, directeur des enseignements supérieurs, a promis d'examiner cette hypothèse, qui ferait des « Magistes » l'équivalent d'ingénieurs en informatique. « Mais nous n'espérons pas une décision avant l'an prochain, pour une application dans deux ans », estime Colette Rolland, responsable de la MIAGE de Paris-I.

ANTOINETTE REVERCHON

M

• MASTER •
COMUNICAZIONE
D'IMPRESA

3^e Année Académique

Milan, Septembre 1990 - Novembre 1991

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 30 JUIN 1990

C'est le premier cours spécialisé de 3^e cycle qui prépare aujourd'hui un nouveau rôle professionnel dont le besoin est à présent vivement ressenti, et qui deviendra dans un prochain futur indispensable: le spécialiste de la communication. Il programmera, coordonnera et gèrera, au sein d'une stratégie globale, l'utilisation de toutes les techniques de communication: marketing, publicité, promotion de ventes, sponsoring et mécénat, relations publiques.

Le programme comporte la fréquence obligatoire à plein temps

■ Plus de 1 500 heures de cours intensifs

■ Trois mois de projet en entreprise.

■ Bourses d'étude de 25 millions de lires (équivalent à 115.000 F.F.) et prêts bancaires

■ Rencontres avec des personnalités reconnues du monde de l'Industrie, de la Communication et du Spectacle

■ Journée d'étude de huit heures: cours dispensés par des professeurs de renommée internationale

■ Langues officielles: italien et anglais

È il primo Corso di specializzazione post laurea che prepara i nuovi ruoli professionali più sempre più necessari, domani indispensabili, quello del professionista in Comunicazione d'impresa e di ricerca, programmi e gestione in un'ottica integrata: Marketing, Pubblicità, Sales Promotion, Sponsorizzazioni e Pubbliche Relazioni. Per il successo di un prodotto, per l'affermazione dell'immagine aziendale.

■ Frequenza obbligatoria a tempo pieno

■ Oltre 1.500 ore di corsi

■ Tre mesi di progetto in azienda

■ Borse di studio di 25 milioni - Prestiti bancari

■ Incontri con grandi personalità del mondo dell'Industria, della Comunicazione e dello Spettacolo

■ Giornata tipo di 8 ore di studio con lezioni italiane e straniere, insegnamento a tempo pieno

■ Lingue ufficiali: italiano e inglese

Gruppo Berlusconi

Direction des Relations Extérieures - 223, Viale Fulvio Testi, 20162 Milano, Italia - Tel. 119.89.23 pp.10.05.12

مكتبة الإسكندرية

CULTURE

MUSIQUES

Aquarelles et rituel

Somptueux concert Boulez, entouré de ses génies familiaux, avec la dernière version de Cummings

La personnalité de Pierre Boulez reste étonnamment magnétique : qui, hors de lui, aurait pu remplir l'immense Châtelet avec un programme moderne centré sur les chœurs, dont l'unique « vedette » était *Noces* de Stravinski, récemment donné par Semyon Bychkov à l'Orchestre de Paris ?

Boulez disposait, il est vrai, d'un ensemble exceptionnel, les BBC Singers, dirigés par Simon Joly, rompus aux difficultés les plus acrobatiques et mariant précision et lyrisme, comme en témoignait *Freude auf Erden* de Schoenberg, moiet dans la tradition protestante, d'une écriture de plus en plus complexe, un crescendo suppliant, qui enfin atteint à la paix promise la nuit de Noël.

Mais, en 1923, Schoenberg écrivait à Hermann Scherchen, que cette « paix sur la terre » n'était qu'une illusion...

Le petit chœur de Webern, *Enfants auf leichten Kähnen* op. 2, brillait ensuite comme un diamant où chaque note avait la densité et

le miroitement du mot choisi par Stefan George : « *Fuyez sur des barques légères / les rivières vives et ensoleillées / que de douces larmes / vous récompensent d'avoir fui...* »

Mais la merveille du concert était la version de *Cummings* par *Der Dichter* créée au Musica 86 de Strasbourg, où la poésie archaïque de Boulez, suspendue à des voix, tantôt de femmes, tantôt d'hommes, se trouve maintenant amplifiée, équilibrée, harmonisée par un tissu homogène de seize voix mixtes et une partition orchestrale plus développée.

Sans rien perdre de sa poésie impondérable, cette œuvre, où bruisent « le crépuscule, l'âme et les oiseaux », enchante comme un bréviaire d'aquarelles lumineuses, où les signes sont parsemés dans l'espace avec la même liberté et la même rigueur que les mots de Cummings à travers la page.

Dans ce voisinage redoutable, une œuvre imposante d'Harrison Birtwistle (1934), de plus de vingt minutes, *Meridian*, a semblé plus

lourde, en accord peut-être avec « la sexualité violente, bien que déguisée en une imagerie de la nature », du poème de Christopher Logue. Écrite il y a près de vingt ans, elle paraît quelque peu éternelle.

Sa plus grande originalité reste le rôle dirigeant confié au cor (Jens McManama) et au violoncelle (Pierre Strauch), qui multiplient les figures savoureuses et pittoresques pour éveiller les hululements et les cris d'extase, en glissant montant, de douze « damoiselles élues », agitant des maracas, crotales, claves et autres percussions et lançant parfois des onomatopées à la Stockhausen.

Apothéose

Alentour bruisent les mélanges mystérieux des harpes et des bois. Et l'essentiel du poème est chanté par une mezzo caressante (Marie Kobayashi) en un long solo de plus en plus fébrile et passionné qui s'achève au milieu du rôle doux

des choristes et des roulements lointains de grosse caisse.

L'apothéose finale fut celle de *Noces*, triomphe de la direction boulezienne au même titre que le *Sacre du printemps*. Peut-être l'implacable rythmique, la perfection du mécanisme, entraînant une indéniable sécheresse, dissimulaient-elles quelque peu la vie frémissante de la sève qui coule dans le rituel accablant de ces noces villageoises russes, le sentiment qui transcende la coutume, même si Stravinski s'en défend.

Mais quel éblouissement, quelle fête des voix, des rythmes et des timbres, quelle électricité transperçant et réunissant cette fabuleuse « tribu » formée par les BBC Singers, l'Ensemble Inter Contemporain, ses quatre pianistes et quatre superbes solistes (Lorna Anderson, Hélène Jossoud, Ian Caley et Stephen Roberts).

JACQUES LONCHAMPT

PHOTO

Un méchant Suisse

Le prix Niepce 1990 récompense Hugues de Wurstenberger un des meilleurs créateurs de sa génération

Il est né à Berne en 1955, de nationalité française, mais vit en Belgique - à Bruxelles, rue des Suisses. Il a cependant poussé son patriotisme helvétique jusqu'à devenir hallobardier de la garde pontificale, à Rome - pour les besoins d'un reportage.

C'est celui-ci qui a fait connaître Hugues de Wurstenberger et lui a valu d'entrer à l'agence Vu, dont il est membre depuis sa création.

Personnage un peu débraillé, volontiers exubérant, il refuse de se prendre au sérieux quand il parle de son travail. « J'ai un oncle photographe. Il m'a filé un Rollei 6 x 6. C'est comme ça que j'ai débuté », dit-il en clignant des yeux. Les 70 000 F du prix Niepce lui font plaisir. Il avoue aimer Weegee, « vulgaire et malsain ». Et Ralph Eugene Meatyard auquel fait penser son monde glauque et un peu fou.

Wurstenberger opère sans suite précise, par petites touches. « J'ai deux règles : simplifier au maximum et surtout ne pas faire d'effet », affirme-t-il. Ses images sont le contraire du cliché. Cousin germain de Fritz Zorn ou de Jean Ziegler, il tord le cou à l'imagerie helvétique.

Son univers, faussement féérique, est composé d'événements anodins à première vue, petite fille en pleurs dans un parc ou bruyant toutot repéré dans une rue de Berne.

Mais, comme Tarkovski dont il aime les films, Wurstenberger est attiré par le morbide. Il joue donc de la lumière, presque toujours angoissante. C'est elle qui rend effrayant le portrait de sa mère dans un sous-bois. Ou qui défigure sa propre fille, poupée de carton égarée dans une forêt.

Ces personnages évoluent tous dans une atmosphère tendue, dépressive. Pourtant, le photographe ne maîtrise rien. Il se contente de maîtriser la folie dans le cadre du format carré.

Ses cinquante-cinq images, exposées au palais de Tokyo, confirment le credo qu'il partage avec Meatyard : le « plus réel que réel » est le domaine particulier du photographe.

PATRICK ROEGIER

Hugues de Wurstenberger a obtenu le prix Niepce 1990 de la fondation Hewlett-Packard (France). Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Villiers, Paris-16^e. Jusqu'au 10 septembre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5281

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Peut s'attendre à être condamné quand il fait trop de réductions. - II. Un homme qui tient un peu du bouc. - III. Laisse un bon morceau. Un adverbe qui est ce qu'il est. - IV. Rivière Poète. - V. Aurait pu se contenter d'un somme. Lie. - VI. On y signe des accords dont certains tombent à l'eau. Article. - VII. Réduire à zéro. - VIII. Centre de formation. - IX. Fut séduit par un dieu. Po. l'adversaire, c'est un mauvais coup. - X. Pas indifférent. Refus de se charger. - XI. On l'aide à enlever quelque chose.

VERTICALEMENT

1. Comme un quartier où l'on pouvait faire des « folies ». 2. Qu'on peut facilement remuer. Coule en Afrique. - 3. Un petit truc. Point de départ. - 4. Certain sont longs. Un rien du tout. 5. Règles. Quelqu'un dont on cite pas le nom. - 6. Dans groupe turc. Principe odorant. 7. Pays. Qui n'était pas attendu. 8. Les tritons, par exemple. Conjonction. - 9. Se préparer à jouer. Partie de campagne.

Solution du problème n° 5280

Horizontalement

I. Crawleuse. - II. Hop ! Arrêt. III. Abâtir. R. - IV. Méritoire. V. Or. Noir. - VI. Il. Era. - VII. Li. Été. - VIII. Louise. En. IX. Entrent. - X. Un. Ed. Une. XI. Ressasser.

Verticalement

1. Charnière. - 2. Rob. Lionne. - 3. Apéro. Lut. - 4. Tir. Jires. - 5. Lait. Révéla. 6. Erroné. En. - 7. Ur. Io. Tus. 8. Perrière. Né. - 9. Eter. Enfer.

GUY BROUT

Collection Portrait numéro 1



M 2802 9008 H 28 00 F RD

مكتبة الجليل

25 Union syndicale entre les deux Allemagnes
25 Paul Marshall candidat à la présidence de la CPE-CGO

25 Chapelle-Darblay sous contrôle finlandais
32 La Caisse des dépôts veut devenir un groupe financier

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

BILLET

Le juridisme contre l'industrie

Décidément Renault reste un symbole. Symbole social en France pendant quarante ans, elle est en train de devenir une sorte de symbole économique de la difficulté que rencontrent les entreprises nationales pour s'intégrer à l'Europe industrielle à la mode contestable anglo-saxonne que cherche à bâtir la Communauté européenne.

Hier le constructeur d'automobile devait rembourser la moitié d'une reprise de dettes de 12 milliards de francs que lui avait accordée le gouvernement français. M. Rocard a eu beau dire que s'il remboursait, la somme serait reversée à Renault dès 1991, le dossier laisse planer une grande inquiétude sur le droit à l'existence des groupes nationalisés en Europe. Sous couvert de juridisme, Bruxelles a fait un choix politique et la France a laissé faire.

Jamais si Philips, Siemens ou Vöest-Alpine se plaignent, M. Rocard souriait-il continuer à accorder à Thomson et Bull des augmentations régulières de leur capital? On en doute de plus en plus.

Aujourd'hui le débat porte sur une partie de l'accord conclu avec Chrysler pour la production de véhicules tout terrain, qui vient d'être rompu (lire ci-dessous). La raison principale de la rupture est ailleurs : Chrysler va mal. Mais une seconde raison a compté.

La commission a fait savoir qu'elle s'opposait à la partie de l'accord qui réservait l'exclusivité des ventes dans l'Europe du sud (France, Italie, Espagne, Portugal) à Renault. Même si les ont constitué une société commune de production, on se trouve en présence de deux partenaires, l'un français, et chacun doit donc vendre de son côté la voiture pour ne pas fausser la concurrence. En outre comme dans l'Europe du nord il y aura effectivement deux vendeurs, l'accord a rompu l'unité du marché européen qui doit, on se sait, être uniforme.

Renault répond que par rapport à la situation actuelle - la monopole du japonais Suzuki - il y a déjà amélioration de la concurrence. La clause de garantie de marché est édictée et sans elle Renault doit renoncer. Le mieux est l'ennemi du bien. A condamner un industriel parce qu'en somme il pourrait créer encore plus de concurrence qu'il ne le fait... on supprime la concurrence. Et ce, au grand bénéfice des Japonais. Le juridisme conduit là, à l'absurdité économique.

E. L. B.

Les difficultés du constructeur américain

Renault renonce à construire avec Chrysler un nouveau véhicule tout terrain

Divorce automobile : Renault et Chrysler ont annoncé mardi 12 juin leur décision de renoncer à leur projet de construire ensemble un petit véhicule tout-terrain à 4 roues motrices. Les deux firmes sont associées dans ce créneau depuis 1987 et la vente par Renault à Chrysler de sa filiale American Motors constructeur des fameuses Jeep. Depuis cette date, le groupe français distribue toujours les Jeep dans l'Europe du Sud (France, Espagne, Italie et Portugal).

La mode des 4x4 a provoqué une vive croissance des ventes passées de 60 000 en Europe en 1984 à 150 000 cinq ans plus tard. Avec l'arrivée des fabricants japonais, l'offre s'est diversifiée. Suzuki en particulier s'est taillé un quasi-monopole dans les petits modèles. Chrysler devait réagir et, absent d'Europe, il a songé naturellement à Renault pour l'appuyer sur le Vieux

M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement, a rendu public le 12 juin le projet de schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse. Ce projet prévoit de dépenser 190 milliards de francs pour faire rouler à 300 km/h des TGV, sur 4 432 kilomètres de voies nouvelles vers l'an 2015.

Le TGV est à la mode. La ligne sud-est a augmenté de moitié le nombre des voyageurs entre Paris et Lyon au point qu'on la prolonge vers Valence et que les ingénieurs travaillent à un TGV à écartement variable qui a mis Le Mans à une heure de la capitale depuis septembre dernier. Il fait bondir le trafic de 21 % au cours du dernier trimestre 1989.

Le 15 juin 1993 autrement dit demain-Londres sera à trois heures de Paris (5 h 15 aujourd'hui) grâce à la mise en service simultanée du tunnel sous la Manche et du TGV nord. Ce n'est plus de l'amour, c'est de la frénésie et tous les hommes politiques se sont mis à réclamer ce train magique censé ouvrir sur l'Europe et attirer les entreprises dans les coins les plus isolés pour peu qu'on y plante une gare. Il fallait mettre un peu d'ordre dans ces châteaux en Espagne et tel est le premier but du projet.

N'oublions pas aussi que le projet de schéma s'inscrit dans une stratégie. Pourquoi la SNCF a-t-elle décroché le mois dernier le record du monde de vitesse sur rail à 513,3 km/h? Pourquoi le gouvernement, GEC Alsthom et la SNCF ont-ils lancé un programme de recherche de 535 millions de francs destiné à mettre au point une nouvelle génération de TGV capables de rouler à 350 km/h? Pourquoi, sinon pour conserver à la France son avance technologique et en faire la plaque tournante ferroviaire de l'Europe occidentale. Le schéma directeur vient parachever ce dispositif et prouve aux Coréens, aux Canadiens, aux Taïwanais, et aux Australiens auxquels on ambitionne de le vendre que le TGV made in Belfort et La Rochelle est le mode de transport de l'avenir puisque la France mise tant sur lui.

D'abord l'Est et la Méditerranée

Le projet prévoit donc de dépenser 160 milliards de francs pour construire 3 172 kilomètres de voies nouvelles qui s'ajoutent aux 590 kilomètres en exploitation et aux 670 kilomètres en construction ou programmés. Cette extension permettra aux futurs TGV (30 milliards de francs pour le matériel) de parcourir un réseau de 11 000 kilomètres (y compris les classiques), au lieu de 3 450 kilomètres aujourd'hui et de transporter 160 millions de voyageurs par an au lieu de 20 millions en 1989.

Les lignes à grande vitesse qui s'ajouteraient au réseau existant sont les suivantes :

- Le TGV Aquitaine (17,1 milliard de francs, matériel compris ; rentabilité de 9,5 %) (1) serait le prolongement de la voie nouvelle de Tours jusqu'à Bordeaux. Gain :

Paris-Bordeaux en 2 h 06 au lieu de 4 h 08.

- Le TGV Auvergne (5,9 milliards de francs ; rentabilité de 3,4 %) comporterait une voie nouvelle et un aménagement de la ligne existante vers Nevers et Clermont-Ferrand. Gain : Paris-Clermont en 2 h 32 au lieu de 3 h 49.

- Le TGV Bretagne (6,5 milliards de francs ; rentabilité de 7,4 %) serait le prolongement de la voie nouvelle existante du Mans jusqu'à Rennes. Gain : Paris-Rennes en 1 h 26 au lieu de 2 h.

- Le TGV est (28,3 milliards de francs ; rentabilité de 4,3 %) serait interconnecté à Reims, Metz et Strasbourg ainsi qu'avec les réseaux suisses, allemands et suisses. Gain : Paris-Strasbourg en 1 h 50 au lieu de 3 h 48.

- Le TGV grand sud (6,6 milliards de francs ; rentabilité de 3,4 %) relierait Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille et la côte d'Azur.

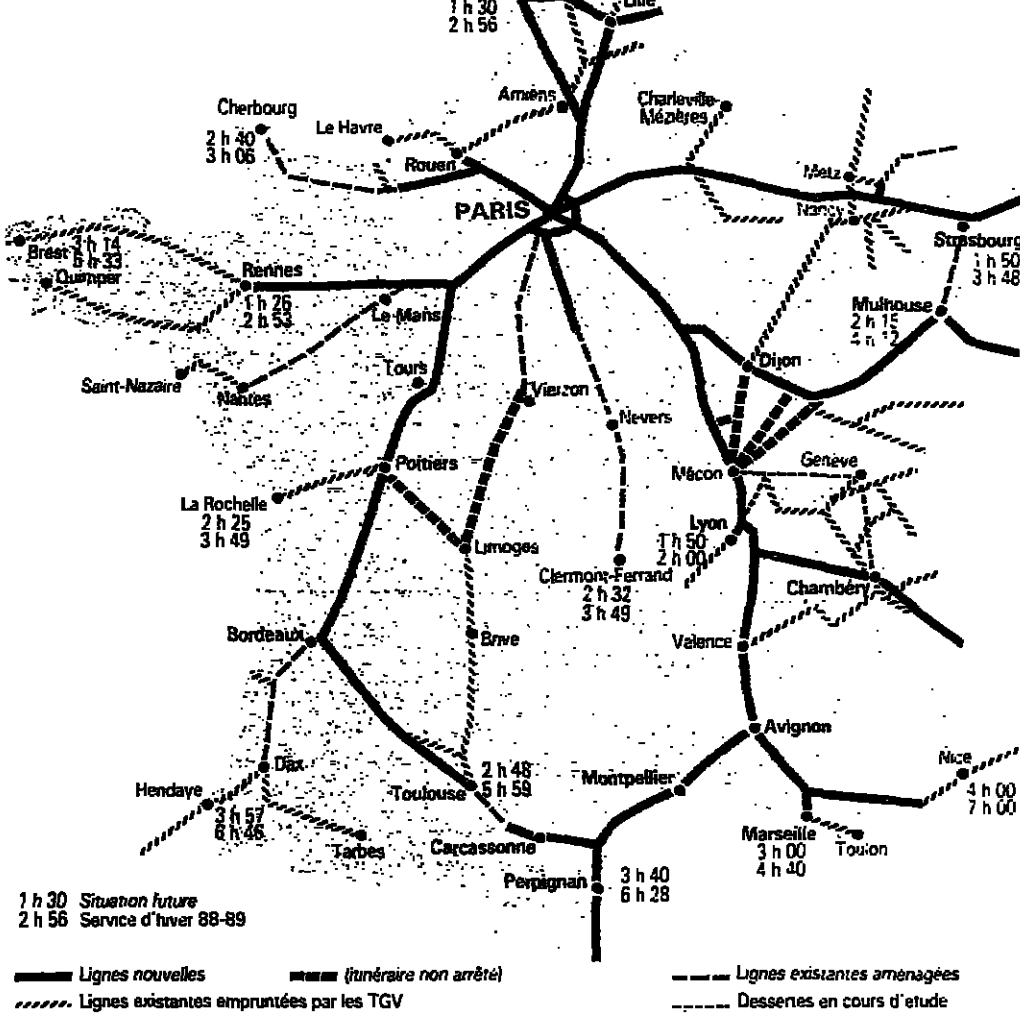
- L'interconnexion sud de l'Île-de-France (3,3 milliards de francs ; rentabilité de 8,2 %) permettrait de relier la voie Atlantique et la voie sud-est en région parisienne.

- La liaison transalpine Lyon-Chambéry-Turin (27 milliards de francs ; rentabilité de 5,6 %) accélérerait la construction d'un tunnel de 25 km sous les Alpes.

- Le TGV Limousin (6,7 mil-

La France des TGV

PROJET DES LIAISONS FERROVIAIRES À GRANDE VITESSE



Paris-Bordeaux en 2 h 06 au lieu de 4 h 08.

- Le TGV Auvergne (5,9 milliards de francs ; rentabilité de 3,4 %) comporterait une voie nouvelle et un aménagement de la ligne existante vers Nevers et Clermont-Ferrand. Gain : Paris-Clermont en 2 h 32 au lieu de 3 h 49.

- Le TGV Bretagne (6,5 milliards de francs ; rentabilité de 7,4 %) serait le prolongement de la voie nouvelle existante du Mans jusqu'à Rennes. Gain : Paris-Rennes en 1 h 26 au lieu de 2 h.

- Le TGV est (28,3 milliards de francs ; rentabilité de 4,3 %) serait interconnecté à Reims, Metz et Strasbourg ainsi qu'avec les réseaux suisses, allemands et suisses. Gain : Paris-Strasbourg en 1 h 50 au lieu de 3 h 48.

- Le TGV grand sud (6,6 milliards de francs ; rentabilité de 3,4 %) relierait Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille et la côte d'Azur.

- L'interconnexion sud de l'Île-de-France (3,3 milliards de francs ; rentabilité de 8,2 %) permettrait de relier la voie Atlantique et la voie sud-est en région parisienne.

- La liaison transalpine Lyon-Chambéry-Turin (27 milliards de francs ; rentabilité de 5,6 %) accélérerait la construction d'un tunnel de 25 km sous les Alpes.

- Le TGV Limousin (6,7 mil-

liards de francs ; rentabilité de 2,4 %) passerait soit par Orléans, soit par Poitiers. Gain : 2 h contre 2 h 30.

- Le TGV Méditerranée comporterait une branche Provence-Côte d'Azur vers Marseille et Nice (19,8 milliards de francs ; rentabilité de 12 %) et une branche Languedoc-Roussillon (18,1 milliards de francs ; rentabilité de 7,1 %) vers Montpellier, Perpignan et Barcelone. Gain : Paris-Marseille en 3 h au lieu de 4 h 40 et Paris-Perpignan en 3 h 40 au lieu de 6 h 28.

- Le TGV Midi-Pyrénées (8,4 milliards de francs ; rentabilité de 5,8 %) prolongerait jusqu'à Toulouse le TGV Atlantique et Aquitaine. Gain : Paris-Toulouse en 2 h 48 au lieu de 5 h 59.

- Le TGV Normandie (11,6 milliards de francs ; rentabilité de 0,8 %) relierait Caen et Rouen à Paris. Gain : Paris-Caen en 1 h 25 au lieu de 1 h 52.

- Le TGV Picardie (6,3 milliards de francs ; rentabilité de 4,8 %) relierait directement le tunnel sous la Manche par Amiens. Gain : Paris-Amiens en 0 h 40 au lieu de 1 h 03.

- Le TGV Rhin-Rhône (22,1 milliards de francs ; rentabilité de 5,9 %) relierait la Bourgogne, la Franche-Comté et le sud de l'Alsace au réseau suisse et allemand ainsi qu'à Paris. Gain :

Paris-Belfort en 2 h au lieu de 3 h 39.

Le projet de schéma transmis aux régions est un document de travail que celles-ci pourront amender avant la fin du mois d'octobre. Les régions pourront apporter leur contribution financière si

elles veulent être desservies par davantage de lignes TGV ou être desservies plus rapidement. Puis, le gouvernement arrêtera vers la fin de l'année le schéma définitif et le publiera sous forme de décret.

On notera qu'il ne s'agit pas d'un document de programmation, il ne comporte pas d'échéancier. Il fallait tourner l'hostilité de principe du ministre de l'économie et des finances qui a été horrifié par l'addition de 190 milliards de francs présentée. En laissant entendre qu'il y en a pour vingt ou vingt-cinq ans, M. Delebarre apaise «Bercy».

De même, on remarquera le classement alphabétique des différents TGV qui permet de ne pas faire de peine à M. Laurent Fabius dont le TGV Normandie ne semble guère viable. Il sera aussi intéressant de voir l'attitude du ministre de l'économie et des finances à l'égard du TGV Auvergne qui ne se justifie guère plus mais qui desservait un Nivernais qui lui est cher.

Dans ce flou artistique, deux projets seulement sont à l'ordre du jour comme l'a rappelé le ministre de l'équipement : le TGV sud et le TGV Méditerranée. Le premier a fait l'objet d'un rapport de M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF dont les propositions de tracé «semblent avoir fait l'objet d'un large consensus».

Au sujet du TGV Méditerranée, M. Delebarre a souligné que son principe est admis par tous, mais que son tracé soulève des inquiétudes normales, en Provence et dans la vallée du Rhône. Il entend que le dialogue entre les options possibles soit mené à terme. Le président de la SNCF lui en remettra les conclusions, puis le ministre désignera un groupe de personnalités pour le concevoir. Ainsi bardé de rapports, et si possible objet de consensus, le TGV Méditerranée recevra le feu vert à la fin de l'année.

ALAIN FAUJAS

elles veulent être desservies par davantage de lignes TGV ou être desservies plus rapidement. Puis, le gouvernement arrêtera vers la fin de l'année le schéma définitif et le publiera sous forme de décret.

On notera qu'il ne s'agit pas d'un document de programmation, il ne comporte pas d'échéancier. Il fallait tourner l'hostilité de principe du ministre de l'économie et des finances qui a été horrifié par l'addition de 190 milliards de francs présentée. En laissant entendre qu'il y en a pour vingt ou vingt-cinq ans, M. Delebarre apaise «Bercy».

De même, on remarquera le classement alphabétique des différents TGV qui permet de ne pas faire de peine à M. Laurent Fabius dont le TGV Normandie ne semble guère viable. Il sera aussi intéressant de voir l'attitude du ministre de l'économie et des finances à l'égard du TGV Auvergne qui ne se justifie guère plus mais qui desservait un Nivernais qui lui est cher.

Dans ce flou artistique, deux projets seulement sont à l'ordre du jour comme l'a rappelé le ministre de l'équipement : le TGV sud et le TGV Méditerranée. Le premier a fait l'objet d'un rapport de M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF dont les propositions de tracé «semblent avoir fait l'objet d'un large consensus».

Au sujet du TGV Méditerranée, M. Delebarre a souligné que son principe est admis par tous, mais que son tracé soulève des inquiétudes normales, en Provence et dans la vallée du Rhône. Il entend que le dialogue entre les options possibles soit mené à terme. Le président de la SNCF lui en remettra les conclusions, puis le ministre désignera un groupe de personnalités pour le concevoir. Ainsi bardé de rapports, et si possible objet de consensus, le TGV Méditerranée recevra le feu vert à la fin de l'année.

ALAIN FAUJAS

(1) En dessous d'une rentabilité interne de 8 % la SNCF ne s'estime pas en mesure d'autofinancer un projet.

Dans le cadre d'une contribution sociale sur les revenus

La cotisation-vieillesse des salariés pourrait être réduite

Parallèlement à l'instauration d'une contribution sociale de solidarité (CSS) sur l'ensemble des revenus des Français, le gouvernement envisage une baisse de la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés. Cette disposition, si elle était adoptée, aurait un triple intérêt. Elle permettrait de mieux faire accepter la CSS (destinée à rendre plus juste le financement de la Sécurité sociale basé sur les revenus salariaux) auprès de l'opinion, contribuer à ce que l'opération s'effectue à taux de prélèvements obligatoires inchangés et, surtout, entrerait dans le cadre des initiatives que le gouvernement entend prendre en faveur des basses

et moyennes rémunérations. En effet, la cotisation d'assurance-vieillesse (7,60 % pour les salariés, 8,33 % pour l'employeur) n'est perçue qu'en dessous du plafond de la Sécurité sociale (10 800 francs par mois). Proportionnellement, une baisse du taux serait davantage ressentie par ceux dont le salaire est inférieur à ce seuil puisqu'ils cotisent sur la totalité de leur rémunération. Le ménage à gagner (pour mémoire, le point de cotisation vieillesse des salariés représente plus de 20 milliards de francs) serait comblé, directement ou non, par la CSS.

Toutefois, une telle mesure risquerait d'apparaître paradoxale, voire «anti-pédagogique» dans la mesure où le besoin de financement de l'assurance-vieillesse, dont le déficit cumulé pourrait atteindre près de 30 milliards pour 1990-1991, Jernat aller croissant. M. Claude Estlin, ministre de la solidarité, commentant mardi 12 juin les prévisions de la Commission des comptes de la Sécurité sociale (1), a reconnu qu'une «réforme en profondeur» des retraites lui semble «indispensable» : le gouvernement prépare d'ailleurs pour l'automne un Livre blanc et un débat parlementaire sur ce sujet.

Enfin, outre le contenu de la CSS - dont on sait déjà qu'elle sera de nature fiscale et ne sera pas déductible de l'impôt sur le revenu mais dont on ignore encore le taux et comment s'articulera son affectation - le gouvernement étudie la possibilité de modifier le mode de répartition des pensions. Théoriquement, celles-ci sont de fait indexées sur les prix. A l'avenir, elles pourraient évoluer en fonction des salaires nets ou selon les prix mais avec un «recoup de pouce» à déterminer.

J.-M. N.

DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

CPA-JOUY

Programme plein temps de 12 semaines dont 2 à l'étranger. Pour directeurs et cadres supérieurs sélectionnés pour leur expérience professionnelle et leur potentiel.

Prochaines sessions :

Séance 90-2 : 21 septembre-14 décembre 1990
Séance 91-1 : 2 avril-21 juin 1991

LE CPA : un atout décisif pour la Direction Générale



Renseignements et inscriptions :
CPA-JOUY
1, rue de la Rébérion - 78350 JOUY-EN-JOSAS
Madame LEFEBVRE : (1) 60.18.25.19
ou (1) 69.41.80.90. Membre 3616 CPA



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

(1) La commission prévoit pour 1990-1991 un déficit de 7,6 et 11 milliards de francs si l'on considère les opérations courantes et de 9 et 12,5 milliards si l'on considère le fonds de roulement.



Banque Internationale de Financement et de Négociation

L'Assemblée Générale de la BIFEN, réunie le 26 avril 1990 sous la présidence de M. André LEBRISSE a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989. L'exercice 1989 se traduit par un résultat net de 17,2 millions de francs, en progression de 75 % par rapport à l'exercice précédent. Pour la première fois depuis sa reconstitution en 1987, la BIFEN distribue un dividende annuel de 4 francs par action, augmenté d'un avoir fiscal de 2 francs, pour un revenu global de 6 francs. Le total distribué s'élève à 4 millions de francs.

Elle a, en outre, approuvé la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires (85 %), proposée par M. Jean-Louis PÉRIAT et de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque (15 %). La BIFEN dispose, à la suite de l'augmentation de capital totalement réalisée en janvier de cette année, de capitaux propres supérieurs à 200 millions de francs. Au 31 décembre 1989, le total du bilan s'élevait à 2,2 milliards de francs contre 1,5 milliard un an plus tôt.

DÈS À PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates
des Assemblées Générales des actionnaires et la mise
à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets
paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.



L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 8 juin 1990, sous la présidence de M. Pierre CONSO, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se soldent par un bénéfice net de 340 millions de francs, en progression de 14 % sur 1988. Le bénéfice net consolidé total est de 1,1 milliard de francs en augmentation de 33 %.

Le dividende net, hors avoir fiscal, a été fixé à 30 F par action. Il pourra être payé en actions de la société, sur option exercée par l'actionnaire au plus tard le 31 août 1990. A cet effet, le prix de l'action a été arrêté par le Conseil d'Administration à 1 521 F.

L'Assemblée Générale a également décidé de réduire de 75 à 25 F la valeur nominale de l'action et de multiplier le nombre d'actions par trois. En principe, cette mesure prendra effet au début de l'année 1991.

Au cours de son allocution, le Président CONSO a confirmé que l'exercice 1990 devrait enregistrer un chiffre d'affaires de plus de 16 milliards de francs, contre 12,5 en 1989 et une nouvelle progression des résultats consolidés.

**Le rapport de l'Exercice 1989
peut être obtenu
auprès du Secrétaire Général,
Tour Générale,
5, place de la Pyramide
92088 PARIS LA DÉFENSE
Tél. : (1) 42-91-75-67**

CIMENTS FRANÇAIS sur Minitel : 3616 CLIFF



**Madame, Monsieur,
Actionnaires de Paribas,**

Une émission d'information réalisée à votre
intention par Paribas sera diffusée :

Samedi 16 juin à 8 h 45 sur M6

Nouvelle diffusion le :

Dimanche 24 juin à 8 h 45 sur M6

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42.98.17.88

Oblique Régions

Comptes de l'exercice 1989-1990 clos le 30.03.1990
approuvés par le Conseil d'Administration du
30 mai 1990 présidé par M. François Bienabé.
Actif net au 30.03.1990 : F 242.539.905
Performance en taux actuariel du 31.03.1989
au 30.03.1990 : + 5,04 %
Valeur liquidative au 29.05.1990 : F 1.067.83
Performance du 29.12.1989 au 29.05.1990 : + 3,84 %
Dividende proposé : F 92,55 + F 0,69 d'avoir fiscal
pour mise en paiement le 17 juillet 1990.
Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
le 12 juillet 1990 à 17 heures.

Consultez les valeurs liquidatives
de nos Sicav et FCP
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

LOCAFRANCE

L'Assemblée Générale des actionnaires de Locafrance s'est réunie le 30 mai 1990. Réunie en la forme ordinaire, l'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1989 et a fixé le résultat distribué à F. 57.716.208 contre 55.092.744 au titre de l'exercice précédent, ce qui représente une progression de la masse distribuée de 4,8 % et le dividende à F. 33 par action (avoir fiscal de F. 11 compris) contre F. 31,50 par action (avoir fiscal de F. 10,50 compris) pour 1988.

Réunie en la forme extraordinaire, l'Assemblée a approuvé la modification de l'article 21 des statuts qui permet d'offrir aux actionnaires l'option pour le paiement du dividende au titre de l'exercice 1989, en actions créées jouissance le 1^{er} janvier 1990. Le prix d'émission des actions distribuées en paiement du dividende est égal à 80 % de la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de Bourse ayant précédé la date du 30 mai 1990, soit F. 518,70, diminuée du montant net du dividende, ce qui correspond à un prix d'émission préférentiel de l'action de F. 440.

L'Assemblée a également approuvé la transformation de Locafrance en Holding contrôlant un ensemble de sociétés exerçant chacune une activité spécialisée dans un marché déterminé.

Désormais, chaque pôle d'activité dans son domaine propre sera en mesure, sous le contrôle de Locafrance devenue Holding et qui conserve le statut de société financière, de dégager sa propre rentabilité en fonction des objectifs qu'il se sera fixés.

Au cours de son allocution, le Président Gérard Billaud a souligné que depuis le début de l'exercice 1989, Locafrance a poursuivi activement son effort de diversification du Pôle Equipement notamment dans l'activité de location avec services.

C'est ainsi qu'ont été créés :

- Dans le secteur médical et en association avec des professionnels, Capital Medical Services, société spécialisée dans le domaine des équipements lourds d'imagerie et de médecine nucléaire.
- Dans le secteur de la location pour le bâtiment et les travaux publics, en association avec un partenaire anglais de premier plan : Equipole qui démarre ses activités dans le domaine des plate-formes et monte-charges de chantiers.
- Dans le domaine de la location de longue durée de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires avec maintenance complète : Logement.

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 1990, la progression des contrats signés par les quatre pôles de financement du Groupe est de l'ordre de 5 % ; la progression d'activité d'Agence ressort à 30 %.

Sur le plan international, Agence a pris au Portugal 50 % d'un holding majoritaire dans Infogel, société cotée à la Bourse de Lisbonne, un des leaders sur le marché de la distribution de micro-informatique professionnelle. Promodata a acquis la totalité du capital d'EMG (European Marketing Group) leader en Belgique de la location de matériels informatiques.

Locafrance Equipement, Promodata, Immoheque, Locafrance International et Agence, saisissant des filiales dans des marchés spécifiques, devront s'adapter à leur environnement et, par la vitalité de leurs équipes, conserver une place de choix aussi bien dans le cadre national qu'à l'étranger, à l'orée de la compétition déjà ouverte au sein du marché unique européen.



BNP INTERCONTINENTALE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 MAI 1990

Bilan et résultats de l'exercice 1989 du Groupe BNP INTERCONTINENTALE et de la BNP INTERCONTINENTALE.

En l'absence temporaire pour raisons de santé de M. René THOMAS, l'Assemblée Générale Ordinaire de la BNP INTERCONTINENTALE qui s'est tenue le 31 Mai 1990 à PARIS sous la présidence de M. Jacques Henri WAHL, Vice-Président, a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 Décembre 1989.

Les résultats nets consolidés du Groupe s'établissent à 251,1 millions de francs dont 222,1 millions représentent la part des intérêts du Groupe. Le bilan consolidé totalise 20,1 milliards de francs.

Le bénéfice net de la BNP INTERCONTINENTALE Maison mère atteint 188,4 millions de francs, en augmentation de 1,8 %. Cela étant, les résultats nets opérationnels de l'exercice ont connu une progression de plus de 21 %.

Le dividende a été fixé à un montant identique à celui de l'an dernier, soit 13,00 francs net par action (19,50 francs avoir fiscal compris). Il porte sur un nombre d'actions augmenté de 10,8 %, du fait essentiellement de l'attribution gratuite réalisée dans le courant de l'exercice.

Les actionnaires peuvent choisir le paiement du dividende en actions au prix de 247,00 francs par titre. Pour chaque actionnaire, l'option choisie sera unique pour la totalité des dividendes auxquels il a droit et elle devra être exprimée au plus tard le 6 Juillet 1990. Passé ce délai, les dividendes ne pourront être payés qu'en numéraire.

Si ses dividendes ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra souscrire le nombre entier soit immédiatement supérieur, soit immédiatement inférieur.

Les paiements en numéraire se feront à compter du 13 Juillet 1990.

Après répartition du bénéfice, les fonds propres de la Société atteignent 1.151,2 millions de francs et représentent 10,1 % du total du bilan de la BNP INTERCONTINENTALE.

GROUPE



TOUT CE QU'UNE BANQUE
PEUT VOUS APPORTER.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Reas. : 45-55-91-82, poste 4330

Crédit Immobilier et Hôtelier

Projets hôteliers au Maroc
Prêts à moyen et long terme

d'une contrevaletur de

U.S. \$109,000,000

Montés par

International Finance Corporation

avec

Société Générale Österreichische Länderbank

**FF 2,875,000,000
FF 118,000,000**

Prêt à long terme

International Finance Corporation

**U.S. \$33,000,000
DM 18,000,000
Dfl 15,000,000**

Participations bancaires au prêt à moyen terme

Co-Lead Managers

Société Générale

**Nederlandse Financierings Maatschappij
voor Ontwikkelingslanden N.V.**

Managers

**Banque Française
du Commerce Extérieur
NMB Bank (France)**

**Banque Internationale à Luxembourg
Union Bank of Finland (France) S.A.**

Co-Managers

**The Arab Investment Company S.A.A.
Banque CSIA (CREDIT NATIONAL Group)**

**Bank für Oberösterreich und
Salzburg (OBERBANK)
Banque Marocaine du Commerce
Extérieur "BMCE"**

Participants

Bank für Kärnten und Steiermark

Österreichische Volksbanken

Raiffeisen Zentralbank Österreich

**FF 100,000,000
Convention Cadre**

de crédit-acheteur

Société Générale

**Banque Française
du Commerce Extérieur**

**Banque Marocaine du Commerce
Extérieur "BMCE"**

Agent

Société Générale

March, 1990

مكتبة الامم

ÉCONOMIE

SOCIAL

De nouveau candidat à la présidence de la CFE-CGC

M. Paul Marchelli veut continuer à lutter contre « l'esprit égalitaire »

Le vingt-huitième congrès de la Confédération française de l'encadrement CFE-CGC, qui s'ouvre le 15 juin à Lille mais est précédé le 14 par une convention nationale de l'encadrement, va innover en se réunissant pour la première fois en dehors de la région parisienne. Deux mille participants sont attendus à la convention nationale du personnel d'encadrement qui va s'écarter en quatre tables rondes. Six cents délégués mandatés doivent renouveler lors du congrès la direction confédérale. M. Paul Marchelli est candidat à la présidence de la Confédération.

Elu pour la première fois à la présidence de la CFE-CGC en 1984, M. Paul Marchelli va ainsi se représenter pour un troisième et dernier mandat. Même si certains cadres intermédiaires manifestent ici et là leur mécontentement vis-à-vis de ses méthodes de commandement, M. Marchelli n'a guère de souci à se faire pour sa réélection. M. Georges Cailloué, président du Syndicat national des banques (SNB), syndicat qui reproche traditionnellement à la confédération de ne pas défendre suffisamment la totalité des membres de l'encadrement, qui s'est présenté contre M. Marchelli pour la présidence, regroupe une partie des mécontents. Sans risque.

La compétition ne se retrouvera pas pour le poste de secrétaire général, où M. Marc Vilbœuf, qui

vient de l'assurance, briguera seul la succession de M. Jean de Santis. M. Vilbœuf pourrait postuler en 1993 pour la présidence mais d'autres prétendants se profilent avec M. Claude Cambus, M. Bernard Chevalier et M. Chantal Cumunel.

Les vraies batailles dans une confédération qui en a déjà connu beaucoup sont donc reportées à plus tard, alors même que le bilan du second mandat de M. Marchelli ne prête guère à l'auto-satisfaction. Les effectifs ont accablé leur chute, sans que l'affirmation du président de la CGC en novembre 1989 selon laquelle sa centrale avait « passé le creux de la vague » ait pu être confirmée : 299 068 adhérents en 1983, 240 870 en 1986, 201 646 en 1988 et 183 662 en 1989. Encore ne s'agit-il que des chiffres officiels, les effectifs étant plus sombres (on serait en dessous des 100 000 adhérents).

Le revers de 1987

La CFE-CGC a subi un très dur revers aux élections prud'homales du 12 décembre 1987, avec un recul de 12 points dans la section encadrement, dont elle ne s'est pas encore remise même si, aujourd'hui, elle réclame des élections à la Sécurité sociale. Et le sondage qu'elle vient de faire réaliser spécialement pour son congrès (1) est pour le moins en demi-teinte puisque les cadres et agents de maîtrise ne sont que 16 % à lui faire confiance pour défendre leurs intérêts dans l'entreprise (61 % ne faisant confiance à aucun syndicat) et 38 % à la cautionner pour les défendre « en général ». Logique-

ment, les difficultés financières se sont accumulées au point d'obliger la centrale à reporter sa convention nationale, prévue d'abord pour l'automne 1989, et à suspendre la parution d'*Encadrement magazine*.

Le paradoxe est qu'une centrale qui, à l'image du syndicalisme français, n'est pas au mieux de sa forme et de son audience va recevoir un impressionnant ardoir de personnalités : MM. Delebarre, Mauroy (qu'elle avait tant vilipendé en 1983), Rocard et Soisson, mais aussi des dirigeants de l'opposition comme M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. Déjà en 1987 elle avait reçu à son congrès un premier ministre en la personne de M. Chirac, mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle était moins critique à son égard qu'elle ne l'est aujourd'hui à celui de M. Rocard.

M. Marchelli avait même présenté M. Rocard, il y a quelques mois dans une interview au *Quotidien de Paris*, comme le plus mauvais premier ministre de la cinquième République sur le plan social. Comparant le gouvernement à l'autisme dernier, au « Magic Circus » et multipliant les petites phrases critiques ou les oracles les plus sombres, le président de la CGC avait été le premier à signer, en août 1989, l'acte de décès de la « méthode Rocard ».

La difficulté pour M. Marchelli est qu'il a renoué, ces derniers mois, avec le chaud et froid et les déclarations à l'emporte-pièce dont il était coutumier avant 1984. Ses propos ont ainsi souvent nui à la crédibilité de sa démarche alors qu'il tentait de positionner davantage sa centrale sur le terrain de la proposition économique. Il s'est souvent livré au même jeu du « un pas en avant et trois pas en arrière » dans ses relations avec les autres centrales réformistes.

Dans l'immédiat, M. Marchelli va profiter de l'écho médiatique de Lille pour faire entendre son inquiétude sur les effets pervers de ce qu'il appelle l'*« esprit égalitaire »*. Il mettra en garde contre toute « manipulation » du SMIC conduisant à un écrasement de la hiérarchie. Et il réclamera, comme il vient de le faire dans les *Echos*, une remise à plat du système fiscal, partant du constat que « nous n'en sommes plus à une accumulation d'injustices, nous arrivons à de véritables absurdités ».

MICHEL NOBLECOURT

(1) Sondage IPSOS/Bernard Rideau, réalisé par téléphone du 31 mai au 8 juin auprès de 500 cadres et agents de maîtrise constituant un échantillon représentatif de cette population.

EN BREF

Des syndicats de fonctionnaires critiquent M. Rocard. — Les fédérations FEN, CFTD, FGA, CFTC et CFE-CGC de la fonction publique estiment que la modernisation du service public recherchée par le gouvernement « ne peut être imposée d'en haut ». Ces organisations signataires de l'accord sur la grille de la fonction publique — qui devaient participer mercredi 13 juin à la première réunion de suivi de cet accord — considèrent que le gouvernement « ne prend pas le chemin » de la concertation et de l'information. Elles critiquent le premier ministre qui, dans un entretien au *Monde* le 12 juin, estimait que les négociations salariales reprendront « en des temps meilleurs ».

La BIAO Gabon porte plainte contre la BNP. — La filiale gabonaise de la Banque internationale pour l'Afrique (BIAO) a annoncé mercredi 13 juin qu'elle portait plainte contre la BNP, son actionnaire majoritaire, pour « abus de confiance ». Elle a choisi comme avocat M. Jacques Vergès. La BNP demandera, jeudi 14 juin, la mise en liquidation amiable de la BIAO SA, la holding du groupe. Selon un directeur de la BIAO Gabon, les autres filiales africaines devraient rejoindre le mouvement anti-BNP. A la banque du boulevard des Capucins à Paris, la direction n'était pas encore officiellement avertie du dépôt d'une plainte et affiche sa sérénité face à cette éventualité.

ÉTRANGER

L'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes

La Bundesbank prête pour le jour J

Les préparatifs pour l'introduction du deutschemark à l'Est le 2 juillet battent leur plein. Pour la première fois un membre du gouvernement est-allemand, le ministre des finances, M. Walter Romberg, a été invité, le 13 juin, à la réunion bimensuelle du conseil d'administration de l'institut d'émission de Francfort.

FRANCFORT

correspondance

D'après le règlement de la « Buba », seuls les membres du gouvernement ouest-allemand sont autorisés à participer aux réunions de son conseil. Signe des temps difficiles : même si le traité d'Etat en vue de l'instauration d'une union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagnes n'est pas encore ratifié par le Parlement de Bonn, le souhait exprimé par le ministre des finances ouest-allemand Theo Waigel et son homologue est-allemand, le 18 mai dernier, que cette mesure soit élargie aux dirigeants de la RDA a déjà été exaucé à Francfort.

La Bundesbank, seule responsable de la politique monétaire à l'Ouest comme à l'Est à compter du 1^{er} juillet, n'a pas attendu pour s'attaquer aux problèmes de logistique. M. Johann Wilhelm Gaddum, membre du directoire de la « Buba », jusqu'alors responsable pour les banques, les réserves obligatoires et les questions de personnel, a été chargé de coordonner l'activité de l'institut d'émission à Berlin-Est. Il prend la tête de l'or-

ganisme central provisoire installé par la Bundesbank dans les locaux de l'ancienne Reichsbank, les seuls susceptibles d'offrir suffisamment de place pour accueillir les nouvelles réserves. Un conseil consultatif, composé de dix représentants issus des milieux économiques de la RDA, doit l'assister dans ses nouvelles fonctions, un peu à la façon dont sont organisées les banques centrales des Länder à l'Ouest. Mais, à la différence des administrations régionales de l'Ouest, aucun représentant des cinq Länder est-allemands ne pourra siéger au conseil de la Bundesbank, tant qu'il existe deux Etats allemands.

Selon M. Gaddum, les besoins en argent liquide au moment de l'introduction du deutschemark comme moyen de paiement à l'Est ne devraient pas dépasser 25 milliards de marks-ouest, dans la mesure où la totalité de la masse monétaire en circulation en RDA s'élevait fin mars à 14 milliards de marks-est.

Ce ne sera d'ailleurs qu'un « premier tour » : en octobre, tous les billets, de 5 deutschemarks à 1000 deutschemarks, doivent changer pour l'ensemble du territoire, et on créera un billet de

200 marks. A peine les malheureux Allemands de l'Est auront-ils eu le temps de s'habituer aux effigies nouvelles, qu'il leur faudra passer au nouveaux billets. La plupart de ces coupures seront ornées de visages féminins : Clara Schumann vaudra 100 marks.

En revanche, des problèmes risquent de se poser pour l'activité de refinancement des instituts de crédit, que la Bundesbank prendra en charge par l'intermédiaire de ses quinze filiales, une dans chaque grande ville est-allemande. En l'absence d'instruments spécifiques — comme les effets de commerce qui ne pourront être introduits à l'Est qu'à la suite d'une réforme globale du système bancaire — d'autres moyens, plus primitifs, devront être mis en place pendant une période transitoire. Il en va de même pour le réescompte, qui se fera dans un premier temps par compensation sur les dettes à l'égard de l'Etat est-allemand, comme cela s'était passé à l'Ouest en 1948.

C. HOLZBAUER-MADISON

○ Réduction du déficit de la balance des paiements aux Etats-Unis. — Le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis a diminué de 14 % au premier trimestre 1990 pour tomber à 22,94 milliards de dollars (soit 138 milliards de francs), au lieu de 26,69 milliards au dernier trimestre 1989, a annoncé mardi 12 juin le département du commerce. Le déficit enregistré de janvier à mars est le plus faible depuis celui du premier trimestre 1984 (20,5 milliards de dollars).

INDUSTRIE

Feu vert du gouvernement au papetier Kymmene

Chapelle-Darblay passe sous contrôle finlandais

Le ministère de l'économie et des finances a finalement donné son feu vert à la cession de Chapelle-Darblay, le 3 avril dernier, l'associant dans la reprise au suédois Stora.

Les engagements pris à cette époque par les deux ex-copropriétaires n'ont toutefois pas été remis en cause. Comme il l'avait fait en avril dernier de concert avec Stora, Kymmene s'est engagé à maintenir les 1 170 emplois sur les deux sites du papetier normand et à réaliser les investissements complémentaires pour assurer la compétitivité du groupe » selon le communiqué publié par le ministère en fin d'après-midi. Le finlandais a promis de maintenir des « relations privilégiées » avec les journaux français, sans pour autant donner satisfaction à la Société professionnelle des papiers de presse (qui regroupe les principaux acheteurs de papier journal et de papier magazine) qui réclamait une participation dans le capital de Chapelle Darblay.

Kymmene qui va débours

1,3 milliard de francs — montant de la transaction — continuera à rembourser les quelque 2 milliards de francs d'aides publiques dont a bénéficié Chapelle-Darblay au début des années quatre-vingt.

Le retrait de Stora s'explique par des problèmes de concurrence. En mai dernier, Stora a en effet pris le contrôle de Feldmühle Nobel, le premier groupe papetier de RFA, leader — via sa filiale Beghin — sur le marché des papiers magazine en France, au coude à coude avec Chapelle-Darblay. Cette prise de contrôle reste soumise à l'aval de l'Office des cartels de Bonn. Le suédois Stora s'est-il ménagé une possibilité de retour sur Chapelle-Darblay aux côtés de Kymmene en cas de réponse négative des autorités allemandes ? Des sources bien informées affirment que les Suédois disposeraient d'une telle option. Les pouvoirs publics affirment ignorer tout de tels arrangements. Quai de Bercy, on précise que « la cession de Chapelle-Darblay a été accordée au seul Kymmene et que la modification de ce schéma devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation ».

CAROLINE MONNOT

DROIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

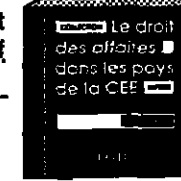
Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Juillet 1990, vous pouvez bénéficier du tarif de lancement.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

«Droit des Sociétés Jupiter» Maîtriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe



LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

La crise de la firme d'Eindhoven

Philips et Olivetti mettent fin à leurs discussions

AMSTERDAM

de notre correspondant

Dans un communiqué commun, publié mardi 12 juin, Philips et Olivetti ont annoncé la rupture des pourparlers qu'ils menaient depuis deux mois pour aboutir à « une coopération dans le domaine des systèmes informatiques ». La multinationale néerlandaise et l'informaticien italien motivent leur décision en affirmant qu'une telle coopération n'aurait pas présenté « d'avantages pour aucune des deux entreprises ».

Un rapprochement avec Olivetti était pourtant considéré comme l'un des moyens pour Philips de redresser la situation de sa division « ordinateurs », gravement déficitaire, et de commencer à sortir de la crise qui a conduit, le mois dernier, au départ précipité de son président.

Le communiqué diffusé mardi laisse d'ailleurs entendre, entre les lignes, que la firme d'Eindhoven a discuté avec Olivetti d'un rapprochement allant plus loin que « les discussions techniques en vue d'une éventuelle coopération technologique et/ou commerciale dans des segments particuliers et limités » des ordinateurs, évoqués le 23 mai dernier. Ce jour-là, Philips et Olivetti avaient formellement démenti l'hypothèse du rachat par la première de la majorité du capital de la seconde.

Philips avait dans la foulée reconnu « être en discussion avec plusieurs entreprises ». On s'attendait que M. Jan Timmer apporte des précisions sur la stratégie de la multinationale dans le domaine des systèmes informatiques, notamment lors de l'assemblée générale convoquée le 2 juillet prochain pour élargir sa nomination en tant que président.

Ch. CH.

○ Précision : Contrairement à ce que nous écrivions dans notre article sur Philips (« Sous la crise, le psychodrame », *Le Monde Affaires* du 8 juin), les mini-ordinateurs (abusivement dénommés micro-ordinateurs) de la multinationale, sont compatibles et connectables avec des appareils fabriqués par les concurrents. Philips a, en effet, adhéré au standard Unix en 1986, soit « deux ans après son lancement, ce qui s'est avéré trop tardif », comme nous l'avons précisé un porte-parole français de la firme d'Eindhoven.

IMMOBILIER

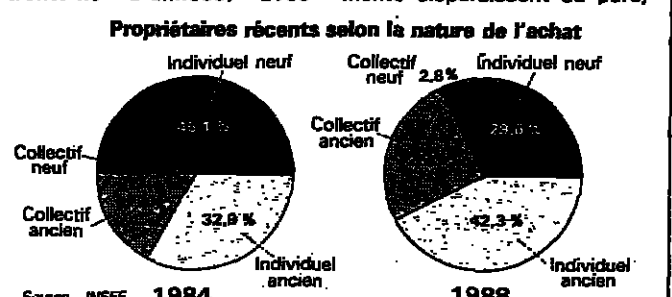
Une enquête de l'INSEE

Les Français achètent davantage de logements anciens

De 1984 à 1988, la proportion des ménages propriétaires de leur résidence principale est passée de 51,2 % à 54,3 % : 11,2 millions de logements sont ainsi occupés par leur propriétaire, sur un total de 20,7 millions de résidences principales (1). Pourtant, dans le même temps, la construction neuve s'est trouvée au niveau le plus bas atteint depuis une trentaine d'années, avec

fortement baissé (moins de 20 000 par an, contre 70 000 entre 1975 et 1982), et cela compense à peine les transformations de résidences secondaires en résidences principales ; l'agglomération parisienne en compte 25 % de moins qu'en 1984.

Chaque année, 80 000 logements disparaissent du parc,



295 000 mises en chantier en 1984 et 305 000 en 1987, contre 410 000 en 1980 et 336 000 en 1989.

Cette apparente contradiction s'explique par un net regain du marché de l'ancien, qu'illustre le graphique ci-contre : en 1984, près de la moitié des propriétaires récents avaient « fait construire », suivant la formule consacrée ; en 1988, ils n'étaient plus qu'un peu plus de 32 %... au profit de l'ancien, qu'il soit collectif ou individuel. Plusieurs explications sont possibles à ce maintien de l'accession à la propriété doublé d'un goût certain des logements anciens : le retour dans les centres-villes des « départs du périurbain », l'effroi provoqué par la hausse du prix des loyers, qui incite à devenir propriétaire, la cherté relative des logements neufs par rapport aux logements anciens...

Autres enseignements de cette étude. En quatre ans, la proportion des logements vacants a augmenté, de 7,7 % à 8,2 %, mais c'est surtout le cas dans les villes de province, alors qu'on observe une stagnation dans les zones rurales, et une baisse des vacances dans l'agglomération parisienne (de 6,2 % à 5,9 %). La construction des résidences secondaires a

dont la moitié sont détruits, et l'autre moitié transformés en bureaux, ou en locaux administratifs ou commerciaux ; dans l'agglomération parisienne, ces transformations touchent 0,6 % du parc. Enfin, le parc locatif change : on compte chaque année 60 000 logements HLM de plus, contre 95 000 logements loués en moins dans le secteur privé, dont plus de la moitié dans le parc encore soumis à la loi de 1948 ; à ce rythme, les logements « loi de 48 » auront disparu à la fin du siècle : à Paris, il n'en resterait plus que 110 000, contre 175 000 en 1984.

Et bien sûr, en quatre ans, les loyers ont fortement crû (de 39 % sur la France entière), tandis que l'indice des loyers, à qualité constante, a progressé de 26 % contre seulement 14 % pour l'indice générale des prix.

J. D.

(1) Étude de M. Claude Taffin, Chef de la Division logement à l'INSEE. « Tendances récentes du marché du logement », INSEE Première, N° 74, juin 1990.

Saint-Denis à ciel ouvert

Le 10 juin se sont terminées les fouilles archéologiques menées depuis 1973 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Pendant ces dix-sept années, 13 hectares ont été passés « au peigne fin » par l'équipe dirigée par Olivier Meyer (archéologue municipal depuis 1982).

« Au peigne fin » doit être pris au sens littéral : dans toute cette grande surface, l'unité archéologique de la ville de Saint-Denis a été étudiée et étudiée 16 000 couches archéologiques distinctes. Ce qui n'est pas surprenant puisque les périodes dont on a ainsi retrouvé les vestiges couvrent plus de mille sept cents ans d'occupation humaine. Ce qui est plus remarquable l'on sait que le mille-feuille archéologique a une épaisseur maximum de 1,90 mètre.

La minceur de celui-ci s'explique par le fait que, dans cette plaine limoneuse dépourvue de carrières, les pierres qui avaient dû être acheminées de loin - de Pontoise, par exemple, soit sur une distance de plus de 20 kilomètres - ont été sans cesse réutilisées et n'ont donc pas contribué à l'haussement du sol inhérent à toute longue occupation d'un site.

Certes, l'occupation de Saint-Denis n'a pas été continue. Attestée au début du néolithique (vers 6000 ou 5000 avant Jésus-Christ), elle semble s'être interrompue assez vite. De cette époque ont été retrouvés des tombes et des silos à grains, des outils de pierre et un atelier de taille, de la céramique sombre parfois décorée au peigne. L'occupation néolithique a été relativement brève. Après elle, il faut attendre le troisième siècle de notre ère pour que les hommes s'installent définitivement à Saint-Denis. Ces générations ont laissé un enchevêtrement d'églises, d'installations, d'habitations, de nécropoles, d'ateliers... dans lesquels la patiente récolte des indices et des objets a été extrêmement fructueuse (le Monde du 20 septembre) : au total, 35 000 « objets », auxquels s'ajoutent 3 500 pièces complètes et des centaines de milliers de tessons.

En tout premier lieu, les vestiges de la période carolingienne (751-987) sont particulièrement

intéressants. Jusqu'au huitième siècle, en effet, les rites funéraires continuaient les coutumes gauloises et gallo-romaines. C'est-à-dire que les morts étaient enterrés avec de multiples objets : armes, bijoux, ustensiles domestiques... D'où les innombrables épées, fibules, ceintures, pièces de vaisselle, monnaies de l'époque mérovingienne (v. 450-751) qui ont été retrouvées un peu partout dans les fouilles de sites remontant à cette période. Ces rites, à l'évidence hérités du paganisme, ne plaisaient pas à l'Eglise. Mais celle-ci ne réussit que pendant le huitième siècle à imposer que le mort soit enterré tout seul, sans les objets témoins de sa grandeur ou de son humble vie quotidienne. A Saint-Denis, le volume et la méticulosité des fouilles ont permis de



OLIVIER MEYER ET EMMAUELLE JACQUOT

découvrir beaucoup de fragments d'objets carolingiens au point d'avoir ainsi réuni un matériel unique en Europe ou presque.

La Scandinavie dont la christianisation a commencé au huitième siècle et s'est généralisée en deux ou trois siècles, est riche, en effet, en vestiges mobiliers contemporains de nos rois carolingiens et ayant une

parenté avec les rares objets de cette période trouvés en Europe occidentale.

A Saint-Denis ont été ainsi mises au jour des verreries du huitième et neuvième siècles et des poteries du neuvième siècle enduites d'une glaçure (une sorte de vernis fait de galle, de miel et de terre) de l'argile délavée, vernis « peint » sur la pâte avant la cuisson. Ces glaçures, dont l'âge est indiscutable, infirment l'idée communément admise que cette technique avait été inventée au seizième siècle.

Autre découverte très intéressante : de nombreux fragments de vitraux carolingiens du neuvième siècle, décorés de motifs floraux et de lettres, alors que l'on pensait que les premiers vitraux dataient de la fin du onzième siècle ou du début du douzième siècle.

An centre, les mains fines, saint Denis, en tunique longue, est fermement maintenu par un soldat en tunique courte (à droite). A gauche, saint Rustique, l'un des deux compagnons de Denis (saint Eulphère, le deuxième acolyte de saint Denis, est figuré sur une autre face). Cette scène capitale est celle de la confrontation de Denis à son juge, le prélat romain Sisinnius (qui figure trônant sur la troisième face de ce chapiteau). Fait pendant le premier tiers du douzième siècle (vers 1125), ce chapiteau a été mis au jour le 26 mars dernier.

Dans l'atelier de maître verrier du neuvième siècle découvert près de la basilique, ont même été retrouvés les moules en pierre dans lesquels on coulait manifestement les baguettes de plomb constituant l'armature des vitraux.

Ces dix-sept années de fouilles continues et exhaustives sont exceptionnelles en France. Elles ont été menées à bien grâce à l'extraordinaire soutien que la municipalité et la population dionysiennes ont apporté aux archéologues. L'intérêt de la population est manifeste : du 12 mai au 10 juin, la dernière fouille, celle d'une nécropole mérovingienne, a été ouverte au public : en vingt-neuf jours, 30 000 personnes, dionysiennes pour la plupart, sont venues voir travailler les archéologues. Et la ville a créé en 1982 un service archéologique municipal, qui compte actuellement trois archéologues à plein temps et qui étudie préventivement tous les permis de construire sur le terrain et aussi, on se fonde sur la carte archéologique dressée pour tout le territoire de la commune.

Le travail ne s'est pas arrêté le 10 juin. Les archéologues professionnels et certains des innombrables bénévoles qui ont participé aux fouilles vont entreprendre, avec une aide de l'Etat, la publication de leurs découvertes. Sous prétexte fascicule de 150 à 200 pages chacun... YVONNE REBEYROL

Aquaboulevard : l'heure des comptes

Un an déjà... que le paquebot Aquaboulevard a pris le large sans quitter les rives du périphérique de Paris. Nef des jeux d'eau et de hasard, Aquaboulevard ne se porte pas si mal pour un début...

On pourrait se croire dans une de ces villes sans limites des Etats-Unis, où bretelles de voies rapides, hélicoptère, grand hôtel, complexe de loisirs voisinent sans se préoccuper les uns des autres et sans caractères suffisamment marqués pour que la place ait un nom. Il ne s'agit pourtant ni de Cleveland ni de Paris, Texas, mais de Paris, France, et des abords de la place Balard. C'est là que s'est installé l'Aquaboulevard et que se retrouvent les amateurs de chaleur tropicale en plein hiver.

Ces amateurs, une polémique lancée par le Canard enchaîné le 28 février met en doute leur existence. Ou du moins leur existence en nombre suffisant pour rentabiliser l'affaire. L'Aquaboulevard serait-il une nouvelle affaire Plannit magique ? Après quarante-huit heures d'ouverture, cet établissement a dû fermer ses portes et déposer son bilan, mettant la ville face à ses engagements puisqu'elle a cautionné l'entreprise à hauteur de 100 millions de francs.

Pour l'Aquaboulevard, la ville est allée encore plus loin. Elle a garanti une partie des emprunts pour 150 millions de francs. De plus, elle loue le terrain occupé par l'Aquaboulevard à un tarif plus qu'avantageux. Un véritable prix d'amour : 1,5 % du chiffre d'affaires de la deuxième à la septième année d'exploitation, puis augmentation jusqu'à 3 % à partir de la quinzième année, cela pour 90 000 mètres carrés construits et 2 hectares extérieurs dans Paris. Le chiffre d'affaires ayant été de 105 millions de francs pour les huit premiers mois d'exploitation, le loyer devrait être pour l'année d'environ 336 000 F (auxquels s'ajoutent les parts dues sur les sous-locations). Il est vrai que la ville deviendrait propriétaire des lieux dans soixante ans.

La société Forest Hill, qui a apporté à Aquaboulevard son savoir-faire dans le domaine des loisirs sportifs couverts, s'est associée à des actionnaires de poids, qui n'ont pas l'habitude de s'engager à la légère : Indosuez, Lyonnais des eaux, Société auxiliaire d'entreprises, pour ne citer que les principaux, parmi une vingtaine de partenaires. Le capital de la société est de 78 millions de francs.

Les élus socialistes en particulier se sont émus de ce désengagement de la ville sur les projets sportifs et de loisirs. Ils soulignent également la précipitation avec laquelle le projet a été mené. « Le conseil de Paris n'a même pas été saisi », souligne Claude Flouriaux, conseiller socialiste du XV^e arrondissement. Le plan d'occupation des sols (POS) prévoyait une activité sportive à cet emplacement. Or il s'agit d'un équipement sportif mixé avec des commerces. De plus, un tel projet touche l'environnement, crée des problèmes de circulation, de sta-

tionnement qui n'ont jamais été soumis au conseil de Paris. Cette discrétion est étonnante ! »

Outre ces éléments, la polémique s'alimente du chiffre de fréquentation d'Aquaboulevard : 35 000 entrées en janvier 1990 contre 90 000 en juin 1989 : « Mais c'est un chiffre loin d'être ridicule après Noël et quand l'extérieur est fermé ! », s'insurge Michel Corbière, PDG de Forest Hill. Et il ajoute que ce chiffre ne tient pas compte des entrées dans l'espace aquatique, alors qu'il faut aussi considérer la fréquentation totale, « activités sèches » y compris. « Le lundi 7 mai, nous avons tout de même battu un record de fréquentation avec 6 400 entrées. En un an, nous avons eu 2,9 millions de visiteurs sur le pont-promenade, dont 1,5 million de consommateurs, toutes activités et services compris. »

Michel Corbière est même franchement ravi des performances d'Aquaboulevard. « Nous pensions que le parc aquatique démarrerait difficilement. Nous tablions sur 480 000 entrées de mai à décembre 1989. Il y en a eu 600 000. Au point que les autres activités, qui sont celles d'un Forest Hill traditionnel, ont été éclipsées et ont décollé plus lentement. »

Voyeurs et exhibitionnistes

La première vision du parc aquatique, lorsque le visiteur arrive, est une sorte d'aquarium où aboutit un grand toboggan. On peut y admirer les ébats des nageurs et nageuses qui plongent puis resurgissent à la surface de l'eau. Curieuse impression, lorsque l'on est encore emmitouflé dans son manteau... Puis, du « pont-promenade » où l'on trouve des commerces, et des restaurants, on peut contempler tout le parc et ceux qui le fréquentent. « La relation voyeur-exhibitionniste est très présente », commente un brin cyniquement Michel Corbière. « Les gens ont besoin de niches pour se relaxer. Les activités ne sont pas intéressantes en elles-mêmes, elles sont des prétextes à regroupement sociologique. Ceux qui font du golf sont différents de ceux qui font du bowling ou du mur d'escalade. »

Tout est donc prévu pour les voyeurs-exhibitionnistes, c'est-à-dire la plupart des clients selon Michel Corbière, au détriment des fanatiques du sport. Toboggans très ralentis à l'arrivée, bassins peu profonds, eau à 30 degrés, fréquentation des activités sportives à la carte... « Les gens veulent de la considération, ce que les associations sportives habituelles ne donnent pas. Elles privilégient les enfants ou l'élite. Moi, je traite bien ceux qui viennent peu. Je considère qu'un bon client est celui qui vient une fois par mois ; il ne surconsomme pas mais n'est pas perdu pour nous. » On comprend que l'implantation d'un paradis tropical (29 degrés toute l'année) ne fasse pas le bonheur de ceux qui attendaient un véritable équipement sportif ou de ceux qui échappent à la civilisation du parapluie. Il fait en revanche celui des ado-

lescents, des familles et des célibataires (44 % de la fréquentation). Les palmiers et toutes les rencontres, et les jeunes gens se satisfont pleinement du rôle de voyeurs. Les vrais mordus ont la possibilité de devenir pachas. Contre une cotisation, ils bénéficient alors de privilèges interdits au commun des mortels : entrée et plage privée, village polynésien... « Les pachas veulent se distinguer mais ils veulent aussi ce que les autres ont. Si bien que l'un de nos problèmes a été celui des sacs de communication », commente en souriant Michel Corbière. Et de fait, il est assez frustrant d'apercevoir, à travers un rideau de plantes tropicales, les heureux élus du village tropical sirotant leur cocktail. De quoi satisfaire l'exhibitionnisme des pachas.

Le prix d'entrée au parc aquatique est relativement élevé. Michel Corbière le reconnaît le premier : 68 F pour quatre heures. Mais les Parisiens sont prêts à payer, à l'opposé des provinciaux. C'est du moins ainsi qu'il l'explique l'échec de ses deux premiers centres aquatiques, à Marçay-en-Barcel (Nord) et à Nîmes : « A Paris, les espaces de loisirs manquent et on est prêt à payer. En province, ce n'est pas du tout la même situation. Là, nous sommes en concurrence avec les jardins, la nature et les équipements municipaux à 8 F ». Jamais plus de Marçay-en-Barcel !

Le seul exemple de réussite d'équipement de ce type en province, est celui de Centre Parcs. Il est vrai que son « paradis aquatique tropical » n'est qu'à 120 kilomètres de Paris et que des cottages permettent d'y passer plusieurs jours. Ainsi les Parisiens, qui constituent la majorité de la clientèle, sont-ils prêts à payer le loisir à son juste prix.

Michel Corbière souligne, à l'intention de ses détracteurs, que rares sont ceux qui, dans le domaine du loisir, ont une démarche d'industriels. « Pour ces grandes opérations, la durée est nécessaire. Comme dans l'industrie, les investissements sont lourds et les retours sont longs et il y a peu de chiffre d'affaires. »

Mais il est une chose qu'un industriel ne peut prévoir : l'évolution des goûts et des modes. Le bail octroyé par la Ville de Paris prévoit bien de pouvoir adapter les zones d'activités « en fonction des modes du moment ». Sage précaution pour un bail valable soixante ans. Mais ce qui est relativement facile pour les superficies occupées par les « activités sèches » (on peut diminuer la surface du tennis au profit de la danse) ne l'est pas du tout lorsqu'il s'agit des 12 000 mètres carrés du parc aquatique. « Les Français n'aiment pas l'eau et ils se lassent de ce qui n'est pas distrayant. Pour qu'ils se déplacent, il faut qu'ils aient le sentiment de découvrir quelque chose, la nature ou la science peut importer, et qu'un lien affectif se crée », estime Jacqueline Boulet, directrice de la base de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines. C'est précisément ce lien que Michel Corbière espère voir apparaître en offrant à la campagne et le confort » à Paris.

MARTINE KIS

La restructuration du réseau de la RATP
Les bus dans les embarras de Paris

La RATP fera connaître à la fin de l'année 1990 les conclusions de l'étude lancée par ses services à propos de la restructuration de son réseau d'autobus.

Le nouveau « plan de circulation » auquel la Régie met la dernière main est ambitieux. Il envisage notamment la création ou le prolongement de lignes dans les arrondissements du Sud et de l'Est parisiens, aujourd'hui les moins bien desservis. D'autre part, il propose d'augmenter la vitesse du trafic aux heures de pointe pour atteindre 13 km/heure contre 10 actuellement.

La RATP devrait également profiter de cette « avancée » de son réseau pour - enfin - mieux informer les usagers. Des écrans installés dans les arrêts donneront en permanence des informations sur la position des véhicules cahotant entre deux portes de la capitale.

Ainsi les Parisiens pourront-ils savoir quelle est la distance - et les minutes - qui les séparent du bus tant attendu.

Ce système sera mis en place, à titre expérimental, avant le mois de décembre sur les lignes 26 (gare Saint-Lazare - cours de Vincennes) et 29 (gare Saint-Lazare - porte de Montempoivre). En améliorant sa desserte des arrondissements périphériques de la capitale, le réseau de surface de la RATP devrait offrir une meilleure complémentarité avec la voie ferrée de banlieue. Dans les prochaines années, l'étude d'une nouvelle tarification favorisera l'utilisation de l'autobus pour des trajets plus longs et intégrant plusieurs moyens de transport.

Les services de la Régie travaillent en liaison avec la préfecture de police et le Maire de Paris. Ainsi les édiles de la capitale ont-ils voté un crédit de 27 millions de francs pour améliorer en 1990 la fluidité du trafic des bus. La liste des travaux à entreprendre sera dressée lors de la prochaine séance du Conseil de Paris, lundi 26 juin. Mais d'ores et déjà il est acquis que dix nouveaux kilomètres de couloirs réservés aux transports en commun seront créés.

D'autre part, différents aménagements sont prévus, notamment aux carrefours sensibles et aux terminus des lignes. Des plans de circulation de quartiers seront revus et des trottoirs élargis. Au total, ce sont 600 places de stationnement sur la voie publique qui seront supprimées pour faciliter le passage des autobus. Ces travaux visent, sur la route de la petite ceinture, les portes Montmartre, de Clignancourt et de la Chapelle. Mais aussi les tronçons difficiles des lignes 29 (gare Saint-Lazare - porte de Montempoivre) dans le centre de Paris, 67 (Pigalle - porte de Gentilly), 69 (Montrouge - place Clichy) dans le onzième arrondissement, 95 (gare Montparnasse - porte de Montmartre), 86 (gare Montparnasse - porte des Lilas) dans les treizième, quatorzième et onzième arrondissements.

Une action volontariste

Lié à la circulation dans la capitale, le trafic des autobus est de plus en plus perturbé. Sa vitesse est faible et son irrégularité croissante. Les pouvoirs publics se devaient de réagir pour enrayer la dégradation d'un moyen de transport qui assure globalement 22 % des déplacements de surface et a effectué 330 millions de trajets en 1988.

On pourra proposer toutes sortes de mesures, seule une action volontariste à propos de la circulation et du stationnement pourra améliorer la rapidité des bus parisiens. Surtout si l'on sait que les cinquante-sept lignes du réseau tissent une toile dans Paris sur 350 kilomètres.

JEAN PERRIN

Le débat nourri par le Livre blanc sur l'avenir de l'Ile-de-France a été officiellement clôturé le 22 mai par le premier ministre. Mais rien n'interdit de continuer à agiter des idées en prévision du prochain schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. M. Jean-Pierre Lecoq répond ici à l'article publié dans le Monde du 17 mai sous la signature de l'architecte Pierre Clément.

(...) Cet article contient, à côté de réflexions pertinentes, deux méconnaissances importantes de ces mécanismes qu'il importe de relever pour éviter des conclusions erronées.

La première consiste à rapprocher deux hypothèses essentielles du Livre blanc : celle de l'accroissement à long terme de la population régionale (500 000 habitants) et une évaluation de la consommation d'espace prévisible de l'ordre de 30 000 à 50 000 hectares, pour en conclure que chaque habitant nouveau devra disposer de 5 000 mètres carrés d'espace urbain, ce qui est excessif ! Ces deux données n'ont, en fait, rien à voir l'une avec l'autre ; ce qui détermine les besoins d'espace en

Débat : quel avenir pour l'Ile-de-France ?
Economiser l'espace

Ile-de-France, comme dans toute métropole de pays développés, c'est avant tout le phénomène de desserrement de la ville, qui se produit même à population constante.

C'est la modernisation et l'amélioration qualitative de la ville qui produisent ce desserrement. Il existe à la fois dans le domaine de l'habitat, où la majeure partie des 60 000 logements à construire chaque année est nécessaire même sans la croissance de population (augmentation du nombre de ménages, amélioration des logements existants, renouvellement des logements anciens...), dans le domaine des activités économiques où bureaux et activités à effectif constant tendent à étendre l'espace qu'ils utilisent, dans le domaine, enfin, des équipements publics dont l'amélioration nécessite un espace croissant. Cette consommation d'espace est le produit et le témoignage de la dynamique urbaine de l'Ile-de-France. C'est aussi la condition nécessaire d'une transformation et d'une amélioration de l'agglomération centrale : mutation et extension de l'espace urbain sont deux phénomènes indissociables l'un de l'autre. Enfin, il faut souligner que les hypothèses de consommation d'espace évoquées par le Livre blanc, de 1 500 à 2 000 hectares par an, sont notablement inférieures aux chiffres consta-

tés dans les décennies antérieures et supposent déjà qu'un effort sensible soit fait pour économiser l'espace.

La seconde méconnaissance des mécanismes régionaux consiste à nier le lien existant entre l'agglomération parisienne et les communes rurales qui l'entourent, et à affirmer que l'Ile-de-France n'est qu'une fiction administrative. Depuis des siècles, il existe des liens fonctionnels d'interdépendance étroite entre la grande agglomération centrale et les territoires ruraux, lieu de migration quotidienne entre habitat et travail, lieu d'échanges en matière de services et d'équipements, de loisirs et de sports, d'approvisionnement en eau, en énergie, en matériaux...

La région de l'Ile-de-France représente un ensemble indissociable, un grand « écosystème urbain » que doit prendre en compte tout projet d'aménagement.

En revanche, c'est à juste titre que l'article précité pose le problème de la forme et de la densité des secteurs d'urbanisation nouvelle, avec le souci d'éviter qu'elle ne soit exagérément consommatrice d'espace, de rechercher un plein usage du territoire actuel des villes nouvelles - tout en répondant néanmoins à la demande de logements individuels et intermédiaires qui fait la dominante de la demande d'habitat à la périphérie.

Mais surtout, il a raison de souligner la nécessité d'une vaste ambition de qualité urbaine et architecturale, qui devrait être un objectif majeur du nouveau schéma directeur. C'est en effet à la fois l'une des conditions d'une meilleure qualité de la vie pour ses habitants, et d'un meilleur attrait de l'Ile-de-France dans la compétition internationale.

Favoriser la qualité de la création architecturale, développer la qualité du traitement des espaces publics, concevoir et réaliser des ensembles urbains qui viennent enrichir notre patrimoine existant, aussi bien dans l'agglomération centrale que dans les villes nouvelles, renouer avec notre tradition séculaire de grande composition urbaine... Après les grands projets architecturaux, impulser les grands projets urbains avec le même souci de qualité, telle devrait être l'une des ambitions majeures du nouveau projet pour l'Ile-de-France, avec l'appui et la participation active des architectes-urbanistes, et de tous les professionnels du cadre bâti.

► Jean-Pierre Lecoq est architecte-urbaniste, directeur technique de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) et corapporteur du Livre blanc.

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Cadre Financier Export

Au sein du Service Financement/Assurance, vous étudiez les solutions financières, de crédit, et d'assurance de la réponse aux appels d'offre de lancement de satellite, en liaison avec les partenaires financiers, les courtiers et les assureurs ; vous participez à la négociation des contrats, vous en suivez l'exécution.

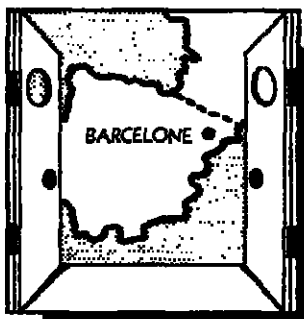
A 30 ans, diplômé d'une école ou université européenne de gestion, vous justifiez d'une expérience de 5 ans dans le domaine financier acquise en milieu bancaire ou au sein d'une

entreprise internationale.

Parfaitement bilingue anglais-français, éventuellement trilingue, utilisateur averti de l'outil informatique, vous êtes disponible pour de fréquents voyages internationaux à partir de notre siège d'Evry (Paris Sud).

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence DAF/8930 M à Arianespace, Service des Relations Humaines, Boulevard de l'Europe, BP N° 177, 91006 Evry Cedex France.

Arianespace,
Première société commerciale
de transport spatial.



PORTES OUVERTES SUR L'ESPAGNE

BLOCFER (120 personnes, C.A. en pleine évolution + 20 % en 90) fabrique et commercialise des éléments de menuiserie intérieure.

Nous bénéficions d'une excellente notoriété sur le marché français et sommes leader dans notre spécialité, blocportes de confort acoustique, sécurité feu, anti-effraction. Dans le cadre de notre extension européenne, nous recherchons notre

DIRECTEUR DE FILIALE ESPAGNE

Rattaché au président, votre enthousiasme allié à vos qualités de manager, nous permettront de vous confier la responsabilité du développement de notre filiale. Nos produits, déjà homologués en Espagne, correspondent aux besoins du marché ibérique. Vous saurez les y imposer grâce à la stratégie commerciale que vous mettrez en place et à vos talents de négociateur.

Homme de terrain, vous aimerez motiver nos commerciaux. A 35 ans environ, de formation commerciale supérieure de préférence, vous bénéficiez d'une expérience réussie dans un secteur en relation avec le bâtiment. Vous êtes nécessairement bilingue. Ce poste élargit votre offre de réelles perspectives d'avenir. Poste basé à Barcelone.



Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo en précisant la réf. DF/LM à CARA CONSEIL, 2 bis, rue Tête d'Or - 69006 LYON qui traitera votre dossier confidentiellement.

Equipement Automobile

Délégué Technique auprès des constructeurs Italiens

Notre Société (4 300 personnes, 2,2 Milliards de F. de CA) est bien implantée en EUROPE, et depuis longtemps en ITALIE, où elle détient 7% du marché de produits que vous connaissez bien.

Avec les ingénieurs d'Etudes de FIAT, ALFA ROMEO, LANCIA, MASERATI... vous établissez les cahiers des charges et déterminez les critères utiles au développement et à l'adaptation de nos produits.

Vous fournissez les "prototypes" aux ingénieurs et pilotes d'ESSAIS, participez aux séances d'essais et analysez avec eux les résultats.

Vous entretenez des relations suivies avec les importateurs des constructeurs étrangers en Italie et avec les organismes de Normalisation et de Réglementation.

Vous exploitez l'ensemble des observations, données et résultats recueillis avec les ingénieurs "Développement" de notre Centre Technique (Est de la France).

INGENIEUR MECANICIEN, vous connaissez bien le monde de l'automobile : vous exercez depuis plusieurs années des responsabilités dans les Etudes, les Essais ou comme Chef de Produit.

Bien-sûr, vous êtes ITALIEN (ou d'origine) et parlez couramment le Français : vous serez basé au siège de notre Filiale, à TURIN.

SEFOP, notre Conseil, vous en dira plus dès qu'il aura reçu votre dossier (CV et salaire souhaité) sous la référence BDT 437 CDS.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS



MEMBRE DE SYNTHEC

J. STERN S.A.

A new European Company has been set up to develop a very high speed computer for scientific and technical applications. The architecture and the implementation technology are the most advanced state of the art in computer technology. It is the company plan to market this computer worldwide.

The company is completing the feasibility study and starting to build up an international development team located in Lyon (France). Team membership is based on competence, relevant experience, team spirit and enthusiasm.

Openings for qualified management and engineering experts are available in the following areas :

- Computer architecture,
- Networking and I/O systems,
- VLSI and system design,
- Mechanical, packaging, cooling, electrical engineering,
- Optimizing and parallel compilers,
- UNIX software operating system,
- Design methodology and simulation tools,
- Software engineering,
- Test and manufacturing engineering.

If you are interested in joining the team and contributing, please write to :

Jacques Stern
CNIT, BP 240
92053 PARIS LA DÉFENSE

Le Monde

de l'

International

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

LA HIGH TECH S'EXPORTE EN ARABIE

STESA (300 personnes, CA : 145 MFR), société succédant à la filiale de THOMSON, est spécialisée dans la vente et le service après-vente d'équipements d'électronique professionnelle. Créée en 1982 pour assurer la maintenance de la TV en Arabie, STESA a eu, depuis, à imposer sur un marché non protégé où la concurrence est sévère. Dans le cadre de notre développement, nous cherchons à renforcer nos équipes et proposons un contrat de trois ans renouvelable par année à :

UN INGENIEUR EXPERIMENTE

Directement rattaché à la direction générale, vous assurez le suivi et le contrôle technique de plusieurs contrats de systèmes clés en main de télévision professionnelle (vidéo et émission), de sécurité et de télécommunications.

De formation électronique si possible, votre expérience a montré que vous savez être efficace dans les milieux difficiles. Autonomie et maturité sont vos principales qualités. La maîtrise de l'anglais courant est indispensable pour réussir.

Si vous souhaitez tenter l'aventure et rejoindre nos équipes venues du monde entier, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé) à : THOMSON-STESA - Ann MASY - 50 rue Jean Pierre Timbaud - 92400 Courbevoie.



L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS

à MUNICH recrute pour son service : documentation et bibliothèque des brevets de recours

un(e) DOCUMENTALISTE ou

un(e) BIBLIOTHECAIRE

Qualifications minimales: diplôme d'études supérieures et formation professionnelle assortie d'une expérience de plusieurs années. Une formation et une expérience en qualité de bibliothécaire diplômée ainsi que de solides connaissances en informatique constitueraient un avantage.

D'excellentes connaissances de la langue allemande, anglaise ou française ainsi qu'une bonne compréhension d'au moins une des deux autres langues sont exigées.

A l'instar d'autres organisations internationales, l'Office européen des brevets offre un traitement élevé, non soumis à l'impôt national sur le revenu. Selon l'expérience, le traitement initial est compris entre 5 500 et 6 500 DEM par mois, auquel s'ajoutent certaines allocations et indemnités.

Les candidatures devront être présentées sous la référence EXT/434 à l'aide du formulaire idoine fourni par l'OEB et parvenir au plus tard le 11.7.1990 à la

Direction principale du Personnel,
Office européen des brevets,
Erhardstrasse 27
D-8000 Munich 2
Tél. : (0049) 89/2399 4318



ASIAN DEVELOPMENT BANK Manila, Philippines

The Asian Development Bank, a multilateral development finance institution, is seeking applicants with relevant postgraduate qualifications and several years experience in development work for the following positions:

1. Research Economists
2. Programs Economists
3. Project Engineers
4. Financial Analysts
5. Project Economists

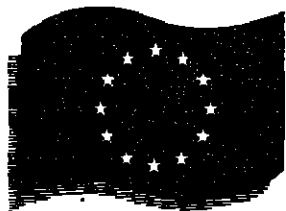
The Bank is also seeking candidates below age 30 for its **Young Professionals Program**. Applicants must hold at least a Master's Degree or its equivalent in economics, finance, management or other fields pertinent to the Bank's work; relevant work experience is highly desirable. Applications for the 1991 intake should reach the Bank not later than 31 July 1990.

All candidates must be nationals of Bank member countries and must be proficient in written and spoken English. The Bank actively encourages women to apply for the above positions. Interested persons may send their curriculum vitae to REF. No. 9005-E (for the Young Professionals Program, Ref. No. YP91-E), Human Resources Division, Asian Development Bank, P.O. Box 789, Manila 1099, Philippines.

(Enquiries may also be sent by telex, Nos. 63587 ADB PN or 40571 ADB PM, or Facsimile No. (632) 741-7961.)

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde International



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

recherche à titre temporaire

3 AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS (m/f) Catégorie A - niveau A5/A4

* RÉFÉRENCE TT / 90

* DOMAINE: pêche / affaires internationales.

Fonctions: contribuer aux travaux de l'unité chargée des questions internationales pour la négociation d'accords de pêche et leur mise en œuvre.

Qualifications requises: - être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; - avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; - avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans, dont 6 ans au moins dans le domaine de la pêche; - avoir une expérience confirmée des problèmes de gestion des ressources halieutiques; avoir une expérience notamment dans le domaine de négociations d'accords de pêche; - posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ses langues; - être âgé de 50 ans maximum.

* RÉFÉRENCE 27 / 90

* DOMAINE: crédits et investissements - prêts.

Fonctions: promotion et négociation des prêts CEEA pour l'Italie; instruction des demandes de prêts et de garantie; analyse des bilans, plans de financement, sursees des entreprises et institutions financières italiennes demandereses de prêts; négociation des conditions des prêts avec les entreprises ou, dans le cas de prêts globaux, avec les institutions financières; préparation des procédures d'approbation.

Lieu d'affectation: Luxembourg.

Qualifications requises: - être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; - avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme d'économie ou de droit ou d'ingénierie industrielle avec spécialisation économique; - avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans orientée sur l'analyse économique et financière, dont deux ans au moins dans le secteur bancaire; - avoir une connaissance approfondie des activités d'emprunt et de prêt des Communautés, ainsi que de la réglementation et du fonctionnement du crédit à moyen et long terme dans un ou plusieurs États membres dont l'Italie; - avoir une aptitude aux contacts et à la négociation; - posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ses langues. Une bonne connaissance de la langue italienne et de la langue française ou anglaise est souhaitable; - être âgé de 50 ans maximum.

* RÉFÉRENCE 43T / 89

* DOMAINE: environnement - contrôle de la pollution atmosphérique.

Fonctions: contribuer à l'élaboration de propositions d'action au niveau communautaire pour lutter contre la pollution atmosphérique; - traiter des problèmes liés aux réseaux de mesure de la pollution atmosphérique dans la Communauté et l'espace géographique européen; - évaluer les données.

Qualifications requises: - être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; - avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme d'ingénieur de préférence; - avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle de niveau universitaire d'au moins 12 ans orientée sur les techniques industrielles dont une expérience de six ans minimum dans le domaine de la pollution de l'air; - avoir des connaissances spécifiques en pollution photochimique et des systèmes et mesures de contrôle des composés organiques volatils; - avoir une connaissance approfondie des législations des États membres et du cadre législatif et de l'action de la Communauté; - avoir une aptitude aux contacts et aux réunions au niveau international; - posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ses langues. Une bonne connaissance de la langue anglaise et / ou de la langue française est souhaitable; - être âgé de 50 ans maximum.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage très vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 3 ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié, 4 pages maximum, accompagné des pièces justificatives au plus tard le 16 juillet 1990 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Unité de Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES
en précisant, sur l'enveloppe également, la référence.



Talented professional meets an innovative company.

AREA MANAGER

ENVIRONNEMENT:

S.W.I.F.T. (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) assure le traitement de messages et les services de transmission entre les institutions financières dans le monde entier. Cette société coopérative appartient au monde bancaire international et gère un réseau de télécommunications informatisé qui relie actuellement près de 3.000 institutions financières dans plus de 70 pays. S.W.I.F.T. emploie 950 personnes, dont la moitié travaille en son siège situé dans les environs de Bruxelles (Belgique).

RESPONSABILITÉS:

Notre division S.N.S. (S.W.I.F.T. Network Services) désire s'adjoindre un (m/f) AREA MANAGER. Nous lui confierons la zone Europe de l'Ouest et du Sud et l'Afrique du Nord. A la tête d'une équipe de sept personnes, le candidat retenu assurera la gestion et le développement de notre clientèle, les banques et institutions financières situées dans sa zone, afin d'intensifier le trafic des messages S.W.I.F.T. Il sera personnellement responsable des plus importants comptes français et belges.

TALENTS:

De langue maternelle française, il fera preuve d'une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que de l'espagnol ou de l'italien.

Le candidat bénéficie d'une formation supérieure (grande école commerciale ou équivalent) et a acquis une expérience similaire d'une dizaine d'années, de préférence dans le milieu bancaire (correspondent banking). La fonction exige de la disponibilité, en raison de fréquents déplacements.

PERSPECTIVES:

Entrer chez S.W.I.F.T. signifie se lancer dans une carrière internationale, ne pas avoir peur des responsabilités. Si vous êtes prêt à vous investir dans une société qui met avant tout l'accent sur l'épanouissement personnel, nous sommes faits pour nous entendre.

CONTACT:

Veuillez adresser votre lettre de candidature, accompagnée d'un cv, et d'une photo, à S.W.I.F.T. Network Services, Personnel Department, avenue Adèle 1, 130 La Hulpe (Belgique).

Getting in touch with quality.

AU COEUR DES RESEAUX
LA COMMUNICATION DU FUTUR.

FILIALE COGECOM GROUPE FRANCE TELECOM

Nous sommes le N° 1 mondial de transmissions de données X 25, Videotex et spécialistes des services à valeur ajoutée. Filiale du puissant groupe français FRANCE-TELECOM, Transpac se veut le fédérateur des nouveaux moyens de communication sur les 5 continents. Aujourd'hui notre enjeu commercial se joue à l'échelle mondiale à travers le développement des alliances et des partenariats internationaux. Pour réaliser cette ambition sur l'Allemagne, l'Europe de l'Est et l'URSS nous cherchons notre

RESPONSABLE DE ZONE

Poste basé à Paris parfaitement bilingue anglais / allemand

VOTRE MISSION: - appréhender les différents marchés nationaux - découvrir et convaincre sur place les opérateurs pouvant devenir nos futurs partenaires - proposer avec nos spécialistes des projets de participation et des accords de partenariat - s'assurer de la viabilité et de la pérennité des projets.

VOTRE PROFIL: - votre formation d'ingénieur ou votre expérience réussie dans le domaine des réseaux informatiques vous a doté d'une solide crédibilité technique et commerciale - vous avez l'habitude des négociations à haut niveau et des transactions complexes - votre souplesse et votre sérieux commercial vous ont permis de prouver votre potentiel.

NOUS VOUS OFFRONS: - un poste innovant de très haut niveau déterminant pour notre développement - l'infrastructure et les moyens financiers nécessaires pour soutenir cette stratégie offensive - une position initialement de vendeur autant que d'acheteur - une liberté d'action vous permettant de mettre en valeur votre talent d'entrepreneur.

Pour une présentation individuelle du poste le 04/07/90

adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - Schwindstrasse 3 - 6 000 FRANKFURT 1 - Fax: 19.49.68.74.70.52 en indiquant la référence 1002 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

Le Monde des Cadres



SAP est le premier concepteur de progiciels en Europe et occupe une place de leader incontesté sur les marchés mondiaux. A la base, une expertise considérable de gestion intégrée en temps réel, une expérience sérieuse en finance, en logistique, en ventes, en production, etc... soutenues par une solide organisation.

Afin de consolider son expansion constante et pour répondre aux besoins spécifiques de son importante clientèle, nous mandons, SAP France, nous charge de la recherche d'un

DIRECTEUR DU CENTRE DE FORMATION

(m/f - réf. 431)

Basée à Paris, cette personne d'envergure et de talent, alliant communication et connaissances, se verra confier la responsabilité de gérer, de manière optimale, le centre de formation.

Ceci comprend, entre autres, des contacts étroits avec la clientèle et le suivi administratif y relatif, la gestion du budget, la planification et la coordination des cours ainsi que la logistique y afférente, l'évaluation des cours, l'affectation et la détermination des ressources (internes & externes), etc...

La préférence sera accordée à un candidat parfaitement bilingue (français/anglais); de niveau universitaire ou supérieur à orientation économique et/ou informatique, possédant une excellente culture générale des outils informatiques et un sens pédagogique développé. La connaissance de l'allemand serait un avantage hautement apprécié.

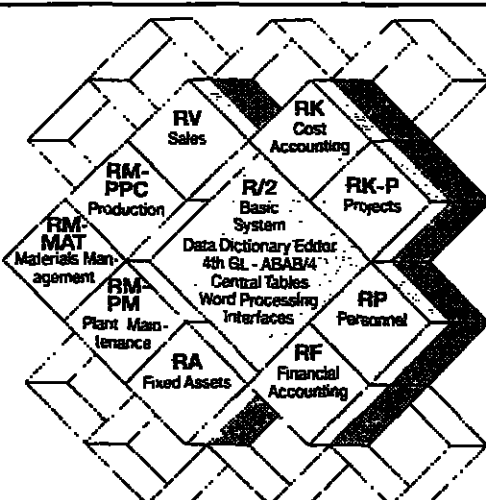
Vous êtes âgé d'environ 35 ans, excellent gestionnaire, organisateur et communicateur, capable de prendre des initiatives et d'agir avec une large autonomie sans pour autant négliger l'esprit d'équipe. Comme vous pouvez le constater, nous faisons appel avant tout à votre savoir-faire; en échange, nous vous proposons de solides responsabilités ainsi qu'une rémunération des plus motivantes.

Merci de faire parvenir votre C.V. détaillé à

Jerry Rubin Consultants sa/mv

Bd Général Jacques 15, 1050 Bruxelles.

Toutes les candidatures auront une réponse et seront traitées avec la plus grande discrétion.



Important bureau de presse

RECHERCHE

ATTACHÉE DE PRESSE

156 000 F

Vous possédez une expérience de 3 ans dans le luxe, l'Art de Vivre. Vous justifiez une connaissance réelle des Relations Presse et Publiques dans ce secteur. Rédaction de textes et organisation de manifestations de prestige. Vous devez savoir gérer des budgets et être motivée, organisée, imaginative et dynamique.

Réponse manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous n° 8939.

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Ecole Supérieure de Commerce

située à Paris, recherche son

RESPONSABLE RELATIONS EXTÉRIEURES

Profil:

Formation Sup. (ESC), 28/32 ans environ, 3/5 ans d'expérience réussie en commercial, promotion des ventes ou communication

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous n° 8939 - Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE

Monsieur spécialisé recherche

RÉDACTEUR CONFIRMÉ

Libre rapidement
Écrire avec C.V. et photo sous
n° 3965 à P.M. Recrutement
11, rue Lincourt
75014 PARIS.

LA VILLE DE SEVRAN

SEINE-SAINT-DENIS

RECRUTE

pour assurer

des remplacements

de congés maternité

du 1-08 au 30-11-90

2 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRES

titulaires du CAFB

- option lecture publique;

- option jeunesse.

Adr. candidature + C.V. à:

Monsieur le Maire

Rue Roger-le-Maire

93270 SEVRAN.

secrétaires

Cabinet médical

recherche

SECRÉTAIRE DÉBUTANTE

niveau bac

Accueil, téléphone, sans de

l'organisation, entretien du

cabinet.

Doit être disponible.

Adressez C.V. + photo

+ lettre manuscrite au

Dr. Benadi,

7, rue de Boccador,

75008 Paris.

مكتبة

Pour analyser, apprécier et accroître l'efficacité de nos outils, de nos méthodes et de nos organisations, nous recherchons in[er]me

JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL

Ecouter, comprendre et accompagner ceux qui mettent en oeuvre afin d'améliorer sans cesse le fonctionnement de leurs activités, tel sera votre challenge.

Après votre formation (Bac + 5, Grande Ecole ou Université) qui a surtout développé votre capacité d'analyse et de réflexion, vous avez gardé votre bon sens et les pieds sur terre.

Votre expérience professionnelle (3 à 5 ans) vous a permis de comprendre les principaux rouages de l'entreprise, d'observer en action des méthodes ou instruments, de comparer différents types d'organisation.

Vous savez et aimez conduire l'étude approfondie et objective des opérations, des modes de fonctionnement, et vous êtes capable de veiller à la bonne application des procédures et facteurs de faire préalablement définies.

Votre esprit critique et positif vous permet de

recommander les modifications possibles, en vue d'un résultat accessible.

Plus que juge ou censeur, vous êtes avant tout un pédagogue, qui vise à faire progresser la fiabilité et la qualité de notre fonctionnement.

Sous l'autorité directe de notre directeur financier, à Paris, vous intervenerez dans toute notre entreprise, à forte dominante marketing-ventes. Vous bénéficierez des moyens et opportunités de l'un des tout premiers Groupes américains. Vous avez nécessairement une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. JAC/UM (CV, lettre manuscrite de motivation et rémunération actuelle) à notre conseil ALTHEA, 9 rue Camille Perrier, 75400 CHATOU, qui vous garantira totale confidentialité et réponse rapide.

HEDIARD
PARIS

Gastronomie de luxe Art de la Table
recherche

Jeunes sup de co, ingénieurs agro, sciences-po

OU FORMATION
EQUIVALENTE



avec une expérience de 2 à 4 ans souhaitée.

Nous leur proposons :

- des responsabilités clés
- en marketing ventes en France ou en Europe
- et dans les fonctions "Produits", "Merchandising", "Achats",
- de greffer dans notre savoir-faire de "haut de gamme" et à forte image de qualité, les outils, les techniques et les méthodes les plus modernes,
- de contribuer avec nos équipes au succès de notre stratégie de croissance en France et à l'international.

Vous êtes "self-starter", très coopératif en équipe, et plutôt "couteur de fond", parlant couramment anglais. Prenez contact dès aujourd'hui avec notre direction générale par une lettre manuscrite et un CV sous réf. JSC au 5-11 rue Jules Ferry, 92400 COLOMBE. Nous vous repondrons très vite. Les candidats retenus rencontreront nos managers et les jeunes qui nous ont rejoints récemment. A très bientôt.

Important Comité d'Entreprise PARIS Sécurité Sociale

recrute

Son DIRECTEUR

Mission :

- Mise en application des décisions des élus ;
- Responsable du personnel ;
- Poursuite de la mise en oeuvre du schéma directeur informatique.

Aptitudes requises :

- Expérience professionnelle confirmée.
- Aptitude à l'encadrement.
- Sensibilité aux problèmes sociaux.
- Capacité à travailler en équipe.
- Sens des responsabilités et d'initiative.
- Connaissance en informatique indispensable.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite et photo à :
AUDIT ET ASSISTANCE - 26, bd Voltaire - 75011 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Chefs d'entreprise, vous recherchez une professionnelle de la communication.

En agence et chez l'annonceur, j'ai acquis la maîtrise des techniques de communication (Relation Presse, Publicité, Promotion), conduit les différentes phases d'élaboration des opérations (stratégie, plan d'action, réalisation et contrôle), encodé des prestataires extérieurs (Agences conseil, Studio de création et d'exécution, Imprimeurs...).

Aujourd'hui, je souhaite mettre mon expérience au service de votre image. Rencontrez-moi. Contactez RSCG Carrières, réf. AV - 24, rue Rouget-de-Lisle - 92130 Issy-les-Moulineaux.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

- vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CONSULTANTE - Expérience en conseil de haut niveau, application systèmes de gestion, formation, finances en France, Espagne, Amérique latine - DESS banque finances et rel. éco. internationales - Maîtrise gestion - Trilingue français, espagnol, anglais - 40 ans.

RECHERCHE : poste de consultant dans une Sté de conseil (management, informatique financière, stratégie). (Section BCO/MD Cadres IV 1545).

41 ans - Maîtrise histoire de l'art - DUT carrières de l'information - formation communication et gestion - Expérience d'organisation et d'animation « arts plastiques » dans lieux institutionnels - Anglais, allemand.

RECHERCHE : un espace pour monter expositions ou missions postales en vue de la création d'événements artistiques à Paris ou banlieue. (Section BCO/DDS 1546).

CHARGÉ D'AFFAIRES - JH 31 ans - Expérience assistance à la direction générale du groupe Havas - Montage de projets dans filiale groupe Caisse des dépôts - DEA d'économie aux Etats-Unis.

RECHERCHE : poste de chargé d'affaires tous secteurs. (Section BCO/HP 1547).

INGENIEUR GENERALISTE Français - Spécialisé maintenance industrielle et bâtiment - Expérience commerciale, gestion, organisation - Expérience Afrique centrale - Introduit milieux officiels et affaire Burundi, Rwanda, Zaïre.

RECHERCHE : collaboration entreprises ou organismes CEE, direction, représentations, études et suivi projets techniques, missions - déplacements pays voisins possibles - Anglais - 52 ans. (Section BCO/HP 1548).

CADRE POLYVALENT - 34 ans - Formation supérieure gestion, informatique, commerce international - Trilingue anglais, allemand - 7 ans expérience internationale, mise en place, informatisation, gestion centres de profit pour entreprises françaises et étrangères.

RECHERCHE : missions poste à responsabilité France ou étranger. (Section BCO/DDS 1549).

DIRECTEUR INFORMATIQUE - Formation supérieure scientifique et économique - Grande expérience industrie de transformation et distribution.

RECHERCHE : poste similaire avec responsabilité complète (gestion, technique, scientifique) - R.P. (Section BCO/AB 1550).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

L'AGENDA

Bateaux

Part. ed. ROGGA à Cerny s/M. 5 m. SSV. moteur OMC 120 ch. armement complet, échelle, des nautiques, moteur secours Sund 8.8 ch, remorque 1 200 kg. Rogga, P. - 80 000 F. Tél. : (16) 22-82-30-87.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
SE CHOISISSANT CHEZ GILLET.
AGHAT OR, Accumulation 20 % de réduction. Gilet, 19, rue d'Arcole, 75004 Paris. 43-44-00-85.

Cours

Recherche professeur de français, de préférence retraité, habitant Paris et possible, pour enseigner à l'école. Tél. : 45-86-96-73 à partir de 20 h.

Décoration

L'ENTREPOT DU CANAPE
Les 15 et 16 JUIN, vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple : canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 490 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline : 9 900 F. au lieu de 17 450 F. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.

Entrepôt du Canapé, 26, rue des Sept-Arrets, Le Pré-Saint-Gervais. Tél. : 48-44-83-81. Ouvert de 10 h à 19 h.

Jeune fille

au pair
Famille allemande (un enfant) qui habite près de Karlsruhe cherche fille au pair. Veuillez contacter Ingrid Hoffmann, Höhenstr. 4, 7538 Kettm-Weller, RFA.

Peinture

ARTISTE

Peint vos paysages préférés sur simple envoi de votre part de photographies. Si vous êtes intéressé, écrivez à : A. Corbani, 13, rue Sainte-Anne, 75006 Versailles.

Vidéo

V.O. ONLY
Spécialiste du Vidéo-Disc en v.o. à Paris. Ouvert les jours. 25, bd de la Somme, 75017. Tél. : 42-67-76-27, 42-67-76-17.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Maison à louer à Paris 20^e, du 7 juil. au 31 août, 4 ch. de 5 adultes et 1 enfant 12 000 F juil., 15 000 F août + caution. Tél. : 47-97-03-44.

ST-AYGULF, VAR. Août, villa tout confort, résidentiel, 8 pièces, vue mer, piscine. 43 000 F, max. 7 personnes. Particulier : 94-81-28-71.

Ramassat, Var, maison sur colline, 1 hect., 3 chambres, 6 pers. + 2 pers. possib., 2 e. de b., gr. living, terrasses, équipement, gr. ch. du 15/06 au 15/07. Tél. : 43-25-82-61 maison de 9 h à 10 h.

Var, 5 km de Fréjus

Particulier loue maison au calme dans la vallée pour 6/8 personnes. Piscine, tennis, sports, animations. 3 000 F par semaine. Libre jusqu'au 21 juillet et à partir du 18 août. Tél. : h.b. 40-56-25-67 dom 54-21-05-05

AGENDA IMMOBILIER

Villa / apartments at the top

Ce projet exceptionnel se situe "at the top" du Domaine Privé du Grand Duc, gardenné 24 heures/24. Des appartements d'un niveau de finition de haut standing vous offrent une vue d'une rare beauté sur la baie de Cannes et les parcs de golf de Mandelieu ou ils dominent. De plus, vous bénéficiez d'un environnement privilégié car, outre les splendides terrasses verdoyantes dont ils sont dotés, ces appartements seront au cœur de luxueux jardins.

Vous voulez en savoir plus, 2 solutions.
[] Je désire recevoir une documentation, sans aucun engagement de ma part.
[] Je désire recevoir une cassette vidéo (VHS - Secam) Pour cela, je joins un chèque de 50 F établi à l'ordre de "A Touch of Golf" qui me sera remboursé lorsque je vous retournerai la cassette.



LES JARDINS DES GOLFES DE MANDELIU

Nom :

Adresse :

Tél. :

Fax :

A Touch of Golf s.r.l.
21, allée des Saules
83230 Bormes-les-Mimosas, France
Tél. : 94.71.77.65 - Fax : 94.71.12.06
[] Voir appartement au sommet du Grand Duc 2, au second

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS
APPARTEMENTS ET VILLAS
DE QUALITE

A LOUER
EN TOUTES SAISONS

Tél. 19 34 72 15 03 84

Nom : Adresse : Tél. :

Association implantée dans ville proche banlieue

cherche

RESPONSABLE

des actions de prévention spécialisée

- susceptible d'élaborer et de promouvoir :
- une stratégie préventive à partir d'un diagnostic d'ensemble ;
- les actions collectives adaptées aux difficultés mises à jour ;
- le travail partenarial et de communication indispensable.

PROFIL : Educateur spécialisé 5 à 10 ans d'expérience, titulaire du C.A.F.D.E.S. ou du D.S.T.S.

QUALITES : Bon gestionnaire, disponible, sens de l'initiative, sachant animer une équipe.

Ecrire sous n° 8936, Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

| Surface | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Surface | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|--------------------------------------|--|-------------------------------|--|--|-------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|
| 11^e ARRONDISSEMENT | | | 17^e ARRONDISSEMENT (suite) | | | 82 - HAUTS-DE-SEINE | | |
| STUDIO | 14/20, rue du Bourdonnais | 3 010 | 3 PIÈCES | 9, rue des Dardennes | 7 683 | STUDIO | Courbevoie | 2 930 |
| 27 m² | SOLVEG - 46-67-06-99 | + 440 | 70 m², 7 ^e étage | GCI - 40-16-28-71 | + 1 222 | 52 m², R+1 | 183, rue J.-B.-Charcot | + 728 |
| 7^e ARRONDISSEMENT | | | 19^e ARRONDISSEMENT | | | 9^e ARRONDISSEMENT | | |
| 1 ^{re} PCE | 186, rue de Grenelle | 5 100 | STUDIO | 87, av. Niel | 5 806 | STUDIO | La Garenne-Colombes | 2 580 |
| 70 m² | SAGGEL - 47-42-44-44 | + 624 | 39 m², 2 ^e étage | SAGGEL - 47-42-44-44 | + 849 | 40 m², WC, terrasse | 19, rue d'Estienne-d'Orves | + 330 |
| 2 ^e PCE | 22, rue du Champ-de-Mars | 4 600 | | | | 4 PIÈCES | Neuilly | 9 120 |
| 70 m² | SAGGEL - 47-42-44-44 | + 925 | | | | 60 m², 2 ^e étage | 9, rue de Rouvray | + 724 |
| 10^e ARRONDISSEMENT | | | | | | 10^e ARRONDISSEMENT | | |
| 1 ^{re} PCE | 8, rue Jules-Lefevre | 19 250 | 3 PIÈCES | 48, rue de Mouzelle | 6 950 | 4 PIÈCES | Neuilly | 10 300 |
| 175 m² | SAGGEL - 47-42-44-44 | + 2 008 | Park, imm. neuf | SAGGEL - 40-34-38-50 | + 639 | 59, bd Charcot | SOLVEG - 40-67-06-99 | + 2 400 |
| 3 ^e PCE | 14, rue Trudaine | 9 800 | 78 m², 3 ^e étage | | | | | |
| 109 m² | SGH - 40-16-28-71 | + 2 045 | 4 PIÈCES | 48, rue de Mouzelle | 7 508 | | | |
| | | | 92 m², 2 ^e étage | SAGGEL - 40-34-38-50 | + 1 073 | | | |
| | | | 2 PIÈCES NEUF | 139, rue Marin | 5 580 | | | |
| | | | 50 m², cave | SEFIMEG - 45-65-37-02 | + 433 | | | |
| | | | 2 PIÈCES NEUF | 139, rue Marin | 5 580 | | | |
| | | | 55 m², box, cave | SEFIMEG - 45-65-37-02 | + 437 | | | |
| | | | 2 PIÈCES NEUF | 139, rue Marin | 5 580 | | | |
| | | | 64 m², box, cave | SEFIMEG - 45-65-37-02 | + 535 | | | |
| | | | 2 PIÈCES NEUF | 139, rue Marin | 5 580 | | | |
| | | | 53 m², box, cave | SEFIMEG - 45-65-37-02 | + 471 | | | |
| | | | 3 PIÈCES NEUF | 139, rue Marin | 5 580 | | | |
| | | | 66 m², box, cave | SEFIMEG - 45-65-37-02 | + 537 | | | |
| | | | balcon 9 m² | | | | | |
| | | | 20^e ARRONDISSEMENT | | | 11^e ARRONDISSEMENT | | |
| | | | 3 PIÈCES | 6, rue Tolain | 5 580 | 3 PIÈCES | Charenton | 3 700 |
| | | | Park, 67 m², 2 ^e étage | AGF - 42-44-00-44 | + 880 | 158, rue de Paris | LOC INTER - 47-45-19-97 | + 606 |
| | | | 78 - YVELINES | | | 11^e ARRONDISSEMENT | | |
| | | | PAV., 6 PCES | Noisy-le-Roi | 6 128 | 3 PIÈCES | Joinville | 7 800 |
| | | | 132 m², jardin, | 7, rue Nicolas-Coustau | + 488 | Park, 100 m², 7 ^e étage | 4/12, rue Halifax | + 822 |
| | | | garage | AGIFRANCE - 30-44-01-13 | | | | |
| | | | PAVIL 6 PCES | Verneuil | 5 150 | | | |
| | | | 110 m², jardin | 27, allée George-Sand | + 379 | | | |
| | | | 800 m², garage | AGIFRANCE - 47-42-17-81 | | | | |
| | | | PAVIL 5 PCES | Villepreux | 5 150 | | | |
| | | | 93 m², garage | 11, impasse de Chantepie | + 310 | | | |
| | | | | AGIFRANCE - 30-44-01-13 | | | | |
| | | | 92 - HAUTS-DE-SEINE | | | 11^e ARRONDISSEMENT | | |
| | | | 4/5 PIÈCES | Asnières | 7 050 | 3 PIÈCES | Saint-Mandé | 7 930 |
| | | | Park, imm. neuf, | 25, av. d'Argenteuil | + 1 233 | Neuilly | 7, rue Fays | + 858 |
| | | | 104 m², 6 ^e étage | SAGGEL - 47-78-15-85 | | | | |
| | | | 2/3 PIÈCES | Boulogne | 5 150 | 3 PIÈCES | Saint-Mandé | 8 932 |
| | | | 71 m², 3 ^e étage | 93, av. P.-Grenier | + 1 111 | Paris, 50 m², | 2, av. Joffre | + 949 |
| | | | | SAGGEL - 47-42-44-44 | | | | |
| | | | 2 PIÈCES | Boulogne | 4 321 | 3 PIÈCES | Saint-Mandé | 6 282 |
| | | | Park, 51 m², 3 ^e étage | 229, bd J.-Jaures | + 649 | Paris, 40 m², | 25, av. Joffre | + 980 |
| | | | | CGI - 40-16-28-71 | | | | |
| | | | 4 PIÈCES | Charenton | 6 251 | STUDIO | Vincennes | 3 310 |
| | | | Parking, 87 m², | 21, rue Valmy | + 1 091 | 120 m², 2 ^e étage | 21/35, av. du Parc | + 390 |
| | | | 1 ^e étage | LOC INTER - 47-45-19-97 | | | | |
| | | | 4 PIÈCES | Clamart | 6 300 | 3 PIÈCES | Vincennes | 6 320 |
| | | | Park, imm. neuf | 1, rue de Bièvres | + 906 | Paris, 50 m², | 21/35, av. du Petit-Parc | + 630 |
| | | | 93 m², RC | SAGGEL - 46-08-80-38 | | | | |
| | | | MAISON 114 m² | Clamart | 6 550 | 3 PIÈCES | Vincennes | 5 800 |
| | | | Maison neuve | 1, rue de Bièvres | + 1 223 | Paris, 72 m², | 21/35, av. du Petit-Parc | + 710 |
| | | | 114 m², garage | SAGGEL - 46-08-80-38 | | | | |
| | | | 2 PIÈCES | Clichy | 5 300 | 4 PIÈCES | Vincennes | 7 400 |
| | | | Parking, 60 m², | 9, impasse Barbier | + 399 | Paris, 35 m², | 21/35, av. du Petit-Parc | + 880 |
| | | | 7 ^e étage | SAGGEL - 42-66-81-05 | | | | |
| | | | 15^e VAL-D'OISE | | | 15^e VAL-D'OISE | | |
| | | | | | | 1 ^{re} PCE | Cergy-Cormeille | 5 552 |
| | | | | | | 100 m², garage | 1, allée de l'Albatros | + 367 |
| | | | | | | AGIFRANCE - 47-42-17-81 | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

Le Monde
CHAQUE MERCREDI

RENDZVOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 500 000 habitent les 20 000 d'entre eux appartenant à des foyers « cadres supérieurs » dont 170 000, soit 88 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



FRANCE
GROUPE
CHASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**GFI**

groupe UNIP

SECRET



SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

هكذا من الألف

MARCHÉS FINANCIERS

BSE DU 13 JUIN

Bourse de New-York

Des propositions pour lutter contre la « volatilité » des cours

Un rapport du New York Stock Exchange (NYSE) a proposé, mardi 12 juin, des mesures pour limiter la volatilité des cours, avec notamment un renforcement de la procédure d'arrêt des transactions. Ce document demandé à la suite du mini-crash d'octobre 1989 propose une série de « coupe-circuit » arrêtant les transactions pendant une heure lorsque, en cours de séance, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes varie de plus de 100 points (par rapport à son cours de clôture de la veille). Le délai serait porté à une heure et demie si le Dow Jones monte ou descend de plus de 200 points, et à deux

heures si cet indice fluctue de plus de 300 points.

Après le crash d'octobre 1989, le NYSE avait pris des mesures temporaires pour stopper les transactions en cas de fluctuation trop brutale des cours, mais la durée d'arrêt était beaucoup plus courte. Le rapport propose aussi d'instituer une seule agence fédérale pour coordonner l'ensemble des marchés des actions et des marchés à terme, et améliorer les systèmes de détection des « abus » dans les transactions intermarchés (par exemple, entre les marchés à terme et Wall Street).

Internationalisation et réforme des structures

La Caisse des dépôts veut devenir un véritable groupe financier

La Caisse des dépôts et consignations se veut une entreprise financière. M. Robert Lion, directeur général, a rendu public mardi 12 juin, le nouveau profil de l'établissement qu'il dirige. L'organigramme ayant été refondu, la Caisse est désormais présente sur quatre métiers différents : l'épargne et la prévoyance, l'habitat social, la gestion pour le compte de l'Etat, les activités de banque de dépôts et de marchés des capitaux.

Ce dernier secteur, encore embryonnaire, est destiné à beaucoup s'étoffer. Sous la direction de M. Hélène Ploix, directeur général adjoint, une stratégie a été élaborée. En Europe occidentale, la Caisse des dépôts fournira des pro-

duits financiers pour les réseaux d'épargne. En Europe de l'Est, elle propose déjà son expertise pour la mise en place de marchés et de produits financiers, tandis qu'en Pologne elle finance « prudemment » des investissements dans la communication et l'immobilier.

Sur les grandes places internationales, notamment New-York, le Crédit local de France, filiale de la Caisse, développe déjà ses activités sur les émissions des collectivités locales américaines. Des demandes ont également été déposées pour que des filiales de la Caisse puissent s'activer sur le marché des valeurs mobilières et la gestion de portefeuilles. L'ouverture d'un bureau à Tokyo est également en cours pour lancer, dans un premier temps, des opérations sur les titres à taux fixes en francs français.

Accord autour de Pechelbronn

Les AGF et le groupe Worms signent la paix

Une bataille boursière longue d'une année entre les AGF et le groupe Worms a pris fin le mardi 12 juin. Selon les termes d'un accord conclu entre les présidents des deux groupes, les AGF, qui détenaient environ 24 % du capital de Pechelbronn (holding du groupe Worms) vont, au cours des dix prochains mois, descendre aux environs de 10 % du capital. En contrepartie, les AGF se verront offrir un siège au conseil de surveillance de Worms.

L'affaire avait commencé au printemps dernier quand le groupe Worms, qui détenait le groupe d'assurances La Prévoyance foncière, réussit à prendre le contrôle d'Athens. Le nouvel ensemble suscita alors l'intérêt des AGF qui passent de 10 % à 20 % dans la holding Pechelbronn. A l'automne 1989, jugeant la présence de M. Michel Albert, président des AGF, trop encombrante, M. Nicholas Clive Worms, décide de transformer les statuts du groupe Worms et obtient l'autorisation de passer en commandite par actions.

En échange - ce nouveau statut prive les actionnaires minoritaires de tout pouvoir sur la gestion - la COB oblige le groupe Worms à offrir une issue aux actionnaires qui le souhaitent. Mais comme le prix de sortie de 1600 francs ne satisfait pas M. Michel Albert, les AGF tentent de s'opposer à la transformation des statuts et grignotent le capital de Pechelbronn.

Pelège prêt à prendre 25 % de la SAE

Alors que l'agitation se poursuivait mardi 12 juin autour du titre de la SAE (Société auxiliaire d'entreprise), son principal actionnaire, le promoteur M. Michel Pelège, s'est déclaré « en situation de renforter sa participation de la part de la SAE ». Cette annonce relance la bataille pour le contrôle de la SAE, une des entreprises les plus opaquées de la place de Paris, à quelques jours de son assemblée générale du 20 juin.

Au siège du groupe, dès mercredi, la direction et les cadres, avec le soutien de la majorité des membres du conseil d'administration, tenaient dans un communiqué à « exprimer leur étonnement et leur scepticisme après les déclarations de M. Pelège... Il n'est de l'intérêt ni de la société, ni de son personnel, ni de ses actionnaires, ni de la profession tout entière de confier la gestion du premier groupe de bâtiment français à un actionnaire minoritaire, qui de surcroît ne dispose que d'une expérience récente et superficielle de ces métiers aux techniques complexes ».

De plus, l'ancien président de la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC), devenu récemment le principal actionnaire à l'occasion de la sortie de la holding de la famille De Wendel, a, selon les dirigeants de la SAE, « violé » le pacte non écrit selon lequel il ne porterait pas sa participation au-delà de 20 %. M. Pelège se serait assuré le soutien du Crédit lyonnais.

(Publié)

AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

- La Compagnie malienne pour le développement des fibres textiles (CMDT) lance trois appels d'offres pour la fourniture de :

- 20 560 tonnes d'engrais complexe NPKSB
- 310 tonnes d'engrais phosphate super simple
- 500 000 litres d'insecticide en formulation ULV.

- Les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de la CPDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris - Tél. n° 644 839 F - Télécopie n° 43-59-50-13 (attention de M. BEROU) au prix de 2 000 FF chaque.

Date limite de dépôt des offres à Bamako : le 30 juin 1990.

NEW-YORK, 12 juin ↑

Proche du record

En forte hausse, Wall Street a tiré, mardi, avec son précédent record atteint le 4 juin dernier, l'indice Dow Jones progressant de 40,84 points à 2 933,41, en retrait seulement de 1,78 point par rapport au précédent sommet.

Le plus gros de la hausse a été réalisé quelques minutes avant la clôture car, auparavant, les valeurs industrielles ne montaient que de 10 points dans un marché modérément actif.

Quelque 158 millions d'actions ont été échangées, dont 46 millions dans la dernière heure de transactions.

Le nombre des hausses était supérieur à celui des baisses : 983 contre 539. 475 titres sont restés inchangés. Une vague d'achats sur programme informatique (program trading) est à l'origine de l'arrêt de dernière minute qui s'est manifesté après la bonne séance de la veille au cours de laquelle le Dow Jones avait déjà pris 20,19 points.

Après avoir ouvert en hausse, Wall Street avait ensuite évolué irrégulièrement dans des limites étroites dans une ambiance prudente à l'approche de la publication des données des indices des prix de gros et de détail aux Etats-Unis.

Inchangés à 8,44 % durant l'essentiel de la séance, les taux d'intérêt des bons du Trésor américain à trente ans, principale valeur de référence du marché obligataire, ont baissé de 8,45 % en fin d'après-midi.

| VALEURS | Cours du 11 juin | Cours du 12 juin |
|---------------------|------------------|------------------|
| AGF | 42 3/8 | 43 1/8 |
| ATI | 58 1/2 | 59 7/8 |
| Banque Paribas | 31 1/2 | 32 1/8 |
| De Paris de Nemours | 39 5/8 | 40 1/8 |
| ExxonMobil | 41 3/8 | 41 3/8 |
| Enron | 47 3/4 | 48 1/8 |
| Ford | 45 7/8 | 46 5/8 |
| General Electric | 48 7/8 | 50 1/4 |
| General Motors | 34 1/4 | 34 1/2 |
| Goodyear | 118 1/2 | 120 3/8 |
| IBM | 56 3/4 | 58 1/8 |
| ITT | 61 7/8 | 62 3/4 |
| Motor Oil | 67 1/2 | 68 3/8 |
| Pepsi | 58 3/4 | 59 1/8 |
| Schlumberger | 156 3/8 | 158 1/4 |
| Toshiba | 23 1/2 | 23 3/8 |
| Union Carbide | 37 1/2 | 37 7/8 |
| Waters | 45 5/8 | 47 1/4 |

LONDRES, 12 juin ↑

Reprise

La Bourse londonienne a terminé la séance en forte hausse, mardi, au Stock Exchange, dans le sillage de la fermeté du sterling, à son plus haut niveau depuis novembre dernier. Cette reprise a permis d'effacer les pertes enregistrées la veille. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a gagné 0,9 % à 2 370,7 points, sur un marché qui est toutefois resté peu actif, les investisseurs se montrant prudents avant la publication, jeudi et vendredi, des chiffres des salaires et des prix de détail. 429,7 millions de titres ont été échangés contre 272,8 millions lundi.

L'article du Financial Times, prévoyant l'entrée complète de la livre dans le système monétaire européen (SME) à l'automne, qualifié de spéculatif par un porte-parole du Trésor, a initialement propulsé les cours. La plupart des secteurs ont gagné du terrain, notamment les assurances, les chimiques, les magasins et les pétroliers.

Les actionnaires de la DG-Bank sont réunis à leur assemblée. L'assemblée générale des actionnaires de la DG-Bank, impliquée dans un conflit avec plusieurs banques françaises au début de l'année, a tenu son quinquiesme le 12 juin au siège de la banque à Paris. Le conseil d'administration a fait cette recommandation (organe de surveillance). Le conseil d'administration avait fait cette recommandation le 21 mai, après avoir étudié un rapport d'expertise commandé par la Commission bancaire, qui concluait ainsi que les résultats d'une enquête interne réalisée par les experts comptables de la banque. Un membre du conseil, M. Karl-Herbert Schneider Gaeckle, qui a assumé la responsabilité de l'affaire en démissionnant à la mi-mars de ses fonctions, n'est pas concerné par le quitus.

Le groupe Ecco (travail temporaire, sécurité, nettoyage) a réalisé un bénéfice net consolidé de 312 millions de francs en 1989 contre 249 millions en 1988 (-23%). Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 10 milliards de francs (11,3 avec l'activité bancaire) : 8 milliards pour le travail temporaire (dont 521 millions à l'étranger), 1,5 milliard pour la sécurité et 241 millions pour le nettoyage. Au premier trimestre 1990, Ecco a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards de francs, en hausse de 15,8 % sur la même période de 1989 (la progression atteignant 19,3 % pour le travail temporaire).

PARIS, 13 juin ↑

La progression s'accélère

Deuxième séance de hausse mercredi à la Bourse de Paris. Très guidée à la veille, la séance s'est ouverte, sensiblement accélérée après s'être un instant ralentie. En progrès de 0,82 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 réduisait ensuite l'allure (+0,43 % vers 11 heures), avant de forcer à nouveau le pas. A 13 heures, son avance atteignait 0,82 %. Dans l'après-midi, il s'inscrivait à 0,95 % au-dessus de son niveau précédent.

Le facteur technique, qui n'avait que très partiellement joué mardi, paraît avoir eu un rôle déterminant dans la reprise des cours. Son déclenchement a, selon les spécialistes, été favorisé par la remontée brutale de Wall Street (voir ci-contre). Sans être pessimistes, beaucoup sous les toits s'attendaient, après la marche forcée de la Bourse new-yorkaise, à un sérieux coup d'arrêt. Manifestement, la nouvelle ascension observée outre-Atlantique surprend et naturellement rassure.

De nombreuses statistiques doivent être publiées à Washington d'ici à la fin de la semaine. Si nul ne doute qu'elles atténueront le ralentissement de l'économie, il est nombreux à croire que ces signaux pourraient inciter la Réserve fédérale à assouplir quelque peu sa politique de crédit pour éviter un coup de frein trop brusque. En outre, le processus semble se dérouler sans à-coups inattendus. Selon les prévisions faites dans les milieux financiers américains, l'indice des prix à la production attendu jeudi devrait marquer le pas pour le mois de mai. Il ira-t-il de même pour le prix à la consommation ?

L'événement de la journée a été l'assaut vivace répété de l'action Elf Aquitaine, passablement étreinte ces derniers temps à la suite de l'incendie qui a ravagé le pétrolier norvégien « Ellega Borg » transportant une cargaison de 110 000 tonnes de pétrole brut léger pour une raffinerie de la compagnie française située dans le sud des Etats-Unis. Selon les dernières nouvelles,

TOKYO, 13 juin ↑

Légère hausse

Après trois jours de baisse, la Bourse de Tokyo s'est légèrement améliorée, mardi, dans une ambiance attendrie à la veille de la publication de plusieurs statistiques économiques aux Etats-Unis. L'indice Nikkei a terminé sur un gain de 49,48 points, soit 0,15 % à 32 371,77 yens.

La première partie de la séance avait été placée sous le signe de la baisse, le Nikkei enregistrant une perte de 101,48 yens, soit -0,32 %, à 32 220,83 yens. Les investisseurs se montrent, en effet, très réticents à la suite de la faiblesse du yen et de l'évolution des taux d'intérêt.

Les échanges sont restés à la mi-séance sur quelque 250 millions de titres, montant inchangé par rapport à mardi matin, et 500 millions pour l'ensemble de la journée de mardi.

| VALEURS | Cours du 12 juin | Cours du 13 juin |
|-----------|------------------|------------------|
| Alfa | 1 050 | 1 050 |
| Engelhard | 1 520 | 1 520 |
| Canon | 1 770 | 1 770 |
| Fujitsu | 2 670 | 2 630 |
| Hitachi | 1 770 | 1 770 |
| Hitachi | 2 170 | 2 190 |
| Hitachi | 1 040 | 1 050 |
| Sanyo | 8 650 | 8 650 |
| Toshiba | 2 480 | 2 500 |

FAITS ET RESULTATS

Blenheim (Belgique) achète Bruno Group - Le groupe britannique Blenheim, premier organisateur de salons en France, vient de racheter aux Etats-Unis pour 46 millions de francs Bruno Group (chiffre d'affaires : 67 millions de francs environ), qui organise chaque année deux salons (PC Expo) de micro-informatique professionnels (à New-York et à Chicago) et deux (NatWorld) de réseaux de télécommunications (à Dallas et Boston). Cette acquisition porte à 34 le nombre de salons consacrés à l'informatique par ce groupe (dont 4 en France). Les propriétaires de Bruno Group prennent de leur côté 7,1 % de Blenheim grâce à une augmentation de capital de celui-ci.

Le groupe Ecco (travail temporaire, sécurité, nettoyage) a réalisé un bénéfice net consolidé de 312 millions de francs en 1989 contre 249 millions en 1988 (-23%). Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 10 milliards de francs (11,3 avec l'activité bancaire) : 8 milliards pour le travail temporaire (dont 521 millions à l'étranger), 1,5 milliard pour la sécurité et 241 millions pour le nettoyage. Au premier trimestre 1990, Ecco a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards de francs, en hausse de 15,8 % sur la même période de 1989 (la progression atteignant 19,3 % pour le travail temporaire).

Les actionnaires de la DG-Bank sont réunis à leur assemblée. L'assemblée générale des actionnaires de la DG-Bank, impliquée dans un conflit avec plusieurs banques françaises au début de l'année, a tenu son quinquiesme le 12 juin au siège de la banque à Paris. Le conseil d'administration a fait cette recommandation (organe de surveillance). Le conseil d'administration avait fait cette recommandation le 21 mai, après avoir étudié un rapport d'expertise commandé par la Commission bancaire, qui concluait ainsi que les résultats d'une enquête interne réalisée par les experts comptables de la banque. Un membre du conseil, M. Karl-Herbert Schneider Gaeckle, qui a assumé la responsabilité de l'affaire en démissionnant à la mi-mars de ses fonctions, n'est pas concerné par le quitus.

Le groupe Ecco (travail temporaire, sécurité, nettoyage) a réalisé un bénéfice net consolidé de 312 millions de francs en 1989 contre 249 millions en 1988 (-23%). Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 10 milliards de francs (11,3 avec l'activité bancaire) : 8 milliards pour le travail temporaire (dont 521 millions à l'étranger), 1,5 milliard pour la sécurité et 241 millions pour le nettoyage. Au premier trimestre 1990, Ecco a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards de francs, en hausse de 15,8 % sur la même période de 1989 (la progression atteignant 19,3 % pour le travail temporaire).

PARIS :

Second marché

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|------------------------|-------------|---------------|-----------------------|-------------|---------------|
| Amadi Assurances | 438 | 430 | W2 | 300 | ... |
| Asynad | 105 | 138 | LP B.M. | 138 | ... |
| B.A.C. | 237 50 | 235 | Loco Invest | 303 | 305 |
| B. Demachy Ass. | 580 | 576 | Locomac | 146 | 146 |
| Boe Tameud | 184 50 | 185 | Matra Comm. | 203 50 | 206 |
| B.I.C.M. | 840 | 840 | Mitral Membre | 225 | 230 |
| Bovon (Ly.) | 386 | 388 | Molay | 241 | ... |
| Bosson (Ly.) | 282 50 | ... | Nordic Dalmas | 1280 | 1285 |
| Classe de Vent | 3410 | 3400 | Oswald Logis | 580 | 589 |
| C.A.J.-de-Fr. (C.C.I.) | 1242 | 1250 | Om. Gest. Fin. | 580 | 582 |
| Calson | 551 | 552 | Pezul | 510 | 509 |
| Cardif | 698 | 691 | Probourg | 96 | 93 |
| C.E.E. | 370 | 372 | Pyramide Assur. | 427 | ... |
| C.E.G.P. | 284 | 280 | Real Invest | 821 | 820 |
| C.F.P.I. | 268 | 265 | Razel | 680 | 655 |
| Ciments d'Origny | 702 | 705 | Rémy et Associés | 365 | 368 10 |
| C.N.J.M. | 1257 | 1290 | Rhone-Alp. Eco. (Ly.) | 321 | 321 |
| Codis | 307 | 303 | S.H. Mangron | 274 | 288 50 |
| Comarag | 35 | 355 | S.C.E.P.M. | 686 | 688 |
| Confiance | 1108 | 1118 | Ségis (L.) | 340 | 330 10 |
| Crooks | 401 10 | 401 | Selco Invest (Ly.) | 104 | 103 90 |
| Dafes | 210 50 | ... | Sesbo | 530 | 534 |
| Daghen | 728 | 716 | S.M.T. Goupil | 279 90 | 274 |
| Dassault | 288 50 | 298 | Sopra | 205 | 209 |
| Deceval | 1375 | 1389 | Supra | 215 | 212 |
| Devile | 491 | 480 | TFI | 328 | 328 |
| Dollos | 162 | 175 | Thomson H. (Ly.) | 379 | 370 |
| Edison Belford | 276 | 276 | Unilog | 185 | 180 |
| Europe Invest | 14 15 | 14 20 | Union Fin. de Fr. | 480 10 | 484 90 |
| Europ. Propulsion | 383 | 383 | Viel et Ce | 192 | 195 30 |
| Finacor | 190 | 195 | Yves St Laurent | 1135 | 1123 |
| Ganor | 800 | ... | | | |
| G.F. Group (Ly.) | 455 | 487 | | | |
| Grand Lys | 470 | ... | | | |
| Grograph | 245 | 244 | | | |
| Gumtel | 972 | 980 | | | |
| I.C.C. | 289 | 287 | | | |
| IDA | 241 | 335 | | | |
| Interova | 168 | 163 | | | |
| I.M.S. | 1270 | 1270 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 12 juin 1990

Nombre de contrats : 26 648.

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|----------------------|---------------|-----------------|--------------|------------------|--------------|
| | | Jun dernier | Sept dernier | Jun dernier | Sept dernier |
| Bouryans | 600 | 74 | 8 | ... | ... |
| CGE | 660 | 20,50 | 33,50 | 3 | 17 |
| Elf-Aquitaine | 660 | 57 | 65 | 3 | 10 |
| Environnement SA-PLC | 50 | 4,80 | 2 | 4 | ... |
| Enro Disneyland SC. | 110 | 0,60 | 4,50 | ... | ... |
| Havas | 637 | 30 | 4 | ... | ... |
| Laforge-Coppée | 450 | 22,49 | 40 | 5 | 16 |
| Leclerc | 120 | 5,20 | 11,60 | 2,50 | ... |
| Midi | 1 300 | 38 | 102 | 40 | ... |
| Paribas | 680 | 1,50 | 14 | 43 | ... |
| Pernod-Ricard | 1 417 | 10 | ... | ... | ... |
| Peugeot SA | 850 | 8 | 34 | ... | ... |
| Rhône-Poulenc CI | 440 | 27 | 18 | 28 | ... |
| Saint-Gobain | 560 | 3,50 | 26 | 10 | 51 |
| Source Perrier | 1 600 | ... | ... | ... | ... |
| Société générale | 600 | 5,50 | 27 | ... | ... |
| Suez Financière | 440 | 9,50 | 23 | 6 | 16 |
| Thomson-CSF | 140 | 0,50 | 2,70 | 16 | 21 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 juin 1990.

Nombre de contrats : 57 993

| COURS | ÉCHÉANCES | | |
|-----------|-----------|--------------|-------------|
| | Jun 90 | Septembre 90 | Décembre 90 |
| Dernier | 101,02 | 101,10 | 101,12 |
| Précédent | 100,86 | 100,84 | 101 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | Options d'achat | Options de vente |
|-----------------|-----------------|------------------|
| 102 | 0,71 | 1,65 |

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6985 ↑

La dollar s'est envolé en légère hausse le mercredi 13 juin dans un marché calme. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,6985 F contre 5,6980 F la veille à la cotation officielle. A la suite des propos relayés par le Financial Times, selon lesquels la livre sterling pourrait entrer dans la zone du SME, le marché britannique a vivement progressé, comme le mark en particulier. A Paris, elle s'échangeait à 9,718 F contre 9,6805 F mardi au filage.

FRANCFORT 12 juin 13 juin
Dollar (en DM) 1,894 1,890
TOKYO 12 juin 13 juin
Dollar (en yens) 154,4 154,5

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (13 juin) : 9 1/2 - 58 %
New-York (12 juin) : 8 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 - 29-12-89)

Valeurs françaises : 98,20 98,50
Valeurs étrangères : 95,90 95,80
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 539,59 540,62
(SBF, base 1000 : 31-12-57)
Indice CAC 40 : 2 002,38 2 005,82

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 11 juin 12 juin

Industrielles : 2 892,57 2 933,42

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles : 11 juin 12 juin

Industrielles : 1 877,90 1 901

Mines d'or : 187,50 184,50

Fonds d'Etat : 76,45 76,80

TOKYO

12 juin 13 juin

Nikkei Dow Jones : 32 321,31 32 371,77

Indice général : 2 380,56 2 378,41

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UR MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|------------|---------------|--------|---------|---------|-----------|---------|----------|---------|
| | 5 h 00 | h 00 | rep. | on dép. | Rep. | on dép. | Rep. | on dép. |
| E-1, | 5,7060 | 5,7080 | + 62 | + 72 | + 133 | + 153 | + 470 | + 525 |
| E-2, | 4,8665 | 4,8685 | + 59 | + 68 | + 748 | + 783 | + 775 | + 660 |
| E-3, | 3,6915 | 3,6935 | + 26 | + 4 | + 44 | + 44 | + 277 | + 289 |
| MF | 3,3614 | 3,3646 | + 39 | + 52 | + 140 | + 140 | + 237 | + 280 |
| Marin | 2,3874 | 2,9900 | + 28 | + 38 | + 59 | + 79 | + 199 | + 251 |
| E-1 (100) | 5,7120 | 5,7140 | + 57 | + 65 | + 135 | + 135 | + 220 | + 263 |
| E-2 (100) | 3,3694 | 3,3696 | + 13 | + 22 | + 37 | + 37 | + 230 | + 230 |
| E-3 (100) | 4,5841 | 4,5893 | + 97 | + 93 | + 159 | + 159 | + 344 | + 239 |
| | 9,7116 | 9,7127 | - 437 | - 375 | - 826 | - 741 | - 2192 | - 2015 |

Cours relevés à 13 h 48

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

ALGÉRIE : après la consultation locale

Le Front islamique réclame des élections législatives anticipées

Le président du Front islamique du salut (FIS), cheikh Abassi Madani, qui vient de remporter les élections locales en Algérie, a déclaré mercredi 13 juin à la presse que son parti allait réclamer la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (parlement, entièrement contrôlé par le FLN) et l'organisation d'élections législatives anticipées. En cas de refus, il demandera la tenue d'un référendum sur la question.

« Je ne franchis, a ajouté cheikh Abassi Madani, n'est que le premier. Il reste le Parlement, la présidence du conseil des ministres, etc. ; on ne peut changer la base ».

M. Mitterrand espère conserver « de bonnes relations » avec le pays

M. Mitterrand a exprimé, mercredi 13 juin, l'espoir que la coopération entre la France et l'Algérie se poursuivra dans de bonnes conditions.

« La France, qui entretient de bonnes relations avec l'Algérie, espère poursuivre dans de bonnes conditions la coopération avec ses voisins algériens, à qui l'unissent tant de souvenirs heureux et cruels », a déclaré le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse à l'île Maurice.

Jean-Marie Le Pen : « L'événement de la décennie »

« C'est l'événement de la décennie », a déclaré le 13 juin à Strasbourg M. Jean-Marie Le Pen.

Le président du Front national a ajouté : « J'entends bien interpeller M. Mitterrand, Rouard et Chirac sur les mesures qu'ils comptent prendre au cas où des centaines de milliers – voire des millions – d'Algériens fuiraient leur pays vers la France. Cela fait longtemps que je tire la sonnette d'alarme sur les dangers de l'explosion démographique et de la dépression sociale dans le tiers-monde, en particulier au Maghreb. » (Reuters).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Professions juridiques : « Avocat-conseil ou notaire-conseil », par Jacques Lesourne ; Bureaucratie : « Bienvenue dans nos labos », par Christiane Caroli ; Yves Pomeau et Michel Scott ; Bibliographie : « L'affaire Claustre », de P. Claustre. 2

Les Etats-Unis et l'OLP

Washington hésite à suspendre le dialogue. 5

L'affaire Carignon

En congé du RPR pour excès de liberté de parole. 8

Le débat sur les inégalités

Les socialistes cherchent comment ne pas « désespérer la classe moyenne ». 10 et 11

Une chaîne musicale francophone

Euromusique, en France, et Musique Plus, au Canada, veulent se rapprocher. 12

L'audience du « Monde »

Le journal le plus lu par les cadres, selon IPSOS-Médias. 12

SECTION B

Pas d'Exposition à Venise

Le gouvernement italien décide de retirer la candidature à l'Exposition universelle de l'an 2000. 13

Expulsions à Paris

M. Rocard nomme un médiateur ; M. François Bloch-Lainé. 13

La profanation de Carpentras

Les policiers n'abandonnent pas la piste locale. 14

Médecine scolaire

Un rapport alarmant du conseil économique et social. 14

Mondiale

La performance inattendue des Egyptiens. 16

CAMPUS

Les sources d'information des jeunes Français sur la deuxième guerre mondiale • Le président de la Société des agrégés quitte ses fonctions : la guerre de trente ans, de M. Guy Bayet. pages 17 à 20

SECTION C

Le programme TGV

4 432 kilomètres de voies nouvelles vers 2015. 23

Renault-Chrysler : la rupture

Les deux firmes ne construiront pas ensemble un nouveau 4 x 4. 23

Logement : reprise dans l'ancien

Faute de neuf, les Français se reportent sur l'ancien. 25

SECTION D

ARTS • SPECTACLES

• L'été de tous les festivals • Musiques : les manifestations les plus riches de promesses • Théâtre : d'Avignon à Fort-de-France, tous les courants et toutes les cultures • Arts : les aventures de la sculpture et les couleurs de l'Espagne libre. pages 36 à 46

Services

Abonnements. 12
Annonces classées. 27 à 31
Carnet. 15
Marchés financiers. 32 et 33
Météorologie. 21
Mots croisés. 22
Radio-Télévision. 21

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 13 juin 1990
a été tiré à 522 751 exemplaires.

A « L'heure de vérité » sur Antenne 2

M. Tapie se fait fort de ramener le Front national au-dessous de 10 % des voix

M. Bernard Tapie a pris, mardi 12 juin, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, un « pari » : ramener le Front national au-dessous de 10 % des voix en « moins de dix-huit mois ». Le député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, qui a rappelé qu'il avait été élu dans une circonscription de Marseille où M. Jean-Marie Le Pen avait obtenu 29 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle, a proposé de mesurer la réussite de son « défi » lors des élections régionales de 1992.

M. Tapie souhaite mobiliser les élus afin de « travailler individuellement » les quelque trois cent cinquante à quatre cents « points de friction et de cohabitation difficiles » entre Français de souche et immigrés. Il entend créer, le 1^{er} septembre prochain, le « Forum des citoyens », associant tous ceux « qui ont envie de se lever le drapeau » pour faire obstacle à la progression de l'extrême droite. « Avocat UDF, médecin RPR, mécanicien socialiste ou cantonnier communiste, qu'on travaille d'abord à identifier les problèmes posés dans ces trois cent cinquante points et qu'on agisse ! », a lancé l'homme d'affaires.

« Il faut impérativement », a ajouté M. Tapie, « que les partis politiques (...) comprennent que la démocratie dépend de leur capacité à s'adapter aux besoins des gens de demain. » Il faut, estime-t-il, redéfinir la droite et la gauche, ce qu'il conçoit de la manière suivante : « D'accord, on est sous la menace ou l'influence du marché, mais le marché, on en fait deux choses possibles. La première : on dit « il n'y a que cela qui compte, et mort aux cons ! ». C'est, un peu, ce que propose M. Chirac (...). L'autre système consiste à dire « je vais prendre en considération les moins bons et je ne peux prendre comme exemple la valeur individuelle que si elle est compatible avec l'intérêt collectif. »

Le président du club de football Olympique de Marseille souhaite, enfin, que M. Le Pen ne soit plus le seul à défendre la France et son drapeau, alors qu'il n'y a « pas un homme au monde qui dise autant de mal de la France et des Français que lui, [qui] est sans arrêt en train de nous donner en exemple les autres, de nous dire qu'on est des tordus, des ratés, des moins que rien et qu'il prend plaisir à la France ! ». M. Tapie estime que « cette société qui est banalisante donne envie à chacun de se singulariser ». « Moi, a-t-il ajouté, ce qui me fait plaisir, c'est quand, finalement, on se retrouve à aimer de nouveau la France. »

Classes de premières et terminales

Arts plastiques : Marie Macon (lycée En-Forté, Montargis). Education musicale : Raoul Mercier (Fabert, Metz).

VISITES - AUX "SHOWROOMS" X, Y, Z - AUX "BOUTIQUES" N°, N°, N°

6 adresses reposant sur une notoriété affectée. Mais pas d'assortiment, pas de stocks, pas de prix abordables. Personne n'est parfait, Rodin non plus... Mais faites la comparaison. Tout un « Empire » de la Mode et de la Décoration, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Au « Journal officiel »

Des dispositions contre la maladie des « vaches folles »

Selon un décret paru au Journal officiel du 12 juin 1990, signé du ministre de l'Agriculture et de la forêt, M. Henri Nallet, l'encéphalopathie spongiforme bovine, dite maladie des « vaches folles », est ajoutée à la nomenclature des maladies réputées contagieuses.

Cette décision devrait, dans les prochains jours, et en vertu des dispositions prévues à cet effet dans le code rural, donner lieu à la mise en œuvre de plusieurs mesures de protection à l'encontre de cette maladie.

Prix Public 73000 F HT
Prix Promo METRO 37500 F HT

IBM Automatisez votre secrétariat de direction en économisant 35 500 F.

Ce système IBM haut de gamme comprend l'ordinateur PS/2 8555-X31 à écran couleur VGA, l'imprimante laser IBM 4216 modèle 20 et, au choix, le traitement de texte TEXTOR 5, WORD 5 ou VISIO 1. Cet ensemble vaut habituellement 73 000 F HT. Il vous est exceptionnellement proposé à 37 500 F HT (44 175 F TTC), comprenant une journée de formation et la maintenance totale sur site pendant un an. Cette offre est limitée aux 220 premiers achats chez METRO. N° 1 en Europe au service des Indépendants. METRO vend aussi à INFOMART (CNIT).

Appel gratuit au 05.386.486

METRO
Micro Informatique

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

A la poubelle !

HIER, j'étais chez Dessange pour un brushing. Au lieu de s'occuper de moi, Yves bavardait avec une de ses clientes. Elle charche un appart, trois, quatre pièces, rive gauche. On trouve rien à moins de 13 à 15 000 francs par mois. Alors lui : Demande à Claude, elle peut peut-être t'en avoir un par la Ville de Paris. Non, ce culot ! Je vais pas intervenir auprès de mon Jacquot pour quelqu'un que je connais même pas. Ce genre de faveurs-là, je les garde pour moi.

C'est comme l'abbé Pierre, il est bien gentil, mais quel casse-pieds. Il m'avait fait téléphoner le matin même par un de ses compagnons d'Emmaüs rapport aux sans-abri qui campent depuis plusieurs semaines devant le Sacré-Cœur et place de la Réunion, dans le vingtième arrondissement, sous des tentes et sur des matelas à ciel ouvert. Faites quelque chose, on peut pas tolérer ça... Enfin quoi, vous trouvez ça normal ?

Normal ? Ah, ça non ! C'est inadmissible. Pour qui ils se prennent, ces gens-là ? Déjà que nous, on a du mal à se loger dans des quartiers décadents, vous voudriez quand même pas qu'on

se serre un peu pour leur laisser la place.

Moi, les cocos qui les repoussent du pied à Saint-Denis, je les comprends parfaitement. Il n'y a aucune raison qu'ils ouvrent encore des ghettos, alors qu'à Neuilly on se garde bien de construire des logements sociaux. Et puis les HLM, c'est pas fait pour les chiens, c'est fait pour les familles qui ont peu de ressources. Ou elles en ont trop pour y avoir droit, ou elles en ont pas assez pour payer le loyer. Non, c'est pas absurde, c'est d'une superbe logique, au contraire.

En plus, tous ces pauvres étalés là, à la rue, ça fait sale, ça fait tache. Faut absolument balayer ça avant l'arrivée des touristes qui vont se précipiter, l'appareil en bandoulière, en se poussant du coude : Dis donc, Paris, c'est Calcutta ! Comme on sait pas où les cacher, même dans le métro, ça se verrait à mon avis, le plus simple, c'est de les jeter. Dès qu'il aura fini de vider Carignon sous prétexte qu'il appelle à voter social, dimanche prochain à Villeurbanne, mon Jacquot ferait bien de les balancer, de les mettre carrément à la poubelle.

EN BREF

Philippines : M^{re} Aquino lance un nouveau mouvement politique. — Kabisiq (« se donner la main ») est le label d'un nouveau mouvement politique lancé par M^{re} Aquino mardi 12 juin. Cette initiative laisse penser que la présidente, au pouvoir depuis 1986, pourrait être candidate à un deuxième mandat en 1992. D'autre part, M. Rodolfo Aguinaldo, ancien gouverneur de la province de Cagayan, qui est accusé d'avoir participé au coup d'Etat avorté de décembre 1989, s'est rendu mardi aux autorités après cent jours passés dans la clandestinité. — (AFP, Reuters).

Nouveau bilan en Kirghizie : cent quarante-huit morts. — Les récentes violences interethniques en Asie centrale ont fait 148 morts et plus de 500 blessés, selon un bilan dressé mardi 12 juin par l'agence Tass. Une rencontre a eu lieu lundi à Osh (en Kirghizie, à la frontière ouzbèke) entre les premiers ministres de Kirghizie et d'Ouzbékistan. Ce dernier, M. Mirsaidov, a indiqué que le sort de quelque 1 500 bergers ouzbeks de la région restait inconnu, mais il a dénoncé les appels « extrémistes » de certains Ouzbeks à la création d'une région autonome ouzbèke en Kirghizie. — (AFP)

HORS SERIE
SCIENCE & VIE
L'UN ET L'AUTRE SEXE

L'HOMME ET LA FEMME

De leur biologie à leurs rôles dans la société ; ce qu'ils partagent, ce qui les fait différents.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

السلامة، الجود

ARTS • SPECTACLES



L'ÉTÉ DE TOUS LES FESTIVALS

La musique aux champs

Certains festivals accusent le poids des ans. D'autres pour des raisons parfois obscures se meurent. Comme le Festival estival de Paris, dont l'excellente édition 90 est celle de la dernière chance. D'autres affichent une insolente santé. D'autres naissent. En à peine quinze ans, ils se sont multipliés, gagnant des régions jusque-là rebelles à la musique. Le paysage musical français en a été bouleversé.

Ce qui pouvait passer pour une toquade (cela ne durera pas, pensait-on), une attraction touristique, pire une animation culturelle de circonstance est devenu une véritable fête de la musique dans laquelle se croisent, se rencontrent parfois en d'inoubliables

joutes, toutes les musiques, la danse, le théâtre, les arts plastiques. Et si tout avait basculé ? Si au lieu d'être le parent pauvre des saisons musicales hivernales, les festivals avaient retrouvé leur vocation première, étaient devenus le lieu de toutes les expérimentations, de toutes les découvertes, de toutes les consécérations ?

Comment en est-on arrivé là ? Comment est-on passé d'une situation qui voyait s'opposer les grands festivals (lyriques le plus souvent) aux petits festivals obscurs, sinon sans public ? Ne doit-on pas ce retournement de situation à quelques amateurs éclairés qui, prenant le mal à sa racine, ont vu grand, ont pris des

risques, ont voulu faire découvrir les interprètes, les musiques qu'ils aimaient ? Simplement pour la beauté du geste : trop peu de disques, d'enregistrements radio, d'émissions de télévision garderont le souvenir de ces concerts.

Sur huit pages, nous avons dressé la liste des manifestations les plus riches de promesses. (Pages 36 à 38 et 43 à 46.) Tous les festivals, toutes les expositions n'y ont pas trouvé place, un numéro entier du Monde n'y suffirait pas. Mais il y aura une suite. La semaine prochaine, place à la danse.

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

39

Un chauffeur et un oscar pour « Miss Daisy »



Jessica Tandy a remporté un oscar pour le rôle de Miss Daisy. Une forte personnalité qui finira par se laisser amadouer par la bonté, la patience, la douceur de Hoke Colburn (Morgan Freeman) son chauffeur noir. Bruce Beresford, le réalisateur de *Miss Daisy et son chauffeur*, ne recule devant aucun effet. Mais il a de la sincérité. Son film fait mouche à tout coup. (Pages 39 à 42, un encart est consacré aux sélections cinéma, musique, théâtre, arts de la semaine.)

MUSIQUES

36

Philippe Herreweghe reçoit à Saintes



Philippe Herreweghe regarde plus loin que la musique baroque à laquelle il consacre l'essentiel de son activité. Moins accroché à des certitudes que d'autres, ce musicien a toujours déclaré qu'il préférerait un Casals jouant Bach de façon romantique à un violoncelliste baroque qui ne serait pas inspiré. Au Festival de Saintes, il va plus loin en rendant hommage à George Benjamin, un jeune compositeur contemporain britannique, élève d'Olivier Messiaen.

ARTS

46

Louise Bourgeois, sculpteur



Le sculpteur américain Louise Bourgeois aura bientôt quatre-vingts ans. Il lui a fallu plus de temps qu'à d'autres pour être reconnue, parce qu'elle était femme, parce qu'un temps, elle mit sa carrière en sourdine pour élever ses enfants. Aujourd'hui, elle est célèbre aux États-Unis. Reste à la découvrir en France. Elle y est née. Le Musée d'art contemporain de Lyon, lui consacre, cet été, une rétrospective.

FESTIVALS/MUSIQUE

MUSIQUE

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Lorsque le soleil est à son zénith les musiciens partent sur les routes à la découverte d'un public, chaque année plus nombreux, plus attentif, plus curieux, plus exigeant. Tous les festivals n'ont pas une programmation irréprochable, mais les meilleurs d'entre eux sont des pionniers, des découvreurs de talents que, l'hiver venu, les grandes métropoles frileuses consacreront avec faste. Au point que l'on se demande parfois si les rôles ne se sont pas inversés.

A. L.

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Festival Chopin
Du 28 juin au 15 juillet

Georges Pludermacher (le 28 juin), Jean-Marc Luisada (le 5 juillet), Michael Levinas (le 12), Pascal Devoyon (le 19 juillet), Akiko Ebi (le 14) et Dominique Merlet (le 15) se succéderont (parmi d'autres) dans le cadre enchanteur de l'Orangerie de Bagatelle pour la huitième édition de ce festival consacré au plus Français des Polonais - encore qu'il ne soit pas certain que Chopin eût aimé les roses modernes dont le parc est majoritairement planté, leurs noms ringards (Thérèse, Thérèse, la Seviliana, Orange sensation...), leur parfum trop souvent inexistant. Lui qui pouvait admirer Cuisse de nymphe émue ou s'enivrer du parfum des roses gallic.

Tél. : 45-01-20-10 et 40-67-97-00, de 11 heures à 18 heures.

Festival international d'orgue
Jusqu'au 12 juillet

Sur l'orgue - reconstruit de neuf par l'organier hollandais Van den Heuvel - qui se cache derrière un buffet construit par Balthard en 1854, Jean Guilleou donne un récital Bach, Schumann, Dupré, Franck et... Guilleou (le 7 juin) ; Yanka Hekimova, un récital Bach, Scarlatti, Mozart, Franck et Guilleou (le 28) ; Carlo Curley, un récital Wagner, Elgar, Thalben-Ball, Regner, Bach, Stanley et Gigout (le 5 juillet) ; Frédéric Swann, un récital Bach, Franck, Roberts, Wright, King et Sowerby (le 12). A l'évidence, Jean Guilleou veut prouver que l'orgue de Saint-Eustache est une machine à tout jouer.

Eglise Saint-Eustache, rue du Jour, 75001 Paris.

Festival festival
Du 2 juillet
au 4 septembre

Les derniers sursauts de la bête avant qu'elle ne meure ? Espérons que la Ville de Paris, l'Etat, les mécènes, se porteront au secours d'une manifestation qui fête cette année son vingt-cinquième anniversaire en proposant une programmation remarquable et intelligemment répartie entre cinq lieux, correspondant chacun à une thématique (le Monde du 6 juin), et sans lequel Paris serait classé dans les zones musicales sinistrées, l'été venu.

FESTIVAL INTERNATIONAL
DU FILM DE LA ROCHELLE

28 juin - 9 juillet 1990

100

LONGS MÉTRAGES
DU MONDE ENTIER

RÉALISATEURS PRÉSENTS :

H. AKABAEV (Turkménistan)
V. AKHADOV (Kazakhstan)
S. APARYOV (Kazakhstan)
B. CHAMCHIEV (Kirghizie)
D. HANAK (Tchécoslovaquie)
M. JANCOS (Hongrie)
A. KHAMRAEV (Ouzbékistan)
R. KRAMER (France-USA)
W. MARCZEWSKI (Pologne)
J. MENZER (Tchécoslovaquie)
I. PASSER (Tchécoslovaquie-USA)
D. PITA (Roumanie)
M. M. RADIVOJEVIC (Yougoslavie)
R. VALCANOV (Bulgarie)
M. YANAGIMACHI (Japon)

DIRECTION JEAN-LOUP PASSEK

23, rue de la République, 17001 La Rochelle
Tél. : 01 53 37 51 24 Fax : 01 48 06 40 22

Bureau du festival, 20 rue Geoffroy-l'Asnier, 75004. Tél. : 48-04-98-01. Réservations à la FNAC.

Musique en Sorbonne
Du 26 juin au 6 juillet

Consacré à Schumann, comme le Festival de la Grange de Meslay l'est à Liszt, Musique en Sorbonne propose non pas l'intégralité de l'œuvre de Schumann (ce serait quasiment impossible à réaliser), mais une grande anthologie qui se répartit heureusement entre œuvres archi-connues et œuvres à découvrir, comme il se partage intelligemment entre interprètes fêtés et jeunes espoirs. A noter un colloque Schumann réunissant Michel Schneider (directeur de la musique au ministère de la culture), le compositeur André Boucourechliev, Catherine Lépreux, écrivain, Rémy Stricker, professeur d'esthétique au Conservatoire de Paris, et deux psychanalystes (le 30 juin, à 15 heures, amphithéâtre Richelieu). A noter également, les 3 et 6 juillet, les *Scènes de Faust*, sous la direction de Jacques Grimaud. Une œuvre si rarement donnée en concert qu'il ne sera pas inutile de l'approcher en écoutant l'enregistrement dirigé par Benjamin Britten (Decca vient très opportunément de le rééditer sur disques compacts).

Bureau du festival, 2 rue Francis-de-Croisset, 75018. Tél. : 42-62-71-71.

NORMANDIE

BRETAGNE

PICARDIE

Académie musicale
de Creully
Du 20 au 29 juillet

Cette académie est surtout centrée sur l'enseignement de la musique ancienne. Le 20 juillet, les professeurs montrent ce dont ils sont capables. Laurence Boulay, John Elwes, Davitt Moroney, Pierre Sechey, pour ne citer qu'eux, peuvent beaucoup.

Académie musicale de Creully, château de Creully, 14480 Creully. Tél. : 31-80-21-34 (le matin).

Septembre musical
de l'Orne
Du 7 au 16 septembre

De la virtuosissime June Anderson (le 7 septembre) au pianiste égyptorien Leslie Whright (le 9), en passant par les solistes de l'Orchestre philharmonique de Berlin (le 14) et le Chœur d'hommes de Prague (le 15), le Septembre musical de l'Orne affiche une

L'AMERICAN
LANGUAGE PROGRAM

de l'American Center

du 2 au 13 et/ou

du 16 au 27 juillet

pour touristes, gens pressés,

lycéens en mal d'anglais

(à partir de 15 ans).

préparation au

T.O.E.F.I. du 4 août

Formation

professionnelle continue

Rive gauche

1 place de l'Odéon

75006 Paris. Tél. : 46 33 18 52

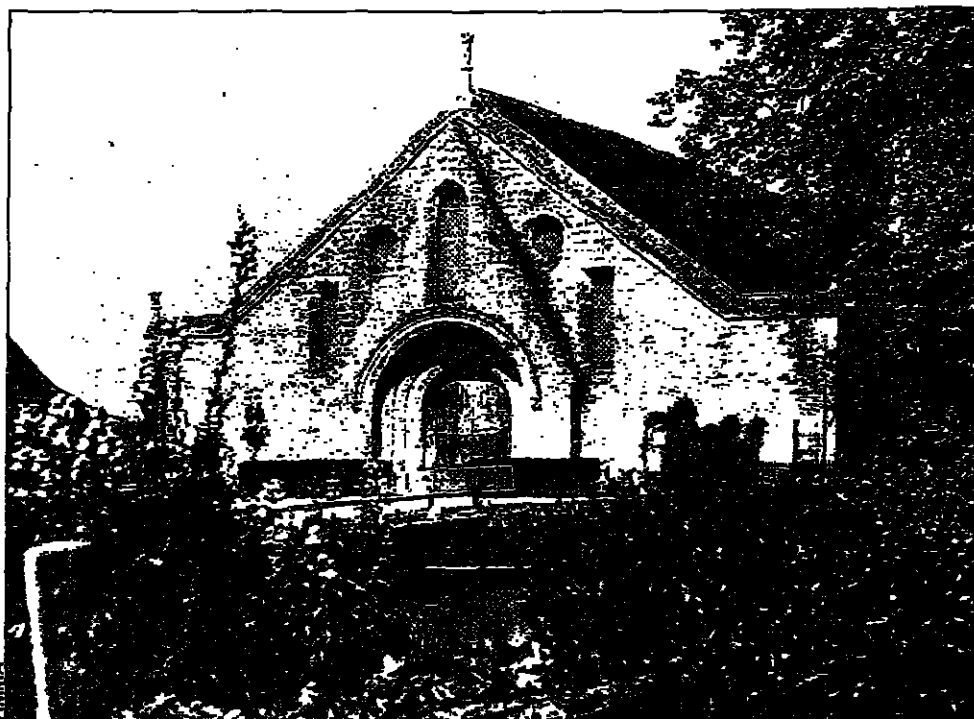
Rive droite

49, rue Pierre Charron

75008 Paris. Tél. : 42 56 25 49

INSCRIPTIONS MAINTENANT

Liszt dans la grange



« Brahms est plus haut que Liszt, mais Liszt n'est pas inférieur à Brahms. Tel est le paradoxe. » C'est ainsi que s'exprime Sviatoslav Richter dans *Chronique d'un voyage en Sibirie*, récit d'un périple qui l'a conduit de Moscou au Japon par le rail, la route et les airs. Six mois d'un voyage ponctué d'événements cocasses, de rencontres avec des pianos plus ou moins en état. En à peine cent pages, ce livre dessine le portrait d'un homme en proie aux doutes, aux remords quand tant de ses confrères affichent leur mine réjouie de star (Ed. Alina). Mais revenons à Liszt. Sviatoslav Richter a décidé de lui consacrer la vingt-septième édition du festival qu'il a créé en découvrant la grange de Meslay. Hélas ! pour la seconde année consécutive, la maladie le tiendra éloigné du beau pays tourangeau.

ambition internationale qui est à peine ternie par un concert violon-guitare d'un autre temps (le 16). Et puis la région est si belle à cette époque de l'année !

Manoir de Villebadin, 61310 Ennes.

Les Tombées de la nuit

Du 30 juin au 7 juillet

Une programmation tous azimuts pour ce festival pas comme les autres, ce festival qui ne privilégie aucun genre. A noter, la création mondiale de *Leda*, une opérette-bouffe d'Alfred Jarry, sur une musique originale d'Alexandre Dargomyzjov, par la troupe du Théâtre vivant (les 5, 6 et 7 juillet).

Bureau du festival, 8, place du Maréchal-John, 35000 Rennes. Tél. : 99-30-84-89.

Été musical de Pontivy
Du 13 juin
au 21 septembre

Pour cette huitième édition, ce festival reprend la formule « Une heure avec », heureusement renouvelée puisque les interprètes invités décident de leur programme au dernier moment : Shingon Kudo (flûte, le 19 juillet) ; Paul Meyer (clarinette, le 20 août) ; Gilbert Audin (basson, le 30 août) ; Misha Maisky (violoncelle, le 13 septembre) ; Hélène Grimaud (piano, le 21 septembre). Les concerts « traditionnels » ne sont pas oubliés qui présenteront cette année rien moins que le Quatuor Borodine (le 13 juin) ; le violoniste Boris Beldin et le pianiste Georges Pludermacher (le 4 juillet) ; les frères Pasquier (le 19) ; le pianiste Gerhardt Oppitz (le 30) ; le Quatuor de Cleveland et Paul Meyer (le 20 août) ; l'Orchestre Sinfonia Varsovia et Hélène Grimaud (le 21 septembre). A Pontivy chaque concert est un événement.

Bureau du festival, service des affaires culturelles, Hôtel de Ville, B. P. 27, 57308 Pontivy Cedex. Tél. : 87-25-00-33.

Musique française
au prieuré Saint-Michel
de Croottes
Du 11 au 26 août

Centré sur la musique française comme son nom l'indique clairement, ce petit festival se déroule dans une grange médiévale posée au détour d'un chemin du pays d'Auge. Pour cette deuxième édition, ont été conviés le mezzo Françoise Pollet, Pascal Rogé, Régis Pasquier et le Quatuor Parisii (mélodies et musique de chambre de Chausson, le 11 août) ; les pianistes Jean-Gabriel Ferlan (récital Franck et Fauré, le 19) et Georges Pludermacher (récital Debussy et Ravel, le 25).

Le prieuré Saint-Michel 61120 Croottes. Tél. : 33-39-15-15.

Festival international
d'art lyrique
en Loire-Atlantique
Du 25 juin au 19 août

Préside par Mady Mesplé, cette manifestation, autrefois basée à La Plaine-sur-mer, fait un sans-faute en invitant Montserrat Caballé (le 25 juin) ; José

Carreras (le 28) ; June Anderson (le 7 juillet) ; Chris Merrit (le 9) ; Katia Ricciardi et Lucia Valentini-Terrani (le 20).

Bureau du festival, 7, rue de Versailles 44000 Nantes. Tél. : 40-35-46-46.

Festival de Seine-Maritime
Jusqu'au 30 juin

Centré sur la musique et la danse, le Festival de Seine-Maritime a toujours regardé vers l'est en invitant les meilleurs orchestres et les meilleurs chefs soviétiques. Cette année, Mariss Jansons cède la place à Yuri Temirkanov et à la Philharmonie de Leningrad, qui donneront deux concerts (les 22 à Dieppe et 24 juin à Rouen), juste après la venue de Marek Janowski et de l'Orchestre philharmonique de Radio-France (le 15, Le Havre) et juste avant la clôture confiée à John Elliott Gardiner et à son English Baroque Soloists (chapelle du lycée Cornille, à Rouen, le 30).

Bureau du festival, hangar 23, port autonome, bd Duchemin, 76000 Rouen. Tél. : 35-70-04-07.

Festival festival
de Saint-Riquier
Du 19 au 26 juillet

Directeur artistique de ce festival, le pianiste Mikhail Rudy a invité quelques confrères musiciens de première grandeur. Les Solistes de Moscou et Vladimir Spivakov ouvrent le bal avec un programme Haydn, Chostakovitch, Stravinsky (le 19), Catherine Collard soufflera les chandelles le 28, en interprétant le *Concerto pour piano et orchestre en ré majeur*, de Haydn, avec l'Orchestre de chambre de Bratislava. Le 20, le Quatuor Borodine et le Filar Arts Quartet jouent le célèbre *Octave*, de Mendelssohn et celui beaucoup moins connu de Chostakovitch. Rudy s'est programmé dans le *Concerto KV 449*, de Mozart (le 20) et dans le *Quintette*, de Schumann (le 21).

Centre culturel de l'abbaye de Saint-Riquier, 80135 Saint-Riquier. Tél. : 22-28-82-82.

CENTRE

Meslay, Fêtes musicales
en Touraine
Du 15 juin au 1^{er} juillet

« Autour de Franz Liszt » est le thème choisi par Sviatoslav Richter pour le vingt-septième festival de la Grange de Meslay. Groupés sur trois week-ends, les dix-huit concerts méritent tous d'être retenus. Fidèle à la formule qui a fait le succès du festival de La Roque-d'Anthéron et des Week-ends de l'Hermilage à La Baule, René Martin, choisi par le pianiste soviétique pour reprendre en main la direction artistique du festival tourangeau, a invité quelques-uns des plus grands artistes de notre époque, quelques artistes qui montent et des jeunes, frais émoulus des concours internationaux. C'est Shura Cherkassky qui, le 15 juin, ouvre les festivités avec un programme Haendel, Weber, Chopin et Liszt. Elève du mythique Josef Hofmann, ce pianiste peu connu en France est,

depuis la disparition de Vladimir Horowitz et le retrait de Jorge Bolet, le dernier maillon qui nous relie à la grande « tradition » du piano romantique. Un concert à ne pas manquer. Nelson Freire le suivra, le 23, pour jouer le *Premier Concerto* et la *Totentanz*, de Liszt, avec l'Orchestre philharmonique de Budapest dirigé par Erich Bergel. Deux œuvres que le Brésilien n'a jamais jouées en France, mais qu'il a enregistrées pour CBS avec Rudolf Kempe. Des interprétations que ses confrères lui envient. Le 1^{er} juillet, Elisabeth Leonskaja s'attaque à la *Sonate*, de Liszt. Une œuvre à laquelle elle sait donner toute sa démesure et une dimension humaine émouvante. Il faudrait aussi ne pas manquer les concerts de Boris Beldin et Georges Pludermacher (le 16, à 18 heures), Stephen Hough (le 16, à 21 heures), Josef Villa (le 24, à midi), Barbara Hendricks et Maria João Pires (le 30), Chris (le 24, à 18 heures). Souffrant, Sviatoslav Richter vient d'annuler sa participation à ce festival. Le nom de son remplaçant n'est pas encore connu. Bureau du festival, mairie de Tours 37032 Tours Cedex. Tél. : 47-21-65-08 et 47-21-65-15.

Festival des arts sacrés
en Auvergne
Du 25 juillet au 11 août

Un nouveau festival installé dans l'une des plus belles et accueillantes régions de France, un programme centré sur la musique religieuse. En tout dix-sept concerts et un stage de jeunes chanteurs dirigés par Hermine Yorisian. Une création : la *Messe II* de Renaud Gagneux (le 25 juillet) ; des découvertes : stur Marie Keyrouz dans un florilège de chants sacrés des églises byzantine, orientale et maronite (le 5 août), et la cantate *Carmen secular*, de Philidor, un concert phare : *Apollon et Hyménée*, de Mozart, par le *Tölzer Knabenchor*, dirigé par Gerhard Schmidt-Gaden (le 11).

Arts sacrés, 11, boulevard Jean-Moulin 63500 Issoire. Tél. : 73-89-20-50.

Rencontres

Internationales
de Bourgne
Du 29 juin au 22 juillet

Répartis sur quatre fins de semaines, onze concerts pour l'un des plus beaux festivals de l'été. L'Orchestre du siècle des Lumières, dirigé par Gustav Leonhardt (le 29 juin) ; le Collegium Vocale de Gand dans la *Messe en si*, direction Philippe Herreweghe (le 30) ; la Capella Real de Jordi Savall (le 6 juillet), Flavio, de Haendel, un splendide opéra enregistré tout récemment de façon fastueuse par René Jacobs pour *Harmonia Mundi* (le 7 juillet) ; la Petite Bande dans des concertos de Bach (le 8 juillet) ; l'Orchestre de chambre de Toulouse et Augustin Dumay (le 13) ; l'Orchestre de chambre baroque d'Amsterdam et Ton Koopman (le 14) ; un récital de la soprano Françoise Pollet et du pianiste Jean-Marc Luisada (le 15) ; la *Passion* selon saint Jean, de Bach, par Michel

Corboz (le 20) ; le *Stabat Mater*, de Vivaldi, par Gérard Lesne (le 21) ; l'Orchestre symphonique de l'Etat de l'URSS (le 22).

Office du tourisme de Bourgne, 2122 Bourgne. Tél. : 80-22-24-51.

Festival des grands crus
de Bourgogne
Du 27 juillet au 4 août

Ne pas se fier à des appellations un peu contrôlées que de « Bach à Bechus » ou « Musique au chambertin » la programmation de ce festival va bien mieux que cela ! Du pianiste Al Ciccolini (le 27 juillet), à l'Octuor vent de Maurice Bourgue (le 4 août) en passant par Viado Perlemuter (le août), l'Ensemble Ho etter dans le programme de musique de la Renaissance (le 31 juillet), la soprano Shet Armstrong (les 3 et 11 août), l'Ensemble Gilles Binchois (le 4) et l'Orchestre de chambre de Vassorie, les responsables de ce festival prouvent un équilibre savant et un goût sans failles.

Bureau du festival, Centre socio-culturel avenue de Meslay, 21220 Gray-Charbottin. Tél. : 80-21-25-30.

Festival
de La Chaise-Dieu
Du 23 août
au 3 septembre

Un des rares festivals qui ont su : maintenir à niveau, mieux, se bonifier. Pour sa vingt-quatrième édition, offre rien moins que la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, direction Jean Claude Malgouère, dans la *Création*, de Haydn (le 23 août), le *Concerto K&I* direction Frans Brüggen (le 24), l'Orchestre philharmonique de Moscou (les 29 et 30 août), celui de la Résidence de La Haye pour un programme d'œuvres rares de Liszt données pour la première fois en France (le 31), J. J. Feldman (soprano), Laurence Boulay (clavier), Pascal Montillet (tutti) et Catherine Ramona (basse de violon pour une interprétation des *Leçons* de ténors de Delalande (le 1^{er} septembre).

Bureau du festival, BP 254, 150, 4300 Le Puy-en-Velay Cedex. Tél. : 71-09-48-2.

Festival de Sully
d'Orléans et du Loiret
Du 16 juin au 15 juillet

Toujours à l'écoute des jeunes artistes Sully invite cette année Isabelle V. Keulen et Hélène Grimaud pour un programme violon/piano consacré à Mozart, Brahms, Schumann et Stravinsky (le 24 juin), Jean-Marc Luisada pour un récital Chopin (le 8 juillet), California Youth Symphony Orchestra (le 10 juillet) et réinvente Sergei Edmann qui vise haut (il le peut, sans crainte) en inscrivant les *Klaviersonnen*, de Schubert et la *Fantaisie*, de Schumann au programme (son récital, En stars : The London Classical Players et Roger Norrington (le 16 juin) ; l'Orchestre de XVIII^e siècle et Frans Brüggen (le 1 et les Hanover Band et Ian Watts (le 6 juillet). Des comparaisons passionnantes en perspective.

Bureau du festival, BP 58, Sully-sur-Loire. Tél. : 05-45-28-18 (numéro vert).

AQUITAINE

MIDI-PYRÉNÉES

LANGUEDOC

ROUSSILLON

Festival de Saintes
Du 6 au 15 juillet

Un sans-faute pour le plus beau et l'un des meilleurs festivals de musique baroque. Des concerts Schütz par Herreweghe (le 6 juillet), le *Klaviersonnen* et l'organiste Bernard Foxcroulle (le 7), Bach par Christoph Coia (le 7), le Collegium Vocale de Gand (le 8), Sigiswald Kuijken et Pierre Hantaf (le 12), mais aussi Schütz, par le Hanover Band (le 12) et par le Collegium Vocale et Philipp Herreweghe (le 15) ; et un hommage au compositeur George Benjamin, élève de Messiaen passé par l'Ircam (le 11).

Bureau du festival, BP 125, 17104, Saintes Cedex. Tél. : 46-92-57-15.

Rencontres
Internationales de piano
de la côte basque
Du 29 juin au 11 juillet

Pour sa troisième édition dont la direction artistique est assurée par le pianiste Catherine Collard, ce festival invite Barry Douglas (le 29 juin), Idi Biret (le 30), Jean-Philippe Collard (le 1^{er} juillet), Nikita Magaloff (le 3), Mikhail Rudy (le 5), Michel Dalbert (le 7), Dickran Atamian (le 8), Christian Zacharias (le 10), Vadim Sakharov (le 11), pour des récitals à Saint-Jean-de-Luz, Ciboure, Guéthary, et Saint-Sébastien en Espagne. Un festival qui ne dépare pas le splendide pays qui l'accueille, ni ses églises à l'acoustique parfaite.

Syndicat d'initiative, 64210 Guéthary. Tél. : 59-26-68-80.

مكتبة

FESTIVALS/MUSIQUE

Festival international de Radio-France et de Montpellier Du 13 juillet au 2 août

Près de quatre-vingts concerts, des artistes confirmés, d'autres à découvrir, des œuvres archaïques, d'autres qui le sont moins : René Kœring, directeur artistique dès l'origine de ce festival, reste fidèle à sa volonté de programmation tous azimuts. Six opéras à l'affiche : *Montecarlo*, de Gounod ; *Il Crociato in Egitto*, de Meyerbeer ; *Berenice*, de Magnard ; *L'Élixir de Giuseppe Apolloni*, la version originale d'*Ariane à Naxos*, de Strauss, donnée pour la première fois en France et *Edipus Rex*, de Stravinsky ; un oratorio : *Golgotha*, de Franck Martin ; mais aussi les *Chansons de la nuit*, de Giuseppe Martucci (le « Brahms italien ») ; le mystère des voix bulgares ; des récitals de piano : Victoria Postnikova, Adam Fellag, Rudolf Firsirotu, Radostav Krapal, Frédéric Chiu ; les concerts des jeunes solistes de la Fondation Bera-ja ; quinze concerts de jazz, etc.

Festival de Radio-France et de Montpellier, Hôtel des festivals, 7, boulevard Henri-IV, 34000 Montpellier. Tél. : 07-62-34-33.

Festival du Périgord noir Du 18 juillet au 31 août

Année après année, la programmation de ce festival s'est affinée au point qu'il est devenu l'un des plus irréprochables de l'été, dans une région longtemps sinistrée musicalement, plus connue pour sa douceur de vivre que pour la qualité de ses concerts ou de ses orchestres. Une série consacrée à la musique anglaise : Byrd par les Tallis Scholars (le 21 juillet) ; Emma Kirkby et Anthony Rooley (le 24 juillet), carte blanche à James Bowman (les 25, 26, 27 juillet). Une autre à Schubert : Michel Daubert et Nathalie Stutzmann (les 8 et 9 août) ; Christa Ludwig (le 25 août). En intermède un grand concert de gala par Vlado Perlemuter, qui jouera Beethoven, Debussy, Ravel et Chopin, le 5 août. L'honneur de ces noms serait déjà en soi la promesse de belles soirées et suffirait à faire le bonheur de tout mélomane, mais la direction artistique a eu l'excellente idée de programmer dix films parallèlement à ces concerts, dont *Henry V* de Laurence Olivier, *Falstaff* d'Orson Welles, *Jules César*, de Mankiewicz, *Les Indes dangereuses*, de Stephen Frears, *Nocturne indien*, d'Alain Corneau, la belle *Mentir*, de Marcel Pagnol, le *Maître de musique*, de Roger Corbin.

Bureau du festival, 7 rue de la Liberté, 24200 Montignac. Tél. : 05-51-95-17.

Festival de Sarlat Du 3 au 10 juillet

En maître d'œuvre inspiré, Alain Lombard a invité quelques-uns des meilleurs solistes français... et exclusivement français pour des programmes ouverts au monde entier, faisant une large place à des œuvres peu jouées. Roland Pidoux joue ainsi le *Concerto pour violoncelle* de Milhaud (le 3 juillet), Régis Pasquier, Roland Pidoux et Brigitte Engerer le *Trio pour violon, violoncelle et piano* de Chostakovitch (le 4), Bruno Pasquier le *Concerto pour alto* de Bela Auerbach (le 5), Gérard Poulet et François-René Duchabie la *Sonate pour violon et piano* de Janáček, Jean-Philippe Collard et Etienne Péclet la *Sonate pour violoncelle et piano* de Martinu (le 7) et Jean-Luc Viala chante la *Sérénade pour cor, ténor et orchestre* de Benjamin Britten (le 8).

Bureau du festival, Hôtel Pélissier, rue des Consuls, 24200 Sarlat. Tél. : 05-51-17-75.

Festival de Saint-Céré Du 18 juillet au 17 août

Dans l'une des plus belles régions de France, hélas ! relativement inaccessible, un festival pas comme les autres, plus convivial qu'ambitieux. Quelques récitals et concerts instrumentaux, François-René Duchabie (le 26 juillet), le Quintette Moragues (les 2 et 3 août), le *Metopelle Erik Satie* comme tout le monde, un spectacle d'Hélène Delavault, mis en scène par Marcel Bozonnet (les 8 et 10 août), et ce qui fait la gloire et le malheur de Saint-Céré, quatre productions lyriques montées avec davantage d'enthousiasme que de perfection artistique : *l'Opéra de quat'sous* (les 27 et 28 juillet), *Don Quichotte*, de Massenet (les 9 et 11 août), *Jeanne au bûcher*, d'Honegger (les 11, 12, 13 et 15), et des extraits de la *Céléstine*, de Maurice Ohana (le 14).

Bureau du festival boîte postale 59, 46400 Saint-Céré.

Festival de Prades Du 25 juillet au 14 août

L'ombre tutélaire de Pablo Casals plane toujours sur un festival assez irrégulier dans sa politique d'artistes invités, mais qui offre l'immense mérite de brasser les musiciens français et étrangers pour des concerts aux programmes variés et souvent intéressants. Paul Tortelier joue Bach (le 27 juillet), Gérard Poulet, Régis Pasquier, Michel Lethiec et Jean-

François Heisser, Mozart et Schumann (le 2 août), Jean-Yves Thibaudet et Peter Casaba, Beethoven (le 10).

Bureau du festival, rue V.-Hugo, 66600 Prades. Tél. : 08-96-33-07.

PROVENCE CÔTE-D'AZUR RHÔNE-ALPES

Chorégies d'Orange Du 6 juillet au 4 août

Moins prestigieuses qu'autrefois, les Chorégies invitent tout de même Margaret Price, Giacomo Aragall, Alain Fondary pour *Don Carlos* de Verdi (les 6 et 9 juillet), Leona Mitchell, José Van Dam, Lucia Valentini-Terrani, Taro Ichihara pour le *Requiem* de Verdi (le 13 juillet), Kathleen Esperian, Jocelyne Tailon, Richard Leech, Marcel Vanaud pour *Faust* de Gounod (les 28 et 31 juillet), Christa Ludwig et Claudio Abbado pour un concert Bruckner et Mahler (le 4 août) et Luciano Pavarotti (le 25 août). En post-scriptum, les Chorégies accueillent, le 1^{er} septembre, l'Orchestre français des jeunes et Emmanuel Krivine.

Chorégies d'Orange, place Sylvain, 8, P. 180, 84100 Orange. Tél. : 05-34-24-24 ou 15-52.

Festival de La Roque-d'Anthéron Du 1^{er} au 24 août

Pour sa dixième édition, « La Roque » se surpasse. Jugez-en : Nikita Magaloff dans les deux concertos de Chopin (le 1^{er} août) ; récital de musique française pour clavier, par Kenneth Gilbert (le 2) ; Michel Daubert dans le premier concerto de Brahms (le 3), Nelson Freire dans le deuxième (le 4) ; récital de musique anglaise pour clavier, par David Moroney (le 5), de musique italienne, par Pierre Hantaï (le 7), de musique française, par Olivier Baumont (le 8) ; récital Schumann, Chopin, Liszt et Scriabine, par Liya Zilberstein (le 7) ; une intégrale des sonates de Beethoven par Paul Badura-Skoda (le 15), Andreas Staier (le 9) et Jos Van Immerseel (le 13), au piano ; Georges Pludermacher (le 9), Jean-François Heisser (le 14), Alain Planès (le 12), Jean-Claude Penetier (le 12), Michael Levinas (le 13), au piano ; « moderne » : un récital Bach, Schumann, Liszt, par Radu Lupu (le 10) ; l'intégrale des valse de Chopin, par Jean-Marc Luisada (le 11) ; la *Truite* de Schubert, par Maria-João Pires, Augustin Dumay, Gérard Causse, Gary Hofmann et Marc Marder (le 11) ; un récital Chopin, par Rafael Orozco (le 15) ; un récital Brahms, par Gerhard Oppitz (le 17) ; des quatuors et quintettes de Mozart et Brahms, par György Sebok et le

Quatuor de Cleveland (le 18) ; un récital Schubert, Brahms, Liszt, par Dimitri Bashkurov (le 19) ; des concertos de Mozart, par le Concerto Köln, Andreas Staier et Frans Brüggen (le 20) ; un récital Brahms et Chopin, par Elisabeth Leonskaja (le 21) ; un récital Busoni et Godowsky, par Geoffrey Douglas Madge (le 22), *Via Crucis* de Liszt, par l'Ensemble vocal de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe et Alain Planès (le 22), et, le 23 août, pour fêter cet heureux anniversaire, dix pianistes se réuniront pour un grand concert dans le parc du château.

Festival de piano, château de Florance, 13640 La Roque-d'Anthéron. Tél. : 42-50-51-15.

Festival d'Aix-en-Provence Du 12 au 29 juillet

Après *The Fairy Queen*, de Purcell, par Jean-Marie Viltgier et William Christie l'an dernier, Aix tente de « proposer une mise en scène satisfaisante » (pour reprendre les termes modestes du dossier de presse) des *Indes galantes* de Rameau confiée à Alfredo Arias (les 12, 16, 19, 22 et 26 juillet) et toujours à William Christie et ses Arts florissants. Autre nouvelle production : *L'Enlèvement au sérail* de Mozart dans une mise en scène de Jorge Lavelli, des décors de Pace et les costumes de Francesco Zito (les 13, 15, 17, 23 et 25 juillet). En reprise, *Don Pasquale* de Donizetti. Une coproduction avec l'Opéra de Lyon et le Théâtre de la Fenice de Venise, dirigée par Gabriele Ferro, avec Barbara Hendricks, Gabriel Bacquier, Gino Quilico, Luca Canonici et René Schirrer (les 21, 24, 27 et 29 juillet).

Bureau du festival, palais de l'Archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-23-37-81.

Festival méditerranéen Du 3 juillet au 30 septembre

Une programmation-fléuve pour un festival aux grandes ambitions, qui n'a cessé de grandir au cours de ses quinze années d'existence, au point de s'étendre, de se décentraliser, des côtes, en Espagne, en Italie, au Maroc. Tous les genres sont représentés. La musique ancienne avec une tournée de Joel Cohen et de la Camerata Méditerranéenne (le 3 juillet, à Perpignan ; le 4, à Barcelone ; le 5, à Venise, le 9, à Saint-Martin-de-Crau ; le 10, au château de Castries ; le 13, à Tanger ; le 20 juillet, à Aigues-Mortes). Le piano, avec une nuit du piano en hommage à Pierre Barbizet, à laquelle Michel Daubert, Catherine Collard et Pascal Rogé prêtent leur concours (le 10 juillet, à Salon-de-Provence) et quelques concerts d'Alexis Weissenberg (le 11 juillet, à Saint-Martin-de-Crau ; le 12, avec

l'Orchestre de Monte-Carlo et Serge Baudo, au château de Castries). L'opéra, avec une production de *l'Opéra de Paris* : *Montecarlo* de Bellini, mise en scène par Pierre-Jean de San Bartolomé (les 17 et 19 juillet, à Perpignan). Et bien d'autres concerts encore.

Bureau du festival, S.P. 4, 13129 Salon-de-Provence. Tél. : 42-86-86-86.

Festival de quatuors à cordes du Lubéron Du 23 juin au 6 septembre

Tous (ou presque) les jeunes quatuors qui comptent aujourd'hui sont passés par ce festival qui devrait être déclaré d'utilité publique. Cette année se succéderont les Quatuors Anton (les 23, 24 et 26 juin), Orlando (les 4, 5 et 7 juillet), Enesco (les 14, 16 et 17), Stamitz (le 23), Ludwig (les 28 et 29 juillet), Ravel (les 4, 5 et 7 août), Manfred de Bourgogne (les 15, 16 et 17), Arpeggione (les 29, 30 août et 1^{er} septembre) et Vogler (les 6, 8 et 9). Un festival consacré à l'expression la plus pure de la musique instrumentale et des prix de place ne dépassant pas 80 francs. Un rêve !

Les Amis de la musique du Lubéron-Rousillon, 84200 Gordes. Tél. : 90-75-89-80.

Fêtes du chemin d'Arles à Saint-Jacques Du 16 au 24 juin

Compositeur invité de ces fêtes, Maurice Ohana, dont *L'in Mli*, avec Cantigas, sera donné par la Compagnie de l'Arche de Noël (dans une mise en scène de Guillaume Lagnel) par le Chœur contemporain dirigé par Roland Hayrabédian (le 20 juin).

Fondation européenne du chemin de Saint-Jacques, 13200 Arles. Tél. : 42-61-39-80.

EST

Rencontres Les Jours de Colmar Du 26 juillet au 13 septembre

Rivale du Festival international dont le programme suit, cette manifestation se singularise par la remarquable qualité d'une programmation qui honorerait les plus grands festivals. Il faudrait davantage de manifestations aussi pensées. Les solistes de l'InterContemporain dans un programme Messiaen (le 26 juillet) : le Quatuor Ysaye (le 2 août) ; l'Ensemble Hespéris XX (le 16) ; le Concerto Köln (le 23 août) ; un récital Schubert par Michel Daubert (le 30 août) ; le Quatuor Moszkowski (le 6 septembre) ; les *Psaumes de David* et le *Cantique des cantiques* de Marc-Antoine Charpentier (le 13).

Théâtre municipal, 3, rue des Unterlinden, 68000 Colmar. Tél. : 89-23-25-53.

Festival international de Colmar Du 5 au 15 juillet

Le tout à l'est musical n'est pas nouveau. Depuis quelques années déjà, les orchestres, les solistes d'Europe soviétique, de Pologne, de RDA viennent grossir les rangs des musiciens qui se produisent chaque été dans les festivals. On n'accusera pas le Festival de Colmar d'engager des musiciens à Moscou parce qu'ils sont moins chers. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur le programme : les Virtuoses de Moscou, avec Vladimir Spivakov (violin), Nobuko Imai (alto), direction Yehudi Menuhin (le 5 juillet) ; Aurèle Nicolet (flûte), Leonid Block (piano), les Virtuoses de Moscou (le 9 juillet) ; Victor Pikaïsen (violin) et Mikhail Rudy (piano) (le 10) ; Dimitri Sitkovestki (violin) (le 11) ; les Virtuoses de Moscou et Christian Zacharias (piano) (le 12), une soirée en hommage à David Oistrakh (le 14). Le festival consacrera au grand violoniste disparu en 1974 une exposition importée du Musée Glinka de Moscou.

Office du tourisme, 4, rue des Unterlinden, 68000 Colmar. Tél. : 89-41-02-29.

Festival des cordes de Mirecourt Du 15 juin au 10 juillet

Des cordes comme s'il en pleuvait, et des plus belles, Olivier Charlier et l'Orchestre symphonique de l'Europe dirigé par Frédéric Lodjoni qui vient d'abandonner définitivement son violoncelle pour la baguette de chef d'orchestre (le 15 juin) ; Mstislav Rostropovitch, Patrice Fontanarosa et Marielle Nordmann (le 25) ; Bruno et Régis Pasquier (le 30) ; Vladimir Spivakov (le 4 juillet) ; l'Orchestre de chambre du Gewandhaus de Leipzig (le 6) et le Trio Millières (le 7).

Jean-Jacques Pagès, luthier, 70, rue de Chanzy, 88500 Mirecourt. Tél. : 29-37-11-33.

Est musical de Dijon Jusqu'au 20 juin

Pour sa première visite en France, les London Classical Players et Roger Norrington, leur chef attiré, ont choisi ce petit festival (par le nombre des concerts uniquement). Célébres en Grande-Bretagne pour leurs « week-ends d'immersion » dans l'œuvre d'un compositeur, les London Classical Players se sont lancés à l'assaut des symphonies et concertos de Beethoven, qu'ils jouent sur instruments anciens et, plus inattendu, à l'assaut de l'œuvre de Berlioz, qu'ils tentent de jouer en respectant au plus près les indications du compositeur. Quelques disques (EMI) témoignent d'une recherche qui ne se départit pas assez souvent d'un raidissement archaïque désespérant. Le 14 juin, ils jouent Mozart. Le lendemain, Philippe Herreweghe et la Chapelle royale donneront le *Requiem* de Gilles. Une confrontation enrichissante.

Bureau du festival, 17, rue de l'Amiral-Roussin, 21000 Dijon. Tél. : 80-30-61-00.

Festival de Strasbourg Jusqu'au 12 juillet

Le plus ancien festival de France (cinquante et unième édition) ne porte pas son âge. Roger Norrington, Melwyn Tan et les London Classical Players revisitent Mozart au son de leurs instruments d'époque (le 15 juin). Kurt Masur, le héros de l'Allemagne de l'Est, et Elisabeth Leonskaja jouent Tchaïkovski avec l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig (le 9). L'Orchestre philharmonique de Strasbourg, les Chœurs de la Radio de Vienne, la *Messe du couronnement* de Mozart, et, plus rare, *David pénitent*, un oratorio de la maturité du compositeur (le 22 juin).

Bureau du festival, Wolf Musique, 24, rue de la Mézange, 67081 Strasbourg. Tél. : 88-32-43-10.

ETRANGER

Rencontres Festival de Montreux Du 25 août au 7 octobre

Maurizio Pollini en lever de rideau, le 25 août, dans un programme comme il les affectionne : Chopin, Berg, Schoenberg, Stravinsky ; la *Missa solennis* en clôture, le 7 octobre. Fidèle à sa nouvelle image de marque, le Festival de Montreux propose une programmation sans tâche, équilibrée entre les stars (les violonistes Viktoria Mullova, le 27 août ; Shlomo Mintz, le 30 ; des jeunes qui montent (Frank-Peter Zimmermann, le 14 septembre ; Arve Tellefsen, le 26 ; et des grands méconnus (Gérard Poulet, le 29 septembre). Du chant aussi, Barbara Hendricks et ses amis pour trois concerts, dont deux avec le Quatuor Emerson (les 22 et 23 septembre) ; des pianistes, Martha Argerich (le 8 septembre), Lazar Berman (le 18), Gustavo Romero (Prix Clara Haskil, le 11), de la musique ancienne, le violoncelliste Christophe Coin dans les suites de Bach (le 2 octobre), le Concerto Köln (le 13 septembre) et, pour une mi-temps en beauté, un concert Schubert et Brahms par Carlo Maria Giulini (le 15 septembre).

La Fugue, 32, rue de Washington, 75008 Paris. Tél. : 43-59-10-14.

Festival de Bayreuth Du 25 juillet au 15 août

Même si le Festival ne s'est pas encore remis du passage de Boulez et Chêréau, il reste l'un des musés de l'été. A tel point qu'il est quasi impossible d'y trouver des places, même lorsque des chefs de second rayon y officient, à moins de s'y prendre une bonne année à l'avance. La chance aidant, des mélomanes en revendent parfois le soir même des représentations. A l'affiche cette année : *Lohengrin* (les 26 juillet, 3, 15, 18 et 28 août) ; *Parsifal* (les 2, 6, 14, 17, 20 août) ; le *Vaisseau fantôme* (le 25 juillet ; les 4, 7, 16, 19 août) ; *l'Or du Rhin* (les 27 juillet, 8 et 21 août) ; la *Walkyrie* (le 28 juillet, 9 et 22 août) ; *Siegfried* (le 30 juillet, 11 et 24 août), le *Crépuscule des dieux* (les 1^{er}, 13 et 26 août).

Bureau du festival, Tél. : (19-49) 921-20-221.

Festival d'Athènes Jusqu'au 24 juillet

L'Ensemble InterContemporain dirigé par Pierre Boulez (le 29 juin), l'Orchestre philharmonique de Leningrad (les 5 et 6 juillet), l'Orchestre d'Etat d'Athènes (le 9 juillet), le Ballet national d'Espagne (les 25, 26, 28, 19), le pianiste Nikita Magaloff (le 9 août), *Zorba* de Mikis Théodorakis (les 24 et 25 septembre) : quelques soirées à réserver avant de partir vers les îles.

Office national hellénique du tourisme, 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42-60-65-75.

Festival de Bregenz Du 20 juillet au 22 août

Les amateurs de mise en scène spectaculaire et aquatique ne jurent que par Bregenz, son lac, ses machineries grandioses. Ils ne rateront pour rien au monde (et on les comprend), le *Vaisseau fantôme*, de Wagner, qui s'y donnera les 21, 22, 23, 25, 27, 28 et 31 juillet et les 1^{er}, 3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 18, 20 et 22 août.

Bregenz Festspiele, Postfach 311, A-6901 Bregenz, Autriche.

Quatuors en Lubéron



Le Quatuor Tim Vogler fera, cet été encore, le bonheur du public qui suit fidèlement les concerts du Festival de quatuors à cordes du Lubéron. Sans faire de bruit, presque dans son coin, cette manifestation a su s'attirer la collaboration des plus grands chambristes, tout en faisant connaître des formations en plein essor. Un modèle à suivre.

PELÉGE et SARTRE vous invitent à découvrir L'EXPOSITION SAINTE-VICTOIRE CEZANNE 1990



Aux environs de 40 chefs-d'œuvre de CEZANNE, 160 toiles de : CONSTANTIN / GRANET / RENOU / KANDISKY / PICASSO / MASSON / TAL COAT / VIEIRA DA SILVA / MAURICE DENIS / OLIVIER DEBRE. AIX-EN-PROVENCE - MUSÉE GRANET - 15 JUIN - 1 SEPTEMBRE Informations : Tél. 42-38-14-70

FESTIVALS/MUSIQUE

MUSIQUE

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Les locomotives jazz reprennent du service, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie ou Miles Davis. Elles retrouveront les mêmes étapes, des équipes à peine modifiées et les exceptions à la règle. Avec un grand sentiment d'attraction, d'uniformisation des programmes et de variations infinitésimales. La circulation entre festivals rock est un peu plus fluide, de par la fureur de métissage qui saisit ces temps-ci les programmeurs. Pour un festival presque exclusivement consacré aux recoins du répertoire planétaire comme celui de Nantes, les autres mélanges genres, histoires et publics. Le tout est de le savoir avant.

F. M. et T. S.

JAZZ

New-York (États-Unis)

Du 22 juin au 1^{er} juillet

Revue des troupes en partance pour l'Europe, avec, aux clairons, Miles Davis et Dizzy Gillespie (le 22). Le reste des armées regroupe l'essentiel du jazz visible et audible, dans les plus belles salles de Manhattan : Winton Marsalis, Randy Weston, Sir Charles Thompson, Ray Charles, Pat Metheny, Mel Tormé, Wayne Shorter, John Lewis, Gerry Mulligan, Abdullah Ibrahim, Oscar Peterson, Michel Camilo, Ahmad Jamal, Jack DeJohnette, Herbie Hancock, etc.

Tél. : (1) 212-787-2020.

Samois

Djongo à Samois

23 et 24 juin

Onzième Festival Djongo Reinhardt sur l'île du Becard, Louis Winsberg, Manda Djinn, John McLaughlin, Barney Kessel, Pierre Boussaguet/Boulou et Eliot Ferre, Guy Lafitte Quartet, Art Blakey et les Jazz Messengers.

Tél. : 64-24-60-01.

Sorgues

Les Internationaux

Du 27 juin au 1^{er} juillet

Septième Festival international : une rareté, le Tribute to Mingus Quintet (Enrico Rava, Eric Barret, Hervé Sellin, François Méchali, André Ceccarelli, Riccardo del Fra, des expositions, de l'animation).

Tél. : 90-39-71-00.

Rennes

les Tombées de la nuit

Du 30 juin au 7 juillet

YOUSSEF CHAHINE ALLUME LE 20 JUIN

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS



ECRAN GEANT, THX SOUND, VO

POSSIBILITE DE RESERVATION
36 15 LIBE

Programme curieux avec Eddy Louiss et sa fanfare (60 cuivres, avec François Laizeau, Daniel Huck, Xavier Cobo, Dominique Pifarely), Marc Peronne et Jacques Di Donato, le quintet de clarinettes de Louis Scialoja.

Tél. : 99-79-01-98.

Vienne

Jazz à Vienne

Du 30 juin au 13 juillet

Le grand festival carrefour en arènes romaines. Les tracterons en tournée (Dizzy Gillespie, Art Blakey, Cab Calloway, Jorge Ben, Branford Marsalis, Stan Getz, Helen Merrill, Joe Pass, Pat Metheny, Herbie Hancock, Pharoah Sanders), des soirées à thème (Free Revisited, Swing, Prestige, Fusion) et une nuit de clôture, le 13 (All Night Jazz).

Tél. : 74-85-00-05.

Paris

10 juillet

Comment faire le tour des festivals sans quitter Paris ? Herbie Hancock, Pat Metheny, Joao Bosco, Tito Puente, Celia Cruz, Bireli Lagrène, Paco De Lucia, Camaron de la isla et Tomatito (flamenco), Michel Petrucci, Stan Getz, Dizzy Gillespie, Michel Camilo, Gary Burton, Branford Marsalis, John Lee Hooker, Champion Jack Dupree.

Tél. : 48-03-22-00.

Coches

Du 5 au 7 juillet

Festival sympathique et cultivé : Mission impossible, Jean Valjean et ses Misérables, Denis Badault et Simon Spang-Hanssen, Eddie Gomez, Jeremy Steig, Steve Gadd.

Tél. : 85-45-24-10.

Saint-Martin-de-Crau

Festival MIMI

Du 5 au 8 juillet

Forever Einstein, The Momes, Blast, Offering, Hector Zazou et les nouvelles polyphonies corses, Moises, Moises, le générique annonce la couleur : anticonformisme et surprises.

Tél. : 90-47-09-99.

Montreux

Jazz Festival

Du 6 au 21 juillet

Ouverture tropicale pour la star européenne des festivals de jazz avec Jorge Ben et Luis Caldas (le 6). La suite offre en jazz, en rock et en blues l'état complet des plateaux prestigieux. Elle vient le 17, Miles Davis et Wayne Shorter se succèdent le 20 et la longue nuit conclue par un petit déjeuner au bord du lac est celle du 21.

Réservations, CP 97 CH 1820 Montreux. Tél. : 021-963-82-82.

Nice

Grande Parade du Jazz

Du 7 au 17 juillet

Miles Davis et l'ensemble des troupes. Ambiance familiale, podiums multipliés, promiscuité des musiciens assurée.

Tél. : 93-21-22-01.

Martigues

Port-de-Bouc

Du 10 au 21 juillet

Quinzième édition avec notamment Bob Stewart et André Jaume.

Tél. : 42-44-32-21, 42-49-39-40.

La Haye

North Sea Jazz Festival

Du 12 au 15 juillet

Soirée spéciale le 11 juillet : Gala for Ella Fitzgerald suivi d'une jazz party (Count Basie Orchestra). La suite réunit tous les musiciens en tournée

sans exception. Gigantesque, démesuré, énorme.

Tél. : (31) 70-361-12851.

Bayonne

Jazz aux remparts

Du 13 au 15 juillet

Programme si classique que Vauban l'eût aimé (Hampton, Basie Orchestra, Dave Bartholomew). Eddy Louiss le 14 juillet pour la touche post-moderne.

Tél. : 59-55-85-05.

Antibes/Juan-les-Pins

Trentième anniversaire

Du 14 au 26 juillet

Anniversaire de luxe dans la pinède : ouverture, Ella Fitzgerald (le 14), suivie des têtes d'affiche en tournée et des gloires d'Antibes : plus Sonny Rollins, Chuck Berry, un super-groupe européen (Solal, Lockwood, Portal, Thielemans, Humair, Jenny-Clark), le 25 et The Gil Evans Orchestra avec Antoine Hervé, Wayne Shorter et Michael Brecker.

Tél. : 93-61-04-98.

Salon-de-Provence

Du 16 au 21 juillet

Vingt et unième festival au château de l'Empéri : Miles Davis, Eddy Louiss ou Illinois Jacquet comme ailleurs, mais une ouverture originale : le 16, jazz session militaire (Jazz symphonique de la IV^e région aérienne, big band de la III^e région aérienne et big band de la VI^e flotte américaine (le 16)).

Tél. : 90-44-89-00.

Tél. : 92-32-04-34.

Flamandville

Du 19 au 21 juillet

Machado et Andy Emler, Jacques Mahieux, un programme original.

Tél. : 93-52-51-06.

Souillac

Festival Sim Copans

20 et 21 juillet

Hommage au grand journaliste de radio avec Quest, le Trio Machado, Eric Barret Quartet et Dee Dee Bridgewater.

Tél. : 65-37-04-93.

Douarnenez

Du 27 au 29 juillet

Petruciani, Eddy Louiss, Nina Simone, Jacques Doudelle et Pierre Scourneau avec des chapeaux ronds.

Tél. : 98-92-15-44.

La Seyne-sur-Mer

Du 1^{er} au 5 août

Jazz au Fort Napoléon : expositions, rencontres, créations, avec André Jaume, François Méchali, Louis Scialoja, Charlie Mariano, Barre Phillips, Daniel Humair, Michel Portal, une carte qui ne manque pas d'élure.

Tél. : 94-94-88-67.

Hinx

Sixième Jazz à Hinx

Du 3 au 5 août

Programme résolument classique, avec Joe Pass, Warren Vaché, Maxim Saury, Christian Escoudé, Strings Plus (Marcel Azzola, Jimmy Gourley).

Tél. : 58-89-54-45.

Assier

Jardin dans tous ses états

11 et 12 août

Pour la restauration du château d'Assier avec Padovani, la Marmite infernale, Michel Portal Unit.

Tél. : 65-40-58-27.

Willisau (Suisse)

L'Autre Festival

Du 30 août

au 2 septembre

Chaque année, depuis des années, le charmant village de Willisau, en Suisse, ferme la route des festivals. Il affiche tous ceux qui ailleurs sont réputés « non commerciaux », « trop difficiles », « pas assez grand public » (prendre l'air las et douloureux d'un organisateur qui n'en peut mais). Avec un énorme succès populaire et beaucoup de grâce.

Cette année, entre autres : Willem Breuker Kollektief, Henry Threadgill and Very Very Circus, World Music : Sergio et Odair Assad, Rabih Abou-Khalil (avec Sonny Fortune), John Zorn and Shock Corridor, Jamaladeen Tacuma, James Blood Ulmer, Ronald Shannon Jackson, John Tchicai, Louis Scialoja, Anthony Braxton, David Murray, Anthony Davis, World Saxophone Quartet, etc. Willisau est une énigme. A moins que la véritable énigme, ce ne soient les autres festivals.

Jazz in Willisau, Postfach, CH-6130 Willisau. Tél. : (41) 45-81-27-311.

Cinq continents à Nantes



Venu de la Sierra Leone, S. E. Rogie (ci-dessus) croise à Nantes Houria Aichi (Algérie), le Brésilien Gilberto Gil, les percussions du Sri-Lanka, les cornemuses françaises... Bernard Pinel a organisé les cérémonies autour des musiques gitanes et tziganes, sans aucun recoupement avec les artistes présents à Nîmes, au Festival Mosaïques gitanes. Soit, du 4 au 8 juillet, les polyphonies des tziganes d'Albanie, du flamenco (Tio Juane), de la musique yougoslave (Esma Ansamb) ou roumaine (Romanasul) : un cinquantaine d'artistes, treize concerts et cinq continents dans les dunes du château d'Anne de Bretagne (Maison du tourisme, place du Commerce, 44000 Nantes ; Tél. : 40-47-04-51).

ROCK

Villeurbanne

Eclanova

Du 20 au 23 juin

Festival de rue (et de squares, de jardins publics...), festival gratuit. on y retrouvera des valeurs très sûres (Malavoi, Santana), des coqueluches - justifiées - du moment (le Tex-Mex Flaco Jimenez ou le Bulgare Ivo Papasov) et une création de Michel Dallaire, ancien metteur en scène du cirque Archaos.

Tél. : 78-88-13-20 (Office du tourisme) ou 78-03-67-87 (mairie).

Belfort

les Eurockéennes

Du 22 au 24 juin

Trois jours au bord d'un lac, au pied du Ballon, des groupes obscurs venus des deux côtés du défilé riveau de fer et des célébrités : Stephan Eicher, Alain Bashung, Jean-Louis Aubert, Hubert-Félix Thiéfaine. Des stars aussi, Texas et Santana.

Tél. : 42-52-61-00 ; Belfort : 84-21-85-85.

Marseille

Nuits blanches

pour la musique noire

Du 28 au 30 juin

Sur les îles du Frioul, un bref festival qui tient bien l'équilibre entre la pop africaine contemporaine (Papa Wemba, Abdel Aziz El Mubarak ou le Camerounais Lapiro de Mbanga) et le traditionnel (les Gnawas du Maroc, le Ballet de Guinée ou un steel band de Trinidad).

Tél. : 91-92-50-97.

Metz

Etonnantes Music

Le 30 juin

et les 6 et 7 juillet

Les Garçons bouchers, les Satellites (issus de l'alternatif), Femi Anikulapo-Kuti (fils de Fela, world-music), Andrew Tosh (également fils de star, reggae) et aussi les Babylon Fighters, les Del Lords et même une faute de goût (Roë).

Tél. : 87-31-03-46.

Leysin (Suisse)

Rock Festival

Du 5 au 7 juillet

Programme cossu pour ce festival helvétique, ce qui ne veut pas dire conservateur : à côté de valeurs plus que sûres comme Midnight Oil, The Cure ou Francis Cabrel, de grands espoirs comme la Mano Negra,

Lenny Kravitz. Et aussi The The, Daniel Lanois et même Patricia Kaas.

Tél. : (41) 22-29-97-56.

Montreux (Suisse)

Jazz Festival

du 6 au 21 juillet

En plus du jazz évoqué par ailleurs, il y aura donc du rock avec Little Feat (le 7) qui lutte vaillamment pour préserver le souvenir de Lowell George tout en essayant de faire oublier son absence. Sur un registre plus vivant, Ry Cooder et David Lindley joueront avec Flaco Jimenez (le 9), et surtout Montreux se mettra à l'heure du rap avec l'implantation sur les bords du Léman de la fraction bédoniste de la tribu, Big Daddy Kane, MC Shan ou Roxanne Shante (le 8). Avec aussi une confrontation intéressante entre la Texane Michelle Shocked et l'Israélienne d'origine yéménite Ofra Haza (le 13) et un sommet blues avec Etta James et BB King avec Snooks Eaglin (le 18).

Réservations, CP 97 CH 1820 Montreux. Tél. : 021-963-82-82.

Torhout Werchter

(Belgique)

Les 7 (Torhout)

et 8 (Werchter) juillet

Depuis 1977, cette vénérable institution propose le même festival deux jours consécutifs sur deux sites différents avec un programme d'une constante excellence : cette année, la Mano Negra, De La Soul, The Jeff Healey Band, Lenny Kravitz, Ry Cooder et David Lindley, Wendy et Lisa, Sinead O'Connor, Midnight Oil, Bob Dylan, The Cure.

Tél. : (32) 51-59-10-20 (Torhout) ou (32) 16-60-04-06 (Werchter). En France, billets en vente dans les FNAC et certains magasins de disques du Nord.

La Rochelle

Francofolies

Du 13 au 18 juillet

La fête selon Jean-Louis Foulquier se tourne de l'autre côté de l'Atlantique, Antilles (Poglo et duplex avec Dédé Saint Prix à Fort-de-France) et Québec avec les débuts français du rocker Jean Leloup. Un versant africain aussi (Touré Kunda, Louga Lo), deux piliers de la chanson française (Nougaro et Cabrel), du rock - plutôt gentil - (les Innocents, l'Affaire Louis Trio), les grands vendeurs du moment (Patricia Kaas et les Gipsy Kings). Tout ce qui s'écoute en ce moment, en général pour le meilleur.

Renseignements, tél. : 46-41-16-38.

Réservations, tél. : 46-50-55-77.

Nîmes

Mosaïques gitanes

Du 16 au 22 juillet

Dans la patrie des Gipsy Kings et à l'initiative de l'un d'entre eux, un festival pour célébrer les nations gitanes, roms, tsiganes : de Hongrie (Antal Szalai et Bratschi), d'Espagne (Maïté Martin, Nina Corti), de Yougoslavie (Besir et sa fanfare) ou de Nîmes (les Gipsy Kings), ils joueront l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Avec en prime quelques invités venus d'ailleurs, le salsero Willy Colon, la Malienne Djanka Diabaté ou l'Algérien Cheb Khaled.

Renseignements, tél. : 66-67-29-11.

Réservations, tél. : 66-67-28-02.

Mortlach

Tamaris Rock

21 juillet

Une journée dans les dunes avec une sélection qui va du sympathique à l'excitant : Thar Petrol Emotion, les vétérans du Blues Brothers Band (le plus grand juke-box vivant), les Nègresses vertes, les Thugs, les Young Gods et peut-être (mais même s'ils ne sont pas là, ce sera un excellent festival) The Wonderstuff.

Tél. : 96-88-80-70.

Peer (Belgique)

Belgium Rhythm'n'blues

Festival

21 et 22 juillet

En deux jours, le tour d'un genre tel qu'il se pratique aujourd'hui, de La Nouvelle-Orléans (Dr John) à Chicago (Etta James), d'Austin (les Fabulous Thunderbirds) à la côte Ouest (Robben Ford).

Tél. : (32) 0-11-63-22-39. Billets en vente en France à la FNAC Lille et au Clam Sedan.

Nyons (Suisse)

Paléo-rock

Le 24

et du 26 au 29 juillet

Après l'apéritif du 24 (Bob Geldof, Alain Bashung et les Stranglers), on passera aux choses sérieuses sur les trois scènes de festival en plein air avec une série zoulou (Chicco, Ladysmith Black Mambazo et Johnny Clegg) et un programme qui va de Georges Moustaki au rap saignant d'Urban Dance Squad. Et aussi Claude Nougaro, Bratschi, Salif Keita, les Young Gods.

Tél. : (41) 22-61-40-511.

مكتبة الأصوات

« MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR », DE BRUCE BERESFORD

Jessica Tandy, Broadway - Hollywood

Il serait présomptueux de tenir Bruce Beresford pour un maître du second degré. Peintre des grands sentiments, il est un bon metteur en scène et son dernier film lui a valu l'Oscar 90 du meilleur film. Il est aussi un excellent directeur d'acteurs : Jessica Tandy lui doit son Oscar 90 de la meilleure actrice et la reconnaissance de Hollywood quarante ans après Broadway.

Jessica Tandy est l'équivalent anglo-saxon de notre Madeleine Renaud. Elles ont d'ailleurs plus d'un point commun : une longévité exemplaire (dans leur métier comme dans leur mariage), une immense carrière, au théâtre surtout.

« J'ai le sentiment d'être redécouverte », dit avec un sourire à peine narquois la charmante (presque) vieille dame. Minuscule (1,55 m), très mince et le regard d'une énergie presque insoutenable, nantie de trois Tonys (meilleure actrice à Broadway), Jessica Tandy vient, au terme de « Pourquoi voulez-vous parler de terme ? » d'une brillante carrière, de décrocher son premier Oscar, pour *Miss Daisy et son chauffeur* de Bruce Beresford.

« C'était même ma première nomination ! » ajoute-t-elle. Cliché, sans doute, mais cet Oscar, Miss Tandy ne s'y attendait pas. « Ce film étant perçu au départ comme un « petit film », sans grand attrait pour un large public. » *Miss Daisy*, dont aucun studio ne voulait, fut tourné en quarante jours à peine avec le modeste budget de 7,5 millions de dollars, mais le film a très vite atteint les 100 millions de dollars de recettes, coiffant ainsi au poteau tant *Né un 4 juillet* que *la Guerre des Roses*.

Flashback. Londres entre les deux guerres. Veuve et proviseur dans une école pour enfants handicapés, la mère de Jessica Tandy prend un autre emploi pour financer les cours d'art dramatique de sa fille. Le sacrifice paie : Ophélie de Sir John Gielgud/Hamlet, *Miss Tandy* entame une brillante carrière théâtrale à Londres. Se réfugiant à New-York pendant la deuxième guerre mondiale avec l'enfant d'un premier mariage, elle y rencontre son Jean-Louis Barrault, l'acteur-metteur en scène Hume Cronyn, qu'elle épouse, tant au théâtre que dans la vie (ils ont beaucoup joué ensemble, ils sont mariés depuis près de cinquante ans). En 1942, Cronyn part travailler à Hollywood, elle le suit. Son contrat avec la Fox ne lui offrant que de petits rôles, elle aborde le théâtre. Cronyn monte une pièce en un acte de Tennessee Williams (*Portrait d'une madone*), le succès est tel que la rumeur se répand jusqu'à la côte est ; Elia Kazan fait le voyage de New-York - et l'engage pour créer une nouvelle œuvre du même Williams, *Un tramway nommé Désir*. Le Sud porte décidément chance à Jessica Tandy : sa Blanche du Bois (soudiste comme *Miss Daisy*) lui vaudra son premier Tony.

Curieuse, que bien qu'Anglaise, elle ait incarné tant de femmes du Sud. « Tu le calibre des rôles, j'ai-elle été bête de refuser ! » De plus, dira plus tard l'acteur Morgan Freeman (le « chauffeur » du titre), ce sont les acteurs britanniques qui réussissent le mieux l'accent du Sud, qui est en fait l'accent anglais, un peu plus ralenti, un peu plus paresseux.



Jessica Tandy : une vieille dame aux accents du Sud

Comme la pièce, le film ambitionne de refléter les changements socio-politiques dans le sud des États-Unis après la guerre, à travers vingt-cinq ans de rapports entre *Miss Daisy* et son chauffeur noir, Hoke Colburn, qu'interprète Morgan Freeman.

Miss Tandy incarne donc *Miss Daisy* de soixante-douze à quatre-vingt-dix ans ? « Quelque chose comme ça. » Elle-même ne cache nullement ses quatre-vingts ans. Si incarner une femme de soixante-douze ans correspond à un souvenir récent - elle approuve l'analyse - comment joue-t-on une femme de quatre-vingt-dix ans ? « Il suffit de se rappeler ce qu'on ressent certains matins en se levant ! » Faut-il un certain courage pour jouer un personnage physiquement et mentalement affaibli ? « Non ; c'est dans l'ordre de la condition humaine. »

Contrairement à Morgan Freeman, créateur du rôle, Jessica Tandy n'a jamais joué la pièce. Avantage ou inconvénient ? « Oh, j'aurais adoré la jouer sur scène. J'aurais eu plus de temps pour vraiment explorer le personnage, faire des erreurs, les corriger, essayer

sur le public telle ou telle option. Un film est une chose si... définitive. Sur scène, on peut toujours se dire qu'on sera meilleur demain. »

De Bette Davis à Katharine Hepburn, toutes les comédiennes... d'expérience ont intrigué pour décrocher le rôle de *Miss Daisy* à l'écran. L'obtenir a été pour Jessica Tandy une surprise : « Je ne suis pas un grand nom de cinéma et je savais qu'ils recherchaient quelqu'un de « bancable », quelqu'un sur qui monter le film. » Du coup, poursuit-elle, elle comprend ce que cela représente pour la créatrice d'un rôle (Dana Ivey off-Broadway) de se voir déboulonnée par Hollywood : elle l'a été elle-même lorsque Vivien Leigh se vit confier le rôle de Blanche du Bois dans la version cinématographique d'*Un tramway nommé Désir*. « Mais je me suis toujours demandé si finalement, ce n'était pas une bonne chose : je ne me serais pas frottée aux grands rôles que m'a offerts le théâtre, et je n'aurais peut-être pas eu une aussi longue carrière. »

Après son Oscar, Hollywood 90 la traite-t-elle désormais en star « bancable » ? « J'en doute. Combien de rôles peut-il y avoir pour une femme de mon âge ? Le champ n'est pas très vaste. » Elle s'avoue soulagée que « le moteur tourne encore bien rond », se dit heureuse de continuer à travailler, envisage un autre film puis une pièce avec son mari Hume Cronyn. Ne sait-elle absolument pas ce que sera son prochain projet mais est totalement certaine d'une chose : « Je vous parie que ce sera une vieille dame. »

HENRI BÉHAR

* Voir les renseignements pratiques dans la rubrique « Films nouveaux », page suivante.

Main blanche, main noire

Dès qu'elle apparaît, gantée de filasse, on sait que Jessica Tandy (*Miss Daisy*), ravissante vieille dame d'une fraîcheur de pois de senteur, va nous mener par le bout du cœur. Dès qu'il entre en scène, avec son accent estampillé Oncle Tom, on sait que Morgan Freeman (son chauffeur) va nous avoir.

On n'a plus qu'à se laisser porter, consentants et un peu irrités, par le film de Bruce Beresford, ruisseau de bonne conscience comme un pancake de sirop d'érable. Tirée d'une pièce à succès d'Alfred Uhry - et bon sang ! ça se voit, ça s'entend, c'est terriblement théâtral - l'histoire couvre un quart de siècle (1948-1973).

Miss Daisy (on l'appelle « miss » parce qu'elle a été institutrice) est une des figures de la bourgeoisie juive d'Atlanta (Géorgie). Elle joue au mah-jong avec ses copines, déteste sa belle-fille, tyrannise son grand fils (Don Aykroyd, plutôt sobre pour une fois), et se voit contrainte, après un léger accident de Chrysler, d'abandonner le volant. On veut lui donner un chauffeur : crime de lèse-indépendance, elle n'en veut pas. Le fils, dévoué lui en impose un quand même. Le chauffeur est noir, et on est dans un État du Sud. Vous avez tout compris.

Naissance difficile d'une mutuelle (et longue) affection entre deux êtres « que tout sépare », tirées à chaque étape, escarmouches plaisantes sur fond de conquête des droits civiques... Plus Miss

Daisy est odieuse, injuste, impérieuse, plus le brave Hoke est compréhensif, doux, patient. Jusqu'à l'instant inévitable mais irrésistible - on en convient avec un peu de honte - où une vieille main blanche vient se bétifier au creux d'une grande main noire.

On ne peut pas considérer Bruce Beresford, Australien d'origine, comme un champion de la nuance et de l'« understatement ». Ou'il se penche sur le prolétariat aborigène (*Aux frontières de la ville*) ou qu'il décline déjà des chroniques sudistes (*Tender Mercies*, *Crimes du cœur*), il n'est jamais avare de clichés (quand la vieille cuisinière de *Miss Daisy* meurt, les petits pois qu'elle est en train d'écosser - ces gens-là se tuent à la tâche - tombent sur le carrelage au ralenti...), mais il n'a pas peur de rimer ses images aux couleurs des sentiments qu'il exprime, il a de la conviction et de la sincérité, et, surtout, il sait obtenir des comédiens le meilleur de leur talent.

Ainsi, Jessica Tandy, créatrice à la scène du rôle de Blanche Dubois dans *Un tramway nommé Désir*, n'a-t-elle pas volé son Oscar. D'une beauté incurable, elle parvient à communiquer beaucoup de choses et même une pincée de tragique à travers son personnage d'emmêlée à l'emporte-pièce.

Quant à Morgan Freeman, il en fait énormément dans la dignité pudique. Mais puisque c'est ainsi, encore aujourd'hui, que le cinéma voit les « bons » Noirs.

DANIELE HEYMANN

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Au bonheur

des chiens de Duccio Tessari, avec Peter Ustinov, Roberto Alpi, Delphine Forest, Salvatore Tota, Ciccio, Jean-Claude Brialy, Gina Rovere, Italien (1 h 40).

Un Milanais branché ne jurant que par le surréalisme et l'ordinateur hérite d'un château en ruine et de deux chiens. Il est malade, mais sa maîtresse et son fils sont fous de joie. Burlesque à l'italienne.

VO : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

VF : Parthé Impérial, handicapés, 2^e (47-42-72-52) ; Fauvette, handicapés, 13^e (43-31-55-86) ; Parthé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

Dark Angel de Graig R. Baxley, avec Dolph Lundgren, Betty Brentley, Brian Benben, Matthias Hues, Américain (1 h 30).

On croit que les trafiquants de drogue viennent de Colombie ou d'Orient. Pas du tout : ce sont des extraterrestres, aussi vicieux que puissants. Ils accrochent les faibles humains à des produits de plus en plus forts et dangereux. Heureusement, veille Dolph Lundgren, l'adversaire soviétique de Rocky. Mais, depuis, il est passé dans le camp des justiciers vainqueurs.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; U.G.C. Normandie, 8^e (45-63-15-16).

VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6^e (45-74-94-24) ; U.G.C. Ermitage, 8^e (45-63-15-16) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-41-58-01) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (45-61-94-95) ; Miraval, handicapés, 14^e (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 80-33 ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-50) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-58-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8^e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-31) ; Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (45-44-25-02) ; U.G.C. Maillot, 17^e (40-58-00-18).

VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-37-35-43) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9^e (45-74-95-40) ; Les Nations, 12^e (43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (45-61-94-95) ; Parthé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; Parthé Clichy, dolby, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-38-10-96).

L'été des roses blanches de Rajko Grlic, avec Tom Conti, Rod Taylor, Susan George, Nizsan Sharon, Alan Armstrong, John Gill, Yougoslave (1 h 40).

À la fin de la guerre, un village yougoslave, avec une rivière, un maître-nageur qui a promis à son père de consacrer sa vie à sauver les noyés. Encore faudrait-il que quelqu'un se noie. Un jour, enfin, le brave homme dont tous se moquent peut prouver ses qualités et son courage. Las ! Le noyé n'est autre qu'un commandant allemand, venu se baigner là, parce que sa garnison est devenue la cible des résistants.

VO : Gaumont Opéra, dolby, 2^e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (47-20-76-23) ; Les Montparnos, 14^e (43-27-84-50).

62-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; VF : Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50).

Leningrad

Cow-boys

go America

de Alti Kaurismäki,

avec Matti Peltomäki,

Kari Väänänen,

Sakari Kuosmanen,

Pekka Oksanen,

Finlandais (1 h 18).

« Allez donc aux États-Unis, là-bas ils prennent n'importe quoi », dit l'imprésario soviétique, après les avoir entendus dans *Plaine, ma plaine*. Eux, c'est-à-dire un groupe rock finlandais au look extravagant. Mais aussitôt dit, aussitôt fait et les voilà sur les routes américaines, accompagnés d'un cadavre congelé dans son cercueil et suivis par un innocent presque chauve. Le reste obéit à la même logique et la même esthétique de BD. Kaurismäki et ses musiciens se sont bien amusés.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Parthé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Parthé Hauteville, dolby, 6^e (46-33-79-36) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; La Bastille, handicapés, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Miss Daisy

et son chauffeur

de Bruce Beresford,

avec Morgan Freeman,

Jessica Tandy,

Don Aykroyd,

Patricia Richardson,

Esther Rolle,

Joan Harris,

Américain (1 h 40).

Lire les articles ci-contre.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; U.G.C. Odéon, 5^e (42-25-10-50) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-58-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8^e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-31) ; Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (45-44-25-02) ; U.G.C. Maillot, 17^e (40-58-00-18).

VF : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-37-35-43) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9^e (45-74-95-40) ; Les Nations, 12^e (43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (45-61-94-95) ; Parthé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; Parthé Clichy, dolby, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-38-10-96).

Passé-passé de Nicolas Gessner, avec Ben Gazzara, Mary Crosby, Catherine Jarrett, Jean YVES, Ed Lottner,

Maison des Arts
SAISON 1990/1991
L'ABONNEMENT AVEC UN GRAND A
3 spectacles 240 F, au lieu de 350 F
GUY BEDOS
CRIPURE
CASIMIR et CAROLINE
49.80.18.88

théâtre 13 45.88.62.22
ATTENTION DERNIÈRE LE 24 JUIN
SATIRE
RUSSSE
de MOUZA PAVLOVA
"Intépidité joyeuse..."
P. Marcabru - Le Figaro
"C'est très bien la satire à la russe." A. Heilbrunn - Le Quotidien
"J.L. Jacopin, M. Berland, A. Rimoux, J.F. Lapalus, tous excellents."
J.P. Thibaudat - Libération
"Russe ou pas on reprendrait bien un peu de satire."
L'Express
etc... f

CINÉMA

Ivan Desny.
Franco-suisse (1 h 30).

Pourquoi des terroristes qui veulent abattre un homme politique éprouvent-ils le besoin d'utiliser un illusionniste? Ce sont les mystères des histoires d'espionnage. Toutefois ne craignons rien, l'homme de l'art parviendra à prouver sa bonne foi.

VO : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82).
VF : Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (43-31-56-86).

Tumultes

de Bertrand Van Effenterre, avec Bruno Cremer, Nelly Borgeaud, Julie Jecquel, Clotilde de Baysse, Laure Marzac, Jean-Paul Comart, Franco-belge (1 h 29).

Histoire de famille après la mort du fils. Une histoire qui se passe dans une maison bretonne. Une famille étrange, émouvante, attachante. L'atmosphère est à la fois morbide et chaleureuse. Les acteurs sont magnifiques, en particulier Nelly Borgeaud.

Gaumont Les Halles, doly, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, doly, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83); La Pagode, 7 (47-05-12-18); Gaumont Champs-Élysées, doly, 8 (43-59-04-87); Gaumont Alsia, handicaps, 14 (43-27-84-50); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Convention, handicaps, 15 (48-28-42-27).

Une chance pour tous

de Douglas Day Stewart, avec Kirk Cameron, Jami Gertz, Roy Scheider, Amanda Peterson, Tim Quill, Christopher Atkins, Américain (1 h 30).

Le collège brasse les classes sociales, annule les différences, enseigne l'humanisme, grâce notamment à un professeur inspiré. Etant donné le succès du *Cercle des poètes disparus*, on va forcément en voir beaucoup de semblables.

VF : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

La Véritable Histoire

d'Abe Sada de Noboru Tanaka, avec Junko Miyashita, Hisashi Ezumi, Japonais (1 h 17).



Les détours de l'érotisme à la japonaise. Une histoire bien affreuse qui rappelle l'Empire des sens, celle d'une femme qui tue son amant et l'émascule.

VO : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83).

Voulez-vous mourir avec moi ?

de Peter Haffner, avec Stéphanie Ferrara,

Boate Jensen, Yves Beneyton, Français (1 h 30).

Si vous êtes jeune fille au pair dans une ville étrangère et qu'un beau jeune homme vous confie qu'il est un assassin, ce n'est pas forcément une plaisanterie pour épicer vos relations.

VO : Forum Orient Express, handicaps, 1 (42-33-42-28); George V, 8 (45-62-41-48); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Wapler II (seulement), handicaps, 18 (45-22-47-84).

SÉLECTION

Chasseur blanc, cœur noir

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Jeff Fahey, George Dzundza, Alan Armstrong, Marisa Berenson, Américain (1 h 54).

C'est l'histoire d'un homme appelé John Wilson - pour John Huston - qui, sous prétexte de tourner un film en Afrique, veut à tout prix chasser les éléphants. Clint Eastwood raconte cette obsession, incarne un homme rongé par

l'impuissance à réaliser le cinéma dont il avait rêvé, et à faire régner la bonté en ce monde. Il bluffe, il frime, il perd. Reste, quand même, le cinéma.

VO : Forum Horizon, handicaps, 1 (45-08-57-57); UGC Rotonde, doly, 8 (45-74-84-94); UGC Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, doly, 8 (43-59-82-82); UGC Biarritz, doly, 8 (45-62-20-40); 14 Juillet Beauprénelle, handicaps, doly, 15 (45-75-79-79); UGC Maillet, handicaps, 17 (40-68-00-16); VF : Paramount Opéra, handicaps, doly, 9 (47-42-85-31); U.G.C. Gobelins, doly, 13 (45-61-94-95); Mistral, handicaps, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnos, doly, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Cœurs flambés

de Hella Rysling, avec Kirsten Lehfeldt, Peter Hosen, Overgaard, Søren Overgaard, Danois (1 h 52).

L'infirmière n'est pas très jolie, mais elle a du charme et de la

vitalité. Son amant est parti à la guerre, elle cherche des cigarettes. Si revenait, elle serait heureuse, ce qui ne l'empêche pas de chercher le bonheur ailleurs. Elle est trop généreuse pour ne pas se faire exploiter, mais elle a du répondant. Quant au film, il grâce allègrement et envie balader l'image du froidier tranquille généralement collée à la société danoise.

VO : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

Histoire de garçons et de filles

de Pupi Avati, avec Felice Andreoli, Angiola Baggi, Davide Bocchini, Lina Bonanni, Anna Bonetti, Massimo Bonetti, Italien, couleurs et noir et blanc (1 h 52).

L'Italie de 1936, les échos du fascisme à la campagne. Deux familles très différentes, des paysans et des bourgeois réunis le temps d'un repas de noces. Des individus quotidiens et touchants sous le regard sans complaisance mais sans hargne du metteur en scène.

VO : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

Nouvelle Vague

de Jean-Luc Godard, avec Alain Delon, Dominique Girard, Roland Ametutz, Laurence Coss, Jacques Dacqune, Christophe Odent, Franco-suisse (1 h 25).

Sur le lac Léman, une femme sauve un homme, qui à son tour, plus tard, la sauvera de la noyade. Histoire d'amour très godardienne, c'est-à-dire qui ne se raconte pas. Elle se regarde, s'écoute, et entraîne dans un pays fait d'images qui s'embriment mystérieusement. On ne sait plus si on est au-dessus ou au-dessous de soi. On est au cinéma.

Forum Horizon, handicaps, 1 (45-08-57-57); U.G.C. Montparnos, doly, 8 (45-74-84-94); U.G.C. Odéon, 8 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); U.G.C. Opéra, 9 (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, handicaps, doly, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-03-04-57); Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beauprénelle, doly, 15 (45-75-79-79); Pathé Wapler II (seulement), 18 (45-22-47-84).

Rêves

de Akira Kurosawa, avec Akira Terano, Mitsuaki Hasegawa, Toshio Negishi, Mikiyo Harada, Mitsuaki Isaki, Toshiro Nakano, Japonais (1 h 57).

Le vieux maître rêve du temps où il était enfant, et où il désobéissait à sa mère. Du temps où les arbres chantaient. Du

temps où Van Gogh, dont les tableaux se vendent si cher au Japon, peignait le soleil en Provence. Les huit rêves du vieux maître sont autant de tableaux somptueux.

VO : Forum Horizon, handicaps, doly, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, doly, 8 (45-25-59-83); Bretagne, 8 (42-22-57-97); U.G.C. Champs-Élysées, handicaps, doly, 8 (45-62-20-40); Max Under Parnasse, 17 (40-68-00-16); 14 Juillet Bastille, handicaps, 11 (43-57-90-81); Carriat, 13 (47-07-28-04); 14 Juillet Beauprénelle, doly, 15 (45-75-79-79).

Saraffina, les enfants de Saveto

de Nigai Nigai, avec Lelei Khamala, Baby Cole, Pat Miano, Miora Nkomo Dlamini, Lindwe Dlamini, Durrusani Dlamini, Américain.

En 1976, les écoliers de Saveto ont refusé d'apprendre la langue afrikaans et sont sortis dans la rue. Ils se sont fait massacrer. Quelques années plus tard, d'autres écoliers ont raconté ce sinistre événement sous forme de comédie musicale. *Saraffina* a fait le tour du monde, après avoir triomphé à New-York, où les jeunes comédiens ont vécu plusieurs mois. Le film montre leur spectacle et leur vie, raconte leur formidable vitalité. C'est un film tonique.

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

La Voce della luna

de Federico Fellini, avec Roberto Benigni, Paolo Villaggio, Nadia Ottaviani, Maria Tormasi, Sini, Sissy Blady, Italo-français (2 h).

Un innocent écoute la lune qui du fond du puits l'appelle. Il rejoint les hommes du village qui vont mater une blonde épanouie à travers sa fenêtre. Il vole un escarpin d'argent et

s'en va en ville à la recherche de sa belle. Bloqué sous un estrade, il assiste à l'élection d'une miss farine pendant la fête de gnocchis. Il rencontre un philo sophie amer qui ressemble à Fellini. Tout le film ressemble à Fellini, magicien nonchalant qui transforme ses obsessions en fulgurants poèmes.

VO : Ciné Beauprénelle, handicaps, doly, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40); La Bastille, 11 (43-07-43-60); Gaumont Parnasse 14 (43-35-30-40).

REPRISES

Baby Face Nelson

de Don Siegel, avec Mickey Rooney, Carolyn Jones, Sir Cedric Hardwicke, Les Gordon, Chris Clark, Ted de Costa, Polaire, 1957, noir et blanc (1 h 23).

Bonnie and Clyde des années 30. Mickey Rooney, ennemi public n°1, surnommé « Baby Face » parce qu'il s'est fait arranger le visage, est l'objet d'une chasse à l'homme terrifiante. Blessé, il meurt dans un cimetière, achevé par sa maîtresse. Le plus noir des films romantiques, le plus romantique des polars. Une merveille.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

Quoi de neuf Pussycat ?

de Clive Donner, avec Peter Sellers, Peter O'Toole, Tommy Schneider, Capucine, Paula Prentiss, Woody Allen, Américain, 1965 (1 h 48).

Quand un directeur de magazine féminin est allié par les femmes et que le scénario est de Woody Allen, on est sûr de plonger directement dans le plus grand délire érotico-dérisoires-gringant. Comme en plus la distribution est fabuleuse, le film est devenu un classique.

VO : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

La vie est belle

de Frank Capra, avec James Stewart, Donna Reed, Thomas Mitchell, Lionel Barrymore, Ward Bond, Américain, 1946, noir et blanc (2 h 15).

Un jeune homme candide qui prête de l'argent aux pauvres pour qu'ils puissent se loger, entre en conflit avec l'homme le plus riche de la ville. De plus, comme il est aussi distrait que candide, il perd 8 000 dollars qu'il devait déposer à la banque. Frank Capra et James Stewart entrent fermement dans leurs schémas habituels. Ce qui, après tout, ne manque pas de charme.

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30); Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89).

Key Largo

de John Huston, avec Humphrey Bogart, Edward G. Robinson, Lauren Bacall, Lionel Barrymore, Claire Trevor, et Thomas Gomez, Américain, 1948, noir et blanc (1 h 41).

Voir notre photo légendaire ci-dessus.

VO : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24

DROUANT 42-65-15-16 Place Gaillon (2^e) Tous les jours

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08 T.l.j.

LUDMILA PAVILION RUSSE 45, rue François-1^{er}, 8^e 47-20-60-69 F. dim.

TY COZ F./Dim. Lundi soir 35, r. St-Georges 9^e 48-78-42-95/34-61

LE PRESBOURG 45-00-24-77 3, av. de la Grande-Armée, 16^e Ts les jrs

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Mèrechal-Juin, 17^e (pl. Perce) Ts les jrs

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 86 de la gastro. indienne

GRILLE D'OR 42-22-21-56 6, rue du Sabot, 6^e

RESTAURANT THOUHEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

Son restaurant, une adresse prestigieuse « LA TABLE des GONCOURT ». Ses salons aux noms illustres : APOLLINAIRE, COLETTE, RAYEL, RENAUDOT et RODIN. Au café DROUANT « MENU » à 200 F, vin et café compris. Accueil jusqu'à 0 h 30. Service volé.

An 1^{er} et, le premier restaurant de Paris, déj. direct, spécial de saumon fumé et poisson d'Irlande, menu déj. à 95 F net. Au rez-de-ch. KITTLY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois av. musiciens. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jusqu'à 2 h de matin.

Le restaurant russe du TOUT-PARIS Diners, soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chouchous-gastronomes.

OUVERT TOUT L'ÉTÉ avec ARRIVAGE JOURNALIER de POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, FRUITS DE MER. CARTE 300F LE SOIR • Menu de la Mer • 150 F TTC. Jusq. 22 h 30

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. déj. d'ail. Menu à 98 F + carte.

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche.

DÉCOUVREZ L'INDE... 72, bd Saint-Germain, 5^e, M^e Maubert, 7 j sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Climat.

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI^e s. Déj. d'affaires, dîners aux chandeliers. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 105 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro date dimanche-lundi

musiques à Sceaux

NUIT MUSIQUE C I N É M A

— 20 h 30 —

Don Giovanni de Joseph Losey

— 0 h 30 —

Vidéos sur grand écran :

La Mano Negra

Pata's Fever

Les Rita Mitsouko

à Moscou et à Bombay

Samedi 16 juin 1990

LES GEMEAUX - SCEAUX

Renseignements-Locations : (1) 46.61.36.67

مكتبة

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mardi 13 juin

Liszt
Les Années de pèlerinage.
deuxième année : Italie
Friedrich Chiu (piano).

Formé à la Juilliard School de New-York, puis à l'école normale de musique de Paris, par Marian Rybicki, Friedrich Chiu est l'un des jeunes pianistes les plus attachants de l'heure. Élégant, vif, allusif, son jeu ne souffre que très rarement le reproche. Et quelle sonorité rayonnante, quand trop de pianistes aujourd'hui méritent leur piano, il laisse la place à Alain Nèveux qui jouera la troisième année des *Années de pèlerinage* (à 22 h 30) et à Alain Planès qui jouera la première année, consacrée à la Suisse.
Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. De 50 F à 100 F.

Judi 14

Schoen
Suite du « Bonetto »
Musique
Chœurs allemands

Brade
Pavane et Gaillard
Musique
Chœurs allemands

Hassler
Chœurs allemands

Proctorius
Suite de « Terpsichore »

Allegri
Bado detto la simfonia di senno

Monteverdi
Madrigaux

Caprelli
Furtoles

Azzalolo
Quatre Villanelles

Bondusi
Dances italiennes de la Renaissance
Musique
Andreas Mustonen (direction).

Pionnier de la musique ancienne en URSS, l'ensemble Horta-Musica a été fondé en 1972 par Andreas Mustonen, à Tallin, en Estonie. Très rapidement, il s'est acquis une solide réputation dans un répertoire peu pratiqué en France, et a enregistré une quinzaine de dis-

ques (Melodyia) qui lui ont valu d'être reconnu dans le monde entier. Horta-Musica vient pour la première fois en France.

Brahms
Requiem allemand op. 45
Lucia Popp (soprano),
Wolfgang Brendel (baryton),
Orchestre philharmonique et
chœur de Radio-France,
Mark Janowski (direction).

Le *Requiem allemand* de Brahms n'est finalement pas si souvent donné que cela en concert. Cette musique recueillie, sombre, aux rares éclats ne souffre aucun écart dans l'intonation ou la mise en place. Avec Janowski aux commandes de l'Orchestre philharmonique, toutes les conditions sont réunies.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 30 F à 200 F.

Dimanche 17

Jehan Alain
Trois Dances
Fantaisies n° 1 et 2
Litanies
Marie-Claire Alain (orgue),
Les Petits Chanteurs de Paris.

Marie-Claire Alain s'est dévouée à la cause de la musique de son frère Jehan, trop tôt disparu. Elle en a montré la beauté des harmonies, l'élévation de l'inspiration au point qu'elle est jouée aujourd'hui dans le monde entier, avec un succès sans cesse grandissant.
Eglise de la Madeleine, 18 heures. Entrée libre.

Lundi 18

Haydn
Sonate XVI-20

Beethoven
Six Variations op. 34
Sonate pour piano n° 31 op. 110

Schumann
Études symphoniques op. 13
Alfred Brendel (piano).

Sur disques, le Schumann de Brendel ne se laisse pas facilement appropriver.

Qu'en est-il en concert ?
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 100 F à 300 F.

Mardi 19

Bach
Suite pour orchestre n° 4
Concerto pour flûte à bec.

Schubert
Symphonie n° 8
« Incomplete »
Orchestre du XVIII^e siècle,
Frans Brüggem (direction).

L'Orchestre du XVIII^e siècle joue avec une virtuosité individuelle et collective, une homogénéité égale ou supérieure aux plus grands orchestres traditionnels, alors que ses musiciens, qui jouent sur des instruments anciens ou, dans le cas des cordes, qui n'ont pas été modifiés au dix-neuvième siècle, ne se réduisent que quelques semaines par an pour travailler avec Frans Brüggem.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 30 F à 250 F.

JAZZ

Tony Scott

Clarinettiste (de talent), saxophoniste (de talent), pianiste (de talent), Tony Scott fête ses 70 ans au New Morning. Le groupe réuni pour l'occasion est à la mesure de sa carrière : surprenant et anticonformiste. Avec Joe Lee Wilson, Kirk Lightsey, Rufus Harley (cornemuse), Mike Zwerin (trombone), journaliste au *Herald Tribune*.

Les 15 et 16. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Illinois Jacquet Big Band All Stars

Fin de semaine sans histoire dans les clubs parisiens. Claude Guilloit est au Petit-Opportun, Barney Kessel au Petit-Journal où il donne la réplique au guitariste de jazz passé à la chanson, Sacha Distel. Un monument de l'art classique, féroce, rageur, inscrit à tous les festivals de l'été, Illinois Jacquet, le ténor tenn.

Les 18 et 19. Jazz-Club Locomotiv, 22 heures. Tél. : 40-88-34-34.



CLAUDE GATIAN

Il porte désormais la barbe, manifeste toujours le même décalage entre son génie musical et son goût vestimentaire et se conduira sur la scène du Parc des Princes (à quand le pelouse de l'Olympia ?) avec l'inflexibilité magnifique d'un showman de Las Vegas : 90 minutes pas une de plus.

ROCK

Prince

Voir notre photo légendaire ci-dessus.

Le 16. Parc des Princes, 19 heures. Location FNAC, Minitel 3815 code LIBE, 185 F.

Santana

Avec le recul on s'aperçoit que Carlos Santana a eu raison avant beaucoup d'autres, avec son rock latin. Mais son talent de guitariste n'a jamais tout à fait rattrapé les faiblesses du compositeur, les indulgences du virtuose.

Le 17. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-80-00. Location FNAC, 170 F.

Stray Cats

Les félins aux bananes reviennent célébrer le rockabilly. Brian Setzer est

un guitariste d'exception, un excellent chanteur et un compositeur toujours habile, souvent talentueux. Entre deux soit on se demandera pourquoi - avec ou sans les Stray Cats - sa carrière plafonne depuis quelques années.

Le 18. Elysée-Montmartre, 19 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, 145 F.

MUSIQUE DU MONDE

« Le Monde en rythme »

Les Bonis, qui vivent le long du fleuve Maroni en Guyane, en se réfugièrent dans la forêt pour fuir l'esclavage, ont gardé et perpétué des traditions africaines. De l'autre côté du fleuve, au Surinam, d'autres

négres « marrons » appartenant à des ethnies différentes ont suivi un cheminement parallèle. « Le Monde en rythme », cycle de percussions contemporaines et traditionnelles présenté par la Maison des cultures du monde, se termine par les tambours rituels des Bonis, seize artistes noirs venus du Haut-Maroni, qui montrent des danses et musiques de possession du dieu *kumanti*. Au milieu, et pour un soir, les rituels de possession Winti et les tambours de fête Kawinda du Surinam.

Les 13, 14 et 15. 20 h 30 : le 13, 19 heures et 21 h 30 ; le 14, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-41-42.

Le 16 à 19 h et 21 h 30. Les 1, 8, 9, 12, 13, 14, 15 à 20 h 30. Les 10 et 17 à 17 h.

I Muvrini
La musique corse, des polyphonies, des chants à *capella*, mais aussi des arrangements plus modernes : le groupe I Muvrini, qui en est à son dixième album, cherche à enraciner l'île dans la tradition et la modernité méditerranéennes.

Du 13 au 16. Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-55-22, 150 F.

Las Chicas de Belkis Concepcion

Belkis Concepcion vient de République dominicaine avec ses quatorze musiciennes. Pionnière, elle fonde, encore adolescente, le premier groupe féminin d'Amérique latine. Las Chicas du Can. Dix ans plus tard, elle se maintient au sommet des hits, et si elle a changé la composition et le nom de son groupe, aujourd'hui Las Chicas de Belkis Concepcion, elle est restée fidèle à son style musical : la merengue. De l'enthousiasme et du nerf, Belkis au piano, trois chanteuses, deux trombones, autant de trompettes, un synthé et une bonne section rythmique.

Le 14. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Kassav'
Les Guadeloupéens de choc, les rois du zouk mondial, continuent leur tour-

née des banlieues.
Le 16. Antony. Parc Georges-Heller, 22 heures. Entrée libre.

Philippe Léotard

Philippe Léotard chante comme il joue, sans soucis des limites, des conventions, des formes, avec pour seule préoccupation celle de toucher le fond (des choses, des cœurs), d'y aller à fond.

Les 14 et 15. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00, 150 F.

DANSE

Mardi 13 juin

Josef Nadi Théâtre Jol
La Mort de l'empereur.

A la frontière de la danse et du théâtre, avec des zestes de surréalisme. Douze musiciens en scène.
Théâtre de la Ville, 20 h 45 (jusqu'au 16). Tél. : 42-74-22-77. De 60 F à 120 F.

Mardi 19

Anne Teresa De Keersmaeker Rosas
Stella.

La perverse et véhémement flamande nous revient avec une nouvelle œuvre sur des pages de György Ligeti : le *Poème symphonique pour cent métronomes*, et huit *Études pour piano solo*. La compagnie Rosas se retrouve entièrement féminine, après une exception l'an dernier pour *Ottone, Ottone*.

Théâtre de la Ville, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 60 F à 120 F.

La sélection
« Musiques »
a été établie par
Alain Lompech.

« Rock » :
Thomas Sotinel.

« Jazz » :
Francis Marmande.

« Musiques du monde » :
Véronique Mortaigne.

« Danse » :
Sylvie de Nassac.

THÉÂTRE

SÉLECTION PARIS

Cyrano de Bergerac

de Jean-Marc Bihour,
Susan Carlson,
Lorella Crocetta,
Jacques Dejean,
Jean Delavallade.

Ce spectacle créé à Chaillot a rencontré il y a peu à la Grande Halle de La Villette son 50 000^e spectateur. Succès sans précédent pour Jérôme Deschamps, le seul metteur en scène et auteur dramatique dont l'obsession est de nous faire rire. Chapeau !

Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 40. 110 F et 150 F.

Huis clos

de Jean-Paul Sartre,
mise en scène
de Claude Régy,
avec Michel Aumont,
Christine Fersen,
Muriel Mayette
et Jean-Yves Dubois.

Il y a quarante-six ans raisonnait au Théâtre du Vieux-Colombier cette réplique célèbre, définitivement : « L'enfer, c'est les autres ». Voilà qu'elle fait son entrée au répertoire de la Comédie-Française dans une mise en scène hyperclassique et somptueuse de Claude Régy autour de quatre acteurs superbés.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les 16 et 17 juin, 20 h 30 et les 25, 27 et 28 juin. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Lapin-chasseur
de Jérôme Deschamps,
mise en scène
des auteurs,

avec Jean-Marc Bihour,
Susan Carlson,
Lorella Crocetta,
Jacques Dejean,
Jean Delavallade.

Ce spectacle créé à Chaillot a rencontré il y a peu à la Grande Halle de La Villette son 50 000^e spectateur. Succès sans précédent pour Jérôme Deschamps, le seul metteur en scène et auteur dramatique dont l'obsession est de nous faire rire. Chapeau !

Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 40. 110 F et 150 F.

Quelque part dans cette vie

d'Ismail Horowitz,
mise en scène
de Jean-Loup Dabadie,
avec Jane Birkin
et Pierre Dux.

Pierre Dux en vieux sage, Jane Birkin en jeune assistante, un duo d'acteurs superbés pour un spectacle qui a un peu de mal à se hisser à leur niveau.

Bouffes parisiens, 4, rue Montsigny, 2^e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Le dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24. Durée : 2 heures. De 35 F à 230 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Krawtchouk
et Laurent Roy.

Rencontre Talleyrand-Rich Fouché-Brasseur, qui a raté

de peu le prix Dominique de la mise en scène et les médailles les plus importants. Un spectacle drôle, bien fait et bien joué, qui a emporté l'adhésion du public.

Montparnasse, 31, rue de la Gaité, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

Une nuit de Casanova

de Franco Cuomo,
mise en scène
de François Petit,
avec Jean-François Balmer,
Arnaud Bedout
et Isabelle Carré.

Jean-François Balmer est Casanova, joueur singulier, lunatique, d'une rare richesse, d'une rare densité. Ce spectacle est une île de théâtre enchanté.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 1 h 15. De 100 F à 120 F.

Le Ventre de Paris

d'après Emile Zola,
mise en scène
de Jean Rongier,
avec Jean-Louis Broust,
Marie-Anne Carot,
Attila Gaudi,
Patricia Legrand,
Jean Rongier
et Jean Sautrey.

L'un des romans les plus passionnants de Zola au cœur d'un Paris de légende, mis en scène par Rongier avec passion et simplicité.

Fontaine, 10, rue Fontaine, 9^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-74-74-40. Durée : 1 h 35. De 90 F à 160 F.

La Vie de Galilée

de Bertolt Brecht,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec François Beaulieu,

Dominique Rozan,
Jacques Serey,
Roland Bertin,
Claude Mathieu,
Marcel Bozonnet.

Roland Bertin est Galilée, humain, tellement intelligent, tout le temps, héros de théâtre pour un héros de légende, rebelle aux autorités civiles et religieuses, poursuivant sa quête colite que celle. Dans les très beaux décors de Yannis Kokkos, la très sûre mise en scène d'Antoine Vitez, l'un des plus beaux textes de Bertolt Brecht comme on ne l'a jamais entendu.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les 13 et 17 juin, 20 h 30 (et les 20 et 24 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Zazou

de Jérôme Savary,
mise en scène
de l'auteur,
avec Bruno Raffaelli,
Marie de Medeiros,
François Boryssa,
Ora Camplon,
Sandrine Degraf,
Michel Dussarrot.

Maria Medeiros découvre le swing et rejoint un groupe de zazous dans le Paris de l'Occupation et de l'immédiat après-guerre. Une comédie musicale très diversifiée de Jérôme Savary. Voilà longtemps qu'il n'avait, à ce point, soigné son travail.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 60 F à 130 F.

La Vie de Galilée

de Bertolt Brecht,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec François Beaulieu,

La sélection théâtre
a été établie
par Olivier Schmitt.

SPECTACLES NOUVEAUX

Don Juan revient de guerre

de Odon von Horvath,
mise en scène
de Stéphane Lök,
avec les élèves de l'école de la Belle de mai.

La saison s'édifie aux présentations de travaux d'élèves acteurs. En voici une, animée par Stéphane Lök, l'un des plus intéressants de nos jeunes metteurs en scène, avec les élèves de la Belle de mai au service d'un très beau texte d'Horvath.

Théâtre de la Main d'Or-Belle de mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11^e. A partir du 17 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-88.

L'Homme assis

de Jean-Louis Baur,
mise en scène
d'Yves Glas,
avec Pascale de Boysson
et Laurent Terzieff.

Popkins disparaît enfin de l'affiche de ce très beau théâtre de Montmartre pour laisser la place à la famille Terzieff et à un auteur... français - ce n'est pas dans les habitudes du tandem Terzieff-de Boysson qui a permis au public français de découvrir les meilleurs auteurs anglo-saxons. Voici donc *L'Homme assis*, de Jean-Louis Baur, mis en scène par un sociétaire de la Comédie-Française dans les décors de l'excellent André Acquart.

Atelier, 1, place Charles-Dulac, 18^e. A partir du 13 juin.

De lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-08-48-24. 100 F et 150 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget,
mise en scène
de Jacques Seiler,
avec Danièle Lebrun
et Jacques Boudet.

Jacques Seiler, Danièle Lebrun et Jacques Boudet, bref, un trio excellent prend ses quartiers d'été avec cette pièce qui a déjà connu de longues et belles heures à l'affiche. Le spectacle cadavre pour tous ceux qui resteront ou passeront à Paris ces jours-ci.

Gauche, 55, rue de Clichy, 9^e. A partir du 19 juin. Du mardi au jeudi à 21 heures. Tél. : 48-74-47-38. De 30 F à 220 F.

Le Silence de la mer

de Vercors,
mise en scène
de Jean Perimony,
avec Jean Perimony,
Mathilde Weyergans,
Vincent Andréu
et Philippe Palanque.

Un vieux de la vieille des planches parisiennes, Jean Perimony, met en scène une œuvre de Vercors, que l'auteur a lui-même adaptée pour le théâtre, écrite au début de la seconde guerre mondiale et devenue très tôt un texte de résistance.

Tourtour, 20, rue Quinquempoix, 4^e. A partir du 13 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-87-82-48. De 30 F à 150 F.

jusqu'au 30 juin

VERACRUZ
de Georges Lavaudant

un spectacle du TNP Villeurbanne
mise en scène
de Georges Lavaudant

"Quelle liberté de ton, d'inspiration ! Ce spectacle plonge aux racines de la tradition théâtrale en même temps qu'il explore allégrement d'autres chemins : il donne envie de s'élever, d'être poète."

TELERAMA

"VERACRUZ, revue cinglante et drôle, suite de numéros savoureux, démonstration des virtuosités de la troupe."

LE QUOTIDIEN DE PARIS

"VERACRUZ vous entraînera dans une ronde assez joyeuse et baroque, dont le théâtre n'est pas le moindre des personnages."

L'HUMANITE

"Bilan manifeste, VERACRUZ distille l'émotion d'un testament, la lucidité d'un peu triste d'une lettre d'amour..."

LIBERATION

jusqu'au 30 juin

NAUFRAGES
d'après L'île aux esclaves
et Les Serments Indiscrètes
de Marivaux
mise en scène de
Geneviève Schwobbel

THEATRE GERARD PHILIPPE
42 43 17 17

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Marina Abramovic & Ulay

Soit deux artistes qui ont travaillé ensemble de 1975 à 1988, allié leurs forces, mis en jeu leur corps et leur esprit dans des performances très respectables, relevant de l'épreuve d'endurance. Comme rester face à face immobiles et silencieux pendant des heures et des heures.

Centre Georges Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 août.

Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, présenté avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Les pièces venues du Musée ethnographique de Mexico, en particulier, sont souvent splendides.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-88-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet. 35 F.

Des artistes à la Coupole, Montparnasse 1918-1940

Une évocation du Montparnasse de l'entre-deux-guerres, quand Soutine, Picasso ou Giacometti hantaient le restaurant la Coupole, dont le look, hélas, a changé, mais dont les fameux piliers conservent, heureusement, leurs décorations originales.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15. Tél. : 45-48-67-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 30 septembre. 15 F.

James Ensor

Visionnaire, anxieux, macabre et burlesque, célèbre mais inconnu, James Ensor, le peintre d'Os-tende qui navigua entre masques tristes et oripeaux, est salué au Petit Palais. En une rétrospective réunissant cent peintures et cent cinquante dessins et gravures.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8. Tél. : 42-45-12-75. Tous les

jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 45. Visites-conférences les jeudis et samedis à 14 h 30 (22 F). Jusqu'au 22 juillet. 28 F.

Frère Castiglione, 1688-1766, peintre de l'empereur de Chine

Giuseppe Castiglione, né à Milan en 1688, était frère jésuite et peintre. L'un de ses spécialités : le portrait, en particulier celui de l'empereur de Chine. Quialong, dont il fut, sous le nom de Lang Shining, l'un des familiers.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16. Tél. : 47-23-81-85. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 16 juillet. 16 F.

Go West

Prises lors de missions géographiques, ethnologiques, scientifiques, les vues documentaires, sociales ou picturales de Muybridge, Watkins ou Jackson traduisent la découverte mythique de l'Ouest américain. A voir aussi pour les portraits d'indiens réalisés durant quarante ans par Curtis.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

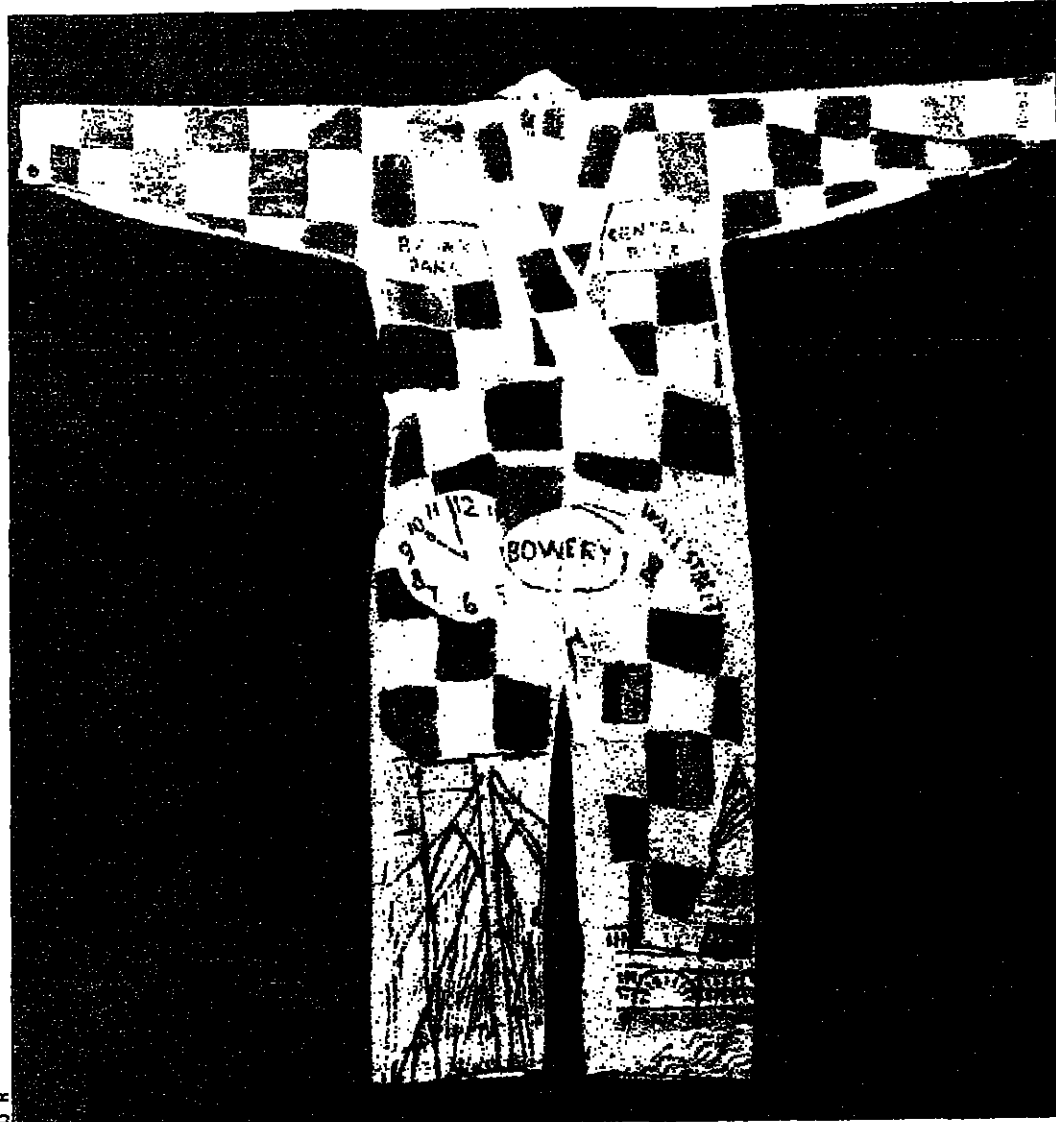
André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions... En deux cents photographies extraites de la donation Kertész, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine, par un enchanteur émouvant.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 20 août. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Le Guernichon en France

Le Louvre n'a pas attendu 1991 pour fêter le quatrième centenaire de la naissance de Giovanni Francesco Barbieri dit « Il Gerchino » ou « Le Louche ». Vingt tableaux et trente-six dessins du peintre, « le plus moderne » et « le dernier des grands peintres » (pour Stendhal), vont en effet être présentés au Pavil-



lon de Flore pendant plusieurs mois. Toutes les œuvres proviennent des collections publiques françaises.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard, côté jardin des Tuileries, Paris 1. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Conférences les 25 et 28 juin. Visites-conférences les samedis à 15 h 30. Jusqu'au 12 novembre. 27 F (ticket d'entrée au musée).

Jules et Paul Marmottan collectionneurs prestigieux au Musée

Curieusement, depuis la création du musée, en 1934, aucun hommage n'avait encore été rendu à Jules et Paul Marmottan collectionneurs. C'est désormais chose faite. En quatre-vingts œuvres : tableaux de primitifs allemands, flamands et italiens que recherchait Jules Marmottan ; peintures, dessins, gravures de l'époque napoléonienne, dont Paul était spécialiste.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 1^{er} octobre. 25 F.

Nemours

L'exposition se propose de présenter l'itinéraire de ce peintre abstrait géométrique dans ses dimensions les plus radicales : à travers les œuvres sérielles en noir et blanc, ainsi que les peintures en aplats carrés de couleurs réalisées ces dernières années.

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barryer, Paris 8. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juillet. 10 F.

Pièces d'échecs

Une sélection de pièces d'échecs parmi les plus anciennes et les plus célèbres du Moyen Âge, ainsi que des jeux signés par des grands artistes contemporains. La rencontre, en somme, de Charlemagne et Marcel Duchamp.

Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu, Paris 2. Tél. : 47-03-93-30. Tous les jours de 13 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 septembre. 20 F.

Tableau multiple du Moyen Âge au XX^e siècle

Le Moyen Âge a inventé le tableau multiple à volets mobiles ou fixes, pour les besoins du culte, par besoin d'images. Après deux siècles d'oubli, le dix-neuvième siècle en a exploité les ressources à diverses fins : il faisait fureur chez les préraphaélites et chez les nabis. Le vingtième siècle parfois y a recours, pour combiner des figures, ou raconter des histoires de formes, ou mettre en forme des aires abstraites. Le Louvre en présente une soixantaine, d'hier à aujourd'hui.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi

A la fin des années 20, l'artiste uruguayen Torres-García (1874-1949) fit la rencontre, à Paris, des artistes néo-plasticiens, avec qui il fonda le groupe Cercle et Carré et exposa ses constructions alphabétiques. La galerie Marwan Hoss lui rend un juste hommage.

12 heures à 21 h 45, visites-conférences les lundi et mercredi à 19 h 45, les vendredi à 15 h 30. Jusqu'au 23 juillet. 25 F, possibilité de billets coupés avec le ticket d'entrée au musée.

Sculptures françaises néoclassiques

Pajou, Houdon, Rude, David d'Angers et bien d'autres. Soit 89 sculptures, pour une exposition du Bénédictin qui, après un périple en Allemagne, est finalement présentée au Louvre.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, entrée par la pyramide, direction Denon. Paris 1. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 45. Nocturnes le mercredi et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Jusqu'au 31 décembre. 27 F (prix d'entrée du musée).

Alvaro Siza

Les projets dessinés depuis dix ans par un architecte portugais d'envergure internationale, mais qui n'est guère connu en France. Praticien plus que théoricien, ayant à ses débuts cherché des modèles forts tels que Wright, Gaudi et Aalto, il met en œuvre des données multiples, complexes et contradictoires, en vue de produits parfaitement cohérents et équilibrés.

Centre Georges Pompidou, galerie des dessins d'architecture, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 septembre.

Joseph Wright of Derby

Joseph Wright, peintre anglais du dix-huitième siècle peu connu en France, se plaisait à peindre des sujets nouveaux, par exemple des scènes scientifiques, qu'il associait à un traitement pictural de la lumière à la Caravaggio, justifiant sans équivoque au siècle des Lumières.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-88-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 juillet. 25 F.

GALERIES

Au temps des nabis

Des œuvres de Bonnard, le « nabi très japonais » de Vuillard, de Maurice Denis « le nabi aux belles idées », de Maillol, de Sérusier, « le nabi à la barbe rutilante », de Roussel, de Verhaeghe, « le nabi obélisque », de Ranson... beaucoup de dessins, de choses rares.

Galerie Hugot Berès, 25, quai Voltaire, Paris 7. Tél. : 42-61-27-91. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Hommage à Torres-García

Voit notre photo légendaire. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1. Tél. : 42-86-37-96. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

La Belvédère Mandiargues

Mandiargues et ses peintres. Cet hommage situe le champ des options artistiques de l'écrivain, qui est vaste et s'étend, au-delà du surréalisme mêlé à toute forme de création « subversive ». Par exemple à l'art maniériste et à l'œuvre de Jean Dubuffet.

Galerie Artcurial, 9, av. Maignon, Paris 8. Tél. : 42-88-61-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 13 juillet.

Francis Picabia

Une rétrospective fort bien documentée. Elle comporte près de cent peintures de 1905 à 1951. De quoi plonger dans l'univers du peintre, un capricieux avec lequel on ne saurait trop sur quel pied danser. Qui devint dadaïste par goût des expériences extra-picturales, et le resta, au fond, quitte à défrayer la chronique artistique et mondaine.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Maignon, Paris 8. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Vingt-cinq ans d'expositions, maîtres français XIX^e-XX^e siècles

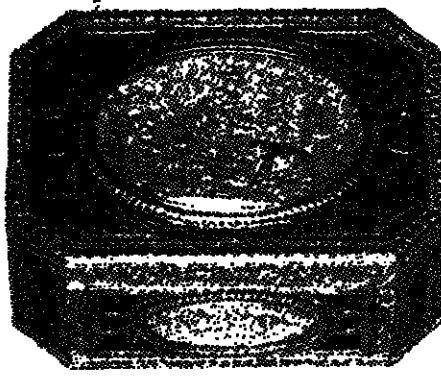
C'est devenu un rituel : chaque année, à la même époque, Robert et Manuel Schmit invitent les amateurs d'art à venir découvrir, dans leur galerie, quelques merveilles de maîtres du dix-neuvième et du vingtième siècle qu'ils ont débrouillés. Cela, depuis vingt-cinq ans. Pour fêter cet anniversaire, ils ont demandé aux collectionneurs de leur prêter les chefs-d'œuvre acquis chez eux : ici un Delacroix, là un Degas, et là un Matisse ou un Soutine.

Galerie Schmit, 396, rue Saint-Hippolyte, Paris 1. Tél. : 42-80-36-36. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 18 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette, Sélection « photo » : Patrick Roegiers

SOTHEBY'S

Le numéro un mondial des ventes aux enchères



Tabatière en or et émail de R.E. Drax, Paris, 1762, provenant du British Rail Pension Fund, vendue à Genève en 1990 : 535.500 SF soit 2.170.000 FF.

BOÎTES EN OR
OBJETS DE VITRINE
ARGENTERIE, MINIATURES
OBJETS D'ART Russe et Fabergé

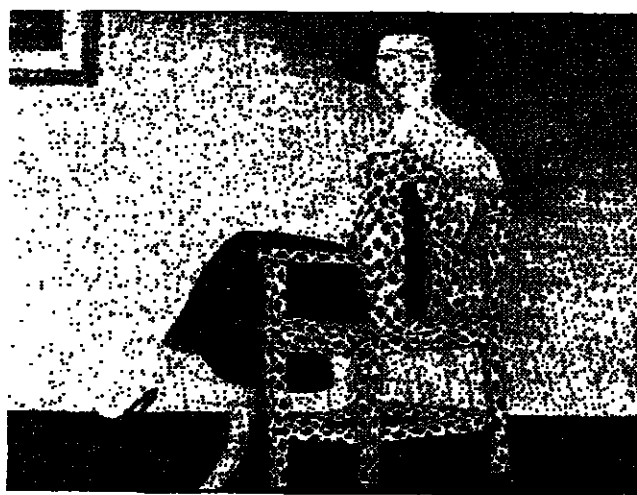
NOS SPÉCIALISTES SERONT À PARIS
LUNDI 18 ET MARDI 19 JUIN

LES PERSONNES DÉSIREUSES DE SOUMETTRE DES
OBJETS EN VUE DES VENTES DE NOVEMBRE À
GENÈVE, SONT PRIÉES DE CONTACTER :

AGNÈS LÉGER, SOTHEBY'S
3, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 60

L'Ambassade du Mexique présente

ABEL QUEZADA



Galerie de Nesle
8, Rue de Nesle - 75006 Paris

DU 1 AU 30 JUIN 1990
TOUS LES JOURS DE 11 H À 20 H
ENTRÉE LIBRE

GALERIE DENISE VALTAT
59, rue la Boétie, 75008 PARIS - 43 59 27 40

E. de VILLAINES

du 6 au 27 juin

MUSEE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^o Montparnasse
DES ARTISTES A LA COUPOLE
Montparnasse 1918 - 1940

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Du 1^{er} juin au 30 septembre

Catalogue raisonné en préparation

Edouard PIGNON

Contacteur Philippe BOUCHET, B.P. 194, 75645 PARIS CEDEX 14

GALERIE MARWAN HOSS
12, rue d'Alger - 75001 Paris

TORRES-GARCÍA

Peintures - Constructions - Œuvres sur papier

30 mai - 20 juillet

Lundi - Vendredi 10 h - 12 h 30 - et 14 h - 18 h 30
Samedi sur rendez-vous - Tél. 42.96.37.96
Fax : 49.27.04.99 - Parking Vendôme

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

« Eia Mana »



مكتبة

FESTIVALS/THÉÂTRE

THEATRE

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Avignon avait montré la voie : le théâtre est un art au carrefour de tous les arts, musique, danse, arts plastiques. Et rares sont les manifestations estivales où il n'est question que de lui. Cette année, il faudra chercher à Bourg-en-Bresse, Chalon, Freissinières et surtout Fort-de-France, les vraies raisons de s'étonner. Là se rencontreront toutes les cultures, tous les courants, bref, tout le théâtre.

O. S.

Aigues-Mortes

XXV^e Festival

Le Gardois Guy Vassal, directeur du Théâtre populaire des Cévennes, anime chaque année ce rendez-vous régional séduisant. Quatre spectacles à l'affiche cette année : *Le Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, mis en scène par Jean-Claude Sachot (25 et 29 juillet ; 7, 10 et 14 août) ; *Montesquieu*, d'Emmanuel Robles, mis en scène par Benoist Brionne (28 et 30 juillet ; 3, 11 et 13 août) ; Jacques Vassal a lui-même écrit le *Procès de Jacques* que mettent en scène Jacques Alric et Jacques Zabor. Rufus clôt ce festival avec *Echappement libre*, un one-man-show (4 août).

Du 26 juillet au 13 août. Festival d'Aigues-Mortes - Place Saint-Louis, 30220 Aigues-Mortes. Tél. : 06-53-76-96. 70 F et 90 F.

Angers

Festival d'Anjou

Cette manifestation, créée et dirigée par Jean-Claude Brialy, connaît un tel engouement qu'elle dure cette année quinze jours supplémentaires et couvre tout le mois de juillet. Ouverture avec l'un des grands succès de la saison parisiennaise : *La Traversée de l'été*, de Yasmina Reza, mis en scène de Patrice Kerbrat avec Pierre Vanneck, Martine Sarcey, Lucienne Hamon et Michel Robin (1^{er} et 2). Geneviève Fontanel reprend son one-

woman-show pour la quatrième fois : *Le Journal d'une femme de chambre*, d'Octave Mirbeau (3 et 4). De Versailles viennent la *Mémoire approchée* de Shakespeare, mis en scène par Francis Perrin (5 et 6) et les *Dialogues des Carmélites*, de Bernanos, mis en scène par Marcelle Tassencourt (8 et 9). Silvia Monfort reprend les *Deux Voix*, de Cocteau (10 et 11) et Michel Galabru joue le *Voyage de Monsieur Perrichon*, de Labiche (12 et 13). Yves Pignot est le *Bourgeois gentilhomme*, de Molière, mis en scène par le directeur du Théâtre de Louvain-la-Neuve, Armand Delcampe (15 et 16). Barbara donne un récital (le 17) et le mime Marceau, deux représentations (18 et 19). Le festival s'achève avec l'accueil de *Léopold le Bien-Aimé*, de Jean Sarmant, mis en scène par Georges Wilson autour de Suzanne Flon, Jacques Duflho, Jean Topart et lui-même (du 21 au 23) et la création de *l'Épigon*, de Rostand, avec Macha Méril et Stéphane Freiss (du 25 au 27).

Du 1^{er} au 27 juillet. Maison départementale du tourisme, 1, place Kennedy, 49000 Angers. Tél. : 41-89-14-14. De 90 F à 150 F.

Blaye

Festival de théâtre

Une création très intéressante ouvre cette manifestation girondine : la créa-

tion mondiale de la nouvelle pièce de Sony Labou Tansi, d'après Shakespeare, *la Résurrection en rouge et blanc de Roméo et Juliette*. Les décors et les costumes sont signés d'Hélène Delprat (31 août ; 1^{er} septembre). Jean-Louis Thamin crée, avec les élèves du Conservatoire national de région de Bordeaux, la nouvelle pièce de Jean Vauthier *la Nouvelle Mandragore*, inspirée de Machiavel. Du 31 août au 8 septembre. Mairie de Blaye. Tél. : 57-42-10-70.

Bourg-en-Bresse

Les Rencontres de Brou

Le rendez-vous le plus alléchant et le plus original de l'été : un auteur dramatique argentin installé en Bresse, Armando Llamas, a eu l'idée de susciter ces rencontres d'un nouveau type qui sont centrées cette année sur « le péché de gourmandise ». Invités par la ville de Bourg-en-Bresse, des écrivains (dont Dries Chraïbi, Jean Fournier, Marie Redonnet et Antonio Tabucchi), et des artistes (dont Glen Baxter, Olympia Carlisi, Lisa Kreuzer et Paula de Oliveira) célèbrent les liens de la gastronomie et de la littérature « sous les auspices de Brillat-Savarin et Gertrude Stein ». Rendez-vous l'après-midi à 17 heures et à 21 h 45 dans le troisième cloître de Brou pour des rencontres, des communications, des entretiens et des spectacles de théâtre et de musique. Grandes buffets dans tous les restaurants de la ville.

Du 3 au 6 juillet. Office du tourisme, avenue Alsace-Lorraine, 01000 Bourg-en-Bresse. Tél. : 74-22-49-40. Passeport rencontres : 150 F.

Cannes

Festival international de la performance d'acteurs

Trois spectacles chaque jour dans sept lieux différents : pour la onzième année consécutive, Cannes résonne du rire des nombreux comiques réunis à proximité de la Croisette : Alex Métayer (le 29 juin), Rufus (le 28), François Rollin (le 24), Marc Jolivet (le 25), entres autres grands spécialistes du one-man-show ; du côté des femmes, Sylvie Joly présente le *best of* de ses sketches (le 30) ; du théâtre aussi, plus traditionnel, avec Pierre-Olivier Scotti (le 28), des spectacles musicaux, avec Jango Edwards (le 26), des spectacles visuels, avec les Colombaioni (le 25) et l'excellent trio catalan Slastic (le 23).

Du 22 juin au 1^{er} juillet. Tél. : 83-89-04-04.

Chalon-sur-Saône

Festival national des artistes de la rue

Vingt-neuf compagnies de théâtre de rue sont rassemblées à Chalon pour trente spectacles gratuits et quatre jours de fête qui, chaque année, rassemblent un public de plus en plus nombreux et reçoivent les éloges de professionnels conquis. Les spectateurs peuvent s'initier au jonglage et à l'équilibre avec les Saltimbanques du Lac tandis qu'un jury présidé par Sylvie Joly évalue sa perspicacité et décerne ses prix.

Du 19 au 22 juillet. Maison du Festival - 18, rue de la Motte, 71100 Chalon-sur-Saône. Tél. : 85-43-05-22.

Freissinières

L'été indien

Quarante Indiens Sioux Lakota - plusieurs familles et chefs traditionnels - sont invités dans les Hautes-Alpes pour quatre jours de découverte : cheuchées, démonstrations d'archers, chants, danses, musiques traditionnelles, expositions.

Du 4 au 8 août. Renseignements auprès de Christian Richard - Les Allouvières, 05310 Freissinières. Tél. : 92-20-83-24.

Grenoble

Festival de théâtre européen

Douze pays sont représentés lors de la sixième édition de ces rencontres européennes en Dauphiné. Elle réunit des collectifs de création dramatique indépendants, souvent de jeunes compagnies, et quelques valeurs très sûres comme Philippe Avron et la Fura dels Baus, les agités catalans, avec malheureusement leur dernier spectacle, *Tier Mon*, plutôt décevant. Elle est dans tous les cas un rendez-vous original et audacieux dans ses choix.

Du 3 au 12 juillet. Théâtre-action Creac - 8, rue Pierre-Duclos, 38000 Grenoble. Tél. : 76-44-80-82.

Maubeuge

Les Inattendus de Maubeuge

Pour la quatrième année consécutive, les inattendus de Maubeuge veulent faire résonner la cité nordiste du « tonnerre des dieux » ! Toutes les disciplines artistiques sont à l'affiche de ces rencontres où le théâtre prend une belle part. Deux créations : *le Polygraphe*, écrit et mis en scène par Robert Lepage (6 et 7 juillet), *les Trois Mousquetaires*, nouveau spectacle du directeur du Théâtre des pays du Nord, Jean-Louis Martin Barbaz (28 juin). Le cirque Archaos, au rythme du rock et des scies circulaires, démonte pour trois soirs son chapiteau (du 29 juin au 1^{er} juillet) avant que le Semola Theatre, venu d'Espagne, ne fasse résonner son chapiteau à ciel ouvert des œuvres de grands compositeurs classiques tandis que se meuvent ses acrobates (3 et 4 juillet).

Du 28 juin au 7 juillet. Centre culturel transfrontalier, le Manège, rue de la Croix, 59600 Maubeuge. Tél. : 27-65-65-40.

Montpellier

IV^e Printemps des comédiens

Au château d'O de Montpellier, à Nîmes et dans vingt communes de l'Hérault, le Printemps des comédiens s'affirme comme l'un des grands festivals de l'été et rend hommage cette année à Joseph Delteil : le directeur du Théâtre national de Belgique, Jean-Claude Drouot, met en scène *Saint Don Juan* (le 14 juin à Nîmes, le 16 à Pézenas). Viviane Théophilides adapte et met en scène *François d'Assise* (le 14 juin à l'abbaye de Grandmont, le 19 à Ganges).

La nouvelle création du Théâtre du Camargue dans la mise en scène de Jean-Claude Penchenat, *1, place Garibaldi*, l'un des grands succès de la saison parisiennaise, est donné quatre fois (les 15 et 16 juin à Montpellier, le 18 à Béziers et le 20 au Cap d'Agde). De Louvain-la-Neuve, un *Bourgeois gentilhomme*, mis en scène par Armand Delcampe, avec Yves Pignot (le 13 juin à Marssillat, le 17 à Montpellier et le 19 à Claret). Pour la première fois en France, venue du Teatro O Bando de Lisbonne avec *Alfonso Henriques*, adapté d'un poème épique du Moyen-Âge. De Barcelone viennent une nouvelle fois Els Comediants avec *Dimoni* qui envahissent les rues de Lunel (le 16 juin) et de Castries (le 17).

Peppe Barra et Concoetta, en compagnie de vingt-huit comédiens et musiciens napolitains, donnent leur nouveau spectacle, *la Canata del Pastori*, confrontation baroque d'un héros de tradition et d'un gangster du siècle (les 21 et 22 juin à Montpellier, le 23 à Olargues, le 25 à Mauguio). Un très jeune homme, Richard Beau, fut révéillé au public parisen cet hiver avec *ce Fantasio*, de Musset, qu'il a mis en scène avec une verve, une énergie, une passion convaincantes

Avignon, toujours



Le Palais des papes résonne déjà des répétitions des *Fourberies de Scapin*, dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent autour de Daniel Auteuil. Elles ouvriront la quarante-deuxième édition du plus grand et plus prestigieux festival de théâtre, danse et musiques. Le rire de Molière, les musiques et les chants indiens du Ramayana, les songes de Jérôme Savary dans la nuit d'été shakespearienne, l'hommage rendu à René Char, un cycle hongrois et la venue du Centre chorégraphique d'Angers sont autant de rendez-vous avec la création la plus actuelle. Programmes complets, interviews et commentaires dans un numéro spécial de douze pages du « Monde Arts et spectacles » qui paraîtra le 4 juillet daté 5 et dans un numéro spécial René Char de huit pages dans le 12.

autour de Philippe Leroy-Beaulieu et Michèle Oppenot (le 23 juin à Montpellier, le 28 à Méze, le 30 à Saint-Jean-de-Vedas).

En tournée d'été en France, les Colombaioni présentent leur nouvelle production, *la Nuova Commedia dell'Arte* (le 28 à Béziers, le 30 à Viols-le-Fort, le 1^{er} juillet à Montpellier, le 2 à Pézenas). De Bordeaux vient la production inaugurale du nouveau théâtre du Centre dramatique national dirigé par Jean-Louis Thamin : *Roméo et Juliette*, de Shakespeare, adapté par Jean Vauthier, avec Laure Marsac et Eric Jakobiak (du 3 au 5 juillet à Montpellier).

Trois grosses productions du théâtre privé complètent l'affiche du Printemps des comédiens : *l'Idée fixe*, de Paul Valéry, avec Pierre Arditi et Bernard Murat (les 25 et 26 juin à Montpellier, les 28 et 29 juin à Sète) ; *la Peste*, d'Albert Camus, avec Francis Huster (du 21 au 23 juin à Nîmes ; les 27 et 28 juin à Montpellier) ; *le Voyage de Monsieur Perrichon*, d'Eugène Labiche, mis en scène par et avec Michel Galabru (le 30 juin à Olonzac ; le 3 juillet à Clermont-Hérault, le 5 à Lattes, le 6 à Frontignan, le 7 à Montpellier).

Jusqu'au 7 juillet. Printemps des comédiens - Château d'O, 857, rue Saint-Priest, 34090 Montpellier. Tél. : 67-61-04-02. De 50 F à 150 F. Deux formules d'abonnement : 500 F pour six spectacles au choix, 1000 F pour dix spectacles. Minitel : 3614 DEP 34.

Pau

Festival de Pau

Créé il y a désormais treize ans, gentiment écolier dans son conservatisme sans risque, dirigé par Roger Hanin, le Festival de Pau va son chemin bonhomme. Autour de son directeur d'abord, qui joue le *Bourgeois gentilhomme*, de Molière, dans une mise en scène de Jean-Pierre Bouvier érudite au Trianon de Versailles (du 26 au 28 juin). Jacques Duflho et Georges Wilson font une nuit d'étape avec *Je ne suis pas Rappaport*, de Herb Gardner (18 juin), et Robert Hirsch avec *Moi, Feuerbach*, de Tancrède Dorst (20 juin). Claude Darvy se souvient de *Simone Weil, 1909-1943* (le 22 juin) et le club théâtre Marguerite de Navarre joue *l'Eventail*, de Carlo Goldoni (30 juin). De Versailles encore vient la *Mémoire approchée*, de Shakespeare, avec et mis en scène par Francis Perrin (2 juillet). Un récital de Lambert Wilson (21 juin) et une représentation de *la Belle et la Bête*, ballet de Jean Cocteau avec Yannick Stephant et Michaël Denard (29 juin), complètent le programme.

Jusqu'au 2 juillet. Office municipal du tourisme, place Royale, 64000 Pau. Tél. : 59-27-27-05.

Périgueux

Mimes 90

Quinze solistes et compagnies de théâtre gestuel venus de sept pays sont

rassemblés pour huit jours en Périgord. Les meilleurs Français sont là (Cécil et Jacques Lecoq) et d'excellents étrangers pour un rendez-vous sans équivalent.

Du 6 au 14 août. Centre culturel de la Vialation, 24000 Périgueux. Tél. : 53-53-55-17.

Rennes

Les tombées de la nuit

Encore un rendez-vous qui marie tous les genres et fait toute sa place au théâtre. Ouverture du festival le 30 juin avec une création du centre dramatique régional de Bretagne, mise en scène par Philippe Froger, *la Comédie des mots*, adapté de deux textes d'Arthur Schnitzler (du 30 juin au 7 juillet). Quatre adaptations d'œuvres littéraires seront mises en scène à Rennes : *la Langue d'exil*, d'après Armand Robin (30 juin et 1^{er} juillet), *Comme un ange après temps de misère*, d'après Yves Le Pennec (du 2 au 4 juillet), *Fantaisies de bouche*, d'après des textes de Brillat-Savarin, Noëlle Châtelet, Montalban, Ali Bab, Claude Duncanson (du 5 au 7 juillet), et *Roi en sabots*, cycle théâtral autour de Jean Guhenno (du 2 au 5 juillet). La compagnie Rado, de Brno (Tchécoslovaquie), présente *les Trois Vents*, spectacle de marionnettes (2 et 3 juillet). Enfin, les élèves du Conservatoire national de région présenteront *Yvonne, princesse de Bourgogne*, de Witold Gombrowicz (du 30 juin au 7 juillet).

Du 30 juin au 7 juillet. Les Tombées de la nuit, 6, place du Maréchal-Juin, 35000 Rennes. Tél. : 99-79-01-98.

Sarlat

Festival des jeux du théâtre

L'an prochain, cette séduisante manifestation fêtera son quarantième anniversaire. C'est tout le mal qu'on lui souhaite ! Ouverture des festivités avec le *Roi Lear*, de Shakespeare, mis en scène par Alain Merinat (25 juillet). Serge Pauthe rend hommage à Jean Vilar avec une création, *la Bataille de Chailly*, mis en scène et joué par Pierre Orma (26 et 27 juillet). Du Festival de Montpellier vient *Saint Don Juan*, d'après Joseph Delteil, mis en scène et joué par Jean-Claude Drouot (28 juillet). Geneviève Fontanel reprend son *Journal d'une femme de chambre*, d'Octave Mirbeau (31 juillet), et Jean-Louis Martin Barbaz ses *Trois Mousquetaires* (2 août). La compagnie des Marches de l'été présente une adaptation de Sade, *les Jeux de l'âme* (3 août), et Francis Perrin un one-man-show sur l'œuvre de Molière, *De la farce à la comédie* (5 août).

Du 25 juillet au 6 août. Festival de Sarlat, Hôtel Plamont, rue des Consuls, 24200 Sarlat. Tél. : 53-31-10-83. Minitel : 3615 VISTA ou ARTS.

« Eia Mandela ! »



La Martinique, pays d'Aimé Césaire, vit chaque début de juillet au rythme du Festival de Fort-de-France. Ici, cette fête est de longtemps enracinée dans l'actualité.

Jean-Paul Césaire, fils d'Aimé Césaire, directeur du festival, annonce la couleur en exergue de ses programmes, sous le titre *Eia Mandela !* : « La libération du grand leader noir, puis l'accession à l'indépendance de la Namibie ; en ces deux occasions, le pouvoir blanc a reculé devant la détermination des peuples d'Afrique du Sud, mais aussi devant la réprobation internationale, qu'elle soit venue d'Occident ou des pays de l'Est. (...) »

« Ce double combat, poursuit Jean-Paul Césaire, avait été magnifié par nous dès le VI^e Festival (1977), dédié à la lutte de libération des peuples d'Afrique du Sud. Nous récidivons en 1986 avec le XV^e Festival, qui clame à son tour « Non à l'apartheid ! ». A l'heure où il est de bon ton de dénigrer en bloc l'Afrique tout entière, il nous a semblé salutaire de clamer : « Eia pour ceux qui n'ont jamais rien inventé, pour ceux qui n'ont jamais rien exploré, pour ceux qui n'ont jamais rien dompté ! Eia pour la douleur au pas des larmes réinfectées ! Eia pour l'amour ! Eia pour la joie ! »

Le festival commence cette année avec la troupe sud-africaine de Sarafina ! (du 9 au 14 juillet), comédie musicale relatant la révolte des

jeunes du ghetto de Soweto en 1976. Outre une riche programmation musicale et chorégraphique, il propose une affiche de théâtre importante. Pour la première fois de son histoire, comme l'avaient souhaité Aimé Césaire et Antoine Vitez, la Comédie-Française vient aux Antilles avec le *Misanthrope*, de Molière, dans la mise en scène de Simon Ene (du 10 au 14 juillet).

De Guyane vient *Placeurs*, d'Elie Stephenson, par le Théâtre de l'Arlec (du 10 au 12 juillet). Le jeune Centre dramatique régional de Fort-de-France crée *Philoctète*, de Sophocle (du 16 au 18 juillet), et reprend *Bagnat Terria*, de José Exellis, conte musical (du 18 au 20 juillet).

Du Festival d'Avignon 1989 vient *Rabindranath*, de Gerty Dambury, auteur guadeloupéen (16 et 17 juillet). Le Théâtre Cyclone de Guadeloupe présente *Privat des Iles*, d'Arthur Lerus (du 19 au 21 juillet). Le Têat Gran Mouj joue une création collective, *Délicasse brebis* (du 21 au 24 juillet). La Compagnie Hervé Denis, de Haïti, présente la *Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire (du 23 au 25 juillet), et le Now Teat, de Haïti, présente la *Tragédie du roi Christophe*, d'Aimé Césaire (du 23 au 25 juillet), et le Now Teat, de Haïti, présente la

* Du 9 au 28 juillet. Festival de Fort-de-France, parc floral. Tél. : 19-596-80-48-77 ou 71-66-25 ou 73-60-25

EXPOSITIONS

ARTS

LES
RENDEZ-VOUS
DE L'ÉTÉ

1990 : c'est le bicentenaire de la naissance de Champollion et l'Année de l'archéologie. Mais les grands rendez-vous de la saison portent sur bien d'autres recherches, ouvrent sur bien d'autres horizons : celui de la sculpture contemporaine en particulier, à travers d'excellents artistes (l'Anglais Caro à Calais, Louise Bourgeois que l'on découvre à Lyon, di Suvero qui a investi Valence). A noter un goût très fort pour les couleurs de l'Espagne libre : de Miro (Fondation Maeght) au panorama de la jeune sculpture (en Champagne-Ardenne), en passant par Saura (Toulouse).

G. B.

NORD-PAS-DE-CALAIS

PICARDIE

Beauvais

Francis Aubertin

Remise à l'honneur d'un symboliste oublié, qui fit une belle carrière de peintre décorateur (commandes pour la Sorbonne, la gare de Lyon à Paris, le Conseil d'Etat, entre autres), peignit de nombreux paysages marins ainsi que des scènes mythologiques évocatrices de l'âge d'or. Première rétrospective. Musée départemental de l'Oise, ancien Palais épiscopal, 60000. Tél. : 44-84-37-37. Jusqu'au 2 septembre.

Calais

Anthony Caro

Grandes et petites pièces pour un parcours rétrospectif de l'œuvre de cet excellent sculpteur anglais, grand spécialiste de l'acier découpé, plié, peint ou rouillé. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Du 22 juin au 10 septembre.

Collection sans collectionneurs

L'exposition réunit des œuvres d'artistes tels que Ben, Vostell, Hains, Dietman, Roth, Gilbert et Georges, Antonio Seguí, etc., prêtées par des amateurs d'art contemporain de la région Nord-Pas-de-Calais. Galerie de l'Antenne Poste, 13, boulevard Gambetta, 62103. Tél. : 21-36-67-14. Du 16 juin au 19 août.

Gravelines

Arman

Deux cents estampes (gravures et lithographies) parmi les quatre cents réalisées à ce jour par l'un des champions du nouveau réalisme.

Musée du dessin et de l'estampe originale, Arsenal, 59820. Tél. : 28-23-08-13. Du 1^{er} juillet au 31 août.

Marquay-en-Barrois

Trois siècles de marine

Coups de vent, tempêtes, abordages, canonnages, vie des marins, science et histoire de la navigation depuis le dix-septième siècle. Beaucoup de tableaux et d'objets ont été prêtés par le Musée de la marine, à Paris. Fondation Septentrion, 59700. Tél. : 20-46-26-37. Jusqu'au 29 juillet, et du 26 août au 30 septembre.

Méru

Les Quatre Eléments

Réunies dans une ancienne usine de nacre provisoirement transformée en lieu culturel, les œuvres d'une vingtaine d'artistes (Yves Klein, Dennis Oppenheim, Klaus Rinke, Panamarenko...) jouent avec le feu, l'eau, l'air et la terre.

Usine de Méru, 45, rue Roger-Salengro, 60110. Tél. : 44-08-36-93. Jusqu'au 31 août.

Saint-Amand-les-Eaux

Michel Pastora et Evelyne Porret

Deux potiers suisses amis de la simplicité, qui ont façonné et cuit bols, assiettes et pots sur les bords de la Loire, ou en Egypte, dans le respect des traditions. Tour abbayale-musée, Grand-Place, 59230. Tél. : 27-48-67-09. Jusqu'au 30 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Au cœur de l'Europe

Pour faire la connaissance de six artistes de la République démocratique allemande, qui travaillent à Dresde ou à Berlin : Lothar Böhme, Peter Graf, Sabine Grzimek, Walter Libuda, Theodor Rosenhauer, Jürgen Bötcher-Strawalde.

Jean-Gabriel Colinet

Quelques sculptures récentes sont proposées dans le parc et dans une salle du musée. Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Du 23 juin au 30 août.

BASSE-ET-

HAUTE-NORMANDIE

Alençon

Anselme Boix-Vives

A mi-chemin de l'art brut et de l'art naïf, l'univers magique et hautement coloré d'un petit retraité qui s'est mis à la peinture en 1962 et n'a plus arrêté jusqu'à sa mort, en 1969. Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Charles-Aveline, 61000. Tél. : 33-32-40-07. Du 29 juin au 30 septembre.

Dieppe

Les murs qui parlent

Le Moyen Age au dix-huitième siècle, une histoire de la construction navale établie à partir de dessins de bateaux en graffiti, relevés et étudiés depuis plus de quarante ans par un archéologue. Château-Musée, rue de Chastes, 76200. Tél. : 35-84-19-76. Du 23 juin au 30 septembre.

Caen

Les vanités

Méditations sur la richesse, le renoncement et la rédemption dans la peinture du dix-septième siècle. En cent vingt tableaux provenant du Louvre et des grands musées de province, mais aussi des Offices, du Prado, de la National Gallery de Londres, d'Anvers... Une des grandes expositions de l'été. Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Du 27 juillet au 15 octobre.

Cherbourg

Jean Amado

Hors mode, des sculptures pensées comme des îlots de roches érodées, détachées d'un vieux continent, et

véhiculant, telle l'arche du prophète, la mémoire du monde.

Centre culturel, 2, rue Vastel, 50100. Tél. : 33-44-41-11. Jusqu'au 27 août. Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Aveline, 61000. Tél. : 33-32-40-07. Du 29 juin au 30 septembre.

Rouen

De la Gaulle à la Normandie

Deux mille ans d'histoire, trente ans d'archéologie. Monnaies, maquettes d'habitat, poteries, objets, éléments de décoration... Musée départemental des antiquités, 198, rue Beauvoisine, 76000. Tél. : 35-98-55-10. Jusqu'au 31 décembre.

Evreux

James Guiffé

« De la matière à la trace », le parcours d'un peintre abstrait dont l'œuvre, depuis une quinzaine d'années, est de plus en plus sobre, mesurée, dépouillée. Dans un ancien prieuré bénédictin, une réunion de sculpteurs d'aujourd'hui : Dodeigne, Flanagan, Pagès, Penone, Sigg, Briggs... Autour de la citation de Rodin. Prieuré Saint-Michel, Crouttes, 61120. Tél. : 33-39-15-15. Du 21 juin au 30 septembre.

Miro à Saint-Paul-de-Vence



La Fondation Maeght rend hommage à l'un de ses fidèles : le Catalan Joan Miro. En cent cinquante peintures venues de tous les coins du monde.

Qui permettront de suivre, depuis les premières œuvres terribles, la route du peintre vers les étoiles.

BRETAGNE

PAYS DE LA LOIRE

Clisson

Belgique : une nouvelle génération

Ils seront huit dans les salles d'exposition du FRAC des Pays de la Loire. Les uns sont des narrateurs, les autres des installateurs, certains ont une vue plutôt austère de la création, d'autres donnent volontiers dans le détournement fantaisiste d'objets courants. FRAC Garenne Lamot, Grégné, 44190. Tél. : 40-03-92-60. Du 11 août au 7 octobre.

Daoulas

L'or de Colombe

Diadèmes, masques, pectoraux, bijoux et céramiques témoins des civilisations précolombiennes. Deux cents pièces tout droit venues du musée de l'Or de Bogota. Abbaye de Daoulas, 29480. Tél. : 98-25-84-39. Jusqu'au 30 septembre.

Morlaix

Jean Grenier

Hommage au philosophe, professeur d'esthétique à la Sorbonne et critique d'art Jean Grenier (1898-1971). A travers les peintures qu'il a aimées et défendues : Braque, Picasso, Chagall, Rouault, Vieira da Silva, Lansky, de Stael, Bryen, Debré, Sima, Soulages... Musée des Jacobins, place des Jacobins.

29600. Tél. : 98-88-68-68. Du 5 juillet au 16 octobre.

Nantes

Howard Hodgkin

On verra pour la première fois en France des œuvres de ce Londonien né en 1932, qui brosse large des tableaux de petit format, dans lesquels il traite du cadre, de l'espace de la peinture, du paysage et de l'icône, avec beaucoup de finesse.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Du 15 juin au 15 septembre.

Pont-Aven

Peintres finlandais

en Bretagne à la fin

du dix-neuvième siècle

Elin Danielson-Cambogi, Amélie Lundahl, Hélène Schjerfbeck, Maria Wiik, Oscar Klein... Des noms qui ne nous disent pas grand-chose. Ceux d'artistes finlandais venus grossir l'importante colonie de peintres étrangers travaillant à Pont-Aven de 1870 à 1890.

Musée, place de l'Hôtel-de-Ville, 29930. Tél. : 98-06-14-43. Du 1^{er} juillet au 23 septembre.

Le Pouldu

Charles Filiger

Dans l'auberge reconstituée de la bonne Marie-Henry, quelques œuvres de Filiger, qui fut, au Pouldu, le voisin de palier de Gauguin, de Meyer, de Haan et de Sérusier. Et participa au décor de la maison.

Maison Marie-Henry, 10, rue des Grands-Sables, 29360. Tél. : 96-39-98-51. Jusqu'au 30 septembre.

Château de la Roche-Jagu

Manessier

Une trentaine d'œuvres monumentales : tapisseries et maquettes de vitraux, sur les trois étages d'une belle maison forte du seizième siècle.

Château, près de Pontivy, 22260. Tél. : 96-95-62-35. Du 7 juillet au 30 septembre.

Vannes

Philippe Favier

L'œuvre gravée depuis dix ans par un jeune artiste qui aime les images et les très petits formats. L'exposition vient du musée de Gravelines.

Musée de la Cohue, 56000. Tél. : 41-87-80-80. Du 15 juin au 15 septembre.

Les Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

Depuis les années 60, une rétrospective des peintures. Le parcours est centré sur l'image du visage humain telle que la conçoit ce peintre allemand ayant largement hérité de l'expressionnisme.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Du 18 juin au 16 septembre.

POITOU-CHARENTES

AQUITAINE

Angoulême

Michel Aubry

La cornemuse d'Arc est un des dadas de ce jeune artiste, dont les sculptures sont des instruments de musique potentiels. A Angoulême, Michel Aubry a aussi conçu une salle en hommage au film de Satyajit Ray : le Salon de musique.

Bordeaux

Adrien Douzats

Spécialisé dans la peinture d'architecture et de paysage, ce voyageur infatigable, qui parcourut l'Egypte et le Proche-Orient, posa les premiers jalons du courant orientaliste.

Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret, 33000. Tél. : 56-80-91-60. Jusqu'au 3 septembre.

Richard Serra

L'exposition du sculpteur américain accompagne l'ouverture des nouveaux espaces du CAPC-Musée d'art contemporain. Sont également présentées les œuvres de Boltanski.

Galerie H. Odermatt-Ph. Cazeau
85 bis, tg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58

EXPOSITION
**MAÎTRES DES
XIX^e ET XX^e SIÈCLES**
4 MAI - 28 JUILLET

GALERIE SCHMIT

396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36

**MAÎTRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIÈCLES**

Exposition : 10 mai - 18 juillet

MUSÉE MARMOTTAN

2, rue Louis Boilly 75116 PARIS (1) 42.24.07.02

JULES ET PAUL MARMOTTAN

Collectionneurs prestigieux

Jusqu'au 30 septembre

مكتبة الأناضول

EXPOSITIONS

Baren, Gilbert and George, Kounellis, LeWitt, Long et Merz appartenant au musée.

CAPC Musée, Entrepôt, 7 rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-36. Du 30 juin à 30 septembre.

Chauvigny

Michel Verjux

Il présente deux installations lumineuses dans les anciens bains-jouques municipaux, qui seront à l'avenir exclusivement consacrés à des expositions d'art contemporain.

« Les bains-jouques », centre départemental d'art contemporain, 4, rue de la Paix, 86300. Tél. (temporaire) : 49-46-30-21. Du 22 juin au 30 septembre.

Mont-de-Marsan

Gitanes

Les œuvres commandées par la SETTA à des créateurs contemporains. Thème imposé : la gitane. L'exposition accompagne un festival d'art flamenco.

Musée Despland-Wierick, 8, place Marquise-de-Marsan, 64000. Tél. : 59-75-00-45. Du 2 juillet au 31 août.

Orion

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Comme l'été dernier, le château d'Orion accueille une sélection d'œuvres du Fonds national d'art contemporain. Le titre de l'exposition rappelle le grand cycle de fresques du seizième siècle conservé au château, et cette idée qu'on peut amener l'art d'aujourd'hui dans un monument historique sans faire pour autant de la provocation.

Château d'Orion, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Jusqu'au 30 octobre.

Pau

Théâtre de l'imaginaire

Des « boîtes » signées Man Ray, Joseph Cornell, Louis Pons, Louise Nevelson, Jean-Michel Réquichot, entre autres.

Musée des Beaux-Arts, rue Mathieu-Léandre, 64000. Tél. : 59-27-53-02. Du 22 juin au 18 septembre.

Dessins des collections

Un choix de 80 dessins du seizième au dix-neuvième siècle. Beaucoup sont inédits, beaucoup traitent d'Henri IV, de son histoire et de sa légende, ou bien concernent le château de Pau.

Musée national du château de Pau, 64000. Tél. : 59-27-36-22. Jusqu'au 15 août.

Politiers

Claude Rutault

Huit extraits de son travail depuis 1974. Dans lequel il est question de la peinture, de son support, du mur, du temps de recouvrement d'une surface, du monochrome, de la série.

Musée Sainte-Croix, 61, rue Saint-Simplicien, 86000. Tél. : 49-41-07-63. Du 15 juin au 30 septembre.

Sculpture espagnole

La région Champagne-Ardenne a projeté de dresser, cet été, un vaste panorama de la sculpture contemporaine espagnole. A travers des expositions étagées dans sept lieux. A Troyes, le musée d'art moderne proposera un noyau de modernes classiques de la collection Lévy : Gonzalez, Picasso, Chillida, Gargallo, Miró, Oteiza ; Cadran solitaire réunira deux jeunes : Navarro et Sinagra ; et le centre d'art Passages, deux autres : Irazu et Badiola. A Reims, la Caixa de Pensions de Barcelone présentera, au palais du Tau, les œuvres de Cano, Espalio, Munoz, Perejaume, Rom et Solano ; de son côté, le FRAC exposera des pièces créées spécialement par Cotanda et Martínez. L'église de Val-de-Vesle accueillera Pensa. Enfin, on pourra voir des pièces de Colomer au Musée Rimbaud de Charleville-Mézières.

* Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000 Troyes. Tél. : 25-80-57-30. Cadran solitaire, quai des Comtes-de-Champagne, 10000 Troyes. Tél. : 25-76-13-78.

Centre d'art contemporain Passages, 3, rue Vieille-Rome, 10000 Troyes. Tél. : 25-80-59-42.

Palais du Tau, 51100 Reims. Tél. : 28-47-74-89.

FRAC (lieu non encore précisé), 51100 Reims. Tél. : 28-47-84-50.

Eglise de Courmelles, 51380 Val-de-Vesle. Tél. : 26-03-94-94.

Musée Rimbaud, quai Rimbaud, 08000 Charleville-Mézières. Tél. : 24-33-31-64.

Du 12 juillet au 18 septembre.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Chaumont

Toulouse-Lautrec

Pour la première fois, la collection complète des trente affiches de Toulouse-Lautrec est réunie.

Bibliothèque municipale, 8, rue de la Victoire-de-la-Marne, 52000. Tél. : 25-32-37-48. Jusqu'au 28 juillet.

Troyes

Peintres du Nord

Une invitation à découvrir ou redécouvrir le fonds de tableaux flamands et hollandais du musée des Beaux-Arts.

Musée des Beaux-Arts, 1, rue Christian-de-Troyes, 10000. Tél. : 25-42-33-33. Du 23 juin au 5 novembre.

LORRAINE

ALSACE

Haguenau

L'Europe des céramistes

350 œuvres de 250 artistes issus de vingt-cinq pays européens : des récipients de toutes sortes et de styles divers aux sculptures et peintures abstraites ou figuratives, l'ensemble des possibilités de la terre.

Salle du Manège, place Charles-de-Gaulle, 67500. Tél. : 88-73-30-54. Du 13 juillet au 26 août.

Metz

Jacques Tiphénus

Les toiles et les pastels d'un peintre à l'affût de belles lumières, qui vibrent et dissolvent les êtres et les choses, au-delà des formes dans l'intimité des intérieurs. Son maître : Bonnard, incontestablement.

Arsenal, avenue Ney, 57000. Tél. : 87-74-18-18. Du 23 juin au 9 septembre.

Strasbourg

Mémoires d'Egypte

L'hommage de l'Europe à Champollion, pour le bicentenaire de sa naissance. Tous les musées européens riches en collections d'égyptologie collaborent à cette célébration.

Eglise Saint-Paul, place de l'Université, 67000. Jusqu'au 7 octobre.

Charles Filiger

Tandis que Le Poultu accueille, cet été, quelques tableaux de Filiger peints dans la maison de Marie Henry, Strasbourg consacre une rétrospective à ce peintre épris d'abstrait. Dont l'art, après 1900, devint de plus en plus symboliste et mystique.

Andréenne Boucherie, 3, place de la Grande-Boucherie, 67000. Tél. : 88-52-48-95. Du 16 juin au 2 septembre.

Vivre au Moyen Age

Trente ans d'archéologie médiévale en Alsace. Tout sur l'habitat rural et urbain, les fonctions du château, les objets de la vie quotidienne, les rites

et les pratiques funéraires, le monde souterrain de la mine.

Andréenne Douma, 14, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Jusqu'au 30 septembre.

BOURGOGNE

Autun

Vitruv

De l'époque gallo-romaine à la renaissance, le verre dans les collections bourguignonnes.

Chapelle des Bonnes-Œuvres, place Sainte-Barbe, 71400. Tél. : 82-62-09-76. Jusqu'au 14 octobre.

Auxerre

Intellectuels et artistes dans l'Europe carolingienne

Une exposition du CNRS dans une abbaye fondée au cinquième siècle, et qui fut, au temps des Carolingiens, un haut lieu d'échanges culturels.

Abbaye Saint-Germain, 89000. Tél. : 86-46-68-89. Du 6 juillet au 15 août.

Bourbon-Lancy

Deux collections en Bourgogne

Celle du legs Zervos à Vézelay, celle du Consortium à Dijon. L'art contemporain des années 20 à 40 et l'art actuel.

Musée, place du Musée, Tél. : 85-89-12-03. Du 7 juillet au 31 août.

Cluny

5 peintres du 5 de la rue de Charonne

Ankaous, Nivollat, Sorg, Thiolat et Pichand sont voisins d'atelier à Paris. Cela ne suffit pas à les exposer ensemble s'il n'y avait chez eux une même sympathie pour la peinture abstraite.

Salle des Ecuries Saint-Hugues, Tél. : 85-59-10-96. Jusqu'au 11 septembre.

Dijon

La peinture en Bourgogne au seizième siècle

Désormais restaurés et en partie étudiés, une cinquantaine de tableaux, volets ou fragments de retables jusque-là oubliés au fin fond d'églises humides, révèlent l'existence, au seizième siècle, d'une école de peinture bourguignonne. Alors que l'on croyait la production arrêtée avec la fin du mécène ducal.

Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél. : 80-74-52-70. Jusqu'au 7 août.

Nîmes Toroni

Cet ancien de BMPT (Baren, Mosset, Parmentier, Toroni), resté fidèle à lui-même, continue de se démarquer en marquant systématiquement les murs à coups de pincesaux répétés à intervalles réguliers. Pour signaler l'espace et la peinture.

Le Consortium, centre d'art contemporain, 16, rue Quentin, 21000. Tél. : 80-30-75-23. Jusqu'au 11 août.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Albi

Combas et Toulouse-Lautrec

Le premier a installé son atelier dans le musée consacré au second, pendant une saison. De cette confrontation sont nées des toiles qui seront accrochées au milieu des œuvres du peintre de la vie parisienne.

Musée Toulouse-Lautrec, place de la Berbie, 81003. Tél. : 83-54-14-09. Jusqu'au 30 septembre.

Castres

Six Espagnols à Paris

Barcelo, Broto, Moragon, Sicilia, Campano et Torconal : six Espagnols qui, tout en ayant un pied à Paris, ont participé à la Movida, ce mouvement confus agitant l'Espagne redécouvrant la démocratie. Leurs diverses sensibilités s'affrontent à Castres.

Centre d'art contemporain, 35, rue Chambré-de-l'Édit, 81100. Tél. : 83-59-30-20. Du 20 juin au 28 septembre.

Mémoires d'Egypte



Strasbourg fête en grand le bicentenaire de la naissance de Champollion. Tous les musées européens riches en collections d'égyptologie ont prêté des œuvres et des documents, afin de retracer l'histoire et le cadre des recherches de notre savant déchiffreur des hiéroglyphes.

Ginals

Fred Deux

L'œuvre inquiète, fiévreuse, d'un grand dessinateur d'aujourd'hui qui explore avec minutie les « espaces du dedans ». A signaler aussi l'exposition de la collection de Beaulieu, pour fêter les vingt ans du Centre d'art contemporain.

Abbaye de Beaulieu, Tél. : 63-67-06-84. Jusqu'au 9 septembre.

Montauban

Ingres et Louis-Philippe

Ingres a beaucoup travaillé pour la famille d'Orléans : portraits, vitraux, tableaux d'Histoire. Le très riche cabinet d'arts graphiques du Musée de Montauban expose soixante et onze dessins préparatoires pour ces différentes œuvres.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82013. Tél. : 63-22-12-00. Du 15 juin au 7 octobre.

Titus-Carmel

Les œuvres récentes d'un peintre de plus en plus peintre, de plus en plus attaché aux couleurs et à la construction.

Musée Ingres, Du 1^{er} juillet au 30 septembre.

Toulouse

Saura

Quatre thèmes sont abordés dans ces toiles exécutées entre 1956 et 1986 : crucifixions, foules, femmes et por-

traits imaginaires. L'exposition vient du Centre Reina Sofia de Madrid.

Palais des arts, Musée d'art moderne et contemporain, 34, rue Pargaminières, 31000. Tél. : 61-22-21-83. Du 21 juin au 16 septembre.

Alès

Pierre Alechinsky

Pierre Alechinsky a réalisé quantité de livres avec l'éditeur Pierre-André Benoit. Le musée-bibliothèque met en parallèle sa peinture et ses travaux destinés à l'impression.

Musée-bibliothèque Pierre-André Benoit, 52, montée des Lauriers, Rochefort, 30107. Tél. : 66-86-98-63. Du 30 juin au 2 octobre.

Carcassonne

Olivier Debré

Des œuvres récentes - certaines de très grand format - regroupées autour des esquisses préparatoires pour le rideau de scène de l'Opéra de Hongkong.

Tours harbonnaises, Cité, 11000. Tél. : 68-77-71-27 ou 68-77-71-28. Du 20 juin au 16 septembre.

Achille Laugé

Un artiste mal connu, resté provincial toute sa vie et qui pratiqua le pointillisme. La plupart des œuvres présentées - des portraits - proviennent de collections privées.

Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun, Ville Basée, 11012. Tél. : 68-77-71-27 ou 68-77-71-28. Du 20 juin au 31 août.

EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN SOVIETIQUE
23 MAI - 15 JUIN
9, place Furstenberg, Paris 6^e
Ouv. du mardi au samedi 11/19 h.

Galerie Beaubourg
Alain Jacquet
c/o
Arianne & Pierre Nahon
23 RUE DU RENARD 75004 PARIS
42 71 20 50

6 JUIN
7 JUILLET
MICHEL HAAS
œuvres récentes
Catalogue
sur demande
KRUGIER-DITESHEIM
ART CONTEMPORAIN
20-31, GRAND-ROUE CH-1204 GENEVE
TEL. 41-22-285719 FAX 41-22-285712

CHRISTOPHE DENTIN
L'Espace Bateau Lavoir
6, rue Garreau
75018 Paris
Du 14 au 24 juin

RAUSCHENBERG
13 juin - 22 septembre
Galerie Boulakia
20, rue Bonaparte 75006 PARIS
(1) 43.26.56.79

GRAND PALAIS SALON DU DESSIN
& DE LA PEINTURE A L'EAU
TARIF REDUIT
Insc. carte membre 20 f. (au lieu de 30 f.)

EXPOSITIONS

Collioure

Joan Brossa

Membre de l'avant-garde catalane occultée par le franquisme, Joan Brossa expérimente les chemins d'une poésie visuelle proche du surréalisme, avant de s'intéresser aux arts du spectacle. La fin des années 70 et la dernière décennie sont particulièrement propices à son épanouissement dans tous les domaines.

Musée-Fonds Péké, Villa Pams, route de Port-Vendres, 66190. Tél. : 68-82-10-19. Du 30 juin au 15 septembre.

Montpellier

L'été australien

Plus de cent toiles prêtées par les plus grands musées australiens. De la peinture aborigène aux impressionnistes locaux - Tom Roberts, Charles Conder, Arthur Streeton ou Frederick McCubbin - inconnus en France.

Musée Fabre, boulevard Bonne-Nouvelle, 34000. Tél. : 67-66-06-34. Du 30 juin au 13 septembre.

Nîmes

Jeans Denim

La saga du «bleu de Nîmes», étoffe populaire fabriquée localement depuis la fin du Moyen Âge, diffusée dans toute l'Europe, puis produite aux États-Unis par la firme Levi Strauss and Co. avant de faire le tour du monde sous le nom blue-jean.

Musée du Vieux Nîmes, place aux Herbes, 30000. Tél. : 66-36-00-64. Jusqu'au 15 octobre.

Nicola De Maria

Pour la première fois dans un musée français, un ensemble (cinquante œuvres anciennes et récentes) d'un membre de la transavantgarde italienne.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30000. Tél. : 66-67-25-57. Du 3 juillet au 30 septembre.

Richard Baqué

Œuvres récentes d'un jeune sculpteur qui combine, non sans poésie, objets trouvés, vidéo et ferrailles.

Musée des beaux-arts. Du 3 juillet au 9 septembre.

RHÔNE-ALPES

Bourg-en-Bresse

Tapisseries anciennes

Vingt-cinq tapisseries des XVII^e et XVIII^e siècles sont accrochées dans les salles de l'ancien monastère de Brou. L'exposition illustre la production des grands centres - Bruxelles, Aubusson - qui ont marqué l'histoire de cet art alors à son apogée.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Du 23 juin au 16 septembre.

Lyon

Louise Bourgeois :

Rétrospective 1939-1989

Lyon accueille la première rétrospective consacrée à cette artiste - célèbre aux États-Unis où elle vit, peu connue en France où elle est née - qui a participé à l'aventure des expressionnistes abstraits américains avant de présenter, dans les années 60, des sculptures minimalistes, et plus tard, des installa-

tions monumentales avec des matériaux divers, durs ou mous.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-80-66. Du 1^{er} juillet au 30 août.

Cent sérigraphies d'Andy Warhol

En marge du grand défilé de «warholien» qui va occuper l'été durant le Centre Pompidou à Paris, une exposition, venue d'Italie, qui montre une partie importante de l'œuvre graphique d'Andy Warhol.

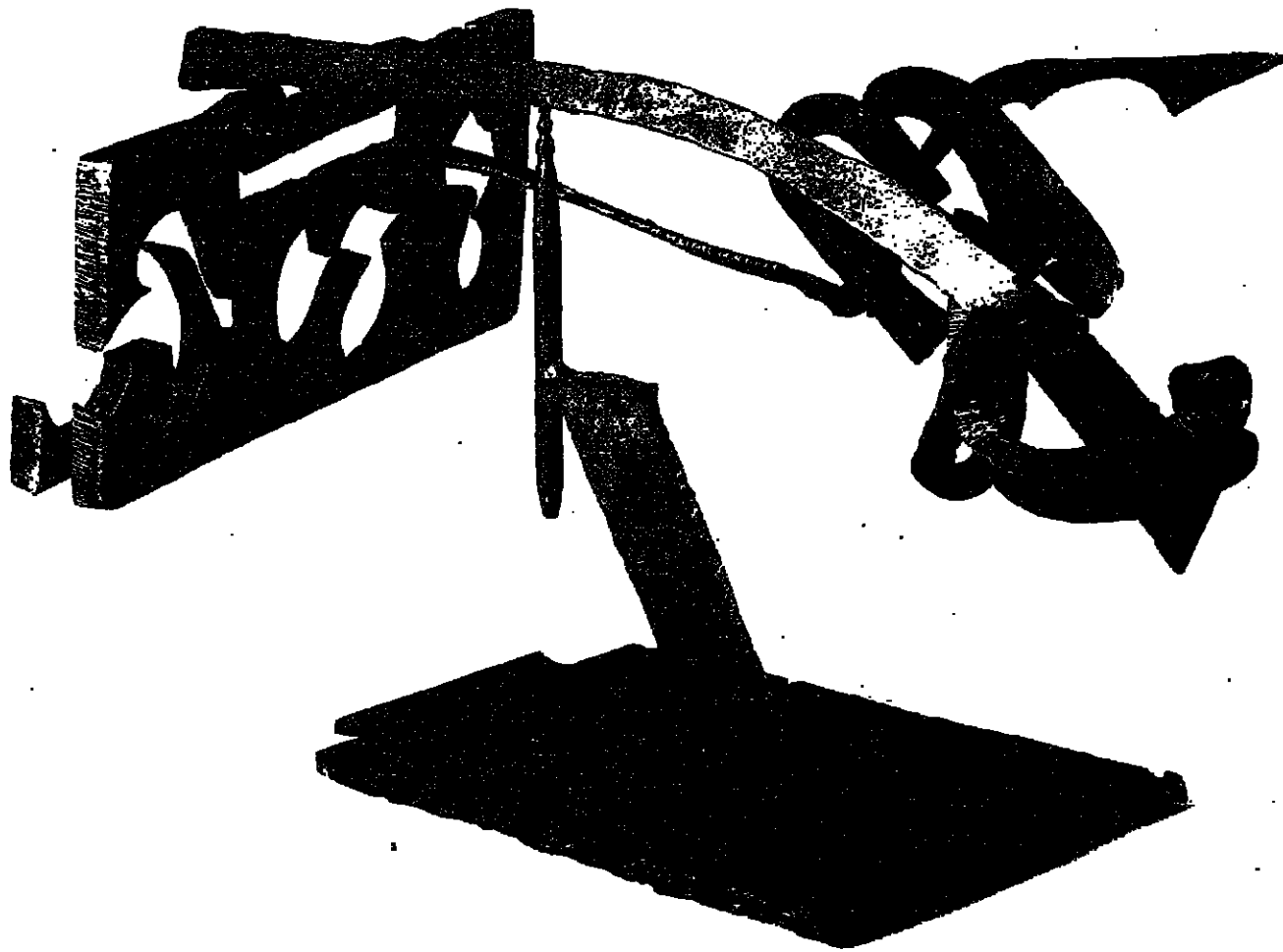
Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Jusqu'au 29 août.

Saint-Etienne

La Collection Accrochage II

Ce nouvel accrochage permet aux visi-

Un sculpteur dans la ville



A Valence, de la gare au château d'eau, sur les places et sur les pelouses des parcs, l'Américain Mark di Suvero a installé ses grandes sculptures faites de poutrelles d'acier nouées, équilibrées. Sans violence, en signe d'intelligence avec l'espace urbain. C'est somptueux.

teurs de découvrir les multiples facettes des collections du musée. Des grands Américains (Stella, Judd, LeWitt, Warhol, Lichtenstein) aux Allemands (Bazeltz, Penck, Lüpertz), en passant par l'arte povera et supports/surface, Buren, Boltanski et tant d'autres. Sans oublier des pièces plus récentes de Favier, Arnécker, Cragg ou Saytour.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-58-58. Jusqu'au 30 septembre.

Saint-Fons

Kacem Noua

Spirales et arabesques, minéraux aux formes découpées et sculpturales, les œuvres de Kacem Noua, que l'on a pu voir à Paris chez Lucien Durand, sont accrochées au centre d'art. Une technique picturale impeccable.

Centre d'art moderne, 12, rue Gambetta, 69195. Tél. : 78-70-94-70. Jusqu'au 13 juillet.

Valence

Di Suvero

Valence a livré ses places, ses rues et ses musées à un sculpteur italo-américain, né en Chine. Peu connu en France, cet artiste cosmopolite a déployé dans toute la ville ses constructions de bois et d'acier, monumentales ou intimes, nourries de figures et de références.

Musée, 4, place des Ormeaux, 26000. Tél. : 75-43-93-00. Jusqu'au 31 août.

Vizille

The French Revolution

(version anglaise)

Dans ce château voué à la célébration du grand événement, la Révolution française est ici vue du côté de Londres. Une vision nuancée, on s'en doute. Le British Museum a retrouvé ses collections, prêtant notamment quelques-unes des œuvres illustrées de William Blake.

Château de Vizille, 38200. Tél. : 76-68-07-35. Jusqu'au 9 septembre.

PROVENCE

COTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire

Cézanne 1990

Pour «venir en aide» à la montagne Sainte-Victoire, ravagée par un incendie l'été dernier, une exposition rassemble des œuvres de Cézanne qui ont pour thème le célèbre panorama.

Musée Granet, Palais de Malte, 13. rue Cardinale, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Du 15 juin au 2 septembre.

Antibes

Daniel Spoerri

Après Paris, Antibes accueille cette rétrospective consacrée à un ancien «nouveau réaliste» - des tableaux-pièges des années 60 à l'ethnoscène - présentés au Centre Pompidou en 1989.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Jusqu'au 10 septembre.

Fréjus

L'art en France

de 1945 à 1990

La Fondation Tempon est toujours dans les limbes. En attendant son ouverture, elle présente un choix de cent vingt-six artistes, panorama de l'art en France depuis la fin de la guerre, d'Arp à Vallat.

Centre temporaire, Zone Industrielle du Capfou, 83600. Fréjus. Tél. : 94-40-76-30. Du 3 juillet au 16 septembre.

Serge Plagnol :

Jalons

Neuf peintures illustrent l'œuvre de ce jeune artiste qui oscille entre abstraction et figuration. Ses paysages mentaux sont aussi l'expression du bonheur de peindre.

Centre culturel municipal, hôtel de ville, 83600 Fréjus. Tél. : 94-51-20-36. Du 2 au 29 juillet.

L'Isle-sur-la Sorgue

Gaston Chassaie

Cette rétrospective de soixante-seize numéros comprend aussi bien des peintures des années 40 que des papiers collés de la fin de sa vie, des gouaches de 1948. La légende du «Picasso en sabots» s'estompe définitivement.

Hôtel Donadai de Camprodun, rue du Docteur-Tallat, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 21 octobre.

Marseille

Biennale de Sao-Paulo

La sélection française de la dernière Biennale de Sao-Paulo, confiée à Catherine Millet, est exposée à la Vieille-Charité : Alain Jacquet, Antonio Semararo, Jay Chiat-Edouard Merino ; et au Musée Cantini : 28 œuvres d'Yves Klein qui retracent les principales étapes de son parcours.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-25-38. Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Jusqu'au 20 août.

L'Afrique fantôme

Françoise Huguier, un demi-siècle après Michel Leiris, est repartie sur ses traces, de Dakar à Djibouti. Cent quarante photos retracent ce pèlerinage. A

travers l'objectif du photographe, le fantôme de l'Afrique bouge encore.

Centre de la Vieille-Charité. Jusqu'au 20 août.

De Renoir à Kisting, les trésors du Petit Palais de Genève

Le Petit Palais est un musée privé, particulièrement riche (14 000 œuvres françaises et 4 000 européennes) fondé par Oscar Ghez. Une sélection de son fond est installée à la Bourse, le temps de l'été. On y trouve pêle-mêle : Jacques-Emile Blanche, Brayer et Bernard Buffet, mais aussi Marquet, Picasso, Renoir et Gauguin.

Palais de la Bourse, la Canebière, 13000. Tél. : 93-39-33-33. Du 27 juin au 1^{er} octobre.

Nice

Chagall :

études préparatoires

Pour la première fois présenté dans son intégralité, l'ensemble des pastels, dessins et huiles préparatoires au *Messias biblique*.

Musée national Marc-Chagall, avenue du Docteur-Ménard, 06000. Tél. : 93-81-75-75. Du 8 juillet au 1^{er} octobre.

Nice et les années 60, nouveaux réalistes, pop art, Fluxus

Le développement de l'art contemporain des années 60 à nos jours, à tra-

vers différentes avant-gardes. Cette exposition remplace la rétrospective Arman, le peintre ayant refusé d'y participer après les déclarations de Jacques Médecin, le maire de la ville.

Musée d'art moderne contemporain, promenade des Arts, 93-82-61-62. Du 21 juin au 30 septembre.

Galerie-Musée

Raoul-Dufy

La veuve de Raoul Dufy a donné à la ville de Nice un important ensemble d'œuvres de son mari (peintures, dessins, gravures, céramiques et tapisseries). Elles sont exposées dans un espace rénové pour la circonstance.

77, quai des États-Unis, 06300. Tél. : 93-62-31-24. Ouverture le 21 juin.

Le désenchantement

du monde

Une douzaine de peintres venus de France (Judith Bartolani et Claude Caillet, Joachim Mogarria), d'Allemagne (Penck, Harald F. Müller, George Herold, Meuser), d'Autriche (Peter Weibel, Heimo Zobernig), de Suisse (Peter Fischli et David Weiss) et des États-Unis (John Kessler, Mike Keller) occupent la villa Arson.

Villa Arson, 20, avenue Stephen-Ligard, 06100. Tél. : 93-84-40-04. Du 8 juillet au 30 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

Joan Miro

Un hommage rendu à l'amitié et à la fidélité : Joan Miro a longuement et à plusieurs reprises travaillé à la Fondation Maeght. Cent cinquante peintures et dessins venus du monde entier témoignent d'une œuvre capitale.

Fondation Maeght 06570. Tél. : 93-32-81-63. Du 5 juillet au 7 octobre.

Saint-Rémy

Albert Gleizes

Deux expositions dans la même ville sont consacrées au même artiste. La première est la préfiguration d'un accrochage permanent de certaines œuvres du peintre cubiste au Musée des Alpilles. La seconde présente un aspect particulier de son travail : ses compositions murales.

Musée des Alpilles, place Favier, 13210. Tél. : 90-82-08-10. Centre Présence Van Gogh, Hôtel Estrine, Tél. : 90-82-34-72. Jusqu'au 30 septembre.

Les cinq ans de la donation Mario Prassinos

En 1985, Mario Prassinos a fait don à l'État français d'un ensemble d'œuvres réalisées de 1938 à 1985. En particulier onze huiles sur papier, destinées à orner la chapelle de Notre-Dame de la Pitié à Saint-Rémy-de-Provence.

FMP Donation Mario Prassinos, avenue Durand-Maillane, 13210. Tél. : 90-82-35-13. Du 30 juin au 30 septembre.

Saint-Tropez

Henri Edmond Cross :

paysages de Provence

Les paysages peints par le peintre post-impressionniste pendant ses séjours sur la côte méditerranéenne entre Marseille et Saint-Tropez.

Musée de l'Annunziata, Chapelle de l'Annunziata, 83950. Tél. : 94-87-04-01. Du 30 juin au 24 septembre.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Après «Berlin aujourd'hui», le Musée de Toulon propose pour l'été un panorama de l'art autrichien des dernières années à travers des œuvres d'Arnulf Rainer, Kappa, Franz West, Erwin Wurm ou Eva Schlegel.

Musée, 113, boulevard du Maréchal-Ledoux, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Du 19 juillet au 31 octobre.

L'Est en Arles

Placées sous le signe de l'histoire en mouvement, les XXI^e Rencontres internationales de la photographie d'Arles font une large place aux créateurs de l'Est avec la confrontation Drtikol-Saudek, les jeunes auteurs tchèques, l'opérateur lituanien Kazlauskas, dix photographes de RDA, l'évocation filmée de Berlin et les événements au-delà du rideau de fer depuis 1945 rapportés par l'agence Magnum.

L'archéologie du XIX^e siècle à nos jours est présentée à l'Espace Van Gogh. Le centenaire de la naissance de Man Ray est salué par ses vues d'architecture, hommage est rendu au Belge Willy Kessels, et Pascal Kern présente ses travaux récents à la chapelle du Méjan.

Les soirées se déroulent au Théâtre antique à partir de 22 heures (entrée : 70 F).

En voici le programme : *Berlin*, (6 juillet) ; *Plaisir d'amour*, (7 juillet) ; *A l'est de Magnum*, (8 juillet) ; *Patrick Kelly* (9 juillet) ; *L'Afrique fantôme*, (10 juillet).

* 10, rond-point des Arènes, 13632. Tél. : 90-96-76-06. Du 6 juillet au 15 août.

Cézanne à Aix



La montagne Sainte-Victoire a brûlé. A Aix, une exposition Cézanne rappelle ce site dégradé, que le peintre a tant observé.

مكتبة لاجل